

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA POST-PRÉSIDENTE AMÉRICAINE EN ÉVOLUTION

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

LUCIE THOUIN

JUIN 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Faculté de science politique et de droit

Département de science politique

Le présent mémoire intitulé

*La post-présidence américaine en évolution*

Présenté par

**Lucie Thouin**

A été évalué par le jury composé de

**Frédéric Gagnon**

Direction de recherche

**Charles-Philippe David**

Évaluateur

**Karine Prémont**

Évaluatrice

## REMERCIEMENTS

Je ne pensais jamais faire une maîtrise en science politique quand je me suis inscrite à l'automne 2019 comme étudiante libre à l'UQAM dans le but de suivre quelques cours sur la politique américaine. Passionnée de ce sujet depuis l'élection présidentielle de 1992 qui a élu le démocrate Bill Clinton à la présidence, un personnage qui me fascinait alors, je suis depuis restée informée en lisant les journaux et en achetant quelques ouvrages pour approfondir mes connaissances du système politique américain. Lors des élections subséquentes (Georges W. Bush, Barack Obama...), j'assistais aux conférences organisées par l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Je prenais aussi une semaine de vacances pour assister aux écoles d'été du CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal) accessibles au grand public, notamment celles de 2011 (*États-Unis 2011 – Une nation sous tension*) et de 2018 (*Les États-Unis de Trump*).

L'aventure de ce mémoire a débuté avec deux cours de niveau baccalauréat sur les États-Unis enseignés par Frédérick Gagnon, professeur en science politique à l'UQAM et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Son enseignement passionné m'a incité à poursuivre ma formation à un cycle plus avancé et c'est grâce à son appui que j'ai pu être admise dans le programme de maîtrise. Merci Frédérick, d'avoir accepté d'être mon directeur de recherche. Merci pour ton soutien, tes conseils, tes commentaires toujours constructifs. Je partais loin de la recherche en sciences sociales avec mon ancien parcours académique : informatique de gestion et MBA. C'est grâce à toi et aux autres professeurs du département que j'ai pu acquérir le savoir-faire de la recherche en science politique. Le côté pratique du fonctionnement du gouvernement américain n'est pas en reste, grâce à la mémorable simulation dans le cadre du séminaire sur la politique extérieure des États-Unis, animé de main de maître par le professeur Charles-Philippe David, fondateur de la Chaire Raoul-Dandurand. Charles-Philippe, j'ai apprécié nos discussions animées et je souhaite qu'il y en ait d'autres dans le futur. J'aimerais remercier aussi Karine Prémont, professeure à l'Université de Sherbrooke et directrice adjointe de l'Observatoire sur les États-Unis, pour ses suggestions alors que le projet de mémoire était en élaboration. Merci également à Serge Harvey pour la révision de texte impeccable. Ses suggestions m'ont grandement aidé à améliorer la qualité de l'écriture.

Je remercie aussi les chercheurs de la Chaire Raoul-Dandurand que j'ai côtoyés tout au long de cette entreprise. Ils ne le savent pas, mais être en contact avec eux a été une source de motivation. Dans la même veine, l'encouragement de ma famille et de mes amis a été précieux tout au long de ce parcours.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 CADRE, MÉTHODOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA POST-PRÉSIDENTE.....	10
1.1 Revue de la littérature.....	10
1.1.1 Les approches historiques de la post-présidence .....	11
1.1.2 Les études typologiques de la post-présidence .....	13
1.1.3 Les théories sur la post-présidence .....	16
1.2 Problématique.....	23
1.3 Cadre théorique.....	26
1.3.1 Définition du cadre théorique.....	27
1.3.2 Thèse et concepts centraux de l'APD pour le mémoire.....	29
1.4 Méthodologie.....	32
1.4.1 Méthode de vérification .....	33
1.4.2 Sélection des cas .....	36
1.4.3 Stratégie de collecte des données.....	37
CHAPITRE 2 LA POST-PRÉSIDENTE DE JIMMY CARTER.....	38
2.1 Implication dans les affaires étrangères.....	38
2.2 Commercialisation et défense de son héritage.....	66
2.3 Partisanerie politique .....	68
CHAPITRE 3 ÉTUDE DES MOMENTS DE RUPTURES SELON LES CRITÈRES DE COMPARAISON.....	72
3.1 Implication dans les affaires étrangères.....	72
3.1.1 Rupture.....	72
3.1.2 Facteurs explicatifs.....	89
3.2 Commercialisation et défense de son héritage.....	94
3.2.1 Rupture.....	94
3.2.2 Facteurs explicatifs.....	108
3.3 Partisanerie politique .....	111

3.3.1 Rupture.....	111
3.3.2 Facteurs explicatifs.....	126
CONCLUSION .....	130
ANNEXE A Synthèse des rôles occupés par les anciens présidents .....	136
ANNEXE B Caractéristiques de comparaison pour chaque ancien président .....	138
ANNEXE C Déclarations de Donald Trump à propos de la guerre entre Israël et le Hamas .....	140
ANNEXE D Activités d’Obama en appui aux élections de mi-mandat de 2018.....	142
ANNEXE E Activités d’Obama en appui aux élections présidentielles de 2020 .....	144
ANNEXE F Activités d’Obama en appui à Kamala Harris aux élections présidentielles de 2024 145	
RÉFÉRENCES.....	147

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 Rôles post-présidentiels en affaires étrangères et exemples .....	21
Tableau 2 Comparaison structurée et orientée .....	35

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

APD	American Political Development
CDC	Centers for Disease Control and Prevention (Centres américains de contrôle et de prévention des maladies)
CIA	Central Intelligence Agency
CCMM	Chambre de commerce du Montréal métropolitain
CNN	Cable News Network
COP	Conferences of the Parties (conférences des parties de l'ONU sur les changements climatiques)
DNC	Democratic National Committee (Comité national démocrate)
FEM	Forum économique mondial
FMI	Fonds monétaire international
FNI	Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire
INN	International Negotiation Network
ITFDE	International Task Force for Disease Eradication (Groupe de travail international pour l'éradication des maladies)
MAGA	Make America Great Again
NAS	Net Activity Score
NDI	National Democratic Institute for International Affairs
NDRC	National Democratic Redistricting Committee
OEA	Organisation des États américains
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale

ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
SDI	Strategic Defense Initiative
SMU	Southern Methodist University
UNO	Union nationale

## RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur l'évolution de la post-présidence américaine au cours des quatre dernières décennies. Cette recherche se demande si les choix d'occupation des anciens présidents émulent le modèle type incarné par l'ancien président Jimmy Carter, l'exemple parfait d'une post-présidence réussie, axée sur les affaires étrangères, favorisant la neutralité en politique intérieure et désintéressée de l'enrichissement personnel et du culte de sa propre personne. S'appuyant sur le champ d'études du développement politique américain (*American Political Development (APD)*), le mémoire démontre que la post-présidence se transforme en faveur des caractéristiques suivantes : (1) l'implication dans les affaires étrangères n'est plus une priorité, (2) la post-présidence se commercialise de plus en plus et se concentre sur l'héritage personnel au détriment de la protection du prestige de l'institution de la présidence, (3) les anciens présidents deviennent davantage partisans, abandonnant la neutralité pour attaquer directement leurs successeurs présidentiels ou leurs politiques. Pour démontrer cette thèse, une comparaison orientée et structurée est effectuée entre la post-présidence de Jimmy Carter et celles de ses successeurs, et ce, pour chacune des trois caractéristiques. L'analyse met en évidence les changements dans les carrières post-présidentielles et les moments de rupture par rapport au modèle Carter. Dégageant des pistes de réflexion pour de futures recherches, une amorce d'analyse des facteurs individuels, nationaux et internationaux qui contribuent à la transformation de la post-présidence, complète la recherche.

Mots clés : États-Unis; Post-présidence; Anciens présidents; Affaires étrangères; Héritage présidentiel; Partisanerie politique; American Political Development (APD); Jimmy Carter; Ronald Reagan; George H. W. Bush; Bill Clinton; George W. Bush; Barack Obama; Donald Trump.

## INTRODUCTION

Aux États-Unis, les anciens présidents occupent une place particulière dans le paysage politique. Comme anciens dirigeants d'une grande puissance mondiale, ils sont connus à travers le monde et l'expertise tirée de leur mandat comme président est reconnue et sollicitée en sol américain et à l'international. Cette notoriété, amplifiée par la couverture médiatique dont ils sont l'objet, leur donne la capacité d'attirer l'attention du public et d'influencer les politiques.

La plupart des anciens présidents des États-Unis sont demeurés actifs après leur mandat à la plus haute fonction du pays. En excluant les huit présidents décédés pendant leur mandat et les deux autres qui ont survécu moins de deux ans après leur départ de la présidence<sup>1</sup>, force est de constater que les trente-cinq autres ont occupé des rôles très variés durant leur post-présidence.

Au début de la république, les anciens présidents choisissent d'abord de retourner à la vie privée. Les trois premiers présidents des États-Unis, George Washington, John Adams et Thomas Jefferson, empruntent la même voie en adhérant à l'idéal républicain du 18<sup>e</sup> siècle, où un simple citoyen s'engage dans le service public pour une période limitée et retourne ensuite à la vie privée. Ainsi, George Washington (1789-1797) ne veut pas exercer un troisième mandat et se retire en Virginie pour s'occuper de ses terres. Les quatrième et cinquième présidents, James Madison et James Monroe, souhaitent aussi s'effacer de la vie publique, mais les circonstances historiques ne leur laissent pas le choix de continuer à participer à la politique. Ainsi, la transition vers des rôles plus actifs en affaires publiques s'amorce avec la post-présidence de Madison (qui débute en 1817), un des pères de la Constitution, qui est appelé en renfort alors que des enjeux touchent la séparation des pouvoirs entre les États et le gouvernement fédéral (Kaufman, 2012, p. ix-x et 37 ; Updegrove, 2018, p. xi-xii).

C'est à partir de la post-présidence de John Quincy Adams qui débute en 1829, que l'engagement actif dans la sphère publique devient l'usage. Adams occupe même un poste à la Chambre des représentants durant 17 ans de 1831 à 1848 (Benardo et Weiss, 2009, p. 244-248 ; Kaufman, 2012, p. x, 37-38 et 55 ; Updegrove, 2018, p. xiii ; Wice, 2009, p. 176). Toutefois, l'occupation d'une

---

<sup>1</sup> Les présidents qui sont morts en service sont, en ordre chronologique, William Henry Harrison, John Taylor, Abraham Lincoln, James Garfield, William McKinley, Warren Harding, Franklin Roosevelt et John Kennedy (Schaller et Williams, 2003, p. 190). James Polk et Chester Arthur n'ont pas vécu très longtemps après avoir quitté la Maison-Blanche (Belenky, 1999, p. 150).

fonction dans l'une ou l'autre des institutions politiques du niveau fédéral après un mandat présidentiel est survenue seulement quelques fois dans l'histoire des États-Unis. Le 17<sup>e</sup> président, Andrew Johnson, qui succède au président assassiné Abraham Lincoln de 1865 à 1869, a servi comme sénateur du Tennessee en 1875 (Benardo et Weiss, 2009, p. 250-251 ; Kaufman, 2012, p. 134 et 142-143). Après un seul mandat comme président (1909-1913), William Howard Taft a été juge en chef de la Cour suprême de 1921 à 1930 (Benardo et Weiss, 2009, p. 252-255 ; Kaufman, 2012, p. 256-262 ; Updegrove, 2018, p. xiv ; Wice, 2009, p. 176). Le président démocrate Stephen Grover Cleveland a réussi à regagner la Maison-Blanche à la suite d'une défaite aux mains du républicain Benjamin Harrison (1889-1893). Il est le premier président dans l'histoire américaine à exercer deux mandats non consécutifs comme président (le premier de 1885 à 1889 et le second de 1893 à 1897). Les anciens présidents Martin Van Buren (1837-1841), Millard Fillmore (1850-1853) et Theodore Roosevelt (1901-1909) ont aussi tenté de se faire réélire à la présidence après une défaite, mais sans succès (Benardo et Weiss, 2009, p. 17 et 230 ; Kaufman, 2012, p. 162 et 197 ; Skidmore, 2004, p. 2).

Dans les années 1890, un autre tournant s'amorce dans l'histoire de la post-présidence, caractérisé par une augmentation de la participation post-présidentielle sur la scène publique, en particulier dans les affaires étrangères. Ainsi, les ex-présidents Cleveland et Harrison sont tous les deux critiques des politiques impérialistes de leurs successeurs William McKinley et Theodore Roosevelt et sont opposés à l'annexion des Philippines (Winger et Jain, 2016, p. 22 et 41-42). Cette participation active s'amplifie encore plus au début du vingtième siècle, où plusieurs anciens présidents sont très engagés en politique intérieure et extérieure, notamment Theodore Roosevelt, William Howard Taft et Herbert Clark Hoover (Schaller et Williams, 2003, p. 194-195). À 50 ans en 1909, Roosevelt est le plus jeune ancien président de l'histoire des États-Unis. Mécontent des positions politiques du président W. H. Taft, qu'il avait pourtant désigné comme son successeur, il fonde un tiers parti (le *Progressive Party* ou "*Bull Moose*" *Party*) pour tenter de regagner la Maison-Blanche en 1912<sup>2</sup>. Après l'échec de cette tentative, Roosevelt défend la cause des alliés lors de la Première Guerre mondiale et critique sévèrement l'administration du président Woodrow Wilson en étant en faveur d'une intervention des États-Unis (Kaufman, 2012, p. 209 et 230-231 ; Updegrove, 2018, p. 126 et 244 ; Winger et Jain, 2016, p. 43-44). Président d'un seul mandat, car

---

<sup>2</sup> Le démocrate Woodrow Wilson remporte l'élection en raison de la division du vote républicain (Kaufman, 2012, p. 209 ; Updegrove, 2018, p. 126 ; Winger et Jain, 2016, p. 43).

il est tenu responsable de la Grande Dépression, Herbert Hoover a eu une longue carrière post-présidentielle qui s'étend de 1933 à 1964. En politique extérieure, il est contre l'engagement américain dans les guerres à l'étranger. En 1938, il entreprend de son propre chef une tournée en Europe, où il rencontre plusieurs diplomates et politiciens, incluant Adolf Hitler, le dirigeant de l'Allemagne nazie. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il milite pour la paix et collecte des fonds pour l'aide à l'Europe<sup>3</sup>. Après la guerre, il oriente ses efforts sur le rétablissement de la paix et est sollicité par l'administration Truman comme conseiller à la reconstruction de l'Europe où il évalue les besoins alimentaires des régions aux prises avec la famine (Kaufman, 2012, p. 302-303 et 307 ; Winger et Jain, 2016, p. 46-47). Avec ces activités, il transforme la post-présidence en un véhicule de service public et de bienfaisance (Kaufman, 2012, p. 290). En politique intérieure, il dirige l'opposition républicaine au *New Deal* de son successeur démocrate Franklin D. Roosevelt avec plusieurs publications et allocutions publiques (Kaufman, 2012, p. 297-298). En 1947, il dirige une commission sur la réorganisation du pouvoir exécutif du gouvernement fédéral, à la demande de Truman<sup>4</sup>. Il est nommé président d'une commission similaire par le président Dwight Eisenhower en 1953 (Kaufman, 2012, p. 308 et 313).

Une autre fonction occupée par les anciens présidents en politique extérieure est le rôle de conseiller en relations internationales. Le républicain Dwight Eisenhower est consulté en 1961 par le démocrate John Kennedy sur la crise au Laos et aussi après la débâcle de l'invasion de la baie des Cochons à Cuba (Jacobs, 2018, p. 731-732). Ces consultations se poursuivent aussi avec l'administration de Lyndon Johnson (Winger et Jain, 2016, p. 48). Malgré son image ternie par le scandale du Watergate, Richard Nixon est respecté par ses successeurs pour ses conseils en politique étrangère (Belenky, 1999, p. 162). Gerald Ford appuie les efforts de Carter pour le traité du canal du Panama en 1977 (Schaller et Williams, 2003, p. 195).

Dans les années 1950, quelques ajouts constitutionnels et législatifs changent la situation des anciens présidents. Il y a tout d'abord le 22<sup>e</sup> amendement de la Constitution, ratifié en 1951, qui limite à deux mandats la fonction de président. Cette échéance dicte la retraite des anciens présidents et favorise sa planification avant la fin de leur second mandat (Wice, 2009, p. 10).

---

<sup>3</sup> La Seconde Guerre mondiale débute lorsque l'Allemagne envahit la Pologne en 1939. En 1941, Les États-Unis entrent en guerre après avoir été attaqués par le Japon à Pearl Harbor (Cox et Stokes, 2018, p. 50 et 53).

<sup>4</sup> Il s'agit de la *Commission on Organization of the Executive Branch of the Government*, connue aussi sous le nom de Commission Hoover (Kaufman, 2012, p. 308 ; Schaller et Williams, 2003, p. 195).

Ensuite, chaque ex-président depuis Herbert Hoover possède une bibliothèque présidentielle (Updegrove, 2018, p. xxii). Toutefois, en 1955, le *Presidential Libraries Act* confie aux Archives nationales (National Archives and Records Administration (NARA)) la responsabilité de la gestion et de l'entretien des bibliothèques présidentielles. Ces lieux sont des dépôts où sont conservés les archives papier ou électroniques, les collections et les autres objets ayant appartenu aux présidents, devenant des musées qui permettent aux anciens présidents de faire valoir leurs accomplissements. Ils doivent cependant lever les fonds nécessaires pour leur construction, ce qu'ils font en établissant des fondations. La bibliothèque de Harry Truman est la première sous cette nouvelle juridiction, bien que celle de Franklin D. Roosevelt ouverte en 1941 ait été administrée par des fonds du gouvernement fédéral (Kaufman, 2012, p. 335-337)<sup>5</sup>. Enfin, depuis le *Former Presidents Act* adopté par le Congrès en 1958, les anciens présidents bénéficient d'une pension à vie équivalente à celle d'un secrétaire de cabinet et de dépenses remboursables pour un bureau et du personnel administratif<sup>6</sup> (Benardo et Weiss, 2009, p. 11 ; *Former Presidents Act*, 2016). Si, avant cette loi, certains anciens présidents ont eu des problèmes financiers et d'autres sont morts sans ressource<sup>7</sup>, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

À partir aussi des années 1950, la post-présidence prend la forme d'une grande entreprise commerciale où les anciens présidents font leur promotion à l'aide des méthodes de marketing de masse (Kaufman, 2012, p. x et 395). Truman, qui est le premier bénéficiaire de la rente d'ancien président, institue la pratique d'obtenir des avances et des redevances pour la rédaction de ses mémoires. Il signe un contrat avec la maison d'édition Time-Life pour l'écriture de deux volumes, qui sont publiés à un an d'intervalle en 1955 et 1956. Cette pratique rémunératrice est ensuite suivie par ses successeurs (Kaufman, 2012, p. 329-330 et 335)<sup>8</sup>. Truman consacre aussi ses premières années comme ex-président à recueillir des fonds et à choisir un emplacement pour sa bibliothèque présidentielle, la *Truman Library and Museum*, ouverte en 1957. En plus d'un objectif de

---

<sup>5</sup> La loi est modifiée en 1986 pour que des fonds privés financent la construction et une partie de l'entretien en fonction de la taille du complexe présidentiel (<https://www.archives.gov/presidential-libraries/laws/1986-act.html>).

<sup>6</sup> De plus, les ex-présidents, leurs femmes et leurs enfants de moins de seize ans, bénéficient de la protection des services secrets (*Former Presidents Act*, 2016).

<sup>7</sup> Les plus notables étant Thomas Jefferson, James Monroe, Franklin Pierce et Ulysses S. Grant. Avec son entreprise familiale en faillite, Carter entreprend l'écriture de ses mémoires pour compléter ses revenus de pension (Kaufman, 2012, p. 290 et 458).

<sup>8</sup> D'autres anciens présidents avant lui ont été des auteurs prospères, comme Teddy Roosevelt qui gagne sa vie en écrivant des livres et des articles. Il tire aussi des revenus comme conférencier (Kaufman, 2012, p. 229 et 241 ; Updegrove, 2018, p. xxi).

conservation d'archives présidentielles et de commémoration, le monument est un centre de recherche et d'érudition (Kaufman, 2012, p. 338-339). Ce qui était autrefois un humble lieu pour abriter les archives du président devient un complexe immobilier de plus en plus monumental et une entreprise de relation publique (Benardo et Weiss, 2009, p. 12). En 1958, Truman est aussi le premier ancien président à recevoir un cachet pour une entrevue télévisée. De plus, en 1961, il signe un contrat pour une série de 26 épisodes sur sa présidence (Kaufman, 2012, p. 345). La promotion à grande échelle de sa propre personne prend une tournure particulière avec la post-présidence de Richard Nixon (1969-1974). Ayant démissionné dans la foulée du scandale du Watergate, il emploie son temps à essayer de renverser les perceptions négatives à son égard et ainsi à rétablir son honneur (Kaufman, 2012, p. 395 et 402 ; Updegrave, 2018, p. 101). Si Nixon ne cherche pas à s'enrichir avec ses conférences et livres sur les affaires étrangères, il en est autrement de Gerald Ford (1974-1977) qui devient multimillionnaire avec ses écrits, ses mandats d'administrateur d'entreprises et surtout ses conférences bien rémunérées (Alter, 2021, p. 618 ; Kaufman, 2012, p. 395 ; Updegrave, 2018, p. xxi). Entreprendre des tournées de conférences payantes devient une pratique qui sera suivie par ses successeurs.

La dernière évolution observée par les recherches sur la post-présidence américaine est incarnée par l'ancien président Jimmy Carter. Président d'un seul mandat, il entreprend en janvier 1981 la plus longue post-présidence de l'histoire américaine. Politicien atypique sans liens idéologiques avec l'un ou l'autre des deux grands partis, Carter reste généralement à l'écart de la politique partisane tout le long de sa post-présidence. Il décide plutôt de consacrer son temps à la paix mondiale en aidant à résoudre les conflits, à renforcer la démocratie et aussi à améliorer la santé dans le monde. À ces fins, il fonde le Centre Carter, une organisation à but non lucratif (*The Carter Center, Inc*). Carter agit comme médiateur pour de nombreuses missions de paix, notamment en Corée du Nord pour tenter de résoudre la crise nucléaire (1994) et à l'occasion d'un coup d'État en Haïti (1994). Il effectue aussi plusieurs voyages au Moyen-Orient (1983-2008) dans le cadre du conflit palestinien. Il consacre aussi son temps à la surveillance des élections dans les démocraties émergentes pour aider à établir et à renforcer celles-ci. En 2002, il reçoit le prix Nobel de la paix pour son implication envers la paix dans le monde, la démocratie et les droits de la personne. Enfin, dans le domaine de la santé, il lance plusieurs initiatives pour combattre les maladies parasitaires et contagieuses. L'éradication du ver de Guinée est sa grande réussite dans ce domaine. En raison de l'étendue de ses réalisations, surtout comme humanitaire de classe mondiale, les politologues et

historiens considèrent que la post-présidence de Carter est une réussite. Pour plusieurs chercheurs, il s'agit d'un nouveau modèle à suivre pour ses successeurs et ils postulent que la plupart suivront cette voie et seront même jugés selon cette nouvelle norme (Anderson, 2010, p. 72 ; Belenky, 1999, p. 164 ; Bourne, 1997, p. 507 ; Jacobs, 2018, p. 714 ; Kaufman, 2012, p. 448 ; Morgan, 2012, p. 30 ; Rubenzer et Faschingbauer, 2004, p. 74 ; Schaller et Williams, 2003, p. 196 ; Skidmore, 2004, p. 5-6 ; Updegrove, 2018, p. 176 ; Vaughn, 2015 ; Winger et Jain, 2016, p. 26).

La recherche sur la post-présidence souligne la fréquence des interventions de Carter en politique étrangère et la variété des rôles qu'il occupe. Il est le plus actif de tous les anciens présidents dans ce domaine et il est tour à tour diplomate privé, philanthrope en santé mondiale, consultant en politique étrangère, représentant officiel des États-Unis à l'étranger et critique ou supporteur public des politiques étrangères des administrations qui lui succèdent (Winger et Jain, 2016, p. 16 et 51-52). Carter appuie ou blâme ses successeurs pour défendre une cause, indépendamment du parti politique, en particulier promouvoir la paix, les droits de la personne et la démocratie, ou encore, poursuivre les politiques inachevées de sa présidence au Moyen-Orient ou en Amérique latine (Brinkley, 1999, p. xvi ; Morgan, 2012, p. 23). Carter défend son héritage politique et non pas sa propre personne. Sa bibliothèque présidentielle avec son musée n'a pas pour objectif d'être un monument à sa mémoire, mais un complexe dédié à la résolution des conflits mondiaux et aux bonnes pratiques électorales dans les pays émergents. Il ne cherche pas à s'enrichir avec sa notoriété d'ancien président, même s'il fait de l'argent avec la publication de ses mémoires et de ses nombreux livres. Il se fait un point d'honneur de ne pas accepter d'honoraires de consultation et il ne souhaite pas monnayer ses discours publics (Alter 618) (Alter, 2021, p. 618 et 626 ; Bird, 2022, p. 605-606 ; Brinkley, 1999, p. 76-77 et 80 ; Kaufman, 2012, p. 455 ; Updegrove, 2018, p. 153). Disponible auprès des médias, il apparaît à la télévision et dans les chaînes câblées d'information continue pour exprimer son point de vue et faire connaître ses activités caritatives. Il utilise aussi la télévision en temps réel comme outil de communication pour ses missions diplomatiques à l'étranger (Brinkley, 1999, p. 404). Après sa défaite à l'élection présidentielle de 1980 aux mains de Ronald Reagan, Carter est renié par les dirigeants du Parti démocrate jusqu'en 1988. Ensuite, il joue un rôle effacé dans les campagnes électorales américaines. Il appuie le candidat désigné par les primaires et lorsqu'il est invité, il prend la parole lors des conventions nationales démocrates. De la même manière qu'il défend ses convictions en politique extérieure

indépendamment du parti au pouvoir, il adopte la même approche non partisane en politique intérieure (Bourne, 1997, p. 502 ; Brinkley, 1999, p. 56-57 ; Kaufman, 2012, p. 455).

### *Question de recherche et thèse*

Par conséquent, on peut se demander si les six présidents qui ont suivi Carter ont emprunté sa voie ou s'ils se sont inspirés, en tout ou en partie, de ses choix d'occupation comme ancien président. Le mémoire a pour objectif de démontrer l'émergence d'une nouvelle forme de post-présidence en rupture avec celle de Jimmy Carter, qui est encensée et considérée comme l'idéal à atteindre, en proposant la question de recherche suivante : est-ce que ce modèle de post-présidence (1) tourné vers les affaires extérieures, (2) engagé dans les causes humanitaires et les relations diplomatiques et en même temps (3) moins impliqué dans la politique intérieure avec une posture plutôt apolitique est encore la voie privilégiée de la post-présidence contemporaine ? En d'autres termes, est-ce que les rôles de philanthrope, d'ancien homme d'État non partisan, de consultant ou de diplomate dans les affaires étrangères sont encore présents et recherchés dans les occupations des anciens présidents ?

Recourant au champ d'études du développement politique américain (*American Political Development* (APD)), le mémoire démontre au contraire que ces rôles post-présidentiels tendent à disparaître et que la post-présidence se transforme au profit des caractéristiques suivantes : (1) l'implication dans les affaires étrangères n'est plus autant une priorité, (2) la post-présidence devient de plus en plus commercialisée et centrée sur l'héritage personnel au détriment de la protection du prestige de l'institution de la présidence, (3) les anciens présidents sont de plus en plus partisans, délaissant la neutralité pour attaquer directement les successeurs présidentiels ou leurs politiques. Cette tendance de la post-présidence est en rupture avec ce qui était choisi et valorisé à l'époque de Carter comme l'idéal à atteindre pour un ex-président qui veut assurer son héritage et demeurer actif en politique.

Pour démontrer cette thèse, l'analyse porte sur l'évolution de la post-présidence au cours des quatre dernières décennies, soit à partir du début de la post-présidence de Carter en 1981. Une description des occupations d'ancien président de ce dernier en comparaison avec les activités de ses successeurs Ronald Reagan, George H. W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump est effectuée selon chacune des caractéristiques : implication dans les affaires étrangères, activités commerciales et défense de son héritage et enfin, partisanerie politique. Pour

l'analyse de ce dernier facteur, il est important de noter que ce document a été principalement rédigé avant la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines de novembre 2024. Le contexte politique de l'élection présidentielle a toutefois été pris en compte dans l'analyse.

Trois concepts clés du courant de pensée de l'APD orientent la démonstration. Le premier, la construction historique, met l'accent sur l'évolution de la post-présidence, son continuum et ses transformations et ses séquences de développement, en tentant d'expliquer les raisons du changement. Le deuxième se concentre sur les moments charnières de la transformation de la post-présidence dans l'histoire récente. Les changements dans les fonctions et vocations des anciens présidents apparaissent soudainement ou progressivement, créant une rupture dans les façons de faire coutumières. Enfin, et dans une moindre mesure, le concept de la dépendance au chemin parcouru montre la tendance à reproduire ce qui est valorisé comme posture post-présidentielle tout en intégrant des nouveautés au fil du temps.

Contrairement à la présidence américaine, la post-présidence est peu étudiée et la littérature spécialisée sur le sujet n'est pas très abondante. Pourtant, il y a plusieurs arguments en faveur d'une augmentation de la recherche sur ce sujet. La montée en puissance de l'institution politique de la présidence moderne rejaillit sur la post-présidence, qui prend de l'importance et devient presque elle aussi une institution (Morgan, 2012, p. 12). De plus, les changements géopolitiques du début du 20<sup>e</sup> siècle offrent des occasions accrues d'engagement public pour les anciens présidents, notamment à l'international (Winger et Jain, 2016, p. 22-23). Aussi, les anciens présidents occupent une place de choix dans l'actualité. Ils font l'objet d'une couverture médiatique intense et personnalisée en raison de leur notoriété issue de la fonction de président, ce qui leur donne de l'influence sur les enjeux politiques. Enfin, certains chercheurs soulignent qu'il faudrait plus se préoccuper de ce que font les anciens présidents en raison des dilemmes éthiques et des conflits d'intérêts de certaines activités post-présidentielles comme le manque de transparence dans les activités de collecte de fonds pour les fondations (Anderson, 2010, p. 75-77 ; Benardo et Weiss, 2009).

### *Plan du mémoire*

Le mémoire se divise en trois chapitres. Le premier chapitre est une revue de la littérature spécialisée sur le sujet de la post-présidence américaine. Il présente les recherches historiques qui synthétisent les carrières post-présidentielles des anciens présidents et les analyses typologiques

qui les classent en catégories ou en types de post-présidence. La revue de littérature expose aussi les théories sur les implications et influences politiques des anciens présidents. De plus, ce chapitre présente le cadre théorique retenu pour répondre à la question de recherche. Il s'agit de l'approche *American Political Development* (APD) dont les concepts orientent la présente recherche. Enfin, le chapitre explique la méthodologie employée pour démontrer la thèse. Celle-ci permet de définir plus à fond les variables et d'indiquer la technique retenue pour effectuer la démonstration : la comparaison orientée et structurée entre la post-présidence de Jimmy Carter et celles de ses successeurs. Les méthodes de collecte de données sont aussi précisées ainsi que les sources. Le deuxième chapitre offre une description riche et détaillée de la post-présidence de Carter, selon les trois caractéristiques en analyse. Sa contribution dans les affaires étrangères, son désintérêt face à l'enrichissement personnel et au culte de sa personne ainsi que son caractère apolitique sont les éléments du modèle Carter qui sont questionnés avec les autres anciens présidents. Le troisième chapitre permet d'analyser la transformation de la post-présidence depuis Jimmy Carter. Reprenant les trois caractéristiques avec les anciens présidents qui ont suivi Carter, l'analyse met en évidence les changements dans les carrières post-présidentielles, les moments de ruptures par rapport au modèle Carter ainsi que les facteurs individuels, nationaux et internationaux qui expliquent les choix d'occupation et d'action de ces anciens présidents.

## CHAPITRE 1

### CADRE, MÉTHODOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA POST-PRÉSIDENTENCE

*Chopin découle de ce qui s'est fait avant lui, mais il marque aussi une rupture.*

- Richard Desjardins, à propos des innovations esthétiques du compositeur.  
Film : Chip Chip – Chopin par Desjardins.

Ce chapitre présente la problématique retenue en inscrivant celle-ci dans la littérature sur la post-présidence américaine. Le cadre théorique retenu pour démontrer les hypothèses est l'approche *American Political Development* (APD) dont les fondements seront exposés ainsi que les concepts d'intérêt pour la recherche. Les caractéristiques de la transformation sont énoncées, soit l'implication dans les affaires étrangères, la promotion de sa personne et la partisanerie politique. Ce chapitre porte aussi sur la méthodologie. Celle-ci permet de préciser les signes distinctifs de cette évolution et d'indiquer la technique retenue pour effectuer la démonstration : la comparaison orientée et structurée entre la post-présidence de Jimmy Carter et celles qui ont suivi au cours des quatre décennies subséquentes (de 1981 à actuellement). Les méthodes de collecte de données sont précisées ainsi que les sources qui sont principalement les écrits et déclarations publiques des anciens présidents, les biographies, les ouvrages de synthèse historique, les articles scientifiques et journalistiques.

#### 1.1 Revue de la littérature

Un survol de la littérature spécialisée sur le sujet de la post-présidence américaine s'impose afin de faire la synthèse de l'état des connaissances et de situer le mémoire par rapport aux recherches antérieures. D'une manière générale, on se demande sur quels angles les chercheurs se sont penchés pour analyser la post-présidence et quelles sont les idées essentielles mises de l'avant ainsi que les thèses ou théories qui sont défendues. Les descriptions des rôles des présidents américains une fois qu'ils ont quitté le pouvoir et les analyses de leur transformation au fil du temps sont particulièrement d'intérêt pour la présente recherche.

Contrairement à la présidence des États-Unis qui est un sujet très documenté et analysé en science politique et qui fait l'objet de recherches nombreuses (David, C. P., 2005, p. 342), la littérature sur la post-présidence américaine est beaucoup moins abondante et le sujet peu étudié. En grande majorité, la fin de carrière et les occupations des présidents après qu'ils aient quitté la fonction de chef de l'exécutif sont relatées dans les récits historiques et biographiques des présidents. Dans de nombreux cas, la période post-présidentielle n'occupe donc que quelques chapitres à la fin d'une biographie d'un président particulier. Au-delà de ces récits individuels, la littérature sur la post-présidence se décline en trois approches. Il y a tout d'abord les approches historiques où certains auteurs ont compilé les histoires de nombreux ex-présidents en un seul volume pour en faire des ouvrages de synthèse historique. Ensuite, la littérature sur la post-présidence comprend une série d'analyses typologiques cherchant à délimiter les carrières des anciens présidents en catégories distinctes en fonction de rôles ou de facteurs de personnalité. Ces approches typologiques composent la majorité des études effectuées sur la post-présidence. Finalement, quelques études spécialisées se sont penchées sur la post-présidence proprement dite et ont tenté d'élaborer des théories sur les implications politiques des anciens présidents, sur les choix d'occupations, sur leur contribution à la société et leur influence.

### 1.1.1 Les approches historiques de la post-présidence

L'ouvrage de Burton I. Kaufman, retrace chronologiquement l'évolution des rôles de tous les ex-présidents de George Washington à Bill Clinton ayant vécu au moins deux ans après avoir quitté la fonction (Kaufman, 2012). Il démontre la transition allant de l'idéal républicain du 18<sup>e</sup> siècle, où le citoyen désintéressé politiquement s'engage dans les services publics et retourne ensuite à la vie privée, à une participation active dans les affaires politiques. Cette participation active débute avec la post-présidence de John Quincy Adams et continue avec celle d'Andrew Jackson dans les années 1830 (Kaufman, 2012, p. x). La contribution des anciens présidents sur la scène publique s'amplifie encore plus avec l'émergence de la présidence moderne qui débute au tournant du vingtième siècle. Herbert Hoover exerça une longue et fructueuse carrière post-présidentielle (de 1933 à 1964) et transforma la post-présidence en un véhicule de service public et de bienfaisance (Kaufman, 2012, p. 289). Il démontre ainsi que l'évolution des rôles des anciens présidents sur la scène publique a suivi le développement de la présidence moderne. Kaufman soutient aussi qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, la post-présidence est devenue une grosse entreprise de plusieurs millions de

dollars et ce marketing de masse de la post-présidence s'est accentué à partir de Richard Nixon qui voulait rétablir son honneur (Kaufman, 2012, p. 395). La post-présidence de Jimmy Carter a établi un nouveau paradigme avec la multitude de ses activités non partisans et humanitaires, allant au-delà de ce que ses prédécesseurs avaient déjà fait et gagnant le respect des Américains. Chaque ex-président qui a suivi s'est engagé dans des activités philanthropiques très publicisées (Kaufman, 2012, p. 448).

Mark K. Updegrave présente l'histoire des anciens présidents de l'ère moderne, de Truman à Clinton. Il soulève l'influence grandissante des ex-présidents, car, depuis le milieu des années 1900, l'importance de la post-présidence a augmenté en tandem avec la présidence elle-même (Updegrave, 2018, p. xvi). Il mentionne le facteur de longévité croissante pour expliquer la retraite active des anciens présidents. Jusqu'à ces dernières années, c'est surtout comme homme d'État expérimenté ou comme émissaire international qu'ils ont eu le plus d'impact sur la nation et le monde. Cela dépendait largement de la relation qu'entretenait l'ancien président avec le président en poste. La globalisation et la puissance des États-Unis dans le monde ont accentué les occasions d'actions des anciens présidents en politique étrangère. Ces derniers, même si encore sollicités par l'administration en poste, agissent de plus en plus de façon indépendante comme le démontrent Nixon et Carter qui ont cherché à poursuivre la politique étrangère laissée inachevée par la fin abrupte de leurs mandats (Updegrave, 2018, p. xviii-xix). Un autre aspect de la post-présidence moderne est la possibilité accrue de s'enrichir ou encore d'amasser de l'argent pour servir une cause en particulier. Comme facteurs stimulants, Updegrave mentionne les lois qui ont fourni une pension et d'autres droits aux présidents sortants, l'écriture de mémoires, les conférences et les postes dans les conseils d'administration. Enfin, les anciens présidents ont l'occasion de façonner leur héritage à l'aide des bibliothèques présidentielles, des musées et fondations. En somme, un ancien président a plus que jamais la possibilité de façonner son avenir et de valoriser son héritage aux yeux de l'histoire (Updegrave, 2018, p. xxiv).

Leonard Benardo et Jennifer Weiss racontent l'histoire des anciens présidents américains selon une approche thématique (Benardo et Weiss, 2009). Ce faisant, ils démontrent que l'ancien président qui entreprend une vie bucolique ou qui recherche une existence tranquille est une exception dans l'histoire de la post-présidence et que les parcours sont, au contraire, variés et étendus. Les thèmes suivants permettent d'illustrer différentes facettes de la vie post-présidentielle à travers son histoire : le parcours financier, les bibliothèques présidentielles et la politique de l'héritage, les guerres et les

conflits mondiaux ou domestiques, les participations aux campagnes électorales, le retour en politique active et enfin, les services publics et humanitaires. Les auteurs mentionnent certaines caractéristiques récentes de la post-présidence comme la révolution de l'information qui a contribué à la célébrité des ex-présidents, le large éventail d'activités diplomatiques et humanitaires entreprises par ces derniers, l'habileté à collecter des fonds pour leur propre bénéfice, une pratique longtemps considérée en décalage avec les traditions des Pères fondateurs. Il y a aussi les bibliothèques présidentielles qui sont devenues une forme de grande entreprise et les mémoires qui sont un outil de plus pour tout président déterminé à polir son héritage. Enfin, l'appui à des candidats politiques dans les campagnes électorales est devenu une pratique courante (Benardo et Weiss, 2009, p. 5-14). En conclusion, les chercheurs constatent qu'il n'y a pas de théorie globale de l'ex-présidence, les parcours étant trop singuliers. Il y a eu cependant deux développements significatifs au cours des dernières décennies : la commercialisation de la post-présidence et l'engagement dans le service public. Avec l'augmentation spectaculaire de la richesse désormais associée à l'ex-présidence et une exploitation accrue de la fonction à des fins personnelles, il faudrait maintenant se préoccuper de responsabilité post-présidentielle et d'imputabilité afin de maintenir la dignité de l'institution (Benardo et Weiss, 2009, p. 289-290).

### 1.1.2 Les études typologiques de la post-présidence

Irina Belenky a classé les anciens présidents en six catégories ou types de post-présidence (Belenky, 1999). Les *Still Ambitious* sont ceux dont l'appétit du pouvoir n'est pas satisfait même après avoir servi aux plus hautes fonctions du pays. Ces derniers cherchent à occuper un nouveau terme à la Maison-Blanche à la suite d'une défaite, comme l'a fait avec succès Stephen Grover Cleveland (1885-1889 et 1893-1897). Ou encore, ils convoitent des postes de prestige au sein de l'administration, ce que William Howard Taft a accompli en 1921 lorsqu'il fut nommé juge en chef de la Cour Suprême. La catégorie des *Political Dabblers* regroupe les anciens présidents qui ne cherchent pas à revenir au pouvoir, mais qui continuent à être actifs dans l'arène politique (exemples : Harry S. Truman et Dwight D. Eisenhower). La catégorie des *Exhausted Volcanoes* concerne les ex-présidents demeurés discrets une fois retraités de la fonction de président (comme Lyndon Johnson et Ronald Reagan). Les raisons évoquées sont diverses allant d'un choix personnel à une santé fragile. Les *First Citizens* regroupent les ex-présidents reconnus pour avoir agi comme hommes d'État expérimentés durant leurs années de retraite (exemple : Dwight Eisenhower). Il y

a ceux qui, comme Jimmy Carter, sont dévoués à une cause, les *Embracers of a Cause*, qui se consacrent à un intérêt particulier ou un ensemble de préoccupations interreliées. Enfin, les *Seekers of Vindication*, cherchent à justifier les revers qu'ils ont subis durant leurs mandats (comme Richard Nixon). En conclusion, Belenky prévoit que les ex-présidents qui choisiront de défendre des causes à la manière de Carter seront de plus en plus nombreux, mais que leur destinée est tributaire des circonstances et de leur caractère individuel (Belenky, 1999, p. 164).

Constatant la vitalité, la durée et la diversité des années post-présidentielles, Alan Evan Schenker définit trois critères majeurs pour classer les activités des anciens présidents dans le but d'éclairer ce phénomène (Schenker, 1982). À l'intérieur de chaque classe ou catégorie, les activités s'effectuent à différents degrés ou échelles d'intensité. La première catégorie concerne l'orientation de leur personnalité et de leurs activités qui peuvent aller de privées à publiques. La deuxième est la participation à l'activité gouvernementale qui va de la non-participation à la recherche et éventuellement à l'obtention de postes officiels. Enfin, la troisième classe est la poursuite globale d'une carrière post-présidentielle qui peut être active ou passive, selon le degré d'implication dans la société. En effet, le continuum distingue une carrière qui se poursuit ou une retraite axée avant tout sur un bilan de son parcours (Schenker, 1982, p. 547-550). Schenker note que les anciens présidents mènent leur vie à leur façon et donc à divers moments peuvent passer d'une catégorie à une autre. De plus, les catégories tendent à se chevaucher : un ancien président s'efforçant de rester actif en politique affiche ordinairement une personnalité orientée vers le public<sup>9</sup>. Avec l'espérance de vie accrue et le fait que plusieurs anciens présidents sont en vie en même temps<sup>10</sup>, Schenker recommande que l'on accorde une attention accrue à l'étude de ces années post-présidentielles (Schenker, 1982, p. 550).

Max J. Skidmore constate lui aussi qu'avec l'allongement de l'espérance de vie, il sera commun d'avoir plusieurs ex-présidents actifs et vigoureux en même temps. Il suggère d'explorer l'influence plutôt que la réputation, car les anciens présidents restent des personnes de pouvoir et de substance (Skidmore, 2004, p. 3-4). Skidmore identifie quatre grandes manières dont les anciens présidents peuvent rester influents. Il y a tout d'abord les anciens présidents qui exercent de

---

<sup>9</sup> À l'inverse, certains anciens présidents avec des personnalités orientées vers le public, ont évité de s'impliquer formellement dans la politique. Ainsi, les deux perspectives se chevauchent, mais ne sont pas identiques (Schenker, 1982, p. 550).

<sup>10</sup> À l'investiture de Bill Clinton en 1993, cinq de ses prédécesseurs étaient encore en vie : Nixon, Ford, Carter, Reagan et H. W. Bush (Gibbs et Duffy, 2012, p. 3).

l'influence en tentant de regagner la présidence. Ensuite, il y a ceux qui essaient d'obtenir une autre fonction politique, soit nominative ou élective. Une troisième catégorie est celle de la contribution à l'éducation, favorisant la compréhension du public dans les domaines d'affaires publiques<sup>11</sup>. Enfin, un ancien président peut devenir actif dans les causes humanitaires. Ajoutant qu'un ancien président peut se retrouver dans plus qu'une catégorie, Skidmore souligne qu'en plus d'être conscient de l'influence des anciens présidents, il faut continuer à étudier comment ces derniers affectent la société. Il y a aussi certains enjeux de responsabilité, car les ex-présidents qui ont des nominations officielles sont responsables de leurs agissements tout comme ceux qui choisissent de travailler ouvertement et en public. En revanche, l'ancien président interagit souvent dans les coulisses, ce qui rend l'étendue de cette influence inconnue (Skidmore, 2004, p. 171-172).

Paul B. Wice adopte un angle d'analyse sociopsychologique en examinant la variété d'activités post-mandat des anciens présidents. Il s'intéresse aux facteurs qui ont influencé ce qu'ils ont fait à la retraite, pourquoi avoir choisi une avenue plus qu'une autre et le degré de satisfaction qu'ils en retirent sans oublier de considérer les problèmes de santé. Les rôles sont regroupés par thèmes. L'implication dans la politique partisane inclut une nouvelle candidature comme président ou à un autre poste dans les affaires publiques et le rôle de conseiller politique auprès d'un successeur, de son parti ou d'une nouvelle faction politique lors d'une campagne électorale ou d'un enjeu public spécifique. Les services publics non partisans consistent à défendre leurs décisions passées ou à donner leur avis sur des événements récents et à siéger à des commissions du gouvernement ou à servir dans des organisations humanitaires ou d'autres institutions selon leurs intérêts personnels. Les activités économiques peuvent être des rôles dans les entreprises commerciales, l'écriture de livres ou la tenue de conférences dans le but d'en tirer un bénéfice. Enfin, l'ancien président peut vouer sa retraite aux activités de loisir comme consacrer du temps à sa famille, aux voyages et autres passe-temps (Wice, 2009, p. 3-15).

Iwan Morgan propose une catégorisation des activités post-présidentielles qui est adaptée selon lui aux caractéristiques de la post-présidence moderne, période qui débute après la Seconde Guerre mondiale. La première catégorie concerne les activités vouées à la protection et à la valorisation de l'héritage du président (écriture de mémoires et gestion de bibliothèques présidentielles). La deuxième catégorie regroupe les activités politiques, par exemple la participation aux élections,

---

<sup>11</sup> Les rôles sont multiples. L'auteur donne les exemples suivants : membre du comité de direction ou administrateur dans une université ou un collège, membre d'une faculté et toutes autres activités éducatives.

tandis que la troisième désigne le rôle-conseil en politique. La quatrième famille porte sur les activités lucratives comme les discours rémunérés et les fonctions au sein d'entreprises. Une catégorie clé pour les anciens présidents est celle des actions de bienfaisance publiques dont Carter est le champion de la pratique. Enfin, les fonctions cérémonielles aux États-Unis ou à l'étranger constituent la dernière catégorie (Morgan, 2012, p. 16-29).

Un résumé des carrières post-présidentielles et des choix d'occupation mentionnés dans les approches typologiques se retrouvent à l'annexe A.

### 1.1.3 Les théories sur la post-présidence

Dans la foulée du départ de la Maison-Blanche de Barack Obama, Nicholas F. Jacobs s'interroge sur ce que peuvent être les contributions des anciens présidents, surtout ceux dotés d'un important capital politique. Dans son article, il démontre comment les ex-présidents peuvent jouer des rôles déterminants comme contributeur au parti (*Party Builder*), leader d'opposition (*Opposition Leader*) ou ancien homme d'État (*Elder Statesman*) (Jacobs, 2018, p. 712). En exerçant l'un ou l'autre des deux premiers rôles, les anciens présidents favorisent une approche partisane qui a pour objectif de protéger leur héritage politique. En agissant comme anciens hommes d'État, ils choisissent de servir l'institution de la présidence et d'en assurer le prestige. La protection de l'héritage politique peut être en conflit avec la défense de l'institution de la présidence. Ainsi, les anciens présidents doivent faire des compromis dans leurs choix d'actions. Pour démontrer cette thèse, Jacobs compare les post-présidences d'Harry Truman et de Dwight Eisenhower. Comme partisan politique, Truman et Eisenhower ont tous les deux condamné leur successeur à la Maison-Blanche. Cependant, Eisenhower est demeuré au-dessus de la mêlée pour certains enjeux en refusant la joute politique et en agissant comme homme d'État avisé auprès de son successeur malgré les dissensions idéologiques avec ce dernier. Selon Jacobs, les engagements partisans de chacun des deux ex-présidents s'expliquent par la volonté de défendre leur héritage politique surtout s'il n'a pas d'affinité idéologique avec son successeur. Les attaques des politiques adverses comme leader de l'opposition contribuent au débat et sont d'autant plus efficaces si l'ancien président bénéficie d'un bon capital politique. L'ancien président peut aussi vouloir se tenir au-dessus de la mêlée en agissant comme chef d'État avisé, cette posture étant plus motivée par le désir de protéger sa réputation et celle de l'institution de la présidence. Jacobs suggère que ces deux motivations sont

pertinentes pour Obama et qu'il sera confronté à un ensemble similaire de compromis politiques (Jacobs, 2018, p. 735).

Thomas F. Schaller et Thomas W. Williams se demandent quelle est l'influence des anciens présidents américains, ces derniers n'ayant plus aucun pouvoir gouvernemental ou contrôle formel direct. Présentant l'histoire de la post-présidence en quatre périodes chronologiques<sup>12</sup>, ils soutiennent que l'ère post-moderne qui débute avec la post-présidence de Nixon<sup>13</sup> procure des occasions uniques qui favorisent la persuasion et l'influence et que ce pouvoir de la post-présidence a grandi avec celle de la présidence elle-même (Schaller et Williams, 2003, p. 189). Pour appuyer leur thèse, les auteurs exposent cinq opportunités d'intervention de l'ère post-moderne qui permettent aux anciens présidents d'exercer une influence dans les politiques et donnent des exemples avec plusieurs anciens présidents allant de Richard Nixon à Bill Clinton. Il y a tout d'abord celle de la participation aux campagnes électorales (*Electioneering*), qui permet aux anciens présidents d'influencer de plus en plus la politique électorale en offrant des conseils, en donnant leur appui à un candidat et surtout en contribuant aux financements des campagnes qui coûtent de plus en plus cher. Une autre intervention est celle de la participation aux débats politiques avec des prises de parole ou des écrits, facilités par les médias de masse (*"Ex-bully pulpit" advocacy*). Ainsi, Carter a attiré l'attention du public sur des problèmes sociaux ignorés en donnant des interviews à la télévision ou en faisant la manchette des journaux avec ses initiatives. L'ex-président peut aussi agir comme conseiller du président en exercice et ainsi contribuer à promouvoir le programme politique. Il peut en revanche embarrasser ou nuire à l'administration présidentielle s'il ne partage pas les positions politiques de son ou de ses successeurs (*Advising - and sometimes annoying - incumbent presidents*). Truman et Eisenhower, qui ont tous les deux critiqué Kennedy, en sont des exemples. Les autres interventions sont l'aide à pourvoir les postes dans l'administration de son successeur (*Staffing successors' administration*)<sup>14</sup> et le rôle de

---

<sup>12</sup> Les quatre périodes historiques sont les suivantes : George Washington à John Quincy Adams, Andrew Jackson à James Buchanan, Andrew Johnson à Grover Cleveland et Theodore Roosevelt à Lyndon Johnson.

<sup>13</sup> Les auteurs s'appuient sur Richard Rose (1991) qui situe le début de l'ère post-moderne avec la présidence de Carter. Ainsi, les auteurs positionnent les anciens présidents qui vivent à cette période comme étant les premiers anciens présidents de l'ère post-moderne (Nixon et Ford).

<sup>14</sup> George W. Bush a nommé du personnel provenant des administrations républicaines précédentes dans la sienne comme entre autres Andrew Card, qui était le chef de cabinet de son père et Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense sous Ford.

diplomate de substitution (*Surrogate diplomats and legitimizers*)<sup>15</sup> (Schaller et Williams, 2003, p. 197-199). Pour Schaller et Williams donc, ce qui explique ces implications grandissantes d'anciens présidents sont les développements récents de l'environnement politique comme les changements à l'Institution de la présidence qui exigent de plus en plus d'employés expérimentés, les campagnes électorales dispendieuses, la plus grande portée et la vitesse de diffusion de l'information provenant des médias et enfin, l'inexpérience en politique étrangère de certains présidents anciens gouverneurs d'États. Ils concluent qu'au cours des dernières décennies, les anciens présidents américains sont devenus de plus en plus marquants à propos des enjeux publics, de la politique partisane et des affaires publiques en général.

Dans une perspective mondiale, quelques chercheurs ont analysé les rôles des dirigeants des pays démocratiques une fois qu'ils ont quitté la fonction de chef d'État. Lisa Anderson examine les occasions qui s'offrent aux politiciens qui quittent le pouvoir après avoir perdu une élection ou qui se sont retirés de leurs fonctions au terme de mandats limités (Anderson, 2010). S'appuyant sur les expériences des 35 présidents américains qui ont quitté leurs fonctions alors qu'ils étaient encore en vie<sup>16</sup>, Anderson constate que les opportunités et les incitations pour la vie postpolitique des dirigeants démocratiques ont changé au fil du temps et qu'il y a des constantes dans leurs préoccupations : comment gagner sa vie, préserver son héritage historique et passer le relais à la prochaine génération de dirigeants (Anderson, 2010, p. 66)? De plus, les anciens dirigeants semblent suivre l'une ou l'autre des quatre voies suivantes : véritable retraite, travail dans le secteur privé, retour à la fonction publique et action humanitaire (Anderson, 2010, p. 69). Le retour à la vie publique peut prendre différentes formes. Il peut s'agir d'aider la campagne du candidat de son parti, d'occuper d'autres positions dans le gouvernement, de servir dans les organisations internationales et régionales qui prolifèrent de plus en plus ou d'occuper un rôle international formel ou à court terme pour traiter de questions critiques ou controversées. La voie de l'action humanitaire est favorisée par le nombre grandissant d'organisations non gouvernementales à but non lucratif (Anderson, 2010, p. 71-72). Les anciens présidents utilisant leur expertise à des fins humanitaires augmentent et ce modèle est devenu populaire dans le monde depuis que Jimmy Carter a créé la post-présidence moderne en tant qu'exercice d'action humanitaire (Anderson, 2010,

---

<sup>15</sup> Comme exemple, Schaller et Williams mentionnent le cas de Clinton qui a obtenu l'approbation publique de Ford, Carter et H. W. Bush pour élargir les relations commerciales avec la Chine (Schaller et Williams, 2003, p. 198).

<sup>16</sup> De George Washington à George W. Bush.

p. 72). Anderson soutient qu'avec les médias mondiaux basés sur Internet qui créent de nouveaux marchés pour l'expertise et l'influence et aussi avec la création d'un réseau international de relations, les dirigeants en exercice anticipent les occasions d'actions sur la scène internationale qu'ils pourraient entreprendre après leur départ. Ceci peut conduire à un risque d'abuser de leur notoriété à des fins personnelles et sous le couvert du respect des règles démocratiques (Anderson, 2010, p. 76-77).

Un résumé des choix d'occupation et des contributions à la société mentionnés dans ces études spécialisées se retrouvent à l'annexe A.

Plus récemment, l'ouvrage collectif dirigé par Kevin Theakston et Jouke de Vries analyse le rôle, l'expérience et l'influence politique des anciens dirigeants des États démocratiques occidentaux, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Irlande, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique et Israël. Dans l'introduction, Theakston et de Vries rappellent l'importance d'étudier les anciens dirigeants gouvernementaux, car ils continuent d'exercer un leadership de diverses manières et parce que leurs activités peuvent entraîner des conflits d'intérêts. Aussi, la retraite du pouvoir est un aspect important de la consolidation démocratique (Theakston et de Vries, 2012, p. 1). Présentant un survol de la littérature existante sur les anciens dirigeants des pays occidentaux, Theakston et de Vries constatent qu'elle est largement dominée par les études d'anciens présidents américains et qu'il n'y a pas de rôle fixe ou prédéterminé. Les anciens dirigeants établissent eux-mêmes ce qu'ils font et cela dépend beaucoup de choix personnels et des circonstances (Theakston et de Vries, 2012, p. 2 et 4). Dans le chapitre 2 de l'ouvrage qui porte spécifiquement sur la post-présidence américaine, Iwan Morgan soutient que celle-ci a pris de l'importance en tant qu'institution politique parallèlement à la montée en puissance de la présidence moderne dans la foulée de la crise économique des années 30 et de la Seconde Guerre mondiale (Morgan, 2012, p. 12).

Lori Cox Han et Matthew J. Krov examinent le rôle de la couverture médiatique sur le développement de l'héritage présidentiel des anciens dirigeants de la Maison-Blanche. Ils soutiennent que c'est la couverture médiatique au cours de la première année qui est importante pour donner le ton sur la façon dont l'ex-président sera perçu et le rôle public qu'il assumera, ce qui permet d'attirer l'attention des médias et du public sur ses objectifs et les causes qu'il défend (Han et Krov, 2005, p. 323). Les chercheurs effectuent une analyse comparative de la première

année de Clinton comme ex-président avec celle des anciens présidents Reagan et H. W. Bush à travers le prisme des médias. Analysant le contenu des manchettes du New York Times et des journaux télévisés du soir sur ABC, CBS et NBC, ils constatent que la couverture médiatique de Clinton au cours de sa première année comme ex-président est plus élevée que celle de ses prédécesseurs Reagan et H. W. Bush et éclipse même les 100 premiers jours de la présidence de son successeur George W. Bush. Les facteurs explicatifs sont l'âge très jeune où Clinton a quitté la fonction, son lien avec la politique de Washington qui est resté fort en raison de l'élection de sa femme au Sénat en 2000 et les médias (journaux, magazines, chaînes de télévision, stations de radio ou sites Web) qui ont maintenu une couverture critique et sensationnaliste à cause de scandales et de controverses qui ont attiré l'attention au début de sa post-présidence<sup>17</sup> (Han et Krov, 2005, p. 337-343, 345 et 348). En conclusion, les chercheurs reconnaissent que l'impact de la couverture médiatique sur l'héritage à long terme de Clinton reste à déterminer, mais que cette couverture axée sur l'individu a établi une nouvelle perspective (Han et Krov, 2005, p. 351-352).

Gregory H. Winger et Anshul Jain ont mené une enquête détaillée sur l'implication post-présidentielle dans les affaires étrangères (Winger et Jain, 2016). Ils ont analysé les activités post-présidentielles de 34 présidents ayant quitté leurs fonctions en vie à partir de la littérature existante sur la post-présidence et des biographies des individus<sup>18</sup>. Obtenant une liste complète des actions post-présidentielles, les chercheurs ont identifié huit types de rôles distincts, mais non mutuellement exclusifs, à travers lesquels les anciens présidents continuent d'avoir un impact sur la scène internationale : (1) le spectateur (*Bystander*) ne fait rien publiquement pour s'impliquer dans les affaires internationales ; (2) l'ancien homme d'État (*Elder Statesman*) est recherché et consulté en raison de ses connaissances spécialisées et de son expérience ; (3) le diplomate privé (*Private Diplomat*) s'engage dans des missions à l'étranger en tant qu'individu indépendamment du gouvernement et sans les contraintes diplomatiques de l'administration en place; (4) l'envoyé du gouvernement (*Government Envoy*) représente officiellement les États-Unis dans les affaires internationales ; (5) le supporteur public (*Public Supporter*) utilise sa stature publique pour approuver les politiques de leurs successeurs ; au contraire du rôle précédent, (6) le critique public

---

<sup>17</sup> Han et Krov mentionnent les controverses suivantes : les pardons présidentiels de Clinton à la fin de son mandat (en particulier celui de Marc Rich, un riche financier inculpé pour fraudes fiscales et violation d'embargo commercial avec l'Iran, dont l'ex-femme avait fait des dons importants au Parti démocrate), certains cadeaux présidentiels non déclarés, le coût de son bureau post-présidentiel et la négociation d'un accord avec le procureur spécial pour mettre fin aux problèmes juridiques découlant du scandale Monica Lewinsky (Han et Krov, 2005, p. 336-337).

<sup>18</sup> De George Washington à George W. Bush.

(*Public Critic*) attaque activement les politiques de l’administration actuelle ; (7) l’humanitaire (*Humanitarian*) consacre du temps, des efforts et de l’argent à des activités à l’étranger de nature purement philanthropique et enfin, (8) l’officiel (*Official*) retourne au service du gouvernement soit élu ou nommé (Winger et Jain, 2016, p. 10-15). Le tableau suivant donne des exemples pour chaque type de rôle :

Tableau 1 Rôles post-présidentiels en affaires étrangères et exemples

	Type de rôle	Exemples (Winger et Jain, 2016, p. 12-15)
1	Spectateur	Coolidge et Reagan ne se sont pas impliqués d'une manière ou d'une autre dans les relations internationales
2	Ancien homme d’État	Après la débâcle de l’opération de la baie des Cochons, Kennedy a consulté Eisenhower pour discuter des stratégies à adopter <sup>19</sup>
3	Diplomate privé	Les médiations de Jimmy Carter afin de régler la crise nucléaire avec la Corée du Nord en 1994, autorisées par l’administration en place
4	Envoyé du gouvernement	L’administration Reagan a demandé aux anciens présidents Nixon, Ford et Carter de faire partie de la délégation officielle aux funérailles du dirigeant égyptien Anouar el-Sadate assassiné en 1981
5	Supporteur public	Ford a approuvé les efforts du président Carter pour transférer le contrôle du Canal de Panama (1977)
6	Critique public	Les critiques de Carter à l’endroit de G. W. Bush lors de l’acceptation du prix Nobel de la paix en 2002
7	Humanitaire	Les activités philanthropiques de Carter avec <i>Habitat for Humanity</i> partout dans le monde
8	Officiel	William Howard Taft qui a obtenu un poste à la Cour Suprême

Ensuite, Winger et Jain ont analysé les fréquences d’interventions effectuées pour un type de rôle donné et ont établi un score d’activité net (*Net Activity Score* (NAS)) pour chaque ex-président, qui est le nombre total d’activités pour tous les types de rôle en politique étrangère (Winger et Jain, 2016, p. 16). Ils ont aussi tenté de comprendre ce qui a poussé un ancien président à entreprendre une action particulière ou quel impact cette intervention a réellement eu sur les affaires étrangères.

<sup>19</sup> Pour le détail des rencontres entre Eisenhower et Kennedy sur cette crise, voir le récit qu’en font Nancy Gibbs et Michael Duffy dans leur ouvrage *The Presidents Club* (Gibbs et Duffy, 2012, p. 136-151).

Pour comprendre la motivation, qui est une variable très difficile à cerner, les chercheurs ont plutôt considéré l'impulsion derrière l'action<sup>20</sup>. La recherche fait ressortir certains constats intéressants de la post-présidence. Premièrement, l'augmentation de l'implication dans les affaires étrangères a eu lieu à deux moments dans l'histoire : au tournant du 20<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup> en raison des changements dans l'environnement international et ensuite à partir de la post-présidence de Nixon où les changements dans la géopolitique, les institutions et les technologies de communication ont modifié les activités post-présidentielles, offrant des opportunités accrues d'engagement soutenu avec davantage d'accent sur le façonnement de l'opinion publique (Winger et Jain, 2016, p. 22-23)<sup>22</sup>. Deuxièmement, il n'y a pas de changements spectaculaires dans la portée ou la fréquence des activités post-présidentielles au sein d'une carrière individuelle (Winger et Jain, 2016, p. 24). Troisièmement, malgré de grandes différences en termes de période et de personnalité, plusieurs types de comportements existent, ce qui permet de distinguer les carrières post-présidentielles selon quelques grappes de comportements. Ainsi, bien que chaque post-présidence soit unique, la combinaison des types de rôles et des facteurs d'implication révèle l'existence de trois groupes de comportements qui englobent plusieurs anciens présidents. Il y a tout d'abord le critique ou le supporteur public (*Peanut Gallery*)<sup>23</sup>. Ensuite, il y a les serviteurs publics (*Public Servants*) qui restreignent leurs activités publiques à moins d'être sollicités<sup>24</sup> et enfin les globe-trotteurs (*Globetrotters*) qui se distinguent par l'implication soutenue dans les affaires étrangères<sup>25</sup> (Winger et Jain, 2016, p. 24-25). Enfin, les ex-présidents les plus actifs dans les affaires extérieures sont souvent les présidents qui ont quitté la présidence contre leur gré, soit en raison de l'incapacité d'obtenir la nomination de leur parti, d'une campagne de réélection ratée ou d'une démission. Les chercheurs proposent l'hypothèse suivante comme explication possible : il est plus facile de rechercher la rédemption dans leur carrière post-présidentielle à l'international plutôt qu'au niveau national (Winger et Jain, 2016, p. 25).

---

<sup>20</sup> L'action est soit non sollicitée si elle est engendrée par l'ex-président lui-même, ou sollicitée si elle est demandée par un autre acteur.

<sup>21</sup> Cependant, selon les constatations de Winger et Jain, l'augmentation de la participation post-présidentielle n'a pas commencé avec Teddy Roosevelt comme le pensent d'autres chercheurs, mais plutôt dans les années 1890 avec Grover Cleveland et Benjamin Harrison (Winger et Jain, 2016, p. 22).

<sup>22</sup> Cette constatation donne du crédit au concept de l'ex-présidence « post-moderne ».

<sup>23</sup> Notamment, les présidents Tyler, Hayes, Cleveland, Wilson et Truman.

<sup>24</sup> Grant, Eisenhower et Bush père.

<sup>25</sup> Teddy Roosevelt, Hoover, Nixon, Carter et Clinton.

## 1.2 Problématique

Certains constats peuvent être tirés de ce corpus bibliographique sur la post-présidence. Premièrement, les classements logiques ou catégories des études typologiques permettent d'appréhender l'ensemble des possibilités de rôles occupés par les anciens présidents. Le tableau de l'annexe A, qui fait la synthèse des catégories d'occupations, montre que les carrières post-présidentielles suivent certains modèles typiques. Les chercheurs illustrent abondamment chacun des regroupements suggérés avec des exemples d'occupations tirés de l'histoire post-présidentielle ou de celles d'anciens présidents encore en vie au moment de la rédaction de l'article ou de l'ouvrage. La plupart des chercheurs qui ont théorisé la post-présidence ont aussi proposé des catégories pour appuyer leurs thèses ou soulevé celles d'intérêt pour la démonstration de leurs hypothèses. Jacobs s'intéresse aux rôles qui visent la protection de l'héritage politique ou qui valorisent l'institution de la présidence. Schaller et Williams analysent les différentes manières d'influencer les affaires publiques et les politiques. Anderson identifie les occupations typiques des anciens présidents. Winger et Jain ont dressé la liste de toutes les fonctions occupées par les anciens présidents sur la scène internationale et établi des catégories dans une démarche inductive pour comprendre le phénomène. Enfin, Wice examine les facteurs sociopsychologiques qui orientent les choix d'activités post-présidentielles en considérant certains modèles de comportement.

Deuxièmement, les approches historiques présentent l'évolution de la post-présidence sur plusieurs années et font ressortir les moments importants de sa transformation, notamment l'augmentation de la participation post-présidentielle dans les affaires publiques qui a suivi le développement de la présidence moderne (Kaufman, 2012, et Updegrave, 2018), celle-ci étant caractérisée par la taille de l'appareil bureaucratique et par l'étendue du pouvoir exécutif qui s'est amplifiée à partir de la Seconde Guerre mondiale (Nichols, 1994, p. 6-7). Les historiens constatent unanimement la commercialisation de la post-présidence au cours des dernières décennies. Elle est devenue une grosse entreprise exploitée à des fins personnelles ayant recours à un marketing de masse et qui engendre d'importantes retombées financières (Kaufman, 2012, Updegrave, 2018, Benardo et Weiss, 2009). Les théories sur la post-présidence permettent aussi de saisir l'évolution de la fonction post-présidentielle et de percevoir ce qui est apparu au fil des années selon les contextes politiques, comme relatés par les approches historiques. La théorie de l'augmentation de la participation post-présidentielle à l'ère post-moderne est également partagée par plusieurs chercheurs. Pour Schaller et Williams, le pouvoir post-présidentiel a augmenté avec le pouvoir

présidentiel et ce sont les développements récents de la présidence et les moyens de communication accrus qui expliquent l'implication grandissante des ex-présidents au débat politique. Morgan partage la même interprétation de la montée en puissance de l'institution de la présidence qui donne, en parallèle, de l'importance à la post-présidence. Jacobs emprunte une autre avenue. Il observe deux objectifs importants poursuivis par les anciens présidents, soit protéger l'héritage politique et assurer le prestige de l'institution de la présidence. Sa théorie d'un conflit entre les deux postures explique certains comportements post-présidentiels observés dans l'histoire et qui ont de bonnes chances de se reproduire aujourd'hui. Pour Anderson, de nouveaux marchés pour l'expertise des anciens dirigeants se sont créés avec la prolifération des organisations internationales gouvernementales et celles d'intérêt public, mais également avec les réseaux de contacts internationaux de ces anciens dirigeants ainsi que les moyens de communication basés sur Internet. Winger et Jain soulignent aussi les occasions accrues d'engagement en raison des changements dans l'environnement politique. De plus, ils constatent que certaines occupations, présentes dans le passé, sont absentes ou peu fréquentes depuis les dernières décennies. Ainsi, dans leur analyse de l'implication des anciens présidents dans les affaires étrangères, ils remarquent que les rôles de spectateur, d'envoyé du gouvernement et d'officiel sont peu présents au 20<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup> (Winger et Jain, 2016, p. 23-24).

Troisièmement, la plupart des écrits recensés pour cette recherche soulignent le succès de la post-présidence de Jimmy Carter. Pour plusieurs chercheurs, il s'agit de l'idéal à atteindre pour ses successeurs ou du modèle type d'une post-présidence réussie. Carter est impopulaire auprès de ses concitoyens lorsqu'il perd les élections présidentielles en novembre 1980 aux mains du républicain Ronald Reagan<sup>27</sup> (son taux d'approbation n'est que de 34 % lorsqu'il quitte la Maison-Blanche). Il est considéré comme un président ayant eu peu de succès par les experts qui établissent le classement des présidents allant des « meilleurs aux plus médiocres » (David, 2015, p. 211-212)<sup>28</sup>. Richard Neustadt et Stephen Skowronek jettent un regard très négatif sur la présidence de Carter (Neustadt, 1990, p. 230-243 ; Skowronek, 2020, p. 20, 88 et 208). En revanche, le dévouement et

---

<sup>26</sup> Les raisons évoquées par les auteurs sont l'impossibilité pour un citoyen éminent comme un ancien président de rester à l'écart de la vie publique et le peu d'intérêt pour eux à occuper des fonctions subalternes dans le gouvernement.

<sup>27</sup> Reagan a obtenu 489 votes au collège électoral contre 49 pour Carter. Le vote populaire était de 50,7% pour Reagan, 41% pour Carter et 6,6% pour l'indépendant John Anderson (The American Presidency Project : <https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/elections/1980>).

<sup>28</sup> L'analyse la plus récente de l'Association américaine de science politique (*2024 Presidential Greatness Project Expert Survey*), menée auprès de 154 spécialistes de la politique américaine, place Carter au 22<sup>e</sup> rang sur 45 (Baker, 2024a) (<https://static.poder360.com.br/2024/02/Grandeza-Presidencial-2024.pdf>).

l'énergie de Carter lors de ses nombreuses réalisations mènent les chercheurs à conclure que sa post-présidence est une réussite : « Carter is probably the most respected ex-president, despite the less successful reputation of his administration » (Rubenzer et Faschingbauer, 2004, p. 74). Pour Updegrove, l'avis général des historiens est que Carter fut un président médiocre, mais applaudi pour ses actions exemplaires hors du pouvoir (Updegrove, 2018, p. 176). Le grand biographe de Carter, le psychiatre Peter G. Bourne, est d'avis que c'est la comparaison entre sa présidence d'un seul mandat avec son échec à se faire réélire et sa post-présidence performante qui fait de lui le meilleur ancien président américain (Bourne, 1997, p. 507). Le politologue Justin Vaughn le considère comme l'un des meilleurs anciens présidents, en raison de l'étendue de ses réalisations, qui dépassent celles accomplies pendant son passage à la Maison-Blanche (Vaughn, 2015). Ce n'est qu'à la fin des années 1980 qu'il gagne en estime auprès des Américains et sa réputation grandit encore plus après qu'il eut reçu le prix Nobel de la paix en 2002 pour son travail visant à faire progresser la paix, la démocratie et les droits de la personne dans le monde (Kaufman, 2012, p. 457 ; Updegrove, 2018, p. 174). D'autres chercheurs ont d'ailleurs souligné que la carrière d'un ex-président peut être une occasion d'améliorer son image, sa cote de popularité ou l'évaluation de sa performance (David, 2015, p. 212 ; Updegrove, 2018, p. xxiii). Paul B. Wice et John Whiteclay Chambers signalent d'ailleurs un paradoxe : la plupart des présidents inefficaces pendant leurs années à la Maison-Blanche ont été très productifs durant leurs post-présidences<sup>29</sup> (Chambers, 1998, p. 405 ; Wice, 2009, p. 186).

En conclusion de sa recherche, Belenky prévoyait que les futurs ex-présidents allaient imiter des éléments du modèle Carter (Belenky, 1999, p. 164). Pour Kaufman, Jimmy Carter a établi un nouveau paradigme avec la multitude de ses activités non partisans et humanitaires très publicisées (Kaufman, 2012, p. 448). Skidmore souligne combien Carter est reconnu pour ses activités humanitaires exceptionnelles (Skidmore, 2004, p. 5-6). Pour Morgan, Carter est devenu l'ex-président le plus actif sur la scène internationale, la fin de la guerre froide ayant ouvert la voie à d'autres préoccupations que la lutte contre le communisme. Il ajoute qu'en tant que champion incontesté de cette pratique, Carter a établi une nouvelle norme à imiter pour ses successeurs post-présidentiels et par laquelle ils seront jugés (Morgan, 2012, p. 30). Jacobs souligne le caractère apolitique de plusieurs anciens présidents de l'ère moderne, Carter étant l'archétype du «

---

<sup>29</sup> Les trois exemples les plus marquants sont John Quincy Adams, Herbert Hoover et Jimmy Carter.

missionnaire civique » avec son dévouement à *Habitat for Humanity* (Jacobs, 2018, p. 714). Schaller et Williams constatent que Carter a redéfini le pouvoir post-présidentiel avec son excellente réputation et son travail non partisan avec les agences humanitaires et groupes à but non lucratif. Ils notent également que Carter a renoncé à l'idée de profiter de son statut pour gagner de gros honoraires comme conférencier (Schaller et Williams, 2003, p. 196). Pour Anderson, Jimmy Carter a créé la « post-présidence moderne » en tant qu'exercice d'action humanitaire (Anderson, 2010, p. 72). Enfin, Winger et Jain soulignent qu'en plus d'être considéré comme l'ancien président ayant le plus de succès, il est aussi le plus actif en politique étrangère si on compte la fréquence des activités en politiques étrangères de tous les anciens présidents<sup>30</sup> (Winger et Jain, 2016, p. 16).

Cette littérature sert de guide pour l'analyse actuelle. À travers les écrits des chercheurs, une problématique particulière émerge lorsqu'on observe les comportements des successeurs de Carter. Si, pour plusieurs chercheurs, le modèle de post-présidence à suivre consiste à s'adonner à des activités humanitaires axées sur les affaires extérieures, à avoir une attitude non partisane en politique intérieure tout en valorisant l'institution de la présidence, on constate que certains anciens présidents contemporains sont loin de suivre cette avenue et que la post-présidence américaine s'est transformée ces dernières années. En rupture avec celle de Jimmy Carter, le mémoire démontre au contraire que ces rôles post-présidentiels tendent à disparaître et que la post-présidence se transforme au profit des caractéristiques suivantes : (1) l'implication dans les affaires étrangères est délaissée, (2) la post-présidence devient un marché de masse centrée sur sa personne au détriment de la protection du prestige de la présidence, (3) les anciens présidents sont partisans, abandonnant la neutralité pour attaquer directement les successeurs présidentiels ou leurs politiques.

### 1.3 Cadre théorique

Le cadre théorique qui est utilisé pour répondre à la question de recherche est inspiré des études du développement politique américain (*American Political Development* (APD)) qui est un sous-champ d'études de la politique américaine (*American Politics*). Ce courant de la science politique est récent et a émergé au début des années 1980 avec entre autres les ouvrages remarquables de Karen Orren, Theda Skocpol et Stephen Skowronek.

---

<sup>30</sup> Carter obtient le score d'activité net (NAS) le plus élevé. Il est suivi de Herbert Clark Hoover, Richard Nixon, Bill Clinton et Theodore Roosevelt, en ordre décroissant (Winger et Jain, 2016, p. 16-17).

### 1.3.1 Définition du cadre théorique

L'une des approches de recherche de l'APD qui sied bien au mémoire est celle de l'institutionnalisme historique qui étudie les institutions et leur transformation sur le moyen et le long terme sans perdre de vue l'évolution historique de la politique<sup>31</sup>.

L'institutionnalisme historique s'intéresse aux spécificités du système politique américain et en particulier celles qui subsistent en politique contemporaine. La meilleure façon de les comprendre est de les analyser sur une longue période, d'où l'approche historique de ces chercheurs. Elle met aussi l'accent sur les institutions, car celles-ci influencent les préférences politiques des individus et des groupes (Ceaser et Drew, 2004, p. 5). La popularité croissante de cette approche a entraîné l'essor du sous-champ appelé développement politique américain qui s'intéresse à la transformation et aux constructions historiques des traits distinctifs de la politique américaine. Pour Orren et Skowronek, l'engagement de l'APD à analyser la politique à l'aide de l'histoire américaine est la caractéristique qui distingue les chercheurs en APD des autres politologues (Orren et Skowronek, 2004, p. 5). Cependant, l'étude du développement politique américain dépasse l'intérêt historique, car les affaires courantes demandent de réfléchir à comment ces changements sont survenus. La recherche en APD éclaire la relation entre le passé et le présent, les constructions historiques de la politique américaine, sa composition dans le temps et la durée (Orren et Skowronek, 2004, p. 9 ; 2016, p. 28).

Rogan Kersh donne aussi un aperçu général de ce qu'est l'APD. Il explique que le champ d'études se concentre sur les causes, la nature et les conséquences des périodes de transformations clés de l'histoire politique américaine (Kersh, 2005). Les chercheurs de l'APD se tournent vers les processus historiques pour analyser les structures de gouvernance et les résultats des politiques et aussi pour construire des théories sur le changement politique. Plus que les historiens, les analystes en APD s'appuient sur des preuves du passé pour éclairer de vastes questions sur la politique américaine actuelle et ses caractéristiques institutionnelles. Ils portent attention à la manière dont les institutions politiques sont reproduites et modifiées au fil du temps. De plus, l'APD est sensible aux transitions, perturbations et autres troubles temporels marquant le développement dynamique de la politique américaine, par opposition aux analyses de cas particuliers (Kersh, 2005, p. 336).

---

<sup>31</sup> Une autre approche de recherche de l'APD est celle dite idéationnelle, car elle se concentre sur les idéologies et la culture (Glenn, 2004, p. 153 et 156).

Enfin, les caractéristiques des travaux de l'ADP sont l'accent sur le cas américain, l'utilisation d'une méthode d'analyse historique et l'étude interdisciplinaire.

Pour Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, la caractéristique la plus distinctive de l'APD est son approche grand-angle qui favorise les analyses étendues et la profondeur historique, permettant de voir l'ensemble plutôt que les parties séparément. L'étude de la politique américaine est donc holistique et longitudinale, elle met l'accent sur les grands changements et leurs significations, ce qui facilite les analyses comparatives. Mettler et Valelly soulignent aussi d'autres caractéristiques importantes de l'APD. Il y a tout d'abord la reconnaissance que l'institution est importante. En effet, l'APD se préoccupe de l'émergence et de la durabilité relative des institutions nationales américaines, des domaines de politique et des arrangements gouvernementaux (Valelly *et al.*, 2016, p. 4-5). Il y a aussi l'importance que l'APD accorde à l'histoire. Cette dernière est non linéaire, car il y a des continuations, mais aussi des ruptures ou des tournants majeurs. Une autre particularité est celle des cycles, car certaines dynamiques se répètent dans le temps. Un concept qui est proche de la notion de tournant est celui de la dépendance au chemin parcouru (*path dependency*) qui analyse l'effet des décisions passées sur les politiques actuelles et la difficulté de les changer en raison de la résistance au changement<sup>32</sup> (Valelly *et al.*, 2016, p. 12).

Orren et Skowronek présentent trois perspectives analytiques sur la formation de l'État politique qui sont considérées par la recherche en APD et qui s'appliquent à un large éventail de phénomènes politiques : le réarrangement (*Displacement*), la dépendance au chemin (*Path Dependency*) et le syncrétisme créatif (*Creative Syncretism*) (Skowronek et Orren, 2016). La première analyse ce qui est nouveau en retraçant les altérations successives de l'ordre politique<sup>33</sup> établi par une mise à l'épreuve constante du statu quo. Dans les études sur la construction de l'État, l'APD montre que les réarrangements successifs ont élargi les promesses du gouvernement tout en étant sensibles aux circonstances politiques et aux ambitions des acteurs institutionnels (Orren et Skowronek, 2004, p. 32). La deuxième vue analytique porte sur ce qui est durable en constatant qu'il est difficile de rompre de manière décisive avec le passé, même dans des conditions opportunes. Les périodes

---

<sup>32</sup> Pour une explication plus approfondie sur le concept de dépendance au chemin parcouru, voir l'article de Paul Pierson qui emprunte la notion de rendements croissants (« *Increasing Returns* ») provenant de la science économique pour conceptualiser la dépendance au chemin et fournir les bases analytiques pour explorer les causes et les conséquences des processus politiques (Pierson, 2000, p. 252-253).

<sup>33</sup> L'ordre politique est défini comme une constellation de règles, de pratiques, d'institutions et d'idées qui se maintiennent dans le temps (Orren et Skowronek, 2004, p. 16).

critiques d'incertitude peuvent entraîner des réarrangements dont la durabilité est incertaine. Ainsi, les nouveaux programmes sont vulnérables aux jeux politiques quand ils viennent d'être adoptés. Ces deux concepts (réarrangement et durabilité) donnent une définition générale du développement politique comme étant un changement durable de l'autorité gouvernementale (Orren et Skowronek, 2004, p. 123). La dernière perspective analytique concentre son attention sur ce qui est propre au système américain. Les institutions comportent des caractéristiques et des règles qui peuvent se décomposer ou se recomposer au fil du temps selon les actions politiques créatives des gouvernements.

L'institution ainsi que le titulaire de la fonction de chef de l'État et de gouvernement qu'est le président font l'objet de recherches abondantes et les travaux en APD y apportent une contribution originale. Sidney M. Milkis présente les principales discussions qui retiennent l'attention des chercheurs en APD sur la présidence américaine (Milkis, 2016). Contrairement aux chercheurs en études présidentielles traditionnelles, ceux en APD ont considéré les présidents comme des agents de changement en étant des acteurs importants dans la construction de l'État et aussi dans la redéfinition des normes et des termes du gouvernement constitutionnel. Reconnaissant leur intérêt commun à élargir la portée des études présidentielles, ces politologues des deux courants diffèrent cependant sur trois dimensions importantes du pouvoir exécutif. Ainsi, les débats portent en premier lieu sur l'existence ou non d'un clivage entre la présidence prémoderne et la présidence moderne dans le développement du bureau exécutif. La deuxième dimension questionne dans quelle mesure le président est l'acteur principal dans les développements majeurs de la politique et de l'administration américaine. Enfin, les chercheurs débattent de comment les changements de principes fondamentaux ainsi que les arrangements institutionnels et politiques ont modifié la relation entre la présidence et le cadre constitutionnel et ce, depuis la fondation des États-Unis (Milkis, 2016, p. 288).

### 1.3.2 Thèse et concepts centraux de l'APD pour le mémoire

Se demandant si la post-présidence centrée sur les initiatives humanitaires mondiales et non partisans en politique intérieure est encore populaire auprès des anciens présidents, le mémoire veut démontrer au contraire que la post-présidence se transforme au profit de trois nouvelles caractéristiques.

L'approche grand-angle et la reconnaissance que l'institution est importante cadrent bien avec la recherche sur le sujet de la post-présidence si on considère qu'elle est le prolongement de l'institution de la présidence. La perspective étendue permet de tenir compte de l'ensemble des activités post-présidentielles rencontrées depuis la fondation de l'État américain tout en considérant quelques anciens présidents contemporains dans l'analyse. Plus spécifiquement, la démonstration de cette thèse s'appuie sur trois concepts clés du courant *American Political Development* (APD) qui sont la construction historique, les moments de ruptures ou tournants majeurs et, dans une moindre mesure, la dépendance au chemin parcouru.

### *Construction historique*

La pertinence de l'histoire dans la politique américaine avec ses récits, son continuum, ses cycles et ses moments décisifs est une dimension importante du courant d'étude ADP. Il faut distinguer le développement politique américain de l'histoire de la politique américaine. Les historiens s'appuient surtout sur des constructions théoriques empruntées aux sciences sociales tandis que l'APD remet en cause la présomption que les changements sociaux suivent une seule trajectoire, insistant plutôt sur l'évolution des institutions et les séquences de développement (John, 2016, p. 186). Ainsi, les chercheurs en APD se distinguent des historiens par leur volonté de faire avancer des théories complètes sur les institutions américaines et sur la gouvernance (Kersh, 2005, p. 335). Ils portent attention à la manière dont les institutions politiques sont reproduites et modifiées au fil du temps. Plutôt que de chercher à expliquer un événement historique, les chercheurs en APD utilisent les comparaisons pour faire ressortir des séquences ou des discontinuités temporelles (Kersh, 2005, p. 339).

Une des caractéristiques importantes de l'APD est d'identifier ce qui est arrivé et de bien le décrire (Mettler et Valelly, 2016, p.14). Se concentrant sur l'histoire récente, la présente recherche enquête sur l'évolution de la post-présidence et les transformations qui sont apparues au fil du temps. Elle se demande comment les changements sont survenus et cherche à expliquer pourquoi ils se produisent de cette façon et les motivations sous-jacentes aux choix d'activités des anciens présidents. L'analyse est donc descriptive et détaillée et propose certains facteurs qui expliquent cette évolution sans établir de liens de causalité définitifs. Elle porte sur les comportements des

anciens présidents, sur ce qu'ils font<sup>34</sup>. En comparant la post-présidence de Carter avec celle de ses successeurs, cette recherche aide à donner une nouvelle perspective et à faire la distinction entre les histoires éphémères et celles qui ont une signification durable.

### *Tournant ou rupture*

L'histoire de la post-présidence, tout comme la présidence, n'est pas linéaire, mais est marquée par des événements importants ou des périodes déterminantes qui orientent son cours et entraînent des changements importants qui peuvent apparaître soudainement ou progressivement. Dans l'histoire de la post-présidence, il y a des moments charnières qui créent des ruptures dans le temps et qui permettent d'expliquer le processus et les changements dans la fonction.

La littérature consultée permet d'identifier quelques moments charnières de la post-présidence. La participation active dans les affaires publiques a débuté avec John Quincy Adams et Andrew Jackson (Kaufman, 2012, p. 37). Le début du vingtième siècle a vu d'anciens présidents encore plus engagés comme Roosevelt, Taft et Hoover (Kaufman, 2012 et Schaller et Williams, 2003). À partir de la Seconde Guerre mondiale, la post-présidence est devenue une grosse entreprise où les anciens présidents se publicisent eux-mêmes. Les occasions d'interventions partisans s'accroissent avec la post-présidence de Nixon, et Schaller et Williams qualifient cette période de nouvelle ère dans l'influence post-présidentielle. Enfin, ils sont unanimes à identifier un tournant avec la post-présidence de Carter et ses œuvres humanitaires.

Certaines post-présidences amènent donc de nouveaux paradigmes dans la façon d'exercer la fonction. On peut se demander par exemple si les initiatives médiatiques et partisans des anciens présidents H. W. Bush, Clinton et W. Bush lors de la présidentielle de 2016 ainsi que celles de Clinton et Obama en 2020 amorcent le début d'un nouveau type de post-présidence. Et que dire de la campagne présidentielle 2024 où un ancien président, Donald Trump, concentre l'ensemble de ses énergies sur la reprise du pouvoir à tout prix ? Sommes-nous à un tournant dans l'histoire de cette fonction ? L'hypothèse du mémoire est que cette tendance de la post-présidence est en rupture avec ce qui était choisi et valorisé ces dernières années comme l'idéal à atteindre pour un ex-président qui veut assurer son héritage et demeurer actif en politique.

---

<sup>34</sup> John Gerring définit très bien la différence entre la description et le lien de causalité. Le travail descriptif met l'accent principal sur ce qui s'est passé, qui a fait quoi, à qui et sur le processus historique, plutôt que sur les raisons pour lesquelles un événement ou une série d'événements s'est produit (Gerring, 2003, p. 96).

### *Dépendance au chemin parcouru*

Carter n'a pas créé de précédents avec ses actions humanitaires. Rutherford B. Hayes (1877-1881) appuya plusieurs causes non politiques durant sa post-présidence comme l'égalité et la justice sociale et en particulier la promotion de l'éducation des Afro-Américains. Hoover a connu une longue post-présidence pendant laquelle il s'est impliqué dans des mouvements à la défense de la paix et de la faim dans le monde. Cette affinité avec les agissements de ses prédécesseurs rejoint le concept de dépendance au chemin parcouru de l'ADP. Il montre la continuité et la tendance à reproduire ce qui est valorisé comme posture post-présidentielle tout en permettant une transformation qui peut être progressive ou abrupte. Carter a donc amplifié le modèle dans un processus qui se nourrit de lui-même et s'approfondit<sup>35</sup>. Sans être centrales à la démonstration de la thèse, la continuité et l'émulation qu'elles ont entraînées chez ses successeurs permettront de mieux mettre en relief les moments de ruptures et de bifurcations.

#### 1.4 Méthodologie

Daniel J. Galvin aborde l'aspect méthodologique des recherches en APD. Il présente trois des manières les plus courantes dont les chercheurs de l'APD utilisent la recherche historique pour leurs contributions théoriques. Il s'agit du récit historique, du récit causal et du traçage de processus (Galvin, 2016, p. 210-211). La présente recherche utilise le récit historique comme mode d'analyse, car elle cherche à décrire ce qui s'est passé en suggérant des facteurs explicatifs. Ainsi, cette recherche a une visée exploratoire, car l'hypothèse avancée est inédite et découle de l'observation d'un phénomène. Elle se demande s'il y a un changement dans la façon d'exercer la post-présidence, si certains rôles sont dorénavant plus fréquents que d'autres. En même temps, l'analyse emploie une stratégie de vérification de la pertinence d'une théorie existante,<sup>36</sup> soit celle du modèle post-présidentiel à la Carter. Cette théorie est remise en question avec de nouveaux faits et l'analyse met en exergue comment cela est arrivé, en recourant aux concepts de l'APD. En cherchant à expliquer les causes du changement ou du moment de rupture (pourquoi ce tournant ?), le récit des cas à l'étude permet de faire ressortir certains facteurs qui ont contribué à la transformation de la

---

<sup>35</sup> Comme mentionné par Mettler et Valelly : « The basic idea here is that a turning point becomes a process that feeds on itself and deepens [...] » (Valelly *et al.*, 2016, p. 12)

<sup>36</sup> Selon Gerring, il y a deux stratégies de recherche empirique en sciences sociales : l'exploration (un moment de recherche générateur d'idée ou de théorie) ou la confirmation/infirmation (un moment sceptique), chacun étant essentiel au progrès d'une discipline (Gerring, 2004, p. 349).

post-présidence en fonction du contexte politique international, national ou selon les caractéristiques individuelles des anciens présidents. Enfin, cette recherche repose sur l'étude d'un nombre limité de cas<sup>37</sup>, celui de Jimmy Carter, de Ronald W. Reagan, de George H. W. Bush, de Bill Clinton, de George W. Bush, de Barack Obama et de Donald Trump suivant l'évolution de la post-présidence au cours des quatre dernières décennies.

#### 1.4.1 Méthode de vérification

L'approche méthodologique de ce travail de recherche repose sur la méthode de la comparaison structurée et orientée. Cette méthode permet la comparaison systématique des cas sélectionnés en fonction de la question de recherche et de son objectif. Elle est orientée, car elle ne cherche pas à faire une description exhaustive des cas en analyse, mais se concentre plutôt sur les aspects qui sont pertinents à la démonstration de l'hypothèse (George et Bennett, 2005, p. 71). Ainsi, la stratégie de preuve consiste à effectuer une comparaison avec la post-présidence témoin (celle de Carter) sur la base de trois caractéristiques ou facteurs qui sont : le degré d'implication dans les affaires étrangères, les événements de promotion de sa personne et de valorisation de son héritage personnel et enfin les activités politiques partisans. Ensuite, la comparaison permet de situer où se trouve le point de rupture pour chaque facteur, car le changement n'apparaît pas soudainement à une post-présidence particulière, mais graduellement, à la manière d'un sillon qui se creuse ou d'un trajet qui bifurque lentement.

#### *Implication dans les affaires étrangères*

Afin d'appréhender la participation des anciens présidents dans les affaires étrangères, la typologie des actions post-présidentielles sur la scène internationale proposée par Winger et Jain sera mise à contribution. Ainsi, la prévalence de rôles comme consultant en politique étrangère (*Elder Statesman*), diplomate privé, représentant officiel, philanthrope (actions humanitaires à l'étranger) ou critique/supporteur public sera évaluée pour chaque cas en analyse. Aussi, comme le suggèrent ces auteurs, la fréquence des activités sera qualifiée selon une échelle à trois paliers. Un rôle est rare s'il est effectué une ou deux fois seulement dans la post-présidence à l'étude. Il est périodique si ce rôle particulier est démontré plusieurs fois durant la post-présidence. Enfin, la contribution en

---

<sup>37</sup> L'étude de cas est ici considérée au sens de la définition de John Gerring, laquelle consiste à analyser intensivement une seule unité dans le but de comprendre une classe plus large d'unités similaires (Gerring, 2004, p. 342).

affaires étrangères est fréquente s'il y a plusieurs rôles différents effectués plusieurs fois au cours de la post-présidence (Winger et Jain, 2016, p. 16).

#### *Post-présidence commercialisée et centrée sur sa personne*

Cette caractéristique regroupe les activités qui permettent à l'ex-président de se faire valoir, de promouvoir sa propre personne et aussi de défendre son héritage politique pour la postérité. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les ex-présidents deviennent de plus en plus entrepreneurs de leur propre marque de commerce à la manière d'une grande entreprise. Ils vendent leurs mémoires et autres livres et en font la promotion, donnent des conférences partout dans le monde, sont présents dans les médias et amassent des sommes considérables pour leur bibliothèque présidentielle (Kaufman, 2012, p. x-xi et 395). En somme, ils s'adonnent à un marketing de masse de leur propre image. Afin de vérifier si les anciens présidents à l'étude jouent ce rôle d'entrepreneur, les moyens employés par ces derniers seront recensés et qualifiés en fonction de leur envergure. Les moyens considérés dans l'analyse sont : les musées et bibliothèques présidentielles, la publication de mémoires, autobiographies ou autres œuvres littéraires, incluant les contrats avec les maisons d'édition, les conférences et colloques, les interventions dans les médias traditionnels et électroniques (blogues, balados, vidéos, réseaux sociaux, etc.) et les articles promotionnels.

#### *Partisanerie politique*

Afin d'évaluer le degré de partisanerie politique de chaque ex-président, les rôles de contributeur au parti et de leader d'opposition, soulignés par Jacobs comme apports importants de la part des ex-présidents, seront considérés dans l'analyse. Plus précisément, l'implication post-présidentielle dans les campagnes électorales (présidentielles et de mi-mandat), ce que Schaller et Williams appellent *Electioneering* sera évaluée. Cette implication inclut les activités de promotion du programme politique du président en élection, la participation aux événements publics durant les campagnes, les prises de parole sur les enjeux de la campagne et les critiques menées par les anciens présidents envers la partie adverse. La fréquence de ces activités partisanses sera qualifiée selon l'échelle suivante : peu, moyennement ou fréquemment impliqué dans les campagnes électorales.

À la manière de la méthode de recherche statistique ou d'enquête, la méthode de comparaison structurée et orientée pose les mêmes questions standardisées pour chaque cas, favorisant ainsi la

collecte de données comparables (George et Bennett, 2005, p. 72). À titre indicatif, le tableau suivant présente les questions qui seront utilisées pour chacun des trois critères retenus<sup>38</sup>.

Tableau 2 Comparaison structurée et orientée

<p>Implication dans les affaires étrangères</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quel(s) rôle(s) jouait l'ancien président lors de ses implications dans les affaires étrangères (consultant, diplomate, philanthrope, représentant officiel).</li> <li>• Quels sont les événements internationaux qui étaient en cause ?</li> <li>• Quelles sont les causes internationales défendues par l'ancien président et auxquelles il consacre son temps ?</li> <li>• Est-ce que l'ancien président agit de son propre chef ou bien s'il est sollicité ?</li> <li>• Est-ce que l'ancien président s'implique souvent, périodiquement ou rarement ?</li> </ul>
<p>Post-présidence commercialisée et centrée sur l'héritage personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les moyens utilisés par l'ancien président pour défendre son héritage présidentiel ?</li> <li>• Quelles sont les activités lucratives auxquelles s'adonne l'ancien président ?</li> <li>• Comment fait-il sa promotion ?</li> <li>• Quelle est l'envergure de ces activités commerciales ?</li> </ul>
<p>Partisanerie politique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les principaux rassemblements de campagnes auxquels l'ancien président a participé ?</li> <li>• Sous quelle forme l'implication dans les campagnes électorales s'est-elle manifestée (prises de parole (discours), interviews dans les médias, communication écrite ou électronique) ?</li> <li>• Quels étaient les principaux messages véhiculés par les prises de parole en campagne électorale ?</li> <li>• Quelles sont les critiques formulées par les anciens présidents envers le parti adverse ?</li> <li>• Est-ce que l'ancien président s'implique peu, moyennement ou fréquemment dans les campagnes électorales ?</li> </ul>

### *Facteurs explicatifs*

Les chercheurs ont identifié plusieurs raisons qui justifient le comportement d'un ancien président allant de sa capacité individuelle et motivation personnelle à d'autres hors de son contrôle comme le contexte historique et politique. Pour des fins d'analyse, les facteurs seront discutés selon trois niveaux : individuel, national et international. Les facteurs individuels ont trait à l'âge du président quand il quitte la Maison-Blanche, à son état de santé, à sa personnalité et à ce qui le motive, à son expérience et à ses valeurs. Les facteurs nationaux concernent le contexte politique durant la période de transition à la fin de son mandat, les cycles électoraux, les conditions politiques internes

<sup>38</sup> Approche et tableau inspirés de la thèse de doctorat de Frédérick Gagnon (Gagnon F., 2008).

aux États-Unis comme la partisanerie, la santé des institutions, la popularité ou impopularité des politiques et positions de l'ancien président dans son parti et dans l'opinion publique américaine, les succès ou échecs de sa présidence et sa réputation. Enfin, les facteurs internationaux sont les crises internationales, les guerres, les atteintes à la sécurité nationale et le contexte historique mondial durant la période de la retraite.

#### 1.4.2 Sélection des cas

La démonstration s'appuie sur l'étude des trois caractéristiques dans les récits des post-présidences qui ont suivi celle de Jimmy Carter, soit de comparer la présence, fréquence et envergure de ces facteurs avec la post-présidence de Carter et de situer les moments de rupture ou de transformation sur le continuum historique. Carter consacre ses années post-présidentielles à la politique étrangère, soit comme humanitaire, diplomate, gardien de la paix, émissaire du gouvernement, critique ou défenseur public des politiques de ses successeurs. Il ne cherche pas la reconnaissance personnelle au premier chef. Il ne souhaite pas siéger à des conseils d'administration ou gagner de l'argent comme conférencier. Il reste au-dessus de la mêlée dans les débats politiques et ne s'adonne que rarement à des activités politiques partisans.

Parmi les six ex-présidents qui ont suivi Carter, Clinton, Obama et Trump ont la volonté (à plus ou moins de degrés) de demeurer actifs sur la scène politique contrairement à Ronald Reagan qui s'est retiré de la vie publique en raison de sa santé et de son âge (78 ans) et de George H. W. Bush qui, comme retraité d'une longue carrière dans les services publics, avait peu d'intérêt pour continuer l'activisme politique à la manière de Carter (Kaufman, 2012, p. 486 et 493). Bill Clinton a suivi le modèle de Carter en demeurant impliqué dans les affaires étrangères comme philanthrope ainsi que George W. Bush, mais dans une moindre mesure. Aussi, on constate un crescendo dans la commercialisation de sa notoriété avec par exemple la publication de mémoires ou la tenue de conférences très lucratives. Ce marketing de masse de la post-présidence a atteint de nouveaux sommets avec l'après-carrière de Clinton et cette tendance s'est encore plus accentuée avec Obama et Trump. Enfin, H. W. Bush, Clinton, W. Bush, Obama et Trump se sont impliqués dans les campagnes électorales à la défense de leur camp politique ou en appui à un candidat. Si l'on se penche sur les post-présidences de W. Bush, d'Obama et de Trump, il s'avère que leurs initiatives, jusqu'à maintenant, portent essentiellement sur les affaires intérieures et que l'engagement partisan domine leurs interventions publiques. Dans un contexte d'hyperpolarisation des deux grands partis

qui dominent le système politique américain, le but est autant de soutenir son propre camp que de défendre son héritage présidentiel. De plus, ils profitent de leur notoriété d'ancien président pour s'adonner à une multitude d'activités mercantiles. Le tableau de l'annexe B indique la présence (ou non) des trois caractéristiques de comparaison pour chaque ancien président à partir de Carter.

#### 1.4.3 Stratégie de collecte des données

Le mémoire s'appuie sur une recherche documentaire et la technique de recherche est qualitative. La littérature scientifique portant sur les occupations passées et actuelles des anciens présidents constitue la base de la recherche ainsi que les données factuelles sur leurs agissements tels que rapportés par les médias. Les sources primaires d'information sont les écrits des anciens présidents ainsi que leurs déclarations ou discours. Les sources secondaires sont les contributions des chercheurs sur la post-présidence et les reportages sur ces individus provenant des médias. Plus spécifiquement, les données proviendront des sources suivantes :

- Les écrits des anciens présidents comme les mémoires, les essais ou les articles qu'ils ont publiés.
- Les sites Internet des anciens présidents ([cartercenter.org](http://cartercenter.org), [bush41.org](http://bush41.org), [clintonfoundation.org](http://clintonfoundation.org), [clintonlibrary.gov](http://clintonlibrary.gov), [bushcenter.org](http://bushcenter.org), [georgewbush.com](http://georgewbush.com), [barackobama.com](http://barackobama.com), [obama.org](http://obama.org), [obamalibrary.gov](http://obamalibrary.gov), [donaldjtrump.com](http://donaldjtrump.com)).
- Les sites Internet des médias traditionnels : télévision, radio, journaux et périodiques, ainsi que les médias électroniques (blogs, balados, vidéos, réseaux sociaux).
- Les bases de données des principaux quotidiens internationaux (comme : Eureka pour le New York Times et Factiva pour le Washington Post).
- Les monographies, biographies et articles scientifiques traitant des anciens présidents.

## CHAPITRE 2

### LA POST-PRÉSIDENTENCE DE JIMMY CARTER

*I can't deny I'm a better ex-president than I was a president.*

- Jimmy Carter, en entrevue à l'occasion de la sortie de son livre « Our Enduring Values » (Washington Times, 2005).

Ce chapitre décrit la post-présidence de Jimmy Carter sous l'angle des trois caractéristiques de comparaison retenues. La contribution dans les affaires étrangères est ce qui caractérise la post-présidence de Carter. Qualifié de citoyen du monde, il occupe fréquemment les rôles de diplomate privé, consultant en politique étrangère, représentant officiel, philanthrope ou critique/supporteur public. Carter utilise abondamment les nouvelles avenues médiatiques qui apparaissent à son époque comme les chaînes câblées d'information continue. Contrairement à l'attitude de certains anciens présidents après lui, il ne cherche pas à entretenir le culte de sa personne, mais bien à défendre sa perspective d'un enjeu politique selon ses croyances et convictions. Aux mêmes fins, il crée une ONG associée à sa bibliothèque présidentielle dévolue aux causes qui lui sont chères. Carter ne vise pas un enrichissement personnel avec sa carrière post-présidentielle. L'argent provenant de la vente de ses livres ou les collectes de fond auxquelles il s'adonne est réinvesti dans ses œuvres caritatives ou ses voyages diplomatiques à l'étranger. Ancien président démocrate, Carter défend une cause et non pas un parti politique. Il peut être critique envers un président démocrate ou républicain. Il s'engage d'ailleurs très peu dans les activités partisans des démocrates durant les campagnes électorales.

#### 2.1 Implication dans les affaires étrangères

Un premier aspect à souligner est la place centrale qu'occupe le Centre Carter dans les actions de Jimmy Carter à l'étranger. Le Centre Carter, une organisation non gouvernementale à but non lucratif, a été fondé en 1982 par le président Jimmy Carter et sa femme Rosalynn en collaboration avec l'Université Emory. Cet institut de politique publique qui combine les ressources financières, l'expertise et le leadership de Carter joue un rôle militant en politique étrangère (Brinkley, 1999, p. 220 ; Chambers, 1998, p. 416-417). Le Centre fonctionne par programmes dans deux principaux

domaines d'action : la paix et la santé. Les programmes du volet paix comprennent la prévention et la résolution des conflits (*Conflict Resolution Program*), la surveillance des élections dans les démocraties émergentes (*Democracy Program*), la protection des droits de la personne (*Human Rights Program*) et la promotion de l'état de droit (*Rule of Law Program*). Les programmes du volet santé visent à améliorer la santé aux États-Unis et dans le monde. Les initiatives comprennent l'éradication de maladies parasitaires et contagieuses (l'éradication du ver de Guinée est l'accomplissement phare du Programme santé) et les enjeux de la santé mentale.

Un second aspect à faire ressortir est la stratégie de résolution de conflit employée par Carter. Elle consiste à gagner la confiance de son interlocuteur en évitant de le critiquer et tenter, par la persuasion, de le convaincre d'adopter la voie pacifique. Carter a entièrement confiance en ses habiletés de persuasion, ce qui fait sa force. Pour ses détracteurs, son approche de résolution de conflits est jugée naïve (Bird, 2022, p. 613).

### *Diplomate privé*

En juin 2017, Jimmy Carter prononce une allocution aux funérailles de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale sous son administration. Il profite de l'occasion pour signifier au lieutenant-général H. R. McMaster son intérêt à entreprendre une mission diplomatique en Corée du Nord. McMaster est le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, nouveau président entré en fonction en janvier 2017 (Alter, 2021, p. 664 ; Dowd, 2017). À 93 ans, Carter souhaite poursuivre sa participation aux règlements des conflits mondiaux en tant que diplomate privé, rôle qu'il a souvent occupé au cours de sa longue post-présidence. L'année 1994, sous la présidence de Bill Clinton, est sans contredit le point d'orgue de l'implication de Jimmy Carter comme diplomate avec des missions approuvées par un de ses successeurs. Avant cette date charnière, Carter a endossé le rôle de diplomate privé à maintes occasions, selon deux périodes distinctes. La première, sous la présidence de Ronald Reagan (1981-1989) et la seconde sous celle de George H. W. Bush (1989-1993). Même s'il continue ses initiatives de paix auprès des dirigeants étrangers dans les années subséquentes sous les présidences de George W. Bush et de Barack Obama, elles ne sont plus, pour la plupart, sollicitées par la Maison-Blanche (Alter, 2021, p. 652).

Après sa défaite à l'élection présidentielle de 1980, Carter a peu de crédibilité à Washington. Il est blâmé pour l'économie au ralenti ainsi que le déclin de l'armée et de la notoriété des États-Unis à l'étranger. Le président Ronald Reagan ne le consulte pas, ce qui irrite Carter, et son conseiller à la sécurité nationale (NSC) ne l'informe qu'occasionnellement (Brinkley, 1999, p. 59). Carter n'a pas d'estime pour le président et cette déconsidération est réciproque. Les premières années de sa post-présidence, Carter se concentre sur ses propres affaires et il prend soin de rétablir ses contacts avec les dirigeants étrangers en effectuant de nombreux voyages à l'étranger (Gibbs et Duffy, 2012, p. 399), développant son approche diplomatique (Benardo et Weiss, 2009, p. 152). En août 1981, Carter effectue un voyage de deux semaines en Chine et au Japon. Sans être un émissaire officiel de l'administration Reagan, Carter rassure le président du Parti communiste chinois Hu Yaobang et son vice-président Deng Xiaoping sur la politique du président Reagan envers la Chine et en particulier son projet de vendre des armes défensives à Taïwan (Brinkley, 1999, p. 61-63 ; Kaufman, 2012, p. 454). Au Japon, il est reçu comme un homme d'État. Il accorde une longue entrevue à la télévision à Osaka. Il discute de questions commerciales avec le premier ministre Zenko Suzuki (Brinkley, 1999, p. 63)<sup>39</sup>.

En août 1981, à la suite d'une réunion à Washington, le président d'Égypte Anouar el-Sadate rencontre Carter à sa résidence à Plains en Géorgie (Bourne, 1997, p. 477 ; Brinkley, 1999, p. 60). En septembre, c'est au tour du premier ministre d'Israël Menachem Begin de rendre visite à l'ancien président à Plains. Ces deux visites raniment le désir de Carter de s'impliquer dans les négociations de paix au Moyen-Orient. La région était une de ses priorités lorsqu'il était président et elle est demeurée d'un grand intérêt tout le long de sa post-présidence. Les accords de Camp David, qui ont conduit au traité de paix entre Israël et l'Égypte (1979), sont reconnus comme son plus grand succès en politique étrangère (Bird, 2023). En mars 1983, Carter, accompagné de Rosalynn<sup>40</sup> et d'experts du Centre Carter dont Kenneth W. Stein, professeur et expert du conflit israélo-arabe et directeur du programme Moyen-Orient au Centre Carter, entreprennent une tournée

---

<sup>39</sup> Carter profite de cette visite pour solliciter des fonds auprès de l'homme d'affaires Tadeo Yoshida pour la construction de sa bibliothèque présidentielle. Président de YKK Zipper Company, Yoshida avait implanté une usine en Géorgie en 1974, alors que Carter était gouverneur de l'État. Yoshida accepte d'aider Carter et fait un don de 2,5 millions. Il est présent à l'ouverture officielle en octobre 1986 (Bourne, 1997, p. 477 ; Brinkley, 1999, p. 64-65).

<sup>40</sup> Carter est habituellement accompagné de sa femme Rosalynn lorsqu'il parcourt le globe en mission humanitaire ou de paix (Chambers, 1998, p. 407-408). Il emploie habituellement le « nous » plutôt que le « je », considérant Rosalynn comme sa partenaire égale (Brinkley, 1999, p. 215).

dans cinq pays du Moyen-Orient où il discute de paix et fait la promotion des droits de la personne. En Égypte, il tient des sessions de consultation avec le président Hosni Mubarak. Il visite Jérusalem, la Cisjordanie et Gaza et rencontre le premier ministre d'Israël Menachem Begin à Tel-Aviv. En Jordanie, il rencontre le prince héritier Hassan bin-Talal et son frère le roi Hussein bin Talal. Plusieurs consultations ont lieu en Arabie Saoudite avec le roi Fahd ben Abdelaziz, d'autres membres de la famille royale et quelques dirigeants du gouvernement. Enfin, en Syrie, sa rencontre avec le président Hafez al-Assad, un dictateur, n'est pas appréciée par l'administration Reagan. Malgré de profonds désaccords sur la manière de régler la crise, Assad entretiendra des contacts téléphoniques avec Carter par la suite. Le dernier pays visité est le Liban, où une force multilatérale assure la sécurité à la suite du siège de Beyrouth par l'armée israélienne (guerre du Liban de 1982). Escorté par les Services secrets américains, Carter rencontre le président Amin Gemayel (Brinkley, 1999, p. 204-115). De retour aux États-Unis, Carter fait un compte rendu de son voyage au secrétaire d'État George Shultz. Il donne une présentation au Conseil des relations extérieures à New York où il déclare qu'Israël nuit au processus de paix en refusant l'autodétermination des Palestiniens (Brinkley, 1999, p. 116). En novembre, le Centre Carter réunit des diplomates, dirigeants d'état, universitaires spécialistes du Moyen-Orient et experts internationaux de différents pays (aucun Israélien de haut rang n'y participe) pour une consultation sur le Moyen-Orient à l'Université Emory à Atlanta. La consultation est coprésidée par les anciens présidents Ford et Carter et est très suivie par les médias. Les discussions mènent à une recommandation qui fait consensus : utiliser les accords de Camp David comme base pour les discussions futures (Brinkley, 1999, p. 118-119).

Dans la foulée de l'échec de la ratification du traité de réduction des armes nucléaires (SALT II) entre les États-Unis et l'URSS (qui avait été signée sous l'administration Carter en 1979) et le plan de l'administration Reagan de déployer un bouclier antimissile (Initiative de défense stratégique (IDS); *Strategic Defense Initiative* (SDI)), le Centre Carter organise trois forums internationaux sur la sécurité et le contrôle des armes nucléaires. Le premier a lieu en mai 1983 et est présidé par Carter avec le concours de Gerard Ford. Une deuxième conférence est organisée conjointement par Carter et Ford peu de temps après la réélection de Reagan en novembre 1984. Enfin, les deux anciens présidents coprésident une consultation du Centre Carter en avril 1985, réunissant les nations qui détiennent ou qui sont capables de produire l'arme nucléaire. Contrairement aux deux conférences précédentes, des membres du gouvernement de l'Union soviétique et des représentants

de l'administration Reagan participent à l'événement. La séance finale est diffusée en direct sur CNN et attire l'attention de la presse écrite. Ces trois sommets n'ont pas changé les politiques en vigueur, mais ont contribué à mettre en exergue les problèmes reliés aux armements, permettant une meilleure préparation des pourparlers entre Moscou et Washington sur le contrôle des armes nucléaires et spatiales prévus à Genève en mai (Brinkley, 1999, p. 125, 128, 136,138-140 ; *Consultation Produces Imaginative Ideas for Arms Control*, 1985, p. 1-3).

En octobre 1984 et toujours dans l'optique de renouer contact avec les dirigeants étrangers et de peaufiner son approche diplomatique, Carter entreprend un voyage de 10 jours en Amérique latine et visite quatre pays : Pérou, Brésil, Argentine et Panama. Il est accompagné de sa femme et de Robert Pastor, son ancien directeur du Bureau des affaires latino-américaines et caribéennes du Conseil national de sécurité. Le but du voyage est de faire la promotion des droits de la personne et de la démocratie. Au Brésil, Carter rencontre l'archevêque de Sao Paulo, le cardinal Paulo Evaristo Arns (qu'il avait déjà rencontré lors d'une visite d'État en 1978). Devant les caméras de télévision avec l'archevêque à ses côtés, Carter fustige le président Reagan pour son désintérêt envers les droits de la personne en Amérique latine. Le même sujet est abordé en Argentine lorsque Carter rencontre le président Raul Alfonsin et des activistes des droits de la personne (Brinkley, 1999, p. 133-135).

En février 1986, Carter entreprend une autre tournée de reconnaissance diplomatique dissociée du gouvernement fédéral en Amérique centrale. Carter, encore accompagné de Rosalynn et Pastor, visite cinq pays : Venezuela, Costa Rica, Nicaragua, El Salvador et Mexique (Bourne, 1997, p. 485). Carter était président lors de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979 qui entraîna la chute de la dictature de la famille Somoza. Critique du piètre bilan en matière des droits de la personne du gouvernement Somoza, Carter n'est pas non plus en faveur des Sandinistes, qui ont des liens étroits avec l'URSS et Cuba. Voulant contrer la montée du communisme dans la région, le gouvernement Reagan avait pris le parti des Contras, les forces contre-révolutionnaires en guerre contre le gouvernement sandiniste depuis 1982 (Brinkley, 1999, p. 198-199 ; Carter, 2007, p. 95-96). Au Costa Rica, l'ancien président eut de longues discussions avec des leaders des Contras. Au Nicaragua, Carter rencontre le président Daniel Ortega et plusieurs membres du gouvernement sandiniste. Au Salvador, Carter s'entretient avec le président José Napoleon Duarte qu'il avait connu lorsqu'il était président. Carter n'obtient aucun résultat concret lors de ses rencontres avec les Contras et le gouvernement nicaraguayen. Il obtient néanmoins la libération de deux prisonniers

politiques détenus au Nicaragua par les Sandinistes. Le voyage est couvert par les grands réseaux de télévision : CNN, ABC, CBS et NBC et la presse écrite américaine. Les opposants de la politique belliqueuse de l'administration Reagan encensent l'approche non interventionniste et modérée de Carter (Brinkley, 1999, p. 200-207). À la fin de l'année 1986, la presse dévoile le fait que l'administration Reagan a secrètement vendu des armes à l'Iran et qu'une partie des recettes a été détournée pour aider les Contras. Sur CBS, Carter dénonce publiquement le manque d'honnêteté du gouvernement envers le peuple américain (Brinkley, 1999, p. 221).

En mars 1987, Carter (avec Rosalynn et Stein) décide de revisiter les cinq nations qui faisaient partie de son voyage de 1983 au Moyen-Orient afin de raviver le processus de paix, considérant que l'administration Reagan n'en fait pas assez (Brinkley, 1999, p. 231 ; Carter, 2007, p. 16). En Égypte, il prononce un discours devant la Chambre de commerce où il critique son propre gouvernement. Le Département d'État réagit et exhorte Carter à cesser de dénoncer la politique américaine (Brinkley, 1999, p. 233). Malgré une interdiction du Département d'État de ne pas visiter la Syrie, Carter rencontre de nouveau le président Hafez al-Assad ainsi que d'autres membres de son gouvernement (Bourne, 1997, p. 492 ; Brinkley, 1999, p. 233)<sup>41</sup>. En Jordanie, il renoue avec le roi Hussein et le prince héritier Hassan. En conférence de presse, Carter déclare qu'Israël devrait se retirer des territoires palestiniens occupés et prêche pour l'autonomie des Palestiniens. Lors de son passage en Israël, Menachem Begin souhaite la bienvenue à Carter par téléphone, mais s'abstient de le rencontrer. À l'occasion d'une entrevue avec la presse, Carter déclare qu'Israël n'a pas rempli sa part de l'accord de Camp David, ce qui lui attire la réprobation de la classe politique israélienne. De retour aux États-Unis au début avril, Carter fait rapport de son périple au Secrétaire d'État George Shultz, au Conseiller à la sécurité nationale Frank Carlucci et au Chef de cabinet Howard Baker (Brinkley, 1999, p. 234-235). Convaincu que la clé pour progresser dans le processus de paix au Moyen-Orient est de réunir les représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies et tous les acteurs impliqués autour de la même table, Carter entreprend un tour du monde à l'été 1987 où il propose son approche à la première ministre Margaret Thatcher de Grande-Bretagne, au président Deng Xiaoping de la Chine et au secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev d'Union soviétique. Les trois dirigeants acceptent d'envoyer des représentants officiels à la consultation organisée par le Centre Carter en novembre

---

<sup>41</sup> En novembre 1984, l'administration Reagan avait interdit les réunions avec de hauts dirigeants Syriens (Brinkley, 1999, p. 233).

1987. Outre les responsables des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, des représentants de l'Égypte, de l'Irak, d'Israël, de la Jordanie, de la Syrie et de la communauté palestinienne participent également au sommet. Les intervenants identifient les étapes nécessaires pour résoudre le conflit et recommandent qu'une conférence internationale soit tenue pour entamer des négociations (Alter, 2021, p. 641 ; Brinkley, 1999, p. 241-245 ; *Searching for Peace in the Middle East*, 1988, p. 1 et 4).

À part favoriser les échanges, toutes ces visites et consultations effectuées durant la présidence Reagan ont peu d'impact sur le processus de paix au Moyen-Orient (Alter, 2021, p. 641). Avec ses prises de position propalestiniennes, Carter gagne l'appui du monde arabe, mais irrite les leaders israéliens étrangers et américains qui le considèrent comme un intervenant partial. L'administration Reagan n'a jamais demandé le concours de Carter pour un éventuel processus de paix au Moyen-Orient, qui de toute façon n'est pas une priorité pour Reagan. Carter a des contacts occasionnels avec le secrétaire d'État adjoint aux affaires du Proche-Orient, Richard Murphy et le secrétaire d'État Shultz, mais il ne discute jamais du Moyen-Orient directement avec le président Reagan (Brinkley, 1999, p. 122-123).

L'administration de George H. W. Bush est beaucoup plus réceptive aux efforts diplomatiques de Carter et une bonne collaboration se développe avec le secrétaire d'État James A. Baker (Brinkley, 1999, 1999, p. 269 ; Updegrave, 2018, p. 160). Bush rompt avec la politique de Ronald Reagan en Amérique centrale. Dans une approche bipartisane avec le Congrès, il travaille à favoriser la démocratie dans la région, notamment au Panama et au Nicaragua. À la fin des années Reagan, le régime dictatorial du général Manuel Noriega, au pouvoir au Panama, est considéré comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. L'administration Bush demande à Carter et Ford de coprésider l'effort international de surveillance des élections du 7 mai 1989. Carter, qui jouit d'une grande notoriété au Panama en raison du traité sur le contrôle du canal de Panama conclu en 1977 lorsqu'il était président, accepte la mission. Il bénéficie d'un avion des forces américaines pour se rendre au Panama. Constatant les nombreuses irrégularités dans le comptage des votes, Carter déclare en conférence de presse que l'élection est frauduleuse et que les droits légitimes des citoyens sont brimés. Noriega déclare l'état d'urgence et annule l'élection (Alter, 2021, p. 642 ; Bourne, 1997, p. 493 ; Brinkley, 1999, p. 278, 281, 284-285 ; Carter, 2007, p. 93-94 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 401-402). De retour à Washington, Carter et une vingtaine de scrutateurs de l'élection rencontrent Bush et son équipe de politique étrangère pour discuter de la crise et des

suites à y donner. Carter exhorte Bush à ne pas recourir à l'intervention militaire pour évincer Noriega du pouvoir, mais plutôt d'user de la pression internationale pour le convaincre de quitter le pouvoir en échange de l'asile politique (Brinkley, 1999, p. 285). Ce conseil ne sera pas suivi par Bush en réponse à la crise<sup>42</sup>. Carter reçoit des éloges du monde entier pour avoir fermement dénoncé les élections à un moment important dans le cours des événements (Gibbs et Duffy, 2012, p. 402).

Carter connaît un autre succès comme médiateur lors des élections du 25 février 1990 au Nicaragua (Alter, 2021, p. 642). Un an auparavant, Carter avait de nouveau rencontré Daniel Ortega au Venezuela à l'occasion de l'inauguration du mandat présidentiel de Carlos Andrés Pérez (Brinkley, 1999, p. 271)<sup>43</sup>. Les difficultés économiques générées par l'embargo américain font mal aux Sandinistes et Ortega décide d'organiser des élections démocratiques. Il invite l'Organisation des États américains (OEA), les Nations unies et le Centre Carter à surveiller les élections (Brinkley, 1999, p. 296 ; Carter, 2007, p. 97). L'extrême droite du Parti républicain se méfie de Carter, considérant qu'il est trop pro-sandiniste pour lui faire confiance. L'administration Bush approuve néanmoins la participation du Centre Carter et un bureau est établi à Managua. La délégation internationale effectue plusieurs visites préélectorales pour observer tous les aspects du processus d'élection. Carter informe régulièrement le président Bush et se rend à Washington pour rassurer les membres du Congrès quant à l'impartialité de son implication. Il accorde des entrevues aux médias américains qui suivent le dossier de près et effectuent des sondages préélectorales sur l'issue du vote (Brinkley, 1999, p. 304). Le jour du scrutin, un nombre important d'observateurs étrangers accrédités sont présents et même des membres du Congrès des États-Unis représentant les deux grands partis se joignent à la délégation du Centre Carter. En plus de Carter, le secrétaire général de l'OEA Joao Baena Soares du Brésil et le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU Elliot Richardson sont sur place ainsi que d'anciens dirigeants membres du Conseil des anciens chefs d'État et de gouvernement librement élus (*Council of Freely Elected Heads of Government*) (Brinkley, 1999, p. 302 et 303). Constatant la défaite d'Ortega aux mains de l'Union nationale (UNO), une coalition des partis d'opposition menée par Violeta Chamorro, Carter sollicite et

---

<sup>42</sup> Bush décide d'employer la force militaire pour capturer Noriega et restaurer la démocratie au Panama. L'opération, qui eut lieu du 20 décembre 1989 au 4 janvier 1990, est un succès et Noriega est extradé aux États-Unis. Le chef de l'opposition Guillermo Endara devient président dès janvier 1990 (Bourne, 1997, p. 493 ; David, 2015, p. 686-689).

<sup>43</sup> À la même occasion, Carter rencontre le président cubain Fidel Castro, un autre gouvernement illégitime aux yeux des États-Unis (Brinkley, 1999, p. 271 ; Carter, 2007, p. 74).

obtient une rencontre avec les leaders Sandinistes. Accompagné de Rosalynn, Baena Soares, Richardson et Pastor, il convainc Ortega d'accepter la défaite. Carter appelle le secrétaire d'État Baker à Washington peu de temps avant le discours de défaite d'Ortega l'informant des derniers événements et l'enjoignant à faire une déclaration positive envers les deux adversaires lors de l'annonce officielle à la Maison-Blanche (Carter, 2007, p. 98-99). Dans les années suivantes, Carter retourne au Nicaragua à quatre occasions : en 1991, 1994 et 1995 pour aider le gouvernement Chamorro sur certains enjeux économiques et la gestion des litiges reliés aux terres confisquées par les Sandinistes et en 1996, pour superviser les élections, remportées cette fois-ci par Arnaldo Aleman, candidat du parti de l'Alliance libérale (Brinkley, 1999, p. 315-316)<sup>44</sup>.

Carter exerce aussi une diplomatie en parallèle, indépendamment du gouvernement, et qui porte sur des conflits délaissés par les organisations internationales parce que trop régionaux. Pour mener des médiations de paix, le Centre Carter crée le Réseau international de négociation (*International Negotiation Network* (INN)). La guerre civile entre l'Éthiopie et l'Érythrée devient un premier cas à l'épreuve. Les pourparlers de paix s'amorcent en septembre 1989 à Atlanta entre le gouvernement éthiopien et le Front populaire de libération de l'Érythrée et sont dirigés par Jimmy Carter. Entre avril et juillet, Carter avait voyagé dans la région et rencontré le président marxiste de l'Éthiopie Mengistu Haile Mariam et le dirigeant du groupe rebelle de l'Érythrée Isaias Afwerki pour les convaincre d'entamer des discussions en présence d'un tiers médiateur. Les négociations se poursuivent à Nairobi, au Kenya, en novembre 1989. Même si les négociations ont conduit à un cessez-le-feu temporaire, elles ne parviennent pas à régler pacifiquement le conflit, qui se termine lors d'une guerre en 1991 (Bourne, 1997, p. 491 ; Brinkley, 1999, p. 252, 288-291 ; *Carter Convenes Historic Ethiopian/Eritrean Peace Talks*, 1989, p. 1 et 4 ; *Ethiopia*, s. d.)<sup>45</sup>.

En mars 1990, pendant que l'administration Bush est aux prises avec l'effondrement imminent de l'Union soviétique, la réunification de l'Allemagne et le problème nucléaire en Europe centrale, Carter entreprend un autre voyage au Moyen-Orient avec comme objectif de relancer les pourparlers israélo-palestiniens. Il obtient le feu vert de Bush, Baker et Brent Scowcroft (conseiller à la sécurité nationale) à la condition de ne pas visiter le Liban et de faire rapport régulièrement. Carter obtient certaines promesses des dirigeants de la région. En Égypte, le président Hosni

---

<sup>44</sup> Daniel Ortega redevient président à la quatrième élection observée par le Centre Carter en 2006 (Carter, 2007, p. 99).

<sup>45</sup> L'Érythrée deviendra une nation indépendante en mai 1993 (*Ethiopia*, s. d.).

Mubarak l'informe de son intention de tenir des pourparlers bilatéraux avec Hafez al-Assad de la Syrie. À Damas, en Syrie, Assad se dit prêt à entamer des pourparlers de paix avec les Israéliens sur le statut du plateau du Golan, territoire syrien annexé par Israël en 1982. Carter en fait l'annonce publiquement à Jérusalem ce qui provoque une déclaration du premier ministre israélien Yitzhak Shamir à l'effet qu'il n'a pas l'intention de céder le territoire<sup>46</sup>. Bien qu'il discute avec Shamir, Carter continue à condamner devant la presse l'occupation des territoires par Israël et aussi les abus commis envers les droits des Palestiniens : emprisonnements sans raison et déportations qui séparent les familles. De retour à Washington, il présente les résultats de sa tournée au président Bush (Brinkley, 1999, p. 318-322). Carter est critiqué pour ses remarques concernant le non-respect des droits de la personne par Israël autant à l'étranger qu'aux États-Unis. Même le directeur du programme Moyen-Orient du Centre Carter, Ken Stein, craint qu'il hypothèque ses chances de devenir médiateur officiel lors des prochaines négociations de paix. Carter répond à ses détracteurs via des entrevues et des articles de journaux (Brinkley, 1999, p. 321-323). Le 4 avril 1990 à Paris, Carter a une première rencontre privée avec le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasir Arafat. Une petite délégation épaulé Arafat tandis que Carter est accompagné de Rosalynn et de Mary Elizabeth King, ancienne directrice adjointe d'une agence fédérale sous la présidence de Carter<sup>47</sup>. Carter essaie d'obtenir des concessions du leader palestinien, mais sans succès (Bird, 2022, p. 613 ; Bourne, 1997, p. 492 ; Brinkley, 1999, p. 325)<sup>48</sup>. La presse israélienne désapprouve cette rencontre et la Maison-Blanche se distancie de l'initiative Carter. Ce dernier restera par la suite en constante communication avec Arafat et plusieurs experts ou militants palestiniens feront le voyage à Atlanta pour des discussions au Centre Carter. En juin, Washington suspend tout dialogue avec l'OLP en raison d'une attaque terroriste palestinienne à Tel-Aviv. De surcroît, l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 déplace le centre d'attention de Washington en politique étrangère, compromettant l'espoir d'une reprise des pourparlers de paix israélo-palestinienne.

---

<sup>46</sup> La coalition du gouvernement Shamir était tombée en mars 1990 et deux parties luttèrent pour former un nouveau gouvernement au moment de la visite de Carter : le Parti travailliste et le Likoud (Brinkley, 1999, p. 319 et 322).

<sup>47</sup> Politologue et auteur de plusieurs publications, King siégeait dans les années 1980 au conseil d'administration de *Save the Children*, une agence privée américaine de développement volontaire en Tunisie, en Jordanie, au Liban et en Cisjordanie. Elle était membre aussi de plusieurs commissions mondiales tout en poursuivant des recherches universitaires en sciences politiques internationales (Brinkley, 1999, p. 237).

<sup>48</sup> Carter exprime ses inquiétudes concernant la Charte nationale de l'OLP (très anti-Israël) qui est selon lui un obstacle au processus de paix, mais Arafat refuse d'avaliser cette proposition (Brinkley, 1999, p. 326-327).

George H.W. Bush condamne l'invasion du Koweït et la communauté internationale se mobilise. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte un embargo contre l'Irak et les troupes américaines sont déployées en Arabie Saoudite (David, 2015, p. 692). Carter voit cette manœuvre comme potentiellement désastreuse et est préoccupé par l'appui public d'Arafat envers Saddam Hussein, le président de l'Irak (Brinkley, 1999, p. 333). La relation entre l'administration H. W. Bush et Carter s'envenime avec cette crise dans le golfe Persique. Les États-Unis demandent au Conseil de sécurité des Nations unies de voter une résolution autorisant le recours à la force si l'Irak ne se retire pas du Koweït. En novembre 1990, Carter intervient en écrivant une lettre à chaque membre du Conseil de sécurité de l'ONU demandant de voter contre la résolution des États-Unis et de soutenir un effort de la Ligue arabe pour résoudre le conflit par le biais de pourparlers. La lettre est aussi envoyée à d'autres dirigeants des États qui pourraient exercer une influence sur l'Assemblée générale des Nations unies (Alter, 2021, p. 642-643 ; Brinkley, 1999, p. 339 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 406). Le secrétaire à la défense Richard Cheney est informé par le premier ministre canadien Brian Mulroney de cette initiative de Carter. Considéré comme un acte de trahison indigne d'un ancien président, Carter est sévèrement blâmé par Bush qui décide de l'écarter comme allié (Alter, 2021, p. 643 ; Brinkley, 1999, p. 339 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 408). En janvier 1991, Bush demande au Congrès d'approuver une résolution soutenant l'utilisation de la force militaire en Irak. Le vote final a lieu le 12 janvier et le résultat (serré) est en faveur de l'intervention. La première guerre du Golfe (opération *Tempête du désert*) débute le 17 janvier et se termine à la fin février avec une victoire de la coalition internationale et la libération du Koweït (Brinkley, 1999, p. 342 ; David, 2015, p. 694-695). La guerre entraîne des changements géopolitiques dans la région et le processus de paix israélo-arabe est repris avec la Conférence de Madrid d'octobre 1991 (Brinkley, 1999, p. 344). Complètement désavoué par l'administration Bush, Carter a seulement des contacts occasionnels avec James Baker et un peu de support pour ses missions de surveillance d'élections en Guyane et en Zambie (Brinkley, 1999, p. 345). Il consacre le reste de l'année 1991 à ses projets personnels dont *Habitat for Humanity* et son nouveau programme de bienfaisance dédié aux villes américaines, *The Atlanta Project*.

Au début de sa présidence en 1993, Bill Clinton ne souhaite pas la présence de Carter dans l'entourage de son administration. Il demande même à son secrétaire d'État Warren Christopher de couper les liens avec Carter et de ne servir qu'un seul président. Ancien secrétaire d'État adjoint sous la présidence de Carter, Christopher avait aussi rempli quelques mandats pour le Centre Carter.

Durant la transition (novembre-décembre 1992), Carter fait plusieurs tentatives pour discuter des affaires étrangères avec la nouvelle administration et exposer son point de vue sur les enjeux mondiaux qu'il considère comme urgents (Alter, 2021, p. 645 ; Brinkley, 1999, p. 366 et 368 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 434). Au début mars, Carter obtient enfin un rendez-vous à la Maison-Blanche où il rencontre les secrétaires d'État adjoints aux affaires africaines et aux affaires du Proche-Orient. Aucune suite n'est donnée aux points soulevés par Carter et les responsables du Centre Carter qui l'accompagnent. (Brinkley, 1999, p. 372-373). Christopher délègue les communications avec Carter au sous-secrétaire aux affaires politiques Peter Tarnoff (Alter, 2021, p. 645 ; Brinkley, 1999, p. 373).

En juin 1993, Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères du gouvernement israélien de Yitzhak Rabin, informe Carter des pourparlers de paix qui se déroulent secrètement entre Israël et l'OLP en Norvège. Arafat profite de la présence de Carter au Yémen en août pour lui donner les détails de l'accord qu'il s'apprête à entériner (Carter effectue un voyage au Togo, Érythrée, Albanie et Yémen à cette période). Les accords d'Oslo sont signés devant la Maison-Blanche le 13 septembre 1993<sup>49</sup> et immortalisés par la poignée de main historique entre Rabin et Arafat (Alter, 2021, p. 646 ; Brinkley, 1999, p. 377-et 382). Carter est invité à la signature officielle à Washington ainsi que les anciens présidents Ford et H.W. Bush. Carter profite de l'occasion pour discuter avec Clinton et exprimer son mécontentement d'être tenu à l'écart par le département d'État. Clinton accepte de le consulter à l'avenir (Brinkley, 1999, p. 383 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 436). Le changement de paradigme se concrétise avec l'aide diplomatique de Carter en 1994 à propos des conflits en Corée du Nord, en Haïti et en Bosnie, mais non sans difficultés avec l'administration Clinton. Durant la période de transition des accords d'Oslo qui débute en mai 1994, Carter continue sa diplomatie parallèle et, usant de son influence auprès de Shimon Peres et d'organisations internationales de défense des droits de la personne, arrive à convaincre Israël de relâcher des prisonniers palestiniens. Le 18 mai à Oslo, il rencontre de nouveau Arafat en présence du ministre norvégien des Affaires étrangères Bjorn Tore Godal pour discuter des prochaines étapes (Brinkley, 1999, p. 385).

---

<sup>49</sup> Le nom officiel de l'accord est : *Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements*. Cet accord instaure les orientations générales des négociations à venir et pose les bases d'un gouvernement autonome palestinien intérimaire en Cisjordanie et à Gaza pour une période de transition de cinq ans (*Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements (Oslo Accords)*, s. d.).

La menace nucléaire est une préoccupation de longue date pour Carter. Il souligne d'ailleurs cet enjeu dans son discours d'adieu du 14 janvier 1981 (Kaufman, 2012, p. 447-448). Une de ses missions à l'étranger considérée comme une réussite fut celle effectuée en Corée du Nord du 13 au 19 juin 1994. Les États-Unis sont préoccupés par la reprise du programme de production d'uranium enrichi, qui menace la stabilité politique en Asie de l'Est. Déjà en 1992, une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique avait sonné l'alarme (Alter, 2021, p. 646 ; Brinkley, 1999, p. 394). En mars 1993, le retrait de la Corée du Nord de l'accord de non-agression envers la Corée du Sud, qui avait été conclu en décembre 1991, augmente la tension (Brinkley, 1999, p. 392). Au début de 1994, l'administration Clinton hausse le ton et menace la Corée du Nord de sanctions économiques et d'autres mesures défensives. Carter est dans les bonnes grâces du dirigeant autoritaire de la Corée du Nord, Kim Il Sung, en raison de son plan de réduction des troupes américaines en Corée du Sud lorsqu'il était président, mais aussi parce qu'il a réduit le nombre d'armes nucléaires américaines dans la péninsule (Brinkley, 1999, p. 392 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 436). Kim Il Sung avait déjà invité Carter à le rencontrer à quelques reprises, mais à chaque fois, la Maison-Blanche avait décliné les offres de Carter d'aller à Pyongyang, que ce soit sous H. W. Bush ou Bill Clinton (Alter, 2021, p. 647 ; Brinkley, 1999, p. 392-393, 395 ; Gibbs et Duffy, 2012 ; Updegrave, 2018, p. 162). Au début juin 1994, le vice-président Al Gore convainc Clinton de laisser Carter rencontrer Kim. Clinton accepte à la condition qu'il agisse à titre de citoyen, en mission de reconnaissance et sans autorité pour négocier au nom des États-Unis (Alter, 2021, p. 647 ; Brinkley, 1999, p. 398 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 436-437). Dans un modus operandi qui fera sa marque de commerce, Carter ne suit pas les consignes et décide plutôt de se poser en médiateur. Kim Il Sung accepte de laisser les inspecteurs de l'ONU surveiller les réacteurs et de geler le programme nucléaire. Ce succès est cependant entaché par la déclaration de Carter sur CNN International en direct de Pyongyang annonçant l'entente. Clinton et son équipe de politique étrangère sont en colère, se retrouvant devant le fait accompli et des options politiques réduites. Kim Il Sung accepte les dernières conditions de l'administration Clinton et la crise est résolue grâce à la médiation de Carter (Alter, 2021, p. 649 ; Brinkley, 1999, p. 410 ; David, 2015, p. 770 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 442 ; Updegrave, 2018, p. 164). De surcroît, Carter revient à Washington avec un message de Kim Il Sung au président sud-coréen Kim Young-Sam pour un sommet de réunification des deux Corées à tenir le 25 juillet 1994. Malheureusement, le décès de Sung le 8 juillet compromet la rencontre (Alter, 2021, p. 648 ; Bourne, 1997, p. 504 ; Brinkley, 1999, p. 400

et 408 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 438 et 442). À son retour à Washington le 19 juin, Carter n'est pas le bienvenu à la Maison-Blanche. Clinton délègue Anthony Lake, son conseiller à la sécurité nationale, pour une rencontre de débriefage avec Carter (Brinkley, 1999, p. 409).

En septembre 1994, Carter remplit avec succès une autre mission diplomatique à l'étranger, cette fois-ci en Haïti. Carter connaît très bien cette nation des Caraïbes pour l'avoir visitée huit fois depuis la fin de sa présidence (Brinkley, 1999, p. 412 ; Updegrove, 2018, p. 164). En 1991, un coup d'État de militaires de haut rang mené par le général Raoul Cédras avait renversé le président Jean-Bertrand Aristide élu en janvier 1991 (Bourne, 1997, p. 494 ; Brinkley, 1999 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 443 ; Kaufman, 2012, p. 456 ; Updegrove, 2018, p. 164). Le Centre Carter avait surveillé cette élection et Carter avait assisté à la cérémonie d'inauguration en février 1991 (Bourne, 1997, p. 494 ; Updegrove, 2018, p. 164). En juillet 1994, dans le but de restaurer la démocratie et comme les sanctions économiques ne réussissent pas à déloger Cédras<sup>50</sup>, Clinton fait adopter une résolution unanime du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant le recours à la force pour renverser le régime du général Raoul Cédras. Ce dernier, constatant que la guerre est imminente, fait savoir qu'il souhaite une visite de Carter (qu'il connaît bien) pour entamer une négociation. En août, l'administration Clinton lance un ultimatum et annonce que les États-Unis envahiront Haïti si le général Cédras n'a pas démissionné le 19 septembre. Carter avait déjà offert d'agir comme médiateur à l'automne 1993 et au printemps 1994, mais avait essuyé un refus dans les deux cas (Brinkley, 1999, p. 416-417). Il revient à la charge à la mi-septembre, mais cette fois propose d'amener avec lui le sénateur Sam Nunn de la Géorgie et l'ancien Chef d'état-major Colin Powell. Clinton autorise la mission du trio qui prend l'avion le 17 septembre, ce qui leur donne 36 heures pour négocier avant l'expiration de l'ultimatum. La mission de paix est un succès : ils parviennent à convaincre le général Cédras de quitter Haïti et qu'une force de maintien de la paix assure la mise en œuvre de l'accord et la restauration du pouvoir d'Aristide (Alter, 2021, p. 650-651 ; Bourne, 1997, p. 506 ; Brinkley, 1999, p. 420-422 et 429 ; David, 2015, p. 766 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 446-477 ; Updegrove, 2018, p. 164 et 166). Encore une fois, Carter provoque la colère de Clinton. À son arrivée à Washington, il donne une conférence de presse à CNN sur sa propre vision de la mission et cela avant d'avoir rencontré Clinton, Nunn et Powell pour faire le point et avant la conférence de presse officielle prévue à la Maison-Blanche pour l'annonce de l'entente (Alter,

---

<sup>50</sup> Les sanctions économiques envers Haïti ont débuté sous l'administration précédente, celle de George H. Walker Bush (Brinkley, 1999, p. 413).

2021, p. 651 ; Brinkley, 1999, p. 432-433 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 448 ; Updegrove, 2018, p. 167).

À la fin de l'année 1994, Carter agit comme conciliateur dans le cadre de la guerre de Bosnie-Herzégovine. Ce conflit éclate au début de 1992 lorsque la Bosnie-Herzégovine, une des six républiques qui constituaient à l'origine la Yougoslavie, déclare son indépendance le 6 avril 1992. Les forces bosniaques sont alors confrontées aux attaques tant des Serbes que des Croates, et les Serbes entament le siège de la capitale Sarajevo. Le nettoyage ethnique perpétré par les forces serbes envers les civils musulmans choque la communauté internationale (Brinkley, 1999, p. 442). En février 1994, lorsqu'une attaque au mortier sur un marché de Sarajevo tue une soixantaine de civils, l'administration Clinton devient plus agressive et s'allie à l'OTAN pour menacer les Serbes de représailles (Brinkley, 1999, p. 442 ; David, 2015, p. 791). Au printemps 1994, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et la Russie, appelés le Groupe de contacts (*Contact Group*), proposent un nouveau plan de division ethnique de la Bosnie, attribuant 49 % de la Bosnie-Herzégovine aux Serbes (La république Serbe de Bosnie) et 51 % aux Croates et Bosniaques (Fédération de Bosnie-Herzégovine) (Brinkley, 1999, p. 443). Jimmy Carter, qui avait évité de s'impliquer parce qu'il ne voulait pas devenir un négociateur permanent, est en accord avec ce plan de paix. Au début décembre, Carter reçoit une invitation du dirigeant serbe de Bosnie Radovan Karadzic afin de discuter d'un cessez-le-feu. Avec l'accord de Clinton, une rencontre entre une délégation de lobbyistes serbes de Bosnie et les experts du Centre Carter a lieu à Plains en Géorgie<sup>51</sup>. Après avoir discuté avec la Maison-Blanche et les responsables de l'ONU, Carter obtient l'autorisation du président Clinton de se rendre en Bosnie-Herzégovine. Les représentants du Conseil national de sécurité, de la CIA (*Central Intelligence Agency*) et du département d'État américain se rendent au Centre Carter pour préparer le voyage. La Maison-Blanche spécifie que ce n'est pas une mission officielle et que Carter agira à titre de représentant du Centre Carter (Brinkley, 1999, p. 444-445 ; *President Carter Helps Restart Peace Efforts in Bosnia-Herzegovina*, s. d.). Carter et son équipe quittent Atlanta pour Sarajevo le 17 décembre 1994. L'ex-président Carter a des discussions avec les présidents de Bosnie, de Croatie et de Serbie, le représentant spécial des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et de nombreuses autres parties prenantes (comme les représentants du Groupe de contacts et de la force des Nations unies). Après deux jours de

---

<sup>51</sup> Depuis le début de 1993, le Programme de résolution des conflits du Centre Carter organise des séances de discussion sur l'ex-Yougoslavie et suit attentivement le conflit dans la région.

pourparlers, les dirigeants du gouvernement musulman de Bosnie (son président est Alija Izetbegovic) et les Serbes de Bosnie parviennent à un accord sur un cessez-le-feu de quatre mois et sur la reprise des pourparlers de paix sous les auspices du Groupe de contacts multinational (*Bosnia and Herzegovina*, s. d. ; Brinkley, 1999, p. 445-450). Brisé par des combats sporadiques des deux côtés, le cessez-le-feu expire en mai 1995 sans autres négociations entre les parties (Brinkley, 1999, p. 452)<sup>52</sup>.

À l'été 1994, l'afflux de réfugiés cubains fuyant le régime de Fidel Castro, inquiète Carter. De son propre chef, il discute plusieurs fois au téléphone avec le dictateur (qu'il avait rencontré au Venezuela en février 1989) pour tenter de résoudre ce problème. Cette initiative n'est pas appréciée de Clinton qui demande au personnel du département d'État de tenir Carter à l'écart de la politique cubaine (Brinkley, 1999, p. 417). En 1995, Carter est délibérément écarté des débats et initiatives en politiques étrangères de l'administration Clinton. La diplomatie en parallèle reprend de plus belle et Carter communique avec Castro entre avril et août 1995 et aussi avec le dirigeant de la Fondation cubano-américaine Jorge Mas Canosa pour l'organisation d'un éventuel sommet sur la démocratie au Centre Carter. Pendant ce temps, un projet de loi fédérale visant à renforcer l'embargo contre Cuba est proposé par un Congrès dominé par les républicains (Brinkley, 1999, p. 457 ; Carter, 2007, p. 77). En septembre 1995, Carter déclare publiquement son opposition à ce projet de loi et souhaite que Clinton y appose son veto (Brinkley, 1999, p. 457). Clinton ratifie la loi au printemps 1996, ce qui contrecarre les initiatives du Centre Carter.

Lors de son voyage au Kenya en 1989, Carter avait entamé des discussions avec le Soudan et les rebelles du Front populaire de libération du Soudan, concentrés au sud du pays (Brinkley p. 291). En mars 1995, Carter effectue un voyage humanitaire en Afrique où il visite le Nigéria, le Soudan, le Kenya et le Ghana. Au Soudan, il convainc le président Omar al-Bashir, un criminel de guerre, d'instaurer un cessez-le-feu de deux mois avec les séparatistes du Sud afin de procéder à un effort d'éradication du ver de Guinée durant la saison sèche. Le gouvernement soudanais en fait l'annonce le 28 mars, devant les caméras de CNN (Brinkley, 1999, p. 458 ; Carter, 2007, p. 174-176). Au Nigéria, Carter poursuit sa mission humanitaire contre le ver de Guinée. Il croit pouvoir convaincre le dictateur militaire despotique Sani Abacha de laisser plus de place à la

---

<sup>52</sup> Les bombardements de l'OTAN contre les Serbes de Bosnie en septembre 1995 entraînent la reprise des négociations et le conflit se règle avec les accords de paix de Dayton en novembre 1995.

démocratie, mais ses tentatives sont un échec. Abacha avait pris le pouvoir en novembre 1993 lors d'un coup d'État et avait fait emprisonner l'ancien président Olusegun Obasanjo, l'accusant de fomenter un coup contre lui. Carter, qui avait visité Obasanjo alors qu'il était président en 1978, demande qu'Obasanjo soit libéré en attente de son procès. Abacha décide de le sortir de prison et de l'assigner à résidence (Brinkley, 1999, p. 459-460 ; Carter, 2007, p. 133). Devant les médias internationaux, Carter présente cette clémence comme étant un progrès pour les droits de la personne, ce qui lui vaut la réprobation de la communauté afro-américaine et de la diaspora nigérienne. Le régime de terreur envers l'opposition se poursuit et Carter est perçu comme ayant naïvement cru pouvoir changer le dictateur (Brinkley, 1999, p. 460-461)<sup>53</sup>.

Au début du second mandat de Bill Clinton en 1997, Madeleine Albright remplace Warren Christopher comme secrétaire d'État. Elle veille à tenir l'ex-président Carter personnellement et régulièrement informé des développements à l'étranger, ce qui permet un rapprochement entre Carter et l'administration Clinton. Elle le consulte aussi sur certains conflits comme au Soudan ou au Zaïre par exemple (Brinkley, 1999, p. 475). À partir de la fin des années 1990, le rôle de diplomate privé devient une occupation périodique pour Carter.

Peu après son assermentation en 2001, le président George W. Bush fait un appel de courtoisie à Carter. Ce dernier conseille au nouveau président de se concentrer sur le cas du Soudan. Les relations diplomatiques difficiles entre Cuba et les États-Unis reviennent par ailleurs à l'avant-plan pour Carter lorsqu'il reçoit une invitation du président Fidel Castro à visiter Cuba. Les contacts entre Carter et Castro avaient repris depuis leur dernière rencontre en octobre 2000 à l'occasion des funérailles de l'ancien premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau à Montréal. Avec l'assentiment du département d'État américain, le Centre Carter organise le voyage et il est entendu que le but de l'exercice est l'amélioration des relations Cuba-États-Unis. En mai 2002, Carter devient le premier président américain à visiter Cuba depuis la révolution communiste de Castro. Il fait une allocution remarquée à l'Université de La Havane en présence du dictateur. Diffusée en direct à la télévision dans tout le pays (la transcription du discours a aussi été publiée dans les journaux cubains), cette allocution donne l'occasion à Carter de condamner les violations des droits de la personne du régime cubain et de faire la promotion du projet Varela qui favorise la démocratisation de la société cubaine. Il critique aussi la politique américaine, demandant la fin

---

<sup>53</sup> Carter reconnaît lui-même son erreur dans le compte rendu de ses voyages en Afrique (Brinkley, 1999, p. 461 et 542). Olusegun Obasanjo restera en détention jusqu'à la mort d'Abacha en juin 1998 (Carter, 2007, p. 133 et 134).

des sanctions (Alter, 2021, p. 635 ; Carter, 2007, p. 77-78 et 84 ; Updegrove, 2018, p. 170-171). À son retour, Carter envoie un rapport détaillé sur ses réunions et discussions au département d'État et il rencontre le président W. Bush et la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice. Cependant, il n'y eut pas de rapprochement entre les deux pays et la politique punitive envers Cuba continue sous l'administration de W. Bush (Carter, 2007, p. 88).

En janvier 2006, l'organisation terroriste Hamas gagne les élections en Cisjordanie et à Gaza. Plusieurs observateurs internationaux sont présents pour surveiller les élections, dont les experts du Centre Carter. Carter obtient l'approbation de Washington pour faire le voyage à la condition de ne pas parler aux leaders ou aux candidats du Hamas. Carter et Rosalynn rencontrent le premier ministre israélien Ehud Olmert. Après la victoire décisive du Hamas, Carter tente de convaincre Mahmoud Abbas du Fatah de prendre part à un gouvernement d'unité nationale sans succès et tous les membres Fatah du cabinet démissionnent. Abbas reste président de l'Autorité nationale palestinienne et également chef de l'OLP. Les négociations de paix sont au point mort au grand désarroi de Carter (Alter, 2021, p. 654 ; Carter, 2007, p. 119-120). En novembre 2006, Carter publie un livre sur le sort du peuple palestinien intitulé *Palestine : Peace Not Apartheid*. La rhétorique sur le besoin d'une solution à deux États ainsi que les critiques envers Israël à propos des colonies en Cisjordanie sont en harmonie avec les opinions déjà exprimées par Carter. En revanche, l'utilisation du terme « apartheid » pour désigner la politique d'occupation des territoires palestiniens avec la construction de murs de protection soulève un tollé en raison de l'analogie sud-africaine. Le lobby pro-israélien à Washington accuse Carter de manquer d'impartialité. Le premier directeur général du Centre Carter, Kenneth Stein de l'Université Emory, démissionne de son poste de membre du Centre ainsi que des dirigeants du conseil consultatif. En janvier 2007, lors d'une allocution à l'université Brandeis (Massachusetts), Carter reconnaît que le terme est trop provocant. Il regrette aussi de ne pas avoir suivi les conseils de son éditeur qui lui demandait de changer le titre du livre (Alter, 2021, p. 655-656 ; Kaufman, 2012, p. 460-462). En avril 2008, Carter dirige une autre mission du Centre Carter en soutien à la paix au Moyen-Orient. Accompagné entre autres de Rosalynn, Robert Pastor et du directeur du programme de résolution des conflits du Centre, il rencontre les dirigeants de l'autorité palestinienne dans la bande de Gaza, le président Hosni Mubarak ainsi que des fonctionnaires du Hamas en Égypte, le président Bashar Al-Asad à Damas en Syrie et quelques anciens dirigeants en Israël. La rencontre la plus controversée a lieu en Syrie avec Khaled Marshal, le dirigeant politique de l'organisation palestinienne Hamas. Cet entretien

devient un enjeu de la campagne présidentielle de 2008 aux États-Unis et autant le candidat démocrate Barack Obama que le candidat républicain John McCain condamnent cette déférence envers un terroriste. Obama se dit en désaccord avec l'attitude de Carter envers Israël (Alter, 2021, p. 656-657 ; Kaufman, 2012, p. 462-463). Carter effectue un autre voyage au Moyen-Orient en juin 2009 où il rencontre de nouveau des membres du Hamas au Conseil législatif palestinien en Cisjordanie. Il se rend aussi à Gaza malgré la situation jugée dangereuse pour sa sécurité et la demande par les États-Unis de quitter la région (Kaufman, 2012, p. 463 ; *Trip Report by Former U.S. President Jimmy Carter to Lebanon, Syria, Israel, West Bank, and Gaza - June 2-17, 2009*, s. d.). Cette année-là, Carter publie un autre livre sur le Moyen-Orient : *We Can Have Peace in the Holy Land* (Kaufman, 2012, p. 464)<sup>54</sup>.

Durant le premier mandat de Barack Obama à la Maison-Blanche, le président et sa secrétaire d'État Hillary Clinton ne sollicitent pas les services de Carter en politique étrangère. Carter qualifie la relation de non existante, ce qui, provenant d'une administration démocrate, le déçoit. Un rapprochement s'effectue au deuxième mandat d'Obama, car le nouveau secrétaire d'État John Kerry contacte périodiquement Carter pour s'enquérir de ses rencontres avec les dirigeants mondiaux (Alter, 2021, p. 657).

#### *Consultant en politique étrangère (Elder Statesman)*

Comme ancien président, Jimmy Carter donne régulièrement son avis sur la politique étrangère à son successeur. Il partage aussi ses idées et opinions avec les conseillers principaux (surtout le ou la conseiller (re) à la sécurité nationale), le ou la secrétaire d'État ou autre personnel du département d'État. Malgré ses connaissances en affaires étrangères et son expérience, ses conseils ne sont généralement pas sollicités par l'administration en place. Dans la plupart des cas, c'est Carter qui insiste auprès du président pour obtenir un entretien. En général aussi, les interventions de Carter (souvent perçues comme de l'ingérence) ont peu d'influence sur les décisions prises par la Maison-Blanche (Winger et Jain, 2016, p. 52). En revanche, certains dirigeants étrangers ont recherché l'expertise de Carter dans les moments de crise (comme Arafat).

Dans la foulée de l'ouverture du Centre Carter, le Conseil des anciens chefs d'État et de gouvernement librement élus (*Council of Freely Elected Heads of Government*) est fondé en

---

<sup>54</sup> Il s'agit du troisième livre de Carter sur le Moyen-Orient. En plus de *Palestine : Peace Not Apartheid*, il a publié *The Blood of Abraham : Insights into the Middle East* en 1985, avec des mises à jour de la postface en 1993 et 2007.

novembre 1986 lors d'une consultation présidée par Carter et Gerald Ford. Cette organisation internationale, formée d'anciens présidents ou de premiers ministres d'État, a comme objectif de renforcer la démocratie dans les Amériques et devient le principal véhicule de surveillance d'élections mené par le programme Amérique latine et Caraïbes du Centre Carter (Bourne, 1997, p. 486 ; Brinkley, 1999, p. 227-229). La réussite des missions au Panama et au Nicaragua (1989 et 1990) suscite d'autres demandes d'observation d'élections pour le Centre Carter qui en fait sa spécialité. Pionnier des techniques d'observation des élections et de la surveillance de scrutins dans les démocraties émergentes, son programme pour la démocratie (*Democracy Program*) devient alors l'un des volets dominants des activités du Centre Carter. Jimmy Carter fait sa marque comme consultant en intégrité électorale à l'étranger et cette expertise est sollicitée partout dans le monde. Ce savoir-faire est même utilisé pour améliorer la démocratie aux États-Unis<sup>55</sup>.

En mai 1990, la délégation internationale du Centre Carter participe à l'élection en République dominicaine et aussi à celle de décembre 1990 - janvier 1991 en Haïti qui donne la victoire à Aristide comme mentionné ci-haut (Brinkley, 1999, p. 311-314). En Zambie, invité par le président Kenneth Kaunda, le Centre Carter supervise l'ensemble du processus préélectoral et Carter est observateur lors de l'élection du 2 novembre 1991. C'est la première mission de surveillance d'élections par le Centre en Afrique. Carter prend soin d'inviter des leaders d'autres pays africains, dont l'Afrique du Sud. Kaunda perd les élections aux mains de la partie adverse menée par Frederick Chiluba, ancien dirigeant syndical (Brinkley, 1999, p. 314-315 ; Carter, 2007, p. 103-105). En Guyane, Carter dirige l'élection d'octobre 1992 où des tensions ethniques persistent entre les communautés afro et indo-guyanaïses. Les Afro-Guyaniens et leur parti, le Congrès national du peuple, contrôlent le gouvernement même si le Parti progressiste populaire qui représente les Indo-Guyaniens détient la majorité du vote populaire. En 1990, le dirigeant du parti d'opposition demande l'aide du Centre Carter pour s'assurer que la prochaine élection soit libre et équitable. Carter obtient l'approbation des deux partis et il se rend en Guyane rencontrer le président pour lui présenter les règles et conditions à respecter pour que le Centre Carter participe

---

<sup>55</sup> Ainsi, Jimmy Carter et Gerald Ford ont servi comme coprésidents honoraires de la *National Commission on Federal Election Reform* afin de revoir les procédures de votation dans la foulée de l'élection présidentielle controversée de 2000. La plupart des recommandations ont été adoptées dans le cadre de la loi *Help America Vote Act* de 2002 (Alter, 2021, p. 634 ; Schaller et Williams, 2003, p. 188-189). En 2004, Carter et l'ancien secrétaire d'État James A. Baker coprésident une deuxième commission qui recommande plus de réformes électorales et des idées pour améliorer la participation, comme le vote par la poste. En 2020, en pleine pandémie de COVID-19, Carter défend publiquement l'élargissement du vote par correspondance (Alter, 2021, p. 634-635).

comme observateur étranger et que le sceau d'approbation du Centre soit attribué aux résultats. Le jour du scrutin, Carter craint pour sa sécurité en raison des manifestations au centre électoral (où les résultats de l'élection sont compilés) et il doit téléphoner au président pour obtenir la protection du personnel responsable et des observateurs. Le parti au pouvoir perd les élections et Carter rencontre les deux candidats présidentiels pour confirmer l'acceptation du résultat final par le président et pour discuter de la manière de faire l'annonce officielle à la population (Carter, 2007, p. 100-102). En mai 1993, le Centre Carter est témoin du premier transfert de pouvoir démocratique et pacifique dans l'histoire du Paraguay. Carter se rend sur place pour surveiller l'élection comme représentant du Conseil des anciens chefs d'État et de gouvernement librement élu. En mai 1994, les observateurs du Centre Carter sont invités à nouveau au Panama pour les élections présidentielles. Contrairement aux élections de 1989 décrites ci-dessus, Carter salue la bonne marche du processus électoral de 1994. En octobre 1996, le Centre Carter retourne au Nicaragua pour surveiller le processus électoral qui, malgré des difficultés administratives et des différends sur les résultats, se termine pacifiquement avec l'élection d'Arnoldo Aleman à la présidence du Nicaragua (*Waging Peace Through Elections*, s. d.).

En janvier 1996, Carter copréside une équipe d'observateurs du Centre Carter et du *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI) (une association à but non lucratif américaine), pour surveiller la première élection présidentielle à Gaza et en Cisjordanie (Bird, 2022, p. 614 ; Brinkley, 1999, p. 464). Le Centre Carter et le NDI avaient préparé l'élection suite à l'invitation de Yasir Arafat. En plus de rencontrer Arafat, Carter a des discussions avec le premier ministre israélien Shimon Peres sur la colonisation juive à Hébron dont la protection par l'armée israélienne peut perturber les élections et sur le besoin d'entreprendre de nouveaux dialogues avec le président syrien Hafez al-Assad. Carter observe l'élection du 20 janvier de l'ouverture des bureaux de vote jusqu'à la fermeture. Il dénonce la présence de la police israélienne à Jérusalem-Est qui selon lui intimide les électeurs palestiniens. À la demande de Carter, Peres donne l'ordre à la police de cesser les manœuvres de surveillance. Arafat remporte l'élection et son parti, le Fatah, la majorité des sièges au conseil (Brinkley, 1999, p. 465-468).

En 1999, Carter retourne au Nigéria, cette fois pour observer les élections présidentielles qui ont lieu en février. Après la mort du dictateur Sani Abacha en juin 1998, le général Abdulsalami Abubakar a accédé au pouvoir et a institué des réformes démocratiques. La délégation d'observateurs du Centre Carter et du NDI est dirigée par Jimmy Carter et comprend soixante-six

membres provenant de dix pays. Le général à la retraite de l'armée américaine Colin Powell et l'ancien président du Niger Mahamane Ousmane font partie de la délégation. Constatant de graves irrégularités, Carter publie une déclaration à savoir que le Centre ne peut pas authentifier le résultat de l'élection. Néanmoins, l'ancien général Olusegun Obasanjo est élu président et les preuves de fraude présentées par le candidat défait sont rejetées à la commission électorale et aux tribunaux fédéraux (Alter, 2021, p. 634 ; Carter, 2007, p. 134-135).

Les missions de participation au processus électoral des années 1990 permettent d'expérimenter les conditions qui deviendront la norme pour que le Centre Carter accepte un mandat de surveillance d'élection et appose son sceau d'approbation : l'invitation provient des autorités électorales du pays en élection, les principaux partis acceptent la présence d'observateurs étrangers et les règles d'élections sont ratifiées par les partis. De plus, le pays doit avoir un processus formel post-élection pour régler les irrégularités rencontrées durant le vote (Alter, 2021, p. 634). Certaines missions sont des observations ciblées, sans appréciations par le Centre Carter sur l'administration du processus électoral. À titre d'exemple, en Chine, le Centre Carter obtient en 1997 le mandat d'observer les procédures électorales de petits villages et de fournir de l'assistance dans les processus électoraux et de la formation au personnel administratif et aux électeurs (Carter, 2007, p. 110 ; Updegrove, 2018, p. 168)<sup>56</sup>.

Depuis 1989 et en date d'octobre 2023, le Centre Carter a surveillé 115 élections dans 40 pays, la plupart en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Au fil du temps, le Centre est retourné plusieurs fois dans le même pays pour surveiller les élections. À titre d'exemple, en plus des élections de 1992 en Guyane mentionnées plus haut, le Centre dirige trois autres élections en 2001, 2015 et 2020. Le Centre intervient aussi quatre fois au Libéria (1997, 2005, 2011 et 2017) au Mexique (1992, 1994, 1997 et 2000), au Mozambique (1999, 2003, 2004, 2014) et en Tunisie (2011, 2014, 2019 et 2022). Le Centre Carter a observé toutes les élections palestiniennes depuis 1996 et maintenu une présence continue pour soutenir les efforts visant à organiser des élections démocratiques (*Waging Peace Through Elections*, s. d.). Jimmy Carter et Rosalynn ont été présents dans une mission d'observation sur deux environ (Alter, 2021, p. 634).

---

<sup>56</sup> D'autres contrats de surveillance en Chine ont aussi été remplis à d'autres paliers électoraux en 1999, 2002 et 2010 (*Waging Peace Through Elections*, s. d.).

L'expertise de Carter est aussi sollicitée pour les initiatives de paix dans le monde. En 2008, Carter se joint au *Elders*, un groupe d'anciens chefs d'État créé par Nelson Mandela en 2007 dédié à promouvoir la paix et les droits de la personne. Fondé par l'entrepreneur britannique Richard Branson et le musicien Peter Gabriel, le groupe inclut dans ses rangs la première présidente de l'Irlande Mary Robinson, l'ancien secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon et l'archevêque Desmond Tutu en plus de Nelson Mandela (Alter, 2021, p. 663 ; Benardo et Weiss, 2009, p. 276 ; Kaufman, 2012, p. 462). Carter est aussi membre honoraire du Club de Madrid, un forum de 123 anciens présidents et de premiers ministres de 73 pays démocratiques qui travaillent à renforcer les institutions démocratiques dans le monde (*Club de Madrid, A World Alliance For Democracy*, s. d.).

### *Représentant officiel*

Carter occupe ce rôle lorsqu'il est sollicité, le plus souvent pour des funérailles, commémorations et autres cérémonies en sol américain comme sa présence à la Cathédrale nationale à Washington avec les anciens présidents Ford, H.W. Bush et Clinton pour un service commémoratif trois jours après les attentats du 11 septembre 2001 (Gibbs et Duffy, 2012, p. 468). Les demandes du gouvernement fédéral pour occuper des fonctions officielles à l'étranger sont plutôt rares. Un événement international notable fut les funérailles du président d'Égypte Anouar el-Sadate. Peu de temps après la visite du président d'Égypte à la résidence des Carters en août 1981, Sadate est assassiné par des extrémistes islamistes égyptiens lors d'un défilé au Caire le 6 octobre 1981. Carter est un ami de Sadate et de sa famille depuis les accords de Camp David et la veuve de Sadate, Jehane, invite Jimmy et Rosalynn à sa maison au Caire pour les funérailles. Les agences de sécurité considèrent qu'il est trop dangereux pour le président Ronald Reagan et son vice-président George H. W. Bush de faire le voyage en Égypte étant donné la tentative d'assassinat de Reagan qui a eu lieu à la fin mars 1981 à Washington. Le secrétaire d'État Alexander Haig décide d'envoyer les anciens présidents Richard Nixon, Gerard Ford et Jimmy Carter pour représenter officiellement les États-Unis aux funérailles<sup>57</sup>. Lors du voyage de retour, Ford et Carter s'entendent pour collaborer dans le futur, ce qu'ils firent à de nombreuses occasions (Bird, 2022, p. 607-608 ; Brinkley, 1999, p. 66-69 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 339-342).

---

<sup>57</sup> Outre les anciens présidents, la délégation est composée entre autres du secrétaire d'État Haig, du secrétaire à la défense Caspar Weinberger, de l'ambassadeur à l'ONU Jeane Kirkpatrick, du chef d'état-major de l'armée Edward Meyer, de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger et de quelques représentants du Congrès américain.

### *Philanthrope (actions humanitaires à l'étranger)*

Au début des années 1980, Jimmy Carter travaille à amasser des fonds et à recruter les experts qui l'aideront à mener les causes qui lui sont chères, dont l'amélioration des soins de santé publique qui devient d'emblée une priorité. Avec la progression du VIH/Sida, Carter critique l'administration Reagan à qui il reproche de ne rien faire<sup>58</sup>. Il dénonce les compagnies de tabac, constatant les risques du tabagisme pour la santé. Mais c'est comme humanitaire à l'extérieur des États-Unis qu'il a le plus de succès et la santé mondiale devient sa réalisation post-présidentielle la plus impressionnante (Alter, 2021, p. 630 ; Kaufman, 2012, p. 465-466).

Carter a été le premier président américain à visiter l'Afrique subsaharienne et il y retourne plusieurs fois après avoir quitté la Maison-Blanche. Préoccupé par un rapport alarmant prévoyant encore plus de famine et de maladies en Afrique, il fonde le programme *Global 2000* en 1985 et s'associe avec le riche homme d'affaires japonais Ryoichi Sasakawa, dont la fondation finance l'initiative<sup>59</sup>, et l'agronome Norman Borlaug, prix Nobel de la paix (1970). À partir de 1986, le projet fournit de l'aide pour atteindre l'autosuffisance alimentaire à l'aide de techniques d'agriculture avant-gardistes au Ghana, au Soudan, en Zambie, en Tanzanie (1989) et en Éthiopie (1993) (Alter, 2021, p. 629-630 ; Bourne, 1997, p. 490-491 ; Brinkley, 1999, p. 117, 182-197 ; Carter, 2007, p. 212-213).

L'éradication de la maladie d'origine hydrique causée par le ver de Guinée est le premier grand projet de santé publique entrepris par le Centre Carter. Alerté en avril 1986 par le docteur Peter Bourne, son ancien assistant pour les questions de santé quand il était à la Maison-Blanche<sup>60</sup>, Carter et Rosalynn, avec le concours du programme *Global 2000*, décident de diriger l'effort mondial d'éradication en novembre 1986. Cette année-là, la maladie touche environ 3,5 millions de personnes par an dans 21 pays d'Afrique et d'Asie et afflige les personnes en contact avec de l'eau non potable. Avec l'aide de deux experts des maladies tropicales, les docteurs Donald Hopkins et

---

<sup>58</sup> La stigmatisation reliée au sida le préoccupe. En 2002, il voyage en Afrique du Sud où il accompagne Nelson Mandela et Bill Gates pour visiter des cliniques de traitement (Alter, 2021, p. 633). La maladie du sida (acronyme de syndrome d'immunodéficience acquise) est causée par le virus VIH (Virus de l'immunodéficience humaine).

<sup>59</sup> Avec cette collaboration, Sasakawa devient un important mécène du Centre Carter (Brinkley, 1999, p. 117).

<sup>60</sup> Peter Bourne est aussi directeur du Bureau de la politique en matière d'abus des drogues. En 1979, il occupe un poste de secrétaire général adjoint aux Nations unies où il crée et dirige l'*International Drinking Water Supply and Sanitation Decade*, un programme qui fournit de l'eau potable à plus de 500 millions de personnes dans le monde (Carter, 2007, p. 165-166). À noter qu'il est aussi l'auteur de la biographie de Jimmy Carter référencée dans la présente recherche (*Jimmy Carter: A Comprehensive Biography from Plains to Postpresidency* (1997)).

Bill Foege, Carter convainc de grands donateurs de financer l'initiative, dont la fondation Bill et Melinda Gates. Il persuade la compagnie américaine Cyanamid de fournir son produit larvicide pour l'eau gratuitement et l'entreprise DuPont spécialisée en textiles de donner des filtres en tissu. Le Centre Carter travaille en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé, les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) et l'UNICEF. Les Carter font plusieurs voyages dans les pays affligés par la maladie (Afrique centrale et Pakistan) et c'est en mars 1988 qu'ils constatent les ravages de la maladie sur le terrain. Carter prend l'habitude de faire un voyage en Guinée presque une fois l'an pour suivre le progrès et mettre de la pression sur les dirigeants locaux. Les progrès sont immenses passant de 3,5 millions de personnes affectées en 1986 à environ 130 cas dans le monde en 2014. Aujourd'hui, la maladie est enrayerée à 99,99% (Alter, 2021, p. 630-632 ; Bird, 2022, p. 610-611 ; Bourne, 1997, p. 488 ; Brinkley, 1999, p. 222-227 et 460 ; Carter, 2007, p. 158-172 ; *Guinea Worm Case Totals*, s. d. ; Kaufman, 2012, p. 466 ; Updegrave, 2018, p. 168).

Un autre succès dans le domaine de la santé publique est la baisse importante de la cécité des rivières (onchocercose), une maladie des yeux et de la peau causée par un ver transmis par la piqûre de mouches noires. L'affection est présente en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud. En 1987, le dirigeant de la compagnie pharmaceutique Merck, le docteur Roy Vagelos, annonce un plan pour fournir gratuitement son médicament (Mectizan) dans le monde. Merck s'associe avec le Centre Carter qui prend en charge la logistique de distribution en travaillant avec les ONG et les communautés locales. Carter effectue un lobbying persistant auprès des organisations et philanthropes pour recueillir des fonds et noue un partenariat avec la Banque mondiale. Il fait plusieurs voyages dans les pays touchés (comme au Chad en 1994, accompagné de Vagelos) et utilise son statut d'ancien président pour inciter les dirigeants africains à organiser la distribution complexe du médicament. Bien qu'elle n'ait pas été éradiquée, la cécité des rivières a été considérablement réduite en Afrique et en Amérique latine (Alter, 2021, p. 632-633 ; Bird, 2022, p. 611-612 ; Brinkley, 1999, p. 262-268 ; Carter, 2007, p. 185-188 ; Kaufman, 2012, p. 466 ; Updegrave, 2018, p. 168-169).

Jimmy Carter est aussi très impliqué dans des programmes de lutte contre d'autres maladies parasitaires. Le Groupe de travail international pour l'éradication des maladies (*International Task Force for Disease Eradication* (ITFDE)) est formé au Centre Carter en 1988 afin d'évaluer quelles maladies infectieuses pourraient être éliminées dans le monde. En plus de parrainer et d'héberger

les réunions de l'ITFDE, les programmes de santé du Centre Carter s'attaquent au trachome au Ghana, Mali, Niger et Nigéria (1997), à la filariose lymphatique au Nigéria (2000) et en Éthiopie (2009) et à la schistosomiase au Nigéria (2006). Entre 2007 et 2014, le programme de lutte contre le paludisme du Centre Carter a été actif en Éthiopie, au Nigéria, en République dominicaine et à Haïti. Le Centre était déjà présent au Libéria en 2010, un lieu important de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2013 à 2016), laquelle a été déclarée urgence sanitaire par l'OMS. Le Centre Carter consacre les deux tiers de son budget à la santé globale et œuvre dans plus de 80 pays à travers le monde (Alter, 2021, p. 633 ; Brinkley, 1999, p. 267 ; Carter, 2007, p. 192-210 ; *International Task Force for Disease Eradication*, s. d. ; Kaufman, 2012, p. 466).

Après avoir participé au printemps 1984 à un projet de rénovation d'appartements pour démunis dans un ancien édifice à New York, Jimmy et Rosalynn Carter décident de s'engager comme bénévoles à *Habitat for Humanity*, une organisation non gouvernementale dédiée à la construction de logements abordables pour les démunis partout dans le monde. Les images de l'ancien président portant un casque de protection et maniant le marteau ont été grandement publicisées et ont contribué à faire connaître cette ONG fondée en 1973 par Millard Fuller, un homme d'affaires millionnaire. Carter accepte de faire la promotion d'*Habitat for Humanity* dans les médias. À l'extérieur du Centre Carter, c'est la seule organisation où les Carter permettent que leurs noms soient utilisés à des fins de collecte de fonds. Chaque année et ce jusqu'en 2020, Jimmy Carter et Rosalynn (sous les auspices du *Jimmy and Rosalynn Carter Work Project*) ont consacré une semaine de leur temps comme volontaire pour la rénovation ou la construction de maisons aux États-Unis et aussi dans quatorze pays (Alter, 2021, p. 614-614 ; Bourne, 1997, p. 482 ; Brinkley, 1999, p. 151 et 156 ; Kaufman, 2012, p. 454 ; Updegrove, 2018, p. 156-158)<sup>61</sup>.

### *Critique/supporteur public*

Jimmy Carter tire parti de sa stature d'ancien président pour tenter d'influencer les affaires étrangères en vertu de ce qu'il considère être le bien-être de l'humanité et de la justice sociale.

---

<sup>61</sup> Dans une moindre mesure, Carter a aussi consacré du temps à des projets de causes sociales aux États-Unis. Outre le travail bénévole pour *Habitat for Humanity* dans les villes américaines, il y a eu le programme d'aide aux démunis d'Atlanta, le *Atlanta Project*, lancé par Carter en octobre 1991. Le programme vise les quartiers aux prises avec les problèmes de pauvreté, d'itinérance, de criminalité et de toxicomanie. Carter publicise l'initiative et enrôle de grandes corporations à contribuer financièrement et à fournir du personnel et des bénévoles. Le projet est un échec. Un rapport publié en février 1995 critique le programme pour son manque d'objectifs clairs, sa mauvaise gestion et le peu de résultats après plusieurs millions d'investissements (Alter, 2021, p. 628-629 ; Bourne, 1997, p. 501-502 ; Brinkley, 1999, p. 356-357 et 362-363).

Résolument antiguerre et toujours à la recherche d'une solution négociée dans les conflits mondiaux, il reste fidèle à ses valeurs, quelle que soit l'affinité idéologique des sept administrations qui lui succèdent.

Carter est critique envers la politique étrangère de son successeur Ronald Reagan qu'il considère comme trop belliqueuse ou encore désintéressée par rapport à certains dossiers qu'il juge prioritaires, notamment les droits de la personne en Amérique latine et le processus de paix au Moyen-Orient. Il s'exprime contre l'initiative de défense stratégique (surnommée ironiquement la guerre des Étoiles dans les médias) et le plan de mettre en place un bouclier antimissile. Il s'associe à une coalition d'anciens fonctionnaires du gouvernement fédéral contre le développement de ce système coûteux de haute technologie (Brinkley, 1999, p. 126). Carter dénonce aussi la politique de l'administration Reagan au Nicaragua où il accuse Reagan de mentir aux Américains et de miner le gouvernement sandiniste. Les affrontements prennent une tournure plus personnelle lorsque Reagan attaque les politiques de son prédécesseur. Ainsi, en 1983, Reagan impute la tragédie des 241 marines tués au Liban à la dégradation des services de renseignement sous les administrations Ford et Carter. Lors d'un discours en 1986, Reagan dénonce les décisions de l'administration Carter en matière de sécurité nationale et de défense et l'accuse d'avoir réduit le budget de l'armée. À chaque fois, Carter répond publiquement à ces attaques et somme Reagan d'arrêter de déformer le bilan de son administration (Brinkley, 1999, p. 141-142).

Carter appuie les politiques de George H. W. Bush au cours de son premier mandat. La première guerre du Golfe vient changer la donne. Carter s'oppose à la ligne dure de Bush et prône des pourparlers de paix avec Saddam Hussein plutôt que la guerre. Une fois l'opération américaine en marche, Carter garde un profil bas et après la libération du Koweït, il soutient la décision de Bush de ne pas renverser le régime irakien (Brinkley, 1999, p. 336 et 342).

Quant aux dissensions entre Carter et Clinton, elles datent de l'élection de 1980 où les deux tentent (sans succès) de se faire réélire, l'un comme président des États-Unis et l'autre comme gouverneur de l'Arkansas. Clinton reproche à Carter la décision d'avoir envoyé des réfugiés cubains dans son État en Arkansas, ce qui lui aurait fait perdre l'élection<sup>62</sup> (Brinkley, 1999, p. 354-355 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 433 ; Kaufman, 2012, p. 456). Les interventions en Corée du Nord et en Haïti se terminent par des querelles suivies de périodes où les communications sont rompues. Les positions

---

<sup>62</sup> Clinton regagnera son poste de gouverneur en 1982, mais il n'a jamais pardonné à Carter (Brinkley, 1999, p. 355).

idéologiques de Carter sont plus progressistes que celles de Clinton. Il critique sa propre famille politique la déclarant insensible à la pauvreté aux États-Unis et à l'étranger. Un autre point de discorde est la vente d'armes aux pays d'Amérique latine, ce que Carter dénonce fermement (Brinkley, 1999, p. 474-476). Le 14 septembre 1993, les anciens présidents Ford, Bush et Carter sont invités par Clinton pour un événement en appui à l'Accord de libre-échange nord-américain (*North American Free Trade Agreement*) à la Maison-Blanche. Carter est en faveur de ce traité qui ouvre de nouveaux marchés pour les États-Unis et aide à promouvoir la démocratie au Mexique et il fait tout ce qu'il peut pour vanter les mérites de l'ALENA. Le 2 novembre 1993, Carter fait une déclaration en faveur du traité au Conseil des anciens chefs d'État et de gouvernements librement élus. Le 17 novembre, la Chambre des représentants vote en faveur du traité et Clinton remercie Carter pour cet appui (Brinkley, 1999, p. 382-384 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 436).

Dès le début, Carter s'oppose à la menace d'une guerre préventive en Irak et il le manifeste à l'aide d'articles d'opinion et lors de discours publics. La remise du prix Nobel de la paix à l'ancien président pacificateur en octobre 2002 est une critique de la ligne adoptée par l'administration de George W. Bush. Lors de son discours d'acceptation du prix à Oslo le 9 décembre 2002, Carter demande à l'Irak de se conformer pleinement à la décision unanime du Conseil de sécurité. Il plaide pour la recherche de solution pacifique en toute circonstance, la guerre étant toujours un mal<sup>63</sup> (Alter, 2021, p. 653-654 ; Updegrove, 2018, p. 174-175 ; Winger et Jain, 2016, p. 15).

Carter critique publiquement Obama lorsqu'il réclame la démission du président syrien Bashar al-Assad en 2011, trouvant cette demande futile (Alter, 2021, p. 657). Il considère aussi que la politique du président au Moyen-Orient manque de direction claire. Considérant que les États-Unis abandonnent leur leadership sur les droits de la personne, il dénonce dans les médias le centre de détention de Guantánamo Bay à Cuba, qui détient encore trop de prisonniers, malgré la promesse d'Obama de fermer la prison (Carter, 2012 ; Jacobs, 2018, p. 714). Il fustige aussi les attaques par drones en Afghanistan, en Somalie et au Yémen (Carter, 2012).

---

<sup>63</sup> « War may sometimes be a necessary evil. But no matter how necessary, it is always an evil, never a good. We will not learn how to live together in peace by killing each other's children » (*2002 Nobel Peace Prize Lecture by Jimmy Carter*, s. d.).

## 2.2 Commercialisation et défense de son héritage

Le Centre présidentiel Carter, situé à Atlanta et ouvert officiellement le 1<sup>er</sup> octobre 1986, comprend deux entités : le Centre Carter et la Bibliothèque et musée Jimmy Carter. Carter n'aimait pas l'idée d'un musée présidentiel traditionnel ou d'un monument à sa mémoire, ce qu'il trouve égoïste. Plutôt que d'ériger un musée glorifiant sa présidence, il récolte des fonds pour un complexe qui, en plus d'abriter sa bibliothèque présidentielle, contient un centre d'action mondiale à but non lucratif. Voulant reproduire l'approche forum neutre de Camp David, Carter décide que la mission du Centre Carter sera la résolution de conflits mondiaux, plus particulièrement les guerres civiles dans les pays qui ont moins l'attention du gouvernement américain (Alter, 2021, p. 626-627 ; Bird, 2022, p. 605-606 ; Brinkley, 1999, p. 76-77 et 80 ; Kaufman, 2012, p. 455 ; Updegrove, 2018, p. 153).

Carter a des problèmes financiers personnels quand il amorce sa post-présidence en raison de l'entreprise familiale d'arachides qui est très endettée et qu'il se contraint à liquider. Malgré toute son habileté en collecte de fonds, l'accumulation de richesse personnelle n'est jamais venue à l'esprit de Carter. Il se fait un point d'honneur de ne pas accepter d'honoraires de consultation. Il refuse de siéger à des conseils d'administration comme l'a fait Gerald Ford et à utiliser sa notoriété pour faire beaucoup d'argent. Pour se renflouer, il décide plutôt d'écrire ses mémoires. Carter avait déjà publié un livre pour mousser sa campagne électorale présidentielle en 1975 (intitulé : *Why Not the Best ?*), ce qui fait de lui un auteur établi. Obtenant un accord de plusieurs millions de dollars avec Bantam Books, *Keeping Faith : Memoirs of a President* est publié en octobre 1982. Les critiques du livre sont mitigées. Très détaillée sur les accords de Camp David et sur la crise des otages en Iran, l'autobiographie manque de passion et ne parvient pas à retranscrire la dynamique politique de sa présidence. Néanmoins, le livre est un succès de librairie et Carter, très disponible dans les médias, est son meilleur vendeur. La tournée promotionnelle avec ses séances de signature, est l'occasion d'une première apparition publique depuis son départ du Bureau ovale (Alter, 2021, p. 618 ; Bird, 2022, p. 604-605 ; Bourne, 1997, p. 475 ; Brinkley, 1999, p. 50-51 ; Kaufman, 2012, p. 458-459 ; Updegrove, 2018, p. 152).

Jimmy Carter est un auteur prolifique. En 2020, il avait écrit (ou co-écrit) trente-deux livres sur plusieurs sujets, dont le Moyen-Orient, la religion, la chasse et la pêche, la menuiserie. Il écrit aussi de la poésie et des romans (Alter, 2021, p. 622-623 ; Philbrick, 2024). Il raconte sa première

campagne politique comme sénateur de la Géorgie en publiant *Turning Point : A Candidate, A State and a Nation Come of Age* (1993), un livre à succès du New York Times (*Best-Seller*) pendant douze semaines qui attire les foules aux séances de signature. Carter est même invité aux populaires émissions de fin de soirée à la télévision (Brinkley, 1999, p. 368-369). Parmi les autres succès de librairie, notons tout d'abord l'autobiographie de son enfance dans l'État rural de la Géorgie, intitulé *An Hour Before Daylight* (2001). Ensuite, il y a eu *Our Endangered Values* (2005), une attaque contre la droite chrétienne fondamentaliste et, le plus controversé de tous : *Palestine : Peace Not Apartheid* (2006), mentionné plus haut (Kaufman, 2012, p. 460). Plus tard en 2014, Carter publie un livre très remarqué sur les mauvais traitements subis par les femmes dans le monde : *A Call to Action : Women, Religion, Violence, and Power* (Alter, 2021, p. 659).

Carter exprime régulièrement son opinion dans les journaux ou encore, écrit des articles en réponse à ses détracteurs. Les archives du New York Times comptent trente-cinq articles, éditoriaux ou lettres à l'éditeur, écrits par Jimmy Carter de 1982 à 2016<sup>64</sup>. Le Washington Post en compte trente-quatre, de 1982 à 2005. Les sujets les plus souvent abordés sont les pays du Moyen-Orient, la Corée du Nord, les pays d'Amérique centrale (Nicaragua, Panama) et des Caraïbes (Cuba, Haïti), les armes à feu, le droit de vote, la démocratie et les maladies négligées<sup>65</sup>. Il est aussi parfois co-auteur avec Gerald Ford, notamment pour un article d'opinion paru dans le *Reader's Digest* en février 1983 dénonçant les colonies israéliennes en Cisjordanie (Bird, 2022, p. 612 ; Brinkley, 1999, p. 102-103) et pour un autre publié dans le New York Times en décembre 1998 sur l'affaire Lewinsky et la mise en accusation de Clinton<sup>66</sup> (Brinkley, 1999, p. 479 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 453-454).

Le riche homme d'affaires Ted Turner a connu Jimmy Carter lors d'une levée de fond à Atlanta pour la campagne présidentielle de 1976. Fondateur de CNN (*Cable News Network*), la première chaîne d'information en continu, il est l'un des premiers donateurs du Centre Carter (Alter, 2021, p. 628 ; Brinkley, 1999, p. 95-96). Devenu un ami proche, Carter apparaît régulièrement sur CNN pour parler de ses missions à l'étranger, couvrir les consultations menées par le Centre Carter à

---

<sup>64</sup> Son dernier article d'opinion pour ce journal paraît le 5 janvier 2022 où il exprime son inquiétude pour la démocratie américaine, un an après l'émeute du Capitole (Carter, 2022).

<sup>65</sup> Recherche dans les archives numérisées de l'intégrale de la publication du journal quotidien *New York Times* (jusqu'à 2019) et *Washington Post* (jusqu'à 2006) à l'aide de la base de données *ProQuest*.

<sup>66</sup> L'affaire Lewinsky est un scandale sexuel qui a impliqué le président Bill Clinton et une stagiaire de la Maison-Blanche, Monica Lewinsky. Cette relation adultère a été révélée au public en 1998 et a conduit à une procédure de destitution contre Clinton, qui a finalement été acquitté par le Sénat.

Atlanta ou aborder des questions de politique intérieure. En 1995, Turner admet que Carter est l'un de ses favoris, car, en plus d'être Géorgien comme lui, il considère qu'il est le meilleur ancien président américain (Brinkley, 1999, p. 97). Carter est passé maître dans l'art d'exercer une diplomatie télévisée en temps réel, grâce à l'utilisation de CNN et de médias similaires. Lorsqu'il le souhaite, il obtient une équipe de télévision de CNN pour le suivre au cours de ses voyages à l'étranger. En contrepartie, Carter accorde à la station un droit de premier refus avant de proposer son histoire à d'autres chaînes d'information. CNN International devient aussi un outil de communication avec les dirigeants des pays étrangers pour faire passer un message ou donner son point de vue (Brinkley, 1999, p. 404).

### 2.3 Partisanerie politique

Avant de quitter le pouvoir, Carter avait averti les dirigeants du Comité national démocrate qu'il n'allait pas s'impliquer dans les affaires du parti. De toute façon, après sa défaite aux élections présidentielles de 1980, la plupart des démocrates se distancient de lui et le considèrent comme dépassé. Aux élections de mi-mandat de 1982, Carter appuie occasionnellement la candidature d'amis et la plupart du temps dans son propre État (Brinkley, 1999, p. 56-57). La première fois que Carter apparaît à un événement du Parti démocrate est à Washington le 1<sup>re</sup> octobre 1982 lors d'un dîner de collecte de fonds où il répond aux critiques du président Reagan envers son administration (Clymer, 1982). Lors de la campagne présidentielle de 1984, Carter refuse d'intervenir dans les primaires démocrates, préférant se concentrer sur l'organisation du Centre Carter (Brinkley, 1999, p. 124). En mars 1984, il participe néanmoins à un barbecue à Plains, en Géorgie, avec le candidat Walter Mondale, qui était vice-président sous son administration (Raines, 1984). Carter donne un appui discret à Mondale. Ce dernier fait toutefois tout ce qu'il peut pour se distancier de l'ancienne administration en soulignant les politiques avec lesquelles il n'était pas en accord (Brinkley, 1999, p. 57). Après hésitation, le Comité national démocrate (*Democratic National Committee* (DNC)) invite Carter à faire un discours à la convention nationale de San Francisco en Californie en juillet 1984. Il est cependant relégué au début de la soirée, avant les heures de grande écoute des réseaux de télévision. Avec des thèmes comme les droits de la personne et la sécurité économique et militaire, peu de stations de télévision en font mention dans leurs bulletins de nouvelles (*Address at the Democratic National Convention in San Francisco, California*, 1984 ; Brinkley, 1999, p. 129-130).

À l'occasion des primaires démocrates pour l'élection de 1988, les élites du Parti démocrate décident d'organiser la convention nationale à Atlanta, du 18 au 21 juillet. Carter agit comme hôte en accueillant les démocrates à son centre présidentiel (Blumenthal *et al.*, 1988, p. B01). Lors d'un entretien diffusé la veille de la convention, Carter décrit le candidat républicain comme étant efféminé et idiot. Ce commentaire inhabituel chez lui est néanmoins en réaction aux discours de campagne du vice-président George H. W. Bush, qui n'a de cesse de rappeler l'échec de ses politiques lorsqu'il était au pouvoir (Brinkley, 1999, p. 249 ; Reuter, 1988, p. A12). Le 17 juillet aussi, Carter mentionne qu'il va jouer un rôle mineur dans la campagne électorale, mais se dit prêt à aider si on lui demande (Thompson, 1988, p. A25). Le 18 juillet, Carter prononce le discours d'ouverture de la convention nationale du Parti démocrate où il aborde ses thèmes de prédilection : la défense des droits de la personne et de la démocratie, sans employer la force militaire (*Former President Jimmy Carter addresses the delegates at the 1988 Democratic National Convention*, 1988). Le gouverneur Michael Dukakis du Massachusetts est élu comme candidat à la présidence et Carter se range derrière ce choix, bien qu'il préfère le candidat Jesse Jackson (Brinkley, 1999, p. 247-248). Même s'il se dit en accord avec le programme du Parti démocrate, Carter défend des positions neutres et forme, avec l'ancien président républicain Gerald Ford, un groupe bipartisan nommé *American Agenda* pour formuler des propositions de politique sur les questions les plus urgentes auxquelles sera confronté le prochain président (Brinkley, 1999, p. 251).

À l'élection présidentielle de 1992, le Parti républicain tente de décrire le candidat démocrate Bill Clinton, un gouverneur baptiste du sud, comme un nouveau Carter. Clinton garde rancune envers Carter depuis l'élection de 1980 et il fait tout ce qu'il peut pour se distancer de lui. Ce dernier annonce qu'il n'appuiera pas officiellement un candidat avant les primaires de la Géorgie en mars. Dans la foulée de la popularité grandissante du candidat indépendant Ross Perot et des doutes sur l'honnêteté de Clinton qui apparaissent dans les médias, l'équipe de campagne de Clinton organise en mai une conférence de presse à Atlanta avec la présence de Carter en tant que caution morale (Brinkley, 1999, p. 350-352). Au deuxième jour de la convention nationale du Parti démocrate à New York en juillet 1992, Carter prononce un discours apprécié par les délégués lorsqu'il fait l'éloge du ticket Clinton-Gore. Il plaide pour des programmes de rénovation urbaine et accuse les républicains de transformer les États-Unis en une nation guerrière qui n'offre aucun espoir à ses propres citoyens (Brinkley, 1999, p. 356 ; Dionne Jr., 1992, p. A01). Lors de la campagne présidentielle de 1996, en raison de sa manière indépendante d'agir dans les crises en Corée du

Nord, en Haïti et en Bosnie, Carter est invité seulement à la dernière minute à la convention nationale du Parti démocrate d'août 1996 à Chicago. Carter refuse de participer et effectue un voyage de pêche avec Ted Turner au Montana au même moment. Un an après l'élection en octobre 1997 et dans une déclaration publique à CNN, Carter s'en prend à l'éthique de Clinton à propos de ses collectes de fonds (Brinkley, 1999, p. 478-479).

Jimmy Carter participe peu à la campagne électorale présidentielle de 2000. Il n'aide pas sa famille politique en trouvant honteux le pardon présidentiel accordé par Clinton juste avant qu'il quitte le pouvoir à Marc Rich, condamné par la justice américaine (Remnick, 2006). C'est plutôt après le vote du 7 novembre qu'il est sollicité en raison de son expertise comme observateur d'élection. Les résultats en Floride sont très serrés et donnent une avance de quelque 500 voix à George W. Bush, ce qui est contesté par le candidat démocrate Al Gore qui demande un décompte manuel des votes dans trois comtés de Floride, ce à quoi s'oppose le camp Bush. Carter est interviewé à ce sujet par Larry King à CNN le 15 novembre 2000. Il déclare que le décompte manuel des bulletins de vote devrait avoir lieu (*Former President Carter supports Florida hand count, 2000*)<sup>67</sup>. Le Centre Carter propose des stratégies pour améliorer les élections et, comme évoqué plus haut, Carter accepte en janvier 2001 de servir en tant que coprésident honoraire de la Commission nationale sur la réforme électorale fédérale (*Learning Lessons from the U.S. Elections, 2000*). À l'élection présidentielle de 2004, Carter prononce un discours lors de la soirée d'ouverture de la convention nationale démocrate à Boston, Massachusetts, le 26 juillet 2004. Son allocution est centrée sur la paix et les droits de la personne et il dénonce les politiques qui ont terni la réputation des États-Unis dans le monde (*President Jimmy Carter Addresses Democratic National Convention, 2004*).

Les rapports ne sont pas plus cordiaux entre Carter et Clinton lors des élections présidentielles de 2008 où Carter favorise Barack Obama plutôt qu'Hillary Clinton, la conjointe de Bill Clinton (Alter, 2021, p. 652). Les rencontres de Carter avec des dirigeants du Hamas à l'été 2008 deviennent un enjeu de la campagne. Le candidat républicain et sénateur de l'Arizona, John McCain, prétend qu'élire Obama signifie un second mandat pour Carter. Obama et sa principale adversaire à l'investiture Hillary Clinton déclarent qu'ils n'entreraient jamais en contact avec le Hamas. À la convention nationale du Parti démocrate à Denver, le temps de parole de Carter est réduit à moins

---

<sup>67</sup> L'arrêt de la Cour suprême *Bush v. Gore* du 12 décembre 2000 met fin au recomptage, ce qui donne la victoire à George W. Bush.

de deux minutes et programmé tôt en soirée, ce que Carter trouve humiliant. De plus, plusieurs éminents politiciens juifs sont invités à prendre la parole et Obama condamne publiquement l'attitude de Carter envers Israël (Alter, 2021, p. 656 ; Kaufman, 2012, p. 463).

Carter réduit ses activités à partir de 2015 pour des raisons de santé. Il confie la présidence du conseil d'administration du Centre Carter à son petit-fils Jason Carter. À l'élection présidentielle de 2016, il reste fidèle à son inclination très progressiste et appuie Bernie Sanders plutôt qu'Hillary Clinton (Alter, 2021, p. 652 et 661-662). Il n'assiste pas à la convention nationale démocrate de 2016 à Philadelphie. À l'élection de 2020, les candidats démocrates Cory Booker, Amy Klobuchar et Pete Buttigieg font le voyage à Plains pour visiter Carter. Ce dernier préfère les candidats plus jeunes et fait même les manchettes en prônant un âge limite pour la présidence, déclarant qu'il n'aurait pas été capable d'occuper cette fonction après 80 ans. Néanmoins, il appuie le candidat démocrate de 78 ans Joe Biden, son premier partisan au Sénat en 1976 (Alter, 2021, p. 665-666).

## CHAPITRE 3

### ÉTUDE DES MOMENTS DE RUPTURES SELON LES CRITÈRES DE COMPARAISON

*When you're not President anymore, you lose your power but not your influence.*

- Bill Clinton, en entrevue avec James Fallows, mars 2003 (Clinton, 2003a).

Ce chapitre analyse la transformation de la post-présidence depuis Jimmy Carter. Il montre que la commercialisation de la notoriété d'ancien président et la partisanerie politique ont pris le dessus sur l'engagement actif face aux problèmes mondiaux politiques ou de santé publique. Aucun des successeurs de Carter n'a atteint son degré d'implication personnelle en affaires étrangères, Bill Clinton étant celui qui s'en rapproche le plus. Le rôle de philanthrope demeure une occupation de choix pour les anciens présidents Bush père et fils, Clinton et Obama. En revanche, le rôle de diplomate privé a disparu après Clinton et celui de consultant en politique étrangère, peu suivi après Carter, a évolué de grand sage au service du président en exercice vers le conseil sur des enjeux génériques. Les critiques ou les appuis à la politique étrangère de ses successeurs demeurent toujours présents. Ce sont cependant les crises internationales qui conditionnent la conduite des anciens présidents, comme les guerres en Afghanistan et en Irak pour Clinton, et celles en Ukraine et entre Israël et le Hamas pour Obama et Trump. Dans le cas de ce dernier, la rhétorique est teintée de partisanerie. Les activités qui permettent aux anciens présidents de se faire valoir comme la publication de livres ou de mémoires, l'érection de bibliothèques présidentielles et de musées sont une tradition qui était bien présente avant Carter et qui se poursuit aujourd'hui. Depuis Clinton, le vedettariat prend le dessus et l'exploitation de sa notoriété à des fins lucratives s'est amplifiée grâce au concours des nouveaux médias électroniques. Finalement, la partisanerie politique a augmenté en crescendo depuis Carter, allant de pair avec la polarisation accrue de la société américaine, pour atteindre son paroxysme sous Trump, un ancien président candidat à sa réélection.

#### 3.1 Implication dans les affaires étrangères

##### 3.1.1 Rupture

*Ronald Wilson Reagan*

Depuis le début des années 1900, il est rare qu'un ancien président ne soit pas impliqué d'une manière ou d'une autre dans les affaires internationales. Ce fut le cas de Ronald Reagan, le successeur de Jimmy Carter, qui est un « spectateur » car il ne participe pas à la politique étrangère des États-Unis (Winger et Jain, 2016, p. 12, 22 et 52-53). Il est le moins actif des ex-présidents post-modernes et il prend une véritable retraite (Byrne et Vaughn, 2016, p. 10, 11 et 15 ; Schaller et Williams, 2003, p. 196). Les chercheurs expliquent ce retrait de la vie publique par le fait qu'il est âgé de 78 ans quand il quitte ses fonctions de président en 1989 et qu'il est atteint d'Alzheimer<sup>68</sup> (Belenky, 1999, p. 153 ; Jacobs, 2018, p. 714 ; Kaufman, 1996, p. 483-484 ; Morgan, 2012, p. 20 et 25 ; Schaller et Williams, 2003, p. 196 ; Updegrove, 2018, p. 197-198 ; Wice, 2009, p. 182).

### *George H. Walker Bush*

George H. W. Bush ne veut pas suivre l'exemple de Carter comme activiste à la défense de causes mondiales ou consultant en politique étrangère auprès de ses successeurs (Kaufman, 2012, p. 486-487 et 492 ; Updegrove, 2018, p. 218). Ayant occupé plusieurs fonctions gouvernementales avant sa présidence d'un seul mandat (1989-1993) dont celle de représentant au Congrès et d'ambassadeur aux Nations unies sous Nixon, directeur de la CIA sous Ford et vice-président sous Reagan, il ne sent pas le besoin de servir encore plus dans les affaires publiques. En revanche, les causes humanitaires, surtout celles faisant appel au volontarisme et mobilisant les communautés locales, occupent sa post-présidence. En 1990, il lance la fondation *Points of Light*, une ONG dédiée à l'engagement civique, offrant des produits et services et un réseau mondial de contacts pour aider les organisations et individus qui s'engagent dans l'action communautaire. À la différence de l'approche humanitaire de Carter qui exerce son leadership et consacre son temps à des projets ciblés entourés d'experts du domaine, H. W. Bush garde un rôle plus effacé dans les opérations. Néanmoins, il prend part assidûment aux réunions du conseil d'administration (Kaufman, 2012, p. 494 ; *Points of Light - Creating a Global Culture of Civic Engagement*, s. d. ; Updegrove, 2018, p. 219)<sup>69</sup>.

---

<sup>68</sup> Le public est informé de la maladie de Reagan en novembre 1994 (Belenky, 1999, p. 153 ; Kaufman, 2012, p. 483-484 ; Updegrove, 2018, p. 197-198). Il est décédé en juin 2004 à l'âge de 93 ans.

<sup>69</sup> H. W. Bush et sa femme Barbara soutiennent aussi certaines associations caritatives américaines en levant des fonds et en donnant eux-mêmes ou encore en siégeant au conseil d'administration. Le M. D. Anderson Cancer Center à Houston au Texas et la clinique Mayo à Rochester au Minnesota sont leurs organisations préférées (Kaufman, 2012, p. 494-495 ; Updegrove, 2018, p. 219).

En janvier 2005, le président George W. Bush demande à ses deux prédécesseurs, son père et Bill Clinton, de voyager en Asie du Sud-Est et d'amasser des fonds pour venir en aide aux victimes du Tsunami du 26 décembre 2004 qui a dévasté les côtes de l'Indonésie, du Sri Lanka et de la Thaïlande. Ce partenariat bipartisan en surprend plusieurs, mais les deux anciens adversaires de l'élection présidentielle de 1992 mettent leurs différents politiques de côté pour s'atteler à la tâche. Ils font le tour de la région pour s'enquérir des besoins des gouvernements et pour solliciter des fonds aux États-Unis, ils créent la fondation *Bush-Clinton Tsunami Relief Fund*. Ils apparaissent plusieurs fois à la télévision, participent à un tournoi de golf caritatif en Floride et assurent une présence remarquée au *Super Bowl*. Plus d'un milliard de dollars sont distribués à différents organismes de secours (Benardo et Weiss, 2009, p. 257-259 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 491-494 ; Kaufman, 2012, p. 495-496 ; Morgan, 2012, p. 27 ; Updegrove, 2018, p. 234-235)<sup>70</sup>.

L'ancien président H. W. Bush est quelquefois invité à donner son avis sur la politique étrangère, surtout après que son fils soit devenu le 43<sup>e</sup> président des États-Unis. En accord avec sa philosophie de la post-présidence et comme il l'a démontré avec Bill Clinton, il évite toute critique envers ses successeurs. Les chercheurs s'entendent pour dire que Bush père s'opposait à l'invasion de l'Irak (2002), tout comme son ancien conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft, ce dernier s'exprimant ouvertement dans les médias, tandis que les critiques de Bush sont demeurées indirectes en public. (Kaufman, 2012, p. 502-503 ; Morgan, 2012, p. 24 ; Skidmore, 2004, p. 7 ; Updegrove, 2018, p. 230-232 ; Wice, 2009, p. 181). H. W. Bush préfère faire le bilan de sa propre politique étrangère. Ainsi, il écrit le livre *A World Transformed* (1998), en collaboration avec Brent Scowcroft. Ils reviennent sur les événements marquants de cette période, notamment la guerre du Golfe et la décision de ne pas envahir l'Irak, les événements de la place Tiananmen et la réunification de l'Allemagne (Kaufman, 2012, p. 502 ; Updegrove, 2018, p. 220). Si le rôle de consultant est effacé dans le secteur public, il en va autrement dans le secteur privé où H. W. Bush est rémunéré pour occuper le rôle de conseiller principal pour l'Asie pour la société d'investissement *Carlyle Group*. Il voyage fréquemment en Chine, en Arabie Saoudite et dans le

---

<sup>70</sup> Le succès est tel que le président Bush les sollicite de nouveau pour une autre catastrophe naturelle : l'ouragan Katrina (et aussi l'ouragan Rita un mois plus tard) qui frappe durement les côtes de la Nouvelle-Orléans et du Mississippi en août 2005. Venant à la rescousse d'un président critiqué pour sa lenteur de réaction, le duo met en place le fond *Bush-Clinton Katrina Fund* et amasse les dons à l'aide d'un site Web. L'argent recueilli est distribué aux collèges et universités de la côte du Golfe, aux églises et aux gouvernements des États touchés (Benardo et Weiss, 2009, p. 258-259 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 497-499 ; Kaufman, 2012, p. 496 ; Updegrove, 2018, p. 237). Ils récidivent en 2008 lors de l'ouragan Ike qui dévaste Galveston au Texas (*George H.W. Bush Library Center*, s. d.).

Golfe persique afin de susciter les investissements (Anderson, 2010, p. 70 ; Kaufman, 2012, p. 497).

George H. W. Bush a quelquefois occupé le rôle de représentant officiel à l'étranger. En 2001, il représente le président George W. Bush à un service commémoratif à Londres, en hommage aux Britanniques décédés lors des attentats du 11 septembre 2001 (Skidmore, 2004, p. 7). En avril 2005, le président W. Bush invite Bush père et Clinton à faire partie de la délégation américaine aux funérailles du pape Jean-Paul II à Rome (Updegrove, 2018, p. 235 ; Winger et Jain, 2016, p. 53). Pareillement en 2007, Bush et Clinton assistent aux funérailles de l'ancien président russe Boris Yeltsin à Moscou (Morgan, 2012, p. 28-29).

### *William Jefferson Clinton*

En affaires étrangères, la post-présidence de Bill Clinton suit le modèle de celle de Jimmy Carter (Anderson, 2010, p. 72 ; Benardo et Weiss, 2009, p. 276-277 ; Kaufman, 2012, p. 486 ; Maney, 2016, p. 265 ; Morgan, 2012, p. 27 ; Remnick, 2006 ; Takiff, 2010, p. 403 ; Updegrove, 2018, p. 246). La fréquence de ses activités en politiques étrangères est élevée et il occupe les rôles de diplomate privé, représentant officiel, philanthrope ou critique/supporteur public (Winger et Jain, 2016, p. 25 et 53-54).

Comme diplomate privé, Clinton est loin d'atteindre la fréquence des interventions de Carter, mais sa médiation en Corée du Nord en 2009 a été décisive et a fait les manchettes des médias. En mars 2009, deux journalistes américaines (Laura Ling et Euna Lee) qui travaillaient sur un documentaire sont arrêtées par le gouvernement nord-coréen le long de la frontière avec la Chine. Elles sont condamnées à douze ans de prison pour avoir pénétré illégalement en Corée du Nord. L'administration Obama demande la libération des deux journalistes, mais les voies diplomatiques normales sont bloquées en raison des tensions provoquées par les essais de missiles à courte portée et d'armes nucléaires effectués en mai 2009. L'idée d'envoyer un négociateur à Pyongyang est proposée par Hillary Clinton, alors secrétaire d'État sous Obama et le nom de l'ancien vice-président Al Gore est suggéré. Mais les responsables nord-coréens font savoir qu'ils souhaitent un interlocuteur de la stature de Bill Clinton. En juillet, le conseiller à la sécurité nationale, James L. Jones, demande à Clinton de se rendre en Corée du Nord. L'administration Obama prend soin de préciser qu'il ne s'agit pas d'un engagement officiel et que le voyage de Clinton est une mission privée. Voyageant avec un Boeing 737 de classe affaires fourni par le riche producteur

hollywoodien Steve Bing et comme simple citoyen, Bill Clinton rencontre Kim Jung Il et obtient la libération des journalistes (Gibbs et Duffy, 2012, p. 517 ; Kaufman, 2012, p. 522 ; Kessler, 2009 ; Takiff, 2010, p. 423-424 ; Winger et Jain, 2016, p. 54). À son retour, il rencontre Obama pour partager son point de vue sur le dirigeant nord-coréen. Ce succès est souligné par la presse écrite et les réseaux de télévision. Lorsque CNN l'interroge sur sa mission et ne voulant pas outrepasser son rôle à la manière de Carter, il prend soin de préciser qu'il n'a pas d'autorité décisionnelle et que le président Obama effectue un très bon travail (Gibbs et Duffy, 2012, p. 518).

Bill Clinton occupe aussi quelquefois le rôle de représentant officiel à l'étranger, comme vu plus tôt lors des funérailles de Jean-Paul II à Rome et de celles de Boris Yeltsin à Moscou<sup>71</sup>. Aussi, en mai 2009, il est nommé envoyé spécial de l'ONU pour Haïti afin d'aider le gouvernement haïtien à reconstruire le pays affecté par des difficultés économiques et sociales, après les ouragans de 2008 (Takiff, 2010, p. 426 ; Winger et Jain, 2016, p. 54).

Globe-trotteur à la manière de Carter, Clinton s'engage dans diverses activités philanthropiques internationales en faveur des causes qu'il souhaite appuyer. Son implication est grande et il utilise sa notoriété et son vaste réseau de contacts mondiaux pour solliciter des fonds et financer l'effort humanitaire. Il réussit mieux que Carter à tirer profit de sa notoriété pour amasser plus d'argent, créer plus de partenariats et innover dans les façons de faire (Takiff, 2010, p. 410). Dès le début de sa post-présidence en 2001, Clinton crée la fondation *William J. Clinton Foundation* (renommée plus tard la *Bill, Hillary and Chelsea Clinton Foundation* ou en abrégé *Clinton Foundation*) aux fins de son centre présidentiel érigé à Little Rock en Arkansas (*Clinton Presidential Center*). La même année, il élargit l'objectif de la fondation pour y inclure l'engagement humanitaire à l'étranger<sup>72</sup> tout en restant vague sur la mission de l'organisation, qui est non gouvernementale et à but non lucratif.

En avril 2001, Clinton visite l'État du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, où un tremblement de terre a tué environ 20 000 personnes en janvier. Il devient président d'une fondation dédiée à l'aide d'urgence (*America India Foundation*) et contribue à amasser des fonds, principalement auprès des

---

<sup>71</sup> À l'occasion des funérailles de Boris Yeltsin, Bill Clinton écrit un article élogieux sur celui-ci dans le *New York Times* et rappelle les enjeux sur lesquels ils ont travaillé ensemble (Clinton, 2007).

<sup>72</sup> Clinton a concentré ses énergies sur les causes humanitaires à l'étranger à l'exception de l'initiative sur l'obésité des enfants aux États-Unis (*Alliance for a Healthier Generation*) (Benardo et Weiss, 2009, p. 271 ; Felsenthal, 2008, p. 267). Aussi, durant la pandémie de COVID-19, sa fondation a fourni plusieurs repas aux familles du centre de l'Arkansas (Nagourney et Baker, 2020).

communautés indiennes des États-Unis. Selon plusieurs chercheurs, cette première activité caritative est le catalyseur de son action comme philanthrope (Felsenthal, 2008, p. 51 ; Kaufman, 2012, p. 519 ; Remnick, 2006 ; Updegrave, 2018, p. 260). La lutte contre l'épidémie de VIH/Sida est la première cause défendue par la fondation Clinton. Lorsqu'il était président, son administration n'avait pas fait grand-chose pour combattre la propagation de la maladie dans les pays en voie de développement, ce qu'il reconnaît lorsqu'interrogé sur le sujet (Benardo et Weiss, 2009, p. 280-281 ; Felsenthal, 2008, p. 85 ; Remnick, 2006). En juin 2001, il publie un article dans le Washington Post pour encourager les Américains à soutenir le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui demande aux Nations unies de s'engager financièrement dans la lutte contre le sida (Clinton, 2001a). En août 2001, il organise un événement de collecte de fonds à New York qui rallie le gratin new-yorkais. En juillet 2002, il co-préside avec Nelson Mandela la XIVe Conférence internationale sur le sida à Barcelone en Espagne. Mandela demande à Clinton d'user de son influence et de consacrer du temps pour aider à fournir des traitements médicaux dans les régions les plus touchées du globe : Afrique, Asie et Caraïbes (Benardo et Weiss, 2009, p. 278 ; Kaufman, 2012, p. 520 ; Remnick, 2006 ; Updegrave, 2018, p. 261). Il met en place la *Clinton HIV/AIDS Initiative* à même sa fondation et fait pression sur les chefs d'État pour qu'ils donnent des fonds et sur les compagnies pharmaceutiques afin qu'elles réduisent le prix des médicaments. La fondation instaure des centres de traitement et de distribution avec le concours des Nations unies, des dirigeants d'une vingtaine de pays en Afrique, Asie et Caraïbes et des organisations non gouvernementales telles que la Fondation Bill et Melinda Gates ((Benardo et Weiss, 2009, p. 278-279 ; Clinton, 2002 ; Felsenthal, 2008, p. 87 ; Remnick, 2006 ; Updegrave, 2018, p. 264). Son implication au Rwanda est perçue comme une manière de racheter la plus grande erreur commise par son administration, soit son incapacité à intervenir dans le génocide rwandais de 1994 (Benardo et Weiss, 2009, p. 281 ; Remnick, 2006). Clinton rappelle lui-même les événements de 1994 dans un article de journal où il présente la lutte contre le sida comme une façon cette fois-ci d'intervenir (Clinton, 2004). Durant une dizaine d'années, Clinton effectue plusieurs voyages à l'étranger pour cette cause, comme en 2006, où il effectue une tournée de sept pays d'Afrique (son cinquième voyage en Afrique depuis 2001) pour soutenir les programmes en cours (Remnick, 2006). En 2010, la *Clinton HIV/AIDS Initiative* devient une entité indépendante : la *Clinton Health Access Initiative*, laquelle applique le même modèle d'aide à d'autres maladies comme la malaria (Kaufman, 2012, p. 520 ; Press Release, 2008). Aujourd'hui, elle opère dans 38 pays en développement et plus de

70 pays peuvent accéder aux réductions de prix, aux vaccins et aux dispositifs médicaux (*Clinton Health Access Initiative*, s. d.).

En 2005, à la demande du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, Clinton devient envoyé spécial de l'ONU à la tête des efforts de secours à la suite du tsunami de décembre 2004 dans l'océan Indien mentionné ci-haut. Il occupe ce poste jusqu'à la fin de 2006 (Benardo et Weiss, 2009, p. 258 ; Clinton, 2006 ; Morgan, 2012, p. 27). En 2005 aussi, avec l'objectif d'étendre l'action philanthropique de sa fondation à d'autres problèmes mondiaux, il fonde la *Clinton Global Initiative* (CGI), une conférence annuelle à la manière de la Conférence de Davos du Forum économique mondial (FEM). La mission est ambitieuse : mettre en œuvre des projets spécifiques aux résultats mesurables pour résoudre les défis mondiaux les plus urgents dans le domaine des changements climatiques, de la santé mondiale et de la réduction de la pauvreté. La conférence se tient annuellement en septembre à New York<sup>73</sup> et réunit à la fois des leaders politiques et des cadres supérieurs d'entreprise, des représentants d'agences humanitaires et d'organismes de bienfaisance et même des célébrités (médias, divertissement et sports) (Benardo et Weiss, 2009, p. 281-283 ; Felsenthal, 2008, p. 154-159 ; Kaufman, 2012, p. 520 ; Maney, 2016, p. 265 ; Takiff, 2010, p. 409 ; Updegrave, 2018, p. 265-266). Lors de la conférence de 2022, Clinton interviewe le président ukrainien Volodymyr Zelensky par vidéoconférence. Celui-ci réclame l'aide des pays alliés pour contrer l'invasion de son pays par la Russie, une démarche que partage Clinton. (Toosi et Heath, 2022). La dernière conférence a eu lieu les 23 et 24 septembre 2024. Comme chaque année<sup>74</sup>, Clinton, le fondateur et président du conseil d'administration, est présent à la conférence. Depuis 2005, les participants ont consacré temps et argent à près de 4000 projets dans plus de 180 pays (*Clinton Global Initiative September 2023 Meeting*, s. d.). Clinton est aussi un membre actif du Club de Madrid, l'organisation internationale vouée à la défense de la démocratie mentionnée plus haut.

En 2010, Clinton renoue avec l'action humanitaire dans le contexte de catastrophe naturelle. Cette fois-ci, c'est le président Barack Obama qui nomme les anciens présidents George W. Bush et Bill

---

<sup>73</sup> La date de l'événement est coordonnée avec l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui favorise la participation des dirigeants d'État qui font le déplacement à New York (Benardo et Weiss, 2009, p. 282 ; Felsenthal, 2008, p. 156 ; Takiff, 2010, p. 409).

<sup>74</sup> CGI a fait une pause entre 2016 et 2022 alors qu'Hillary Clinton se présentait à la présidence et pour faire taire les critiques qui y voyaient un conflit d'intérêts pour l'ancienne secrétaire d'État si elle accédait à la Maison-Blanche (Toosi et Heath, 2022).

Clinton à la tête des efforts de secours en Haïti, aux prises avec les séquelles d'un important tremblement de terre (Gibbs et Duffy, 2012, p. 499-500 ; Winger et Jain, 2016, p. 23).

Ancien président démocrate très populaire auprès de son parti et convoité par les médias pour ses opinions, Clinton agit périodiquement comme critique ou supporteur des politiques étrangères de ses successeurs. Il fait preuve de retenue dans ses critiques à l'égard de ceux-ci et elles sont rarement personnelles (Felsenthal, 2008, p. 146 ; Maney, 2016, p. 265 ; Remnick, 2006 ; Updegrove, 2018, p. 258 ; Wice, 2009, p. 188). Cette attitude demande une certaine discipline, car s'il désire rester au-dessus de la mêlée, ne voulant pas occuper le rôle de chef de l'opposition, il est au besoin combatif pour défendre sa femme sénatrice au Congrès, secrétaire d'État ou lorsqu'elle convoite le plus haut poste de l'exécutif. Certains démocrates lui reprochent même d'être trop respectueux envers le président Bush (Felsenthal, 2008, p. 147 ; Remnick, 2006). Durant la période qui a précédé l'invasion de l'Irak, à la fin de 2002 et au début de 2003, Clinton partage la conviction de l'administration Bush selon laquelle le régime de Saddam Hussein détient des armes de destruction massive, mais appelle à la prudence quant à une intervention armée. En mars 2003, il appuie Tony Blair qui tente de convaincre le parlement britannique d'appuyer l'utilisation de la force en Irak dans un éditorial (Clinton, 2003b) et soutient la décision de George W. Bush d'envahir l'Irak. En 2004, il continue de défendre Bush qui justifie l'invasion de l'Irak par la présence d'armes de destruction massive, motif mis en doute par la gauche de son parti. En 2005 cependant, il déclare que la guerre en Irak est une erreur et plus tard en 2007, il affirme qu'il y était opposé depuis le début (Benardo et Weiss, 2009, p. 122 ; Maney, 2016, p. 266-268 ; Updegrove, 2018, p. 259 ; Winger et Jain, 2016, p. 53). Au début des primaires de la campagne présidentielle de 2008 où Hillary Clinton est candidate à l'investiture, Bill Clinton critique la rhétorique de son adversaire Barack Obama sur la guerre en Irak qu'il qualifie de récit trop romancé (*Fairy Tale*) (Felsenthal, 2008, p. 247 ; Maney, 2016, p. 269). Une fois Obama élu, Bill Clinton appuie la politique étrangère de son administration, d'autant plus qu'Hillary en est la Secrétaire d'État. À titre d'exemple, en 2010, dans un article soulignant le 15<sup>e</sup> anniversaire de la mort de l'ancien premier ministre d'Israël Yitzhak Rabin, il exprime sa confiance dans l'approche de paix du président au Moyen-Orient (Clinton, 2010).

### *George W. Bush*

Après un mandat marqué par la lutte contre le terrorisme en raison des attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak, George W. Bush, quitte la présidence sous le discrédit, avec un taux d'approbation de seulement 34% en janvier 2009 (Presidential Job Approval Center, s. d.). Ayant dévalorisé l'engagement multilatéral en politique étrangère avec des guerres impopulaires en Afghanistan et en Irak, son influence post-présidentielle est mise à mal sur la scène internationale (Benardo et Weiss, 2009, p. 22 et 290). W. Bush poursuit néanmoins la veine humanitaire du rôle post-présidentiel. En 2009, il lance le *George W. Bush Policy Institute*, une fondation caritative rattachée à sa bibliothèque présidentielle qui s'intéresse entre autres à des sujets mondiaux comme la santé et la protection des droits des femmes (Baker, 2013c ; Morgan, 2012, p. 28)<sup>75</sup>. Plus particulièrement, la campagne Ruban Rose/Ruban Rouge (*Pink Ribbon/Red Ribbon*), en partenariat avec le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida<sup>76</sup>, a établi des programmes pour lutter à la fois contre le sida et le cancer du col de l'utérus en Zambie, au Botswana et en Tanzanie. En juillet 2012, George W. et Laura Bush voyagent en Zambie et au Botswana pour la promotion du programme. (Africa 2012, s. d. ; Winger et Jain, 2016, p. 54). W. Bush effectue peu de voyages à l'étranger et ses représentations pour ses œuvres philanthropiques ont surtout lieu au Texas où il s'est établi après ses deux mandats à la Maison-Blanche. D'autres occasions de voyages surviennent lorsqu'il coordonne les efforts de l'aide américaine en Haïti avec Bill Clinton, à la suite du tremblement de terre de 2010 cité plus haut.

### *Barack Obama*

Jusqu'à présent, la post-présidence de Barack Obama n'a pas fait preuve d'implication soutenue dans les affaires étrangères à la manière de Carter ou de Clinton. Obama est certes un globe-trotteur, mais c'est surtout pour répondre aux nombreuses sollicitations à donner des conférences partout dans le monde et pour des rencontres en privé avec des chefs d'État. Trois rôles émergent de sa jeune post-présidence : consultant en politique étrangère, philanthrope et critique/supporteur public.

---

<sup>75</sup> Les activités philanthropiques de l'institut se penchent surtout sur des questions de politique intérieure comme l'éducation, la croissance économique, l'immigration, la liberté et la démocratie et l'aide aux vétérans. Cette dernière cause est d'intérêt particulier pour W. Bush qui organise chaque année une randonnée à vélo à travers le désert du Texas (de 2001 à 2016) pour les militaires blessés (*Wounded Warriors*) et aussi un tournoi de golf caritatif annuel (Baker, 2013c ; Follow live, 2016).

<sup>76</sup> *President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR), promulgué par son administration en 2003, PEPFAR s'est poursuivi sous Barack Obama et a été renouvelé aux cinq ans depuis. Remis en cause par certains républicains en mars 2024, il est toutefois autorisé pour une année supplémentaire dans le budget de l'État fédéral (Firestone, 2024).

Soucieux des changements climatiques, Obama est présent à la conférence des parties de l'Organisation des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) de Glasgow au Royaume-Uni, qui a lieu du 31 octobre au 13 novembre 2021. À cette occasion, Obama présente une vidéo sur les progrès réalisés en matière de changement climatique au cours de son mandat et sur les défis et opportunités à venir. Il participe aussi à une table ronde avec de jeunes dirigeants sur la façon dont leur génération mène la lutte contre les changements climatiques (Dovere, 2022 ; *President Obama Reflects on Climate Progress Before Heading to COP26 in Glasgow, Announces Upcoming Climate Event*, s. d.). Préoccupé tout autant par les menaces à la démocratie aux États-Unis et dans le monde, Obama participe en juin 2022 au Sommet sur la démocratie de Copenhague, un événement annuel dédié au renforcement de la démocratie dans le monde<sup>77</sup>. Il prononce le discours de clôture du sommet le 10 juin lors d'une session intitulée « l'organisation démocratique à l'ère numérique » (*President Obama to Close the 2022 Copenhagen Democracy Summit on "Democratic Organizing in the Digital Age"*, 2022 ; *Strengthening Democracy in the Digital Age*, 2022).

La Fondation Obama (*Obama Foundation*) est une organisation à but non lucratif lancée en 2017 et établie à Chicago. En plus de veiller à la création de son centre présidentiel, la Fondation offre différents programmes à l'étranger et aux États-Unis. Ayant déjà mentionné son intérêt à former les leaders politiques de demain, il lance le *Obama Foundation Leaders*, un programme de développement pratique pour les jeunes dirigeants de sociétés publiques ou privées ou d'organisations communautaires. Ce dernier a tout d'abord été lancé en Afrique en 2018 et étendu à la région Asie-Pacifique en 2019 et en Europe en 2020. En juillet 2023, Obama annonce qu'une première cohorte d'une centaine de jeunes Américains fait partie de la sélection du nouveau volet *Leaders USA*. La Fondation offre aussi des bourses à une trentaine de jeunes pour leur permettre de suivre une formation plus poussée à l'Université Columbia (New York) ou à l'Université de Chicago. Les anciens élèves forment un réseau de près de 1000 jeunes, généralement âgés de 24 à 45 ans, qui opèrent en Afrique, en Asie-Pacifique et en Europe. (Dovere, 2022 ; *Obama Foundation Leaders*, s. d.). Dans la foulée du Sommet sur la démocratie de Copenhague et jugeant que la démocratie est en péril sous l'administration Trump, Obama lance un événement annuel sur la

---

<sup>77</sup> Le sommet (*Copenhagen Democracy Summit*) est organisé par la Fondation Alliance des Démocraties, une organisation à but non lucratif fondée en 2017 par Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien Premier ministre du Danemark (*Copenhagen Democracy Summit 2022*, s. d.).

démocratie aux États-Unis et dans le monde (*Democracy Forum*) à même la Fondation Obama. Lors du tout premier forum, qui a lieu à New York le 17 novembre 2022, Obama prononce un discours sur la manière de préserver et renforcer la démocratie dans le monde. Un an plus tard, le 3 novembre 2023 à Chicago, le colloque aborde entre autres les innovations technologiques et leurs conséquences sur la démocratie et la lutte contre la désinformation (*The Obama Foundation Democracy Forum*, s. d.). La Fondation soutient aussi les organisations communautaires à travers le monde qui lancent des projets pour éliminer les obstacles à l'éducation des adolescentes. Lancée par Michelle Obama, la *Girls Opportunity Alliance* a soutenu des projets dans une vingtaine de pays et aussi aux États-Unis, en particulier à Chicago (*Girls Opportunity Alliance*, s. d.)<sup>78</sup>.

Même si Obama honore la tradition des anciens présidents de s'abstenir de toute critique envers ses successeurs, il ne peut s'empêcher de contester certaines politiques en affaires étrangères du président Donald Trump, surtout celles qui éradiquent les réalisations de son administration. En juin 2017, Trump annonce l'intention des États-Unis de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, un traité international adopté en 2015. Obama se joint aux nombreuses réprobations venant de pays signataires et de l'intérieur des États-Unis. Il affirme que les pays qui resteront dans l'accord recevront les dividendes créés par les nouveaux emplois et les industries des énergies renouvelables<sup>79</sup> (David et Vallet, 2020, p. 84-85 ; Shear, 2017). Un autre retrait de traité international critiqué ouvertement par Obama est celui de l'accord nucléaire avec l'Iran. Signé en juillet 2015 par l'Iran et plusieurs puissances mondiales, dont les États-Unis, l'Iran avait accepté de démanteler son programme nucléaire en échange de réduction des sanctions économiques. En 2018, Trump retire les États-Unis de l'accord arguant qu'il ne réduit ni le nombre ni la portée des missiles iraniens. Soulignant que c'est un accord qui fonctionne et un modèle de diplomatie qui pourrait être appliqué en Corée du Nord, Obama déclare que cette décision est une erreur qui va miner la crédibilité des États-Unis envers ses alliés (David, 2020, p. 55 ; Robinson, 2023 ; The New York Times, 2018). En revanche, Obama ne fait pas de commentaires publics sur l'abandon en janvier 2017 du Partenariat Trans-Pacifique et sur le retrait en février 2019 du traité sur les

---

<sup>78</sup> Les activités philanthropiques de la Fondation Obama incluent aussi des programmes nationaux comme le *My Brother's Keeper Alliance*, qui poursuit une politique mise en place par son administration en février 2014, à la suite de la polémique entourant la mort par balle de l'adolescent Afro-américain Trayvon Martin. Le programme vise à combler les lacunes en matière d'opportunités d'éducation et d'emploi auxquelles font face les garçons et les jeunes hommes de couleur (*My Brother's Keeper Alliance*, s. d.).

<sup>79</sup> Le 20 janvier 2021, premier jour de son mandat comme président, Joe Biden signe un décret pour réengager les États-Unis à l'accord de Paris. Un mois plus tard, les États-Unis sont officiellement réadmis dans l'accord international (Peltier et Sengupta, 2021).

forces nucléaires intermédiaires en Europe (FNI). Depuis l'élection du président démocrate Joe Biden, Obama ne s'est pas beaucoup exprimé sur les affaires étrangères, mis à part dans des circonstances exceptionnelles, telles que l'invasion russe en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022, ou encore l'attaque du Hamas sur Israël du 7 octobre 2023, qui a entraîné une riposte israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza<sup>80</sup>. Dans le cas de la guerre en Ukraine, Obama publie une déclaration sur le réseau social *Twitter* (devenu *X* en juillet 2023) dès le 25 février, condamnant une invasion en violation du droit international et soutenant le président Biden pour l'imposition de sanctions économiques sévères (Sekki, 2022). Il réagit aussi à la guerre entre Israël et le Hamas. Le 9 octobre 2023, Obama condamne l'attaque terroriste et déclare son appui à Israël, rejoignant ainsi la position du président Biden et de son administration. S'exprimant auprès du quotidien israélien *Haaretz*, il se dit aussi en faveur d'une paix durable entre les Israéliens et les Palestiniens (Jacob, 2023). Le 24 octobre, Obama publie une déclaration sur le site internet *Medium* demandant à Israël de ne pas ignorer les coûts humains de la guerre contre le Hamas, au risque d'un durcissement des positions des Palestiniens et d'un affaiblissement du soutien international (Giordano, 2023). Dans le balado *Pod Save America*, diffusé sur les principales plateformes d'écoute en ligne au début novembre, Obama offre une réflexion sur le conflit alors que l'armée israélienne concentre ses attaques dans la ville de Gaza et la partie nord de l'enclave. Il mentionne que pour régler les hostilités, il faut tout d'abord reconnaître la complexité de la situation et que toutes les parties prenantes sont complices à un certain degré. Il lance un appel au dialogue, condamnant les discours activistes sur les médias sociaux<sup>81</sup> (Alafriz, 2023 ; Graef, 2023 ; Lerer, 2023).

### *Donald J. Trump*

Défait à sa réélection en 2020 par l'actuel président Joe Biden, le républicain Donald Trump est le seul président dans toute l'histoire de la république à ne pas avoir accepté sa défaite. Faisant obstacle à la transition pacifique du pouvoir, il fait l'objet d'une procédure de destitution en février 2020 pour avoir incité ses partisans à prendre l'assaut du Capitole, ce qui provoqua l'émeute du 6 janvier 2021. C'est la deuxième procédure de destitution qu'il subit, la première mise en accusation

---

<sup>80</sup> Le groupe terroriste Hamas a tué 1 200 Israéliens et pris plus de 200 otages lors de cette attaque.

<sup>81</sup> En plus, Obama évoque ses années comme président et se demande ce qu'il aurait pu faire de plus pour régler le conflit israélo-palestinien. L'administration Obama a échoué sur cet enjeu de politique étrangère. Elle n'a pas réussi à s'entendre avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ce dernier refusant d'obtempérer à l'exigence de suspendre la colonisation juive comme préalable à la reprise des négociations (Lerer, 2023).

ayant eu lieu en décembre 2019 pour abus de pouvoir dans une affaire impliquant le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Dans les deux cas, Trump a été acquitté par le Sénat<sup>82</sup>. Depuis qu'il a rejoint la cohorte des anciens présidents le 20 janvier 2021, Trump concentre toutes ses énergies à la reprise du pouvoir à tout prix tout en continuant de proclamer que l'élection lui a été volée. La politique étrangère de l'administration Trump (2016-2020) a été en rupture avec la position traditionnelle du Parti républicain. Trump méprise le multilatéralisme et les institutions internationales et il choisit l'affrontement plutôt que la coopération avec les pays alliés. Il adopte un protectionnisme commercial et il désengage les États-Unis de nombreux accords internationaux. De plus, il vise constamment un gain électoral dans ses décisions de politique internationale, celles-ci devenant une tribune pour servir ses intérêts personnels (David, 2020, p. 22, 33 et 63 ; Prémont, 2021, p. 15-16). À partir de ses quartiers généraux établis à sa résidence de Mar-a-Lago à Palm Beach en Floride, ou de son gratte-ciel à New York, l'ancien président critique les politiques étrangères de son successeur ou réagit à l'actualité internationale en continuité avec ses anciennes politiques (et quelquefois en contradiction). L'implication en affaires étrangères pour l'ex-président Trump se résume au rôle de critique/supporteur public.

Alors que le président Vladimir Poutine s'apprête à envahir l'Ukraine en février 2022 et que le président Biden annonce des sanctions contre la Russie en représailles, Trump fait l'éloge de l'adversaire étranger, qualifiant Poutine de génie très avisé. Avec une confrontation géopolitique qui s'amorce entre les États-Unis et la Russie, la déclaration de Trump est inaccoutumée pour un ancien président, en rupture avec tous ses prédécesseurs (Epstein, 2022). Alors que la guerre entre l'Ukraine et la Russie, qui a commencé le 24 février 2022, se prolonge toujours, Trump remet en question l'aide américaine à l'Ukraine et est ambivalent sur la dernière enveloppe de 60 milliards de dollars approuvée par le Congrès le 20 avril 2024. Il affirme à plusieurs reprises que cette guerre n'aurait pas eu lieu s'il était président à la place de Biden et qu'il y mettrait fin rapidement s'il gagnait en novembre (Weisman et Gold, 2024). Le 10 septembre, à l'occasion du débat présidentiel télévisé l'opposant à la candidate démocrate Kamala Harris, il refuse de répondre à la question à savoir s'il souhaite que l'Ukraine gagne la guerre et si cela est dans l'intérêt des États-Unis (Pannett *et al.*, 2024). À l'automne, il continue ses critiques à l'endroit de l'administration Biden qui

---

<sup>82</sup> Auparavant, seuls les présidents Andrew Johnson (1865-1869) et Bill Clinton avaient été mis en accusation par la Chambre des représentants et acquittés par le Sénat. Richard Nixon (1969-1974) avait démissionné avant le vote à la Chambre.

alimente l'Ukraine en munitions et envers le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui refuse de négocier une entente (LeVine et Birnbaum, 2024). À la fin septembre, Zelensky est en sol américain pour assister à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Avec les divisions partisans au sujet de la guerre, Zelensky prend soin de rencontrer le candidat républicain Trump le 27 septembre, quelques jours après avoir eu des entretiens privés avec le président Biden et la candidate démocrate à l'élection présidentielle Kamala Harris<sup>83</sup>. Trump déclare pouvoir conclure un accord rapidement s'il gagne l'élection en novembre, tout en vantant ses bonnes relations avec le président ukrainien et le président russe (LeVine *et al.*, 2024a).

Dans le contexte des discussions au Congrès sur l'enveloppe de 60 milliards d'aide additionnelle à l'Ukraine mentionnée ci-haut et profitant de la campagne à l'investiture républicaine qui est à ses débuts, l'ancien président réitère une menace qu'il avait faite comme président envers les pays alliés des États-Unis et membres de l'OTAN. Le 10 février 2024, lors d'un rassemblement électoral à Conway en Caroline du Sud, il déclare qu'il ne protégerait pas les pays qui ne financent pas suffisamment l'Organisation<sup>84</sup> contre une attaque éventuelle de la Russie et qu'il la laisserait faire ce qu'elle veut (Gold, 2024a). Devant l'inquiétude exprimée par les Européens à la suite de sa déclaration, il adoucit son propos dans un entretien télévisé diffusé sur *GB News* le 19 mars. Il réaffirme son engagement envers l'alliance transatlantique, mais il avertit les nations européennes de ne pas « profiter » du soutien américain (McDonald, 2024).

Ayant mené une guerre commerciale avec la Chine en lui imposant des tarifs douaniers dans le but de réduire le déficit commercial quand il était président, Trump annonce en février 2024 qu'il imposera à la Chine des droits d'importation encore plus élevés s'il est réélu président. Même si auparavant il faisait l'éloge du président Xi Jinping, il critique la Chine pendant la présente campagne électorale et promet une position plus ferme que l'administration Biden (Stein, 2024). Le 4 février 2024, à l'émission *Sunday Morning Futures* sur *Fox News*, il suggère que le Parti communiste chinois orchestre l'immigration illégale aux États-Unis et que la Chine va tenter de s'immiscer dans l'élection présidentielle (Astor, 2024a). En revanche, il reste ambigu sur d'autres

---

<sup>83</sup> C'est leur première rencontre depuis 2019. Le 19 juillet 2024, le président ukrainien Zelensky avait appelé Trump pour le féliciter de son investiture comme candidat, officialisée la veille à la convention nationale républicaine. Trump avait alors promis à Zelensky de mettre fin au conflit si jamais il retrouvait son poste à la Maison-Blanche (Knowles et Morgunov, 2024).

<sup>84</sup> En 2006, les pays membres de l'OTAN avaient convenu que 2% du produit intérieur brut irait au financement de l'Alliance. Aujourd'hui, environ les deux tiers des 32 pays membres atteignent cette cible (McDonald, 2024).

enjeux à propos de la Chine, comme lors d'une interview télévisée avec Bret Baier sur *Fox News*, où il refuse de dire s'il viendrait à la défense de Taïwan si la Chine envahissait l'île sous sa direction ou encore s'il soutient l'indépendance de Taïwan<sup>85</sup> (Talcott et Chalfant, 2023). Dans un entretien avec *Bloomberg Businessweek* publié le 16 juillet 2024, Trump déclare que Taïwan devrait même payer les États-Unis pour sa défense (*Trump Suggests Taiwan Should Pay US for Protection*, 2024).

À l'inverse d'Obama qui appuie la politique du président Biden envers Israël, Trump ne rate aucune occasion de critiquer le président et de lui attribuer la responsabilité de la guerre. Le 7 octobre 2023, jour de l'attaque du mouvement palestinien Hamas sur Israël, sa première réaction est d'affirmer sur le réseau social *X* que des fonds alimentés par les payeurs de taxes américains et destinés à l'Iran auraient servi à financer l'attaque (il est reconnu que l'Iran soutient le Hamas)<sup>86</sup> (Fichera, 2023 ; *Liz Harrington sur X*, 2023). Deux jours plus tard lors d'un rassemblement de campagnes à Wolfeboro au New Hampshire, il promet de se tenir au côté d'Israël et de mettre en place une interdiction de voyager aux États-Unis pour les pays abritant des terroristes islamiques (Huynh, 2023). À un autre rassemblement électoral en Floride le 11 octobre, il déclare que l'attaque n'aurait pas eu lieu s'il était président. Il critique le premier ministre Benjamin Netanyahu et les services de renseignement israéliens qui n'ont rien vu venir et il rejette la faute sur l'administration Biden pour les attaques de l'organisation militante Hezbollah, soutenue par l'Iran, qui se déroulent à la frontière nord entre le Liban et Israël. Il qualifie même le Hezbollah de « très intelligent » (Agence France-Presse, 2023b ; Gold, 2023a). Le 29 octobre, lors d'une allocution à la Coalition juive républicaine à Las Vegas au Nevada, il vante son bilan en matière de défense d'Israël et répète que l'attaque ne se serait pas produite sous sa gouverne (Talcott, 2023). Durant les mois qui suivent, alors que l'administration Biden est de plus en plus critiquée par les électeurs américains de gauche et les musulmans, Trump est soit silencieux sur le conflit, évite de prendre position, ou reste ambigu quant à ce qu'il ferait pour régler le conflit. Il adapte sa position selon la tribune ou l'interlocuteur à qui il s'adresse. Par exemple, lors de sa rencontre du 26 juillet 2024 avec le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu dans la foulée de l'allocution de ce dernier aux Congrès des États-Unis deux jours plus tôt, il fait valoir sa bonne relation avec Netanyahu malgré ses critiques sur

---

<sup>85</sup> Les États-Unis ne reconnaissent pas actuellement l'indépendance de Taïwan.

<sup>86</sup> Il s'agit plutôt de bénéfiques pétroliers iraniens, auparavant gelés par les banques en Corée du Sud, transférés à l'Iran avec l'aide des États-Unis à des fins humanitaires (Fichera, 2023).

la gestion de la guerre à Gaza<sup>87</sup>. Il promet de faire tous les efforts pour la paix au Moyen-Orient (Meckler et Hendrix, 2024). L'annexe C présente les principales déclarations de Trump au sujet de ce conflit au Moyen-Orient durant la saison des primaires et la campagne présidentielle. À l'occasion de son discours de victoire aux primaires républicaines dans plusieurs États le 5 mars 2024 (le *Super Tuesday*), il reprend la même liste de reproches envers la politique étrangère de l'administration Biden. Il critique les politiques envers la Chine. Il répète que les crises de politique étrangère en Ukraine et à Gaza auraient été évitées s'il avait gagné en 2020. Il dénonce le manque de sécurité à la frontière qui entraîne une « invasion » de migrants. Il revient sur le retrait américain d'Afghanistan en août 2021 en se plaignant des équipements militaires laissés sur place. Il va même jusqu'à qualifier les États-Unis de « pays du tiers-monde » (Gold, 2024c). Il répète les mêmes arguments dans d'autres discours et interventions très médiatisés, notamment dans le débat présidentiel diffusé sur CNN qui l'oppose au candidat Biden le 27 juin, dans son discours d'acceptation comme candidat de son parti à la présidence lors de la convention nationale républicaine le 18 juillet, ainsi que dans le débat présidentiel diffusé par ABC News entre lui et la candidate Kamala Harris le 10 septembre. En bref, les pays étrangers cesseraient d'envoyer des indésirables aux États-Unis et, tout en vantant les années de paix relatives sous son administration, il mettrait fin à toutes les crises internationales que l'administration actuelle a créées et qu'aucune nation ne remettrait en question la puissance des États-Unis (Olorunnipa *et al.*, 2024 ; Rich et Erlanger, 2024 ; Trump, 2024b).

Le penchant de Trump envers les dirigeants de pays autoritaires, déjà reconnu quand il était président (Bender et Gold, 2023 ; David et Vallet, 2020, p. 91 ; Prémont, 2021, p. 8 ; Wright, 2019) se manifeste aussi durant sa post-présidence. Il tient une rhétorique autoritaire qui soulève des préoccupations et la possibilité d'un second mandat de revanche envers ses opposants inquiète les analystes de la politique américaine (Frum, 2024, p. 18-19)<sup>88</sup>. Le 11 novembre 2023 à l'occasion de la journée des anciens combattants, il tient un discours autocratique en qualifiant ses opposants politiques de « vermine » (Bender et Gold, 2023). Le 5 décembre 2023, lors d'un *Town Hall* à Davenport en Iowa diffusé sur Fox News, il mentionne au modérateur Sean Hannity qu'il ne serait

---

<sup>87</sup> Trump est en froid avec Netanyahu depuis qu'il a félicité Biden pour son élection en 2020, mais ils étaient de proches alliés durant la gouverne de Trump : l'ambassade américaine a été déplacée à Jérusalem et les accords d'Abraham ont été signés, normalisant les relations entre Israël et quatre États arabes (Les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc) (Meckler et Hendrix, 2024).

<sup>88</sup> La revue *The Atlantic* consacre l'entièreté de son numéro de janvier/février 2024 intitulé « *If Trump Wins* » à analyser ce que Trump pourrait faire s'il est réélu en novembre 2024.

dictateur que le premier jour de sa présidence, lorsqu'interrogé sur sa promesse d'utiliser le ministère de la Justice contre ses ennemis politiques (Gold, 2023b). Plusieurs propos tenus par Trump révèlent sa fascination pour le président russe Vladimir Poutine comme le démontrent ses commentaires sur l'invasion russe de l'Ukraine. Il se vante de sa relation privilégiée avec Poutine qui n'aurait jamais osé envahir l'Ukraine sous sa gouverne. De plus, il s'empresse de reprendre les déclarations de Poutine à son propre compte<sup>89</sup> ou de louer ses manœuvres politiques, comme lorsqu'il félicite Poutine pour avoir été un fin négociateur dans l'échange de prisonniers entre la Russie et les États-Unis du 3 août dernier qui a permis de libérer le journaliste du *Wall Street Journal*, emprisonné à Moscou depuis plus d'un an (Dawsey, 2024). Au lendemain de la victoire de Javier Milei le 19 novembre 2023 au deuxième tour de la présidentielle en Argentine, Trump félicite l' élu populiste d'extrême droite sur son réseau *Truth Social* (Deglise, 2023). En visite aux États-Unis le 8 mars 2024 et le 11 juillet à la fin du sommet de l'OTAN, le premier ministre hongrois Viktor Orban, un populiste qui souhaite la réélection de Trump, le rencontre à son club privé à Mar-a-Lago en Floride. Trump fait l'éloge de sa politique d'immigration stricte qui assure selon lui la sécurité de la Hongrie, une position ferme envers les migrants qu'il partage (Gold, 2024e). Orban déclare que l'ancien président serait prêt à négocier la paix en Ukraine s'il est réélu (Klimentov, 2024). Lors du débat présidentiel du 10 septembre, Harris le défie sur ses relations avec certains dirigeants autocratiques (Kim Jong Un, Viktor Orban, Vladimir Poutine, Xi Jinping). En réponse, Trump affirme qu'Orban est très respecté et se vante d'avoir son soutien (O'Brien et McCreesh, 2024 ; Pannett *et al.*, 2024).

Avec une élection qui s'annonce très serrée et la possibilité d'un second mandat de Trump, plusieurs dirigeants étrangers souhaitent le rencontrer à l'occasion de visites officielles aux États-Unis ou de sommet comme l'Assemblée générale des Nations Unies qui se déroule chaque année à la fin septembre. Les chefs d'États européens et du Golfe persique veulent ainsi amorcer les

---

<sup>89</sup> Par exemple, le 16 décembre 2023 à un rassemblement dans le cadre des primaires républicaines à Durham (New Hampshire), il cite Poutine qui aurait déclaré que les États-Unis ne sont pas un bon exemple de démocratie, faisant une analogie avec les inculpations pénales auxquelles il fait face, qui sont pour lui une persécution politique de son rival Joe Biden (Haberman et Gold, 2023). Il va même jusqu'à se comparer à Alekseï A. Navalny, un militant anticorruption et fervent opposant au président russe, prisonnier politique et mort en prison en février 2024. Lors d'un entretien avec Laura Ingraham en Caroline du Sud diffusé par Fox News, il suggère que ses difficultés juridiques sont équivalentes à celles de Navalny, accusant la gauche radicale, par ses décisions injustes, de détruire l'Amérique (Gold, 2024b ; Huynh, 2024a).

discussions sur les conflits actuels au cas où les républicains reviendraient au pouvoir (Stanley-Becker et Dawsey, 2024)<sup>90</sup>.

La lutte contre l'immigration irrégulière est le cheval de bataille de Trump qui ne manque pas de critiquer l'administration Biden à toutes les occasions et de continuer à démoniser les étrangers, comme il le faisait déjà lors de la campagne présidentielle de 2016. Il affirme fréquemment dans ses discours que les migrants sont des criminels ou des malades mentaux envoyés par les autres pays aux États-Unis et que ces derniers détruisent le pays ou encore, « empoisonnent le sang » des Américains (Picciotto, 2023). Il reprend cet argument lors des débats présidentiels du 27 juin et du 10 septembre mentionné plus haut. À d'autres occasions, il compare les migrants à Hannibal Lecter, le personnage du film de 1991 « Le silence des agneaux » (*The Silence of the Lambs*), un tueur en série cannibale, comme il le fait à l'occasion de son discours d'acceptation à la convention nationale du Parti républicain le 18 juillet au Wisconsin (LeVine et Morse, 2024). Les mensonges sur les immigrants (légaux ou non) qui entrent aux États-Unis se poursuivent tout le long de la campagne 2024. Certaines fausses rumeurs qu'il colporte comme celles à propos des immigrants haïtiens, prétendument mangeurs d'animaux domestiques, sèment même le chaos à Springfield en Ohio et sont dénoncées par les dirigeants haïtiens. Le président du Conseil de transition en Haïti, Edgard Leblanc Fils, en fait même mention à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre (Goldhamer et MacMillan, 2024 ; Weissenstein, 2024). En octobre, il va même jusqu'à suggérer que les immigrants illégaux qui commettent des meurtres ont de « mauvais gènes » (Svitek, 2024). Il décrit les migrants comme des envahisseurs et il promet des expulsions massives s'il est élu, comme il le répète à un rassemblement de fin de campagne au Madison Square Garden à New York qui fait grand bruit dans les médias (Goldmacher *et al.*, 2024a).

### 3.1.2 Facteurs explicatifs

Cette partie présente les principaux facteurs qui expliquent la transformation de la post-présidence depuis celle de Jimmy Carter dans le domaine des affaires étrangères.

---

<sup>90</sup> Par exemple, le 8 avril 2024, le ministre britannique des Affaires étrangères David Cameron se rend à Mar-a-Lago pour un entretien en privé avec Trump pour discuter de l'Ukraine et du conflit Israël-Gaza (Landler, 2024). Le 17 avril, le président polonais Andrzej Duda visite Trump à la *Trump Tower* à New York où il est question aussi de la guerre en Ukraine et de l'OTAN (Colvin et Scislowska, 2024). Aussi, dans la foulée de l'Assemblée générale de l'ONU, Trump rencontre le président des Émirats arabes unis, Mohamed ben Zayed al-Nahyane, le premier ministre britannique Keir Starmer et le premier ministre du Qatar à Mar-a-Lago (Stanley-Becker et Dawsey, 2024).

### *Facteurs individuels*

L'espérance de vie et la santé sont souvent mentionnées par les chercheurs comme variables individuelles qui façonnent la post-présidence en offrant plus d'occasions de contribution (Belenky, 1999, p. 163 ; Han et Krov, 2005, p. 330 ; Morgan, 2012, p. 13 ; Schaller et Williams, 2003, p. 190 ; Schenker, 1982, p. 546 ; Skidmore, 2004, p. 1-2 ; Theakston et de Vries, 2012, p. 9 ; Wice, 2009, p. 8-9, 11). La longévité exceptionnelle des anciens présidents est soulignée dans les recherches. Elle est plus élevée que celle de la population en général, en particulier depuis la période post-moderne (à partir de Nixon) (Schaller et Williams, 2003, p. 190 ; Winger et Jain, 2016, p. 3-4). Parmi les anciens présidents considérés dans cette recherche, certains quittent la présidence à un âge avancé comme Reagan (78 ans) et Trump (74) et d'autres sont beaucoup plus jeunes comme Carter (56 ans), Clinton (54 ans) et Obama (55 ans). Bush père et fils sont dans la soixantaine (68 et 62 ans respectivement) à leur départ de la Maison-Blanche. À l'exception de Reagan, tous jouissent d'une bonne santé et de l'énergie nécessaire pour demeurer actif encore plusieurs années. En 2019, Carter devenait le président ayant vécu le plus longtemps et avec la plus longue période post-présidentielle (plus de quatre décennies) (Alter, 2021, p. 666 ; Stevens, 2019). Il est décédé le 29 décembre 2024 à l'âge vénérable de 100 ans (Sullivan *et al.*, 2024). D'autres caractéristiques individuelles comme la personnalité, les valeurs, la motivation, et l'expérience professionnelle influencent les choix d'occupation post-présidentielle. Toutefois, il est difficile de tracer des corrélations entre ces différents facteurs sociopsychologiques et ce qui pousse un ex-président à s'engager activement. Comme le soulignent les recherches, chaque ex-présidence est unique et dépend des choix personnels et des circonstances (Belenky, 1999, p. 164 ; Schaller et Williams, 2003, p. 195 ; Schenker, 1982, p. 547 ; Skidmore, 2004, p. 2 ; Winger et Jain, 2016, p. 18). Pour certains chercheurs, l'engagement international de Carter est dû à son humanitarisme, son empathie, son besoin d'accomplissement jumelé à une grande curiosité, sa foi chrétienne, sa sensibilité de missionnaire baptiste créant le désir de servir l'humanité (Alter, 2021, p. 613 ; Brinkley, 1999, p. xvi-xvii ; Kaufman, 2012, p. 447). Pour Clinton, il s'agit de se consacrer aux causes charitables où il peut faire une différence, comme le démontrent le temps et les efforts qu'il y consacre, ce qui témoigne de sa sincérité malgré le scepticisme des médias qui y voient plutôt une recherche de rédemption à propos du scandale Lewinsky (Kaufman, 2012, p. 521).

L'implication dans les affaires étrangères comme diplomate privé ou philanthrope en mission humanitaire pour la santé mondiale exige une quantité considérable d'énergie, car cela implique

souvent une longue préparation et des déplacements à l'étranger, notamment dans des régions sous-développées. Carter et Clinton, les deux anciens présidents ayant occupé ces rôles le plus fréquemment, ont un niveau d'énergie très élevé et ils peuvent travailler de longues heures (Brinkley, 1999, p. xvi ; Remnick, 2006). En revanche, le bourreau de travail Obama effectue aussi beaucoup de voyages à l'étranger, mais à titre de consultant, de conférencier privé, ou pour promouvoir des causes philanthropiques en dehors du domaine de la santé mondiale. Les liens établis avec les leaders mondiaux durant l'exercice de leur fonction comme président facilitent les interactions futures dans les rôles de diplomate privé et d'humanitaire (Anderson, 2010, p. 76-77 ; Updegrove, 2018, p. xix). L'expérience ou l'intérêt en politique étrangère durant la présidence ne déterminent pas nécessairement l'implication des anciens présidents dans ce domaine. H. W. Bush possède une grande connaissance des affaires extérieures acquises lors de sa longue carrière gouvernementale et comme président, il démontre un intérêt pour la politique extérieure (David, 2015, p. 662-663, 684 et 724). Lorsqu'il quitte la Maison-Blanche, il n'a cependant aucune aspiration à s'engager dans les causes humanitaires mondiales, à devenir diplomate ou consultant en politique étrangère (Winger et Jain, 2016, p. 18). Au contraire, les anciens gouverneurs d'État Carter, Clinton et W. Bush ont peu de connaissance dans les affaires étrangères avant d'accéder à la présidence (c'est le cas aussi de Trump qui n'a jamais exercé de fonction politique). De surcroît, l'intérêt n'y est pas pour W. Bush et Clinton, du moins durant les premières années de leur mandat (David, 2015, p. 508, 727-728, 808, 810-811). Comme sénateur au Congrès, Obama est plus expérimenté et il pense pouvoir se démarquer dans le domaine des affaires étrangères comme président (David, 2015, p. 920 et 995). Avec l'accroissement progressif du rôle du pouvoir exécutif dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques étrangères, notamment après la Deuxième Guerre mondiale (David et Gagnon, 2018, p. 332), le fait de devenir président accélère l'acquisition des compétences en la matière. Grâce à leur capacité d'apprentissage rapide, Carter et Clinton ont pu maîtriser le domaine et en tirer profit plus tard comme ex-président.

### *Facteurs nationaux*

Comme mentionné précédemment dans les théories sur la post-présidence (section 1.1.3), il y a peut-être un lien entre l'implication dans les affaires internationales des anciens présidents et les circonstances négatives d'une fin de mandat abrupte (un seul terme ou une démission). Désapprouvés dans leur pays et par leur propre famille politique, ils peuvent chercher à rétablir leur réputation ou ajouter un addenda à leur carrière politique en se concentrant sur la scène

internationale, où ils bénéficient généralement d'une image plus favorable que sur le plan national. C'est le cas de Carter qui est tenu responsable de l'économie inflationniste de la fin des années 1970 et qui n'arrive pas à se faire réélire aux élections de 1980 (Morgan, 2012, p. 20)<sup>91</sup>. Cette situation ne s'est pas reproduite depuis Carter. George H. W. Bush est président d'un seul mandat et il n'est pas réélu en raison de ses politiques internes qui déçoivent les électeurs. Cependant, il décide de rester à l'écart de la scène internationale, bien que son vaste réseau de relations aurait pu être mis à profit. Le prochain président qui n'a pas été réélu après lui est Trump en 2020, mais il réussit à gagner un second mandat présidentiel aux élections de 2024 et devient de nouveau président en janvier 2025.

Indépendamment des circonstances de fin de mandat, les anciens présidents qui s'engagent activement dans les affaires étrangères peuvent chercher à promouvoir leurs idéaux ou encore poursuivre les politiques de leur administration (Winger et Jain, 2016, p. 7). C'est le cas de Carter, qui veut faire avancer les politiques inachevées de sa présidence, en particulier promouvoir la paix, les droits humains et la démocratie (Brinkley, 1999, p. xvi ; Morgan, 2012, p. 23). Un autre exemple est la cause du sida défendue par Clinton qui est motivé par le désir d'en faire plus pour aider les pays d'Afrique, une manière de racheter les manquements de son administration (Morgan, 2012, p. 27-28). Les anciens présidents qui suivent Clinton sont plus actifs dans les affaires intérieures plutôt que dans les affaires extérieures. Bush fils, dont la réputation est entachée à l'étranger en raison surtout de la guerre en Irak, oriente la plupart de ses actions caritatives sur des enjeux domestiques. Obama, qui voit ses politiques renversés par son successeur Trump, concentre son énergie à défendre son héritage aux yeux des Américains. L'ancien président Trump, dont toutes les actions visent à sa réélection, continue d'orienter le Parti républicain vers les positions qu'il considère favorables aux États-Unis (« *America First* ») comme il le faisait en tant que président. Obama et Trump n'ont pas le choix de se prononcer sur les crises internationales en Ukraine et au Proche-Orient qui occupent l'actualité étant donné le contexte électoral<sup>92</sup>.

---

<sup>91</sup> Les anciens présidents d'un seul mandat les plus actifs sur la scène internationale sont : Quincy Adams, Tyler, Harrison, Taft, Hoover, Nixon (une démission dans son cas), Ford et Carter (Winger et Jain, 2016, p. 25).

<sup>92</sup> Ce sujet est traité plus à fond dans la section 3.3.2 sur les facteurs qui expliquent la partisanerie politique accrue des anciens présidents.

### *Facteurs internationaux*

Les bouleversements sur la scène internationale, tels que les conflits armés et les situations critiques, ainsi que l'évolution de la géopolitique mondiale, notamment avec une plus grande implication des États-Unis, ont un impact significatif sur les parcours des anciens présidents (Updegrove, 2018, p. xviii ; Winger et Jain, 2016, p. 9-10). Plusieurs exemples historiques peuvent être relatés, comme ceux mentionnés dans l'introduction sur Hoover, qui est contre l'engagement américain dans les guerres à l'étranger, et Eisenhower, qui renoue avec la politique lorsque le président Kennedy fait appel à lui en 1961 lors des crises au Laos et à Cuba (Jacobs, 2018, p. 731-732 ; Morgan, 2012, p. 22). De la même manière, les missions diplomatiques de Carter qui sont des demandes du président en exercice comme en Corée du Nord, en Haïti, en Bosnie-Herzégovine ou au Panama, canalisent ses activités à l'étranger. Celles dont il est l'initiateur sont dictées par l'actualité internationale, tout comme ses initiatives dans le rôle de consultant en politique étrangère. Pour ses actions humanitaires, il choisit la plupart du temps les causes de santé mondiale qui sont délaissées par l'administration américaine. En plus de ses initiatives personnelles avec sa fondation, Clinton reçoit plusieurs demandes pour aider lors de catastrophes naturelles, ce qui occupe plusieurs années de sa post-présidence. Dans le contexte de crises internationales, l'opinion d'un ancien président peut être sollicitée ou il peut lui-même réagir publiquement aux événements en appui ou non à l'administration en place. Cependant, dans une société américaine profondément divisée en deux grands clans idéologiques et politiques, leur positionnement est teinté de partisanerie. Depuis la présidence de Clinton, les décisions en matière de politique étrangère des présidents tiennent compte des intérêts qu'ils peuvent en retirer sur le plan intérieur, et ce, dans un but électoraliste. (David, 2021, p. 172-173, 2024, p. 39-40). Dans cette optique, la post-présidence ne fait que suivre cette tendance qui s'est encore plus accentuée avec la présidence Trump.

Il y a aussi la création d'institutions internationales après 1945 comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'alliance militaire de l'OTAN et d'autres acteurs non étatiques comme les ONG, qui procurent des occasions d'intervention et un marché pour l'expertise des anciens présidents ainsi que des nouveaux domaines d'engagement comme la santé ou l'environnement (Anderson, 2010, p. 71 et 74 ; Winger et Jain, 2016, p. 23). Par exemple, parmi les implications en affaires étrangères des anciens présidents déjà mentionnées, il y a Carter qui travaille en coopération avec l'ONU lors de la surveillance d'élections ou avec l'OMS pour combattre des maladies parasitaires; Clinton qui

interagit avec l'ONU dans la lutte contre le sida et qui devient envoyé spécial de celle-ci pour soutenir les efforts de secours à la suite de grandes catastrophes naturelles et Obama qui participe à la conférence des parties de l'ONU sur les changements climatiques (COP).

### 3.2 Commercialisation et défense de son héritage

#### 3.2.1 Rupture

##### *Ronald Wilson Reagan*

Reagan a suivi le modèle traditionnel d'occupation des anciens présidents durant les cinq premières années de sa post-présidence, avant de recevoir un diagnostic de maladie d'Alzheimer. Il amasse des fonds pour sa bibliothèque présidentielle (*Ronald Reagan Presidential Library and Museum*), située à Simi Valley en Californie et inaugurée en 1991. Il négocie une entente avec Simon & Schuster pour la publication de ses mémoires (*An American Life*), une autobiographie publiée en novembre 1991 jugée lisse et peu instructive par les critiques (Kaufman, 2012, p. 477-479 ; Updegrove, 2018, p. 190 et 192). En revanche, il se différencie de Carter en acceptant des honoraires élevés pour ses discours, s'engageant dans une pratique qui sera suivie par ses successeurs<sup>93</sup>. La presse souligne le contraste entre les deux anciens présidents et s'indigne des honoraires élevés qu'il reçoit, en particulier lors d'un voyage au Japon à l'automne 1989, où il est payé 2 millions de dollars pour deux discours et quelques entrevues dans les médias (Alter, 2021, p. 618 ; Kaufman, 2012, p. 480-481 ; Updegrove, 2018, p. 186).

##### *George H. Walker Bush*

H. W. Bush a généralement préféré laisser à d'autres l'évaluation de son héritage présidentiel (Byrne et Vaughn, 2016, p. 15 et 22-23 ; Han et Krov, 2005, p. 335). Il protège sa vie privée du mieux qu'il peut et réussit relativement bien à éviter la publicité (Han et Krov, 2005, p. 335 ; Wice, 2009, p. 5). Son implication envers les sinistrés de l'ouragan Katrina attire cependant beaucoup d'attention. Dans son numéro annuel consacré à la « personne de l'année » en 2005, le magazine *Time* nomme H. W. Bush et Clinton « *Partners of the Year* » (Kaufman, 2012, p. 496 ; Updegrove, 2018, p. 237). Les sauts en parachute qu'il effectue à un âge avancé sont aussi rapportés par les médias (Kaufman, 2012, p. 498 ; Updegrove, 2018, p. 221).

---

<sup>93</sup> Gerard Ford est reconnu comme le premier ancien président américain de l'ère moderne à avoir utilisé sa stature pour s'enrichir en donnant des conférences payantes (Alter, 2021, p. 618).

Dès le début de sa post-présidence, G. W. Bush consacre du temps à sa bibliothèque présidentielle. Démarrant une fondation (*Bush Library Foundation*), il s'entend avec l'université A&M du Texas située à College Station, qui lui offre un site près du campus. En plus de la bibliothèque, le complexe comprend un musée et un collège (*George Bush School of Government and Public Policy*). La *Bush Library and Museum* est la première bibliothèque présidentielle construite en vertu de la loi sur les bibliothèques présidentielles de 1986. Les mécènes sont nombreux (environ dix mille) et plusieurs sont d'anciennes relations à l'étranger. Quelque vingt mille personnes assistent à l'inauguration en novembre 1997, incluant les anciens présidents Ford, Carter et Clinton (Benardo et Weiss, 2009, p. 108-109 ; Kaufman, 2012, p. 498-500 ; Updegrove, 2018, p. 210 et 221).

En plus du livre *A World Transformed*, H. W. Bush a écrit *All the Best, George Bush*, un recueil de ses lettres, notes et extraits de journaux personnels, de 1941 à 2010. Il fait publier aussi le journal quotidien de son séjour en Chine comme chef du bureau de liaison des États-Unis à Pékin, de 1974 à 1975 (*The China Diary of George H. W. Bush : The Making of a Global President* (2008)). Bush ne souhaite pas écrire ses mémoires. Il considère que celles de sa femme Barbara (*Barbara Bush : A Memoir* (1994)) et le livre dont il est coauteur avec Scowcroft couvrent adéquatement sa vie familiale d'une part et la politique étrangère de son administration d'autre part (Bush, 2014, p. 19 ; Kaufman, 2012, p. 486 ; Updegrove, 2018, p. 220).

H. W. Bush est actif dans le circuit des conférences à la manière de Reagan. Il est sollicité pour des allocutions rémunérées de la part d'entreprises, d'associations professionnelles et d'universités. Ses nombreux voyages à l'étranger sont souvent accompagnés d'un contrat pour une conférence, surtout en Europe. Il prononce aussi plusieurs discours (rémunérés ou non) dans le cadre d'événements caritatifs (Kaufman, 2012, p. 492 et 494 ; Updegrove, 2018, p. 218-219).

### *William Jefferson Clinton*

Comme les autres ex-présidents avant lui, Clinton établit une fondation pour amasser l'argent nécessaire à la construction de sa bibliothèque présidentielle (*William J. Clinton Presidential Library & Museum*), un complexe comprenant aussi un musée, les bureaux de sa fondation et l'école de fonction publique de l'Université de l'Arkansas (*University of Arkansas Clinton School of Public Service*). Les donateurs sont des sociétés du secteur privé et des gouvernements

étrangers<sup>94</sup>. L'ampleur des coûts de construction atteint de nouveaux sommets : ils s'élèvent à environ 165 millions de dollars. En comparaison, le Centre Carter avait coûté 26 millions et les bibliothèques de Reagan et H. W. Bush autour de 60 millions. L'inauguration a lieu le 18 novembre 2004 devant une foule d'environ 40 000 personnes et en présence des anciens présidents Carter et H. W. Bush et du président en exercice George W. Bush (Benardo et Weiss, 2009, p. 110, 112-114 ; Felsenthal, 2008, p. 128-133 ; Kaufman, 2012, p. 455, 478, 500 et 517-519 ; Updegrove, 2018, p. 159, 247-248 et 257).

Le circuit des conférences payantes prend une tournure frénétique avec la post-présidence de Bill Clinton. Lorsqu'il quitte la Maison-Blanche, Clinton est endetté de plus de dix millions de dollars en frais juridiques occasionnés par sa défense lors de la procédure de mise en accusation au Congrès (*impeachment*) dans l'affaire Lewinsky, du procès pour harcèlement sexuel de Paula Jones et de l'enquête sur le scandale immobilier *Whitewater*. Ancien président populaire<sup>95</sup>, charismatique et excellent orateur, il attire les foules lors de ses apparitions publiques à la manière d'une vedette d'*Hollywood* ou d'un chanteur populaire. Les conférences sont souvent organisées comme des tournées de spectacles et chacune d'elles peut lui rapporter entre 150 000 et 250 000 dollars (ou même 500 000 \$ dix ans plus tard), ce qui l'aide à rembourser ses dettes<sup>96</sup>. Les premières conférences payantes de Clinton ont lieu en Floride en février 2001, puis en mars à l'étranger. La première année de sa post-présidence, il gagne 9,2 millions de dollars en donnant 59 conférences dans une douzaine de pays. Les revenus générés par le circuit des conférences s'élèvent à 52 millions après huit ans comme ex-président et environ les deux tiers de cette somme proviennent de l'extérieur des États-Unis : il a beaucoup de succès en Europe, en Asie, en Amérique du Sud, en Australie et au Canada (Benardo et Weiss, 2009, p. 71 ; Felsenthal, 2008, p. 55-58 et 287 ; Kaufman, 2012, p. 514 ; Maney, 2016, p. 265-266 ; Morgan, 2012, p. 25-26 ; Remnick, 2006 ; Takiff, 2010, p. 411-413 ; Updegrove, 2018, p. 246-247).

---

<sup>94</sup> L'opacité autour de l'identité des donateurs et le fait que Clinton ait commencé à recueillir des fonds avant la fin de son second mandat à la Maison-Blanche ont suscité des inquiétudes quant à la possibilité de conflits d'intérêts (Anderson, 2010, p. 73 ; Benardo et Weiss, 2009, p. 13 ; Kaufman, 2012, p. 518 ; Maney, 2016, p. 270).

<sup>95</sup> Son taux d'approbation est de 66% à la fin de sa présidence en janvier 2001 (*Presidential Job Approval Center*, s. d.).

<sup>96</sup> Clinton fait aussi beaucoup d'argent comme conseiller principal pour les fonds d'investissement *Yucaipa Companies* appartenant à Ronald W. Burkle, un multimilliardaire californien qui a fait fortune dans les supermarchés et qui est aussi contributeur aux activités philanthropiques de Clinton et à sa bibliothèque présidentielle (Benardo et Weiss, 2009, p. 72 ; Felsenthal, 2008, p. 56 et 98-100 ; Kaufman, 2012, p. 514 ; Takiff, 2010, p. 411).

À cause des controverses entourant son administration, notamment le scandale Lewinsky, les éditeurs flairent une bonne affaire avec la publication de l'autobiographie de Bill Clinton. Alfred A. Knopf Inc. offre une avance record de 10 millions de dollars en droits mondiaux pour la publication de ses mémoires<sup>97</sup>. Le livre de 957 pages *My Life*, précédé d'une importante campagne publicitaire, sort en librairie en juin 2004, juste avant la dernière ligne droite de la campagne présidentielle<sup>98</sup>. Knopf organise des interviews dans les médias incluant les émissions de télévision populaires comme *60 Minutes*, *Good Morning America*, *Larry King Live* et *The Oprah Winfrey Show*. Des milliers de personnes font la queue à chacune des apparitions de Clinton pour dédicacer le livre. Les critiques sont cependant défavorables : Clinton est trop indulgent envers lui-même et trop prudent dans les chapitres sur sa présidence, ce qui n'empêche pas le livre d'être un grand succès de librairie. Plus de 600 000 copies sont vendues dès la première semaine de parution et il demeure sur la liste des meilleures ventes (*Best-Sellers*) du *New York Times* durant 46 semaines. En 2008, le livre a été publié dans une trentaine de pays et 2,2 millions d'exemplaires ont été vendus aux États-Unis (Felsenthal, 2008, p. 94 et 115-119 ; Kaufman, 2012, p. 513 et 515-517 ; Remnick, 2006 ; Updegrove, 2018, p. 247 et 254-256). En septembre 2007, avec le même éditeur, Clinton publie *Giving : How Each of Us Can Change the World*, un livre sur son action philanthropique, en particulier son travail en Afrique. Bien qu'il apparaisse durant les premières semaines sur la liste des meilleures ventes du *New York Times*, le manuscrit ne se vend pas très bien et les critiques rappellent que l'écriture n'est pas la force de Clinton. En revanche, il attire les foules aux séances de signature et les files sont longues, comme à la librairie *Borders* à Chicago où l'attente est de plus de dix heures (Felsenthal, 2008, p. 297-298). En 2011 et dans la foulée de la crise économique de 2008-2009, Clinton est l'auteur d'un essai intitulé *Back to Work : Why We Need Smart Government for a Strong Economy*, où il exprime son point de vue sur la situation économique et suggère des politiques publiques. Récemment, Bill Clinton est co-auteur avec James Patterson de deux romans à suspense politique. Le premier, *The President Is Missing*, est publié en 2018 et le second, *The President's Daughter : A thriller*, en 2021<sup>99</sup>. Clinton écrit aussi quelquefois dans les journaux pour donner son opinion ou sensibiliser le public à une cause. Il a écrit huit

---

<sup>97</sup> Simon & Schuster a payé huit millions pour les mémoires d'Hillary Clinton, *Living History*, qui ont été publiés en juin 2003 (Felsenthal, 2008, p. 68 et 94 ; Remnick, 2006 ; Updegrove, 2018, p. 253-254).

<sup>98</sup> Ce choix du moment est une décision de Clinton et de son éditeur pour ne pas faire ombrage au candidat démocrate John Kerry (Felsenthal, 2008, p. 116 ; Remnick, 2006).

<sup>99</sup> Hillary Clinton est aussi co-auteur d'un roman à suspense politique avec sa grande amie Louise Penny. *State of Terror* a été publié en 2021.

articles dans le *New York Times* de 2001 à 2010 et trois articles dans le *Washington Post* de 2001 à 2006 (certains de ces articles sont cités plus haut)<sup>100</sup>.

La première année de Bill Clinton comme ex-président est très médiatisée et la couverture plutôt négative, car elle porte sur ses problèmes légaux (les affaires Lewinsky et Whitewater) et les questions éthiques (les pardons présidentiels) (Han et Krov, 2005, p. 345). Avec le temps, les scandales s'amenuisent et il reste tout aussi populaire dans les médias et sur Internet. En 2002, il apparaît dans la liste des 100 célébrités de *Forbes* (Updegrove, 2018, p. 251). En 2005, en plus d'être (avec H. W. Bush) la « personne de l'année » du magazine *Time*, il est sacré l'homme le plus influent du monde (*The Most Influential Man in the World*) par le magazine *Esquire* (Takiff, 2010, p. 414 ; Updegrove, 2018, p. 266). Il est aussi protagoniste d'un documentaire de Patrick Creadon et Christine O'Malley sur les gens qui aiment les mots croisés, intitulé *Wordplay* diffusé en 2005 (Felsenthal, 2008, p. 207). Clinton veille aussi sur son image publique et ne se gêne pas pour intervenir lorsqu'il trouve le traitement injuste. Ainsi, en février 2001, il publie un éditorial dans le *New York Times* pour défendre ses pardons présidentiels (Clinton, 2001b). Aussi en 2006, il tente sans succès d'empêcher la diffusion d'une minisérie de ABC, *The Path to 9/11*, du scénariste Cyrus Nowrasteh qui donne une part de responsabilité de la tragédie du 11 septembre à son administration. Il va même jusqu'à faire pression sur Robert Iger, le président et CEO de Disney et propriétaire de la chaîne ABC (Felsenthal, 2008, p. 186-189).

### *George W. Bush*

Comme son père, George W. Bush reste résolument en dehors du débat public et ne cherche pas à défendre son héritage présidentiel. Il est invité à donner des conférences qui lui rapportent des honoraires dans les six chiffres, mais elles ne reçoivent pas autant d'attention médiatique que les discours donnés par Clinton (Updegrove, 2010).

Les discussions avec l'université *Southern Methodist University* (SMU) de Dallas au Texas sur le choix du site de sa bibliothèque présidentielle ont lieu bien avant la fin de son deuxième mandat (Benardo et Weiss, 2009, p. 115-119). W. Bush amasse la colossale somme d'environ 500 millions de dollars pour le complexe (le *Bush Center*), qui comprend la bibliothèque présidentielle, un musée, les bureaux de sa fondation et le *George W. Bush Policy Institute* (Baker, 2013a).

---

<sup>100</sup> Recherche dans les archives numérisées de l'intégrale de la publication du journal quotidien *New York Times* (jusqu'à 2019) et *Washington Post* (jusqu'à 2006) à l'aide de la base de données *ProQuest*.

L'inauguration a lieu le 25 avril 2013 en présence des anciens présidents Jimmy Carter, George H. W. Bush, Bill Clinton et du président en exercice Barack Obama (Baker, 2013b).

Les premières années de sa post-présidence sont occupées à écrire ses mémoires qui sont publiés en novembre 2010. Le livre révèle qu'il est en paix avec ses décisions lorsqu'il était président, et qu'avoir assuré la sécurité du pays constitue sa plus grande réussite (Byrne et Vaughn, 2016, p. 25 ; Updegrave, 2010). Le 27 février 2017, il publie *Portraits of Courage, A Commander in Chief's Tribute to America's Warriors*, un recueil de ses peintures sur les militaires blessés au combat (la peinture est un de ses loisirs). Présentant des portraits en gros plan, le livre apparaît en première position sur la liste des meilleures ventes du New York Times. Une exposition est présentée au *Bush Center* et le vernissage a lieu le 2 mars. La tournée médiatique est importante. En plus d'articles dans la presse écrite, il apparaît à la télévision dans les émissions *Today Show* (NBC), *Hannity* (FOX News), *Jimmy Kimmel Live* (ABC), *Ellen Degeneres* (plusieurs réseaux) et *Sunday Today with Willie Geist* (NBC) (Alter, 2017 ; *Upcoming: President Bush interviews on Portraits of Courage*, 2017). Jusqu'à maintenant, W. Bush a publié quatre livres : ses mémoires, un livre sur son père et deux recueils de peintures.

### *Barack Obama*

La post-présidence commercialisée atteint de nouveaux sommets avec les nombreux contrats lucratifs qu'Obama conclut avec les entreprises de diffusion en continu (audio et vidéo) et les maisons d'édition, sans oublier le tapage médiatique autour de la construction de son centre présidentiel. Barack et aussi sa femme Michelle sont très populaires et tout ce qu'ils entreprennent attire l'attention des médias et du public<sup>101</sup>.

Le 28 septembre 2021, une cérémonie marque le début des travaux de construction du Centre présidentiel Obama situé dans le quartier défavorisé de South Side de Chicago, où Obama a œuvré comme organisateur communautaire et où Michelle a grandi. Le projet de 700 millions de dollars, dont l'ouverture est prévue en 2025, comprendra une succursale de la bibliothèque publique de Chicago, un musée, des salles de conférence, un auditorium, un complexe de sports et des bureaux pour la Fondation Obama. Le projet a généré son lot de controverses. Des résidents se sont dits inquiets de l'embourgeoisement du secteur et la construction du campus dans le parc Jackson a

---

<sup>101</sup> Obama a un taux d'approbation de 59% quand il quitte la présidence en janvier 2017 (Presidential Job Approval Center, s. d.).

entraîné des recours en justice de militants écologistes voulant préserver le terrain au bord du lac Michigan. Aussi, des historiens ont exprimé leur inquiétude quant au fait que le Centre ne comprendra pas de bibliothèque de recherche physique abritant les archives nationales de la présidence d'Obama. En effet, contrairement aux bibliothèques présidentielles de ses prédécesseurs, les archives gérées par la National Archives and Records Administration (NARA) ne seront pas présentes au Centre présidentiel Obama, car les documents sont pour la plupart numérisés<sup>102</sup> et les artefacts conservés dans un entrepôt en banlieue de Chicago. En plus d'un accès en ligne aux documents via un site Web, il est prévu que certains documents et objets soient prêtés par la NARA et exposés à l'institution privée d'Obama (Agence France-Presse, 2021 ; Devine, 2021, p. 321-323 ; Fact Sheet, s. d. ; Smith, 2023b).

Obama est très actif dans le circuit des conférences payantes et celles organisées durant la première année de sa post-présidence attirent particulièrement l'attention des médias. Le 24 avril 2017 à l'Université de Chicago, il donne son premier discours public depuis qu'il a quitté la Maison-Blanche (Lee, 2017). Le 25 mai, il est à Berlin en France au côté de la chancelière Angela Merkel pour une conversation en public. L'événement a lieu devant la porte de Brandebourg à l'occasion d'un festival biennal organisé par l'Église protestante allemande et attire environ 80 000 personnes<sup>103</sup> (Taylor, 2017). Le 6 juin, Obama est invité à Montréal par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), où il donne une conférence à guichet fermé au Palais des congrès devant quelque 6000 personnes (Fragasso-Marquis et Marin, 2017). Le succès est tel que la CCMM récidive deux années plus tard. Cette fois, 12 000 personnes assistent à la conférence d'Obama au Centre Bell, le 14 novembre 2019 (Bourgault-Côté, 2019)<sup>104</sup>. Le 25 septembre 2017, Obama prend la parole à Manhattan lors d'une conférence sur les soins de santé parrainée par la société de courtage Cantor Fitzgerald. Ce discours est le troisième prononcé par Obama devant un public du milieu financier. Le premier a lieu au mois d'août pour les clients de la société de gestion financière Northern Trust Corporation et le deuxième en septembre pour la société de capital-investissement Carlyle Group (Catalon, 2017 ; Kelly, 2017). Les honoraires pour ces conférences

---

<sup>102</sup> Environ 95% des documents produits pendant la présidence Obama ont été créés sous forme numérique, sans aucune version en format papier (Fact Sheet, s. d.).

<sup>103</sup> Un hasard de calendrier fait coïncider une rencontre des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à Bruxelles la même journée. Le président Trump est présent ainsi qu'Angela Merkel qui s'y rend après l'événement à Berlin (Smale, 2017).

<sup>104</sup> Obama a aussi donné des conférences dans d'autres villes canadiennes, comme à Calgary le 5 mars 2019 et à Ottawa le 31 mai 2019 (*Barack Obama Speaks to Calgarians About Oil and Gas, Climate Change*, 2019 ; La Presse canadienne, 2019).

atteignent 400 000 dollars par discours et cette connivence avec le milieu des affaires déçoit les démocrates de l'aile gauche du parti, en particulier les sénateurs Bernie Sanders et Elizabeth Warren, et ceux qui s'attendaient à une éthique post-présidentielle en accord avec sa vision progressiste de la politique, à la façon de Jimmy Carter (The Editorial Board, 2017 ; Weigel, 2017).

Le 17 novembre 2020, Barack Obama publie le premier livre de ses mémoires, *A Promised Land* (Une terre promise, en français), une brique de 768 pages qui couvre le début de sa carrière politique comme sénateur de l'Illinois en 1996 jusque vers la fin de son premier mandat à la présidence des États-Unis en mai 2011, peu de temps après l'assassinat d'Oussama Ben Laden par l'armée des États-Unis. L'avance de 65 millions de dollars de la maison d'édition *Penguin Random House*<sup>105</sup> surpasse toutes les ententes conclues jusqu'à maintenant avec d'anciens présidents américains. Publié simultanément dans 23 pays, le succès est instantané et en plus d'occuper la première position de la liste des meilleures ventes tenue par le *New York Times*, il figure parmi la liste des meilleurs livres de l'année du *Washington Post*, du *Guardian* et du magazine *The Economist*<sup>106</sup>. L'autobiographie reçoit des critiques élogieuses : le livre est agréable à lire, le récit est honnête et il n'y a pas de règlement de comptes. Comme Carter, Obama est un écrivain établi (il a écrit cinq livres jusqu'à maintenant), avec en plus un talent avéré de narrateur. Avant ses mémoires présidentiels en 1995, Obama a publié une autre autobiographie, *Dreams From My Father : A Story of Race and Inheritance*, un an avant son élection au Sénat de l'État de l'Illinois. Le livre conte l'histoire de sa famille et de son passage à l'âge adulte. Un autre livre publié en 2006, *The Audacity of Hope : Thoughts on Reclaiming the American Dream*, est un mémoire politique qui décrit sa vision de l'Amérique.

C'est du côté des médias électroniques que Barack Obama se démarque le plus de ses prédécesseurs. En mai 2018, Barack et Michelle créent la société de production *Higher Ground Productions* et signent un contrat de plusieurs millions de dollars avec *Netflix* pour la diffusion de films, séries et documentaires, dont les contenus ne sont pas axés sur la politique à Washington. Le premier film produit par la société est *American Factory* (2019) qui traite du choc culturel causé par le rachat d'une usine de l'Ohio par une entreprise chinoise<sup>107</sup>. Depuis, plusieurs titres sont offerts sur la

---

<sup>105</sup> L'avance couvrirait aussi l'autobiographie de Michelle Obama, *Becoming*, qui a été publiée le 13 novembre 2018 (Devine, 2021, p. 319). Les deux livres furent publiés par la maison d'édition *Crown*, une filiale de *Penguin Random House*.

<sup>106</sup> Entre autres, selon l'éditeur *Penguin Random House*.

<sup>107</sup> Les cinéastes d'*American Factory* ont reçu l'Oscar du meilleur long métrage documentaire en 2020.

plateforme *Higher Ground*, dont les plus récents sont *American Symphony*, *Leave the World Behind* et *Rustin* ainsi que des séries éducatives pour les enfants (*Higher Ground*, s. d.). Le 7 janvier 2024, Obama remporte le prix Emmy (*Emmy Awards*) du meilleur narrateur pour sa série documentaire Netflix intitulé *Working : What We Do All Day*, lors de la cérémonie pour les arts créatifs (*Creative Arts Emmy Awards*) tenue au théâtre Peacock de Los Angeles<sup>108</sup>. C'est son deuxième Emmy qu'il remporte dans cette catégorie. La dernière fois, c'était en septembre 2022, dans le cadre d'un autre documentaire Netflix sur les merveilles des parcs nationaux américains, intitulé *Our Great National Parks*. Obama a également remporté deux *Grammy Awards* (récompenses du domaine de la musique et de l'audio en général) pour les versions audio de ses deux livres, *The Audacity of Hope* et *Dreams from My Father* (*Barack Obama gagne un Emmy pour sa narration de Nos grands parcs nationaux*, 2022 ; Dalton, 2024). En juin 2019, la compagnie de production *Higher Ground* signe un contrat de trois ans avec la compagnie d'écoute de musique en ligne *Spotify* pour la diffusion de balados (*Podcasts*) dont les très populaires *Renegades : Born in the USA*, une série d'entretiens entre Obama et le compositeur-interprète Bruce Springsteen, et *The Michelle Obama Podcast*. En juin 2022, à l'expiration du contrat avec *Spotify*, les Obama s'entendent pour un accord similaire, mais cette fois avec *Audible*, la branche audio d'*Amazon* (Sperling, 2022). Obama est bien conscient de la force des médias et de leur impact sur la société. En novembre 2020 où des allégations de fraudes massives sont colportées par le président sortant Donald Trump, il se dit particulièrement préoccupé par la désinformation et les réseaux sociaux qui propagent des informations trompeuses en accéléré, ce qui menace la démocratie (Deglise, 2020 ; Thibodeau, 2020). Ce thème reste encore aujourd'hui au cœur de l'action de sa Fondation. Obama utilise lui-même la force de communication des réseaux sociaux, soit pour signifier un goût culturel ou exprimer un point de vue. Fidèle à une habitude qu'il avait prise quand il était président, il partage ses listes d'écoute de musique et de films préférés et ses recommandations de lecture d'été. En 2022, les ventes des livres suggérés par Obama ont connu une augmentation moyenne de 5 % (Laplante, 2021 ; Nguyen, 2023b). À l'été 2023, il publie une série de vidéos sur *TikTok* en appui aux bibliothèques américaines qui luttent contre les censures de livres destinés aux mineurs dans certains États républicains (Nguyen, 2023a).

---

<sup>108</sup> La docusérie parle du sens du travail pour les Américains modernes à une époque de changements rapides.

## *Donald J. Trump*

Avant d'être président, Donald Trump est une figure connue du public. Promoteur immobilier, son nom est associé à des hôtels de luxe, des propriétés résidentielles, des terrains de golf et d'autres investissements commerciaux à New York et ailleurs dans le monde. De plus, en 2004, il devient une vedette de la télévision et l'émission de télé-réalité dont il est l'animateur durant quatorze saisons, *The Apprentice* (devenue « *The Celebrity Apprentice* » en 2008) est centrée sur sa marque de commerce et ses entreprises (Donald Trump, 2023). Aujourd'hui, Trump se considère comme un président en sursis. Bien qu'il vante son bilan présidentiel à maintes occasions, ce n'est pas pour en faire un legs historique, mais bien dans le but de redevenir président. À cette fin, l'écriture de mémoires ou la construction d'une bibliothèque présidentielle ne font pas partie de ses plans. En revanche, le recours aux médias et aux réseaux sociaux, la vente d'articles promotionnels et les redevances sur ses livres sont les moyens qu'il emploie pour faire sa promotion et collecter des fonds.

En janvier 2021, Trump est banni de *Twitter*, *Facebook* et *YouTube* qui l'accusent d'avoir utilisé leurs plateformes pour inciter ses partisans à la violence lors de l'assaut contre le Capitole le 6 janvier et de promouvoir ses allégations de fraude électorale. Le 20 octobre 2021, Trump annonce le lancement de son propre réseau social appelé « *Truth Social* » (Graff, 2021). Cette plateforme devient son principal outil de communication sur les réseaux sociaux. En novembre 2022, le nouveau propriétaire de *Twitter*, Elon Musk, rétablit le compte Trump sur le réseau<sup>109</sup> (Mac et Browning, 2022). Au début de 2023, Meta annonce aussi la fin de la suspension des comptes *Facebook* et *Instagram* de Trump. Le 24 août 2023, Trump effectue un retour sur *Twitter* (devenu *X* en juillet 2023) en utilisant son ancien compte pour publier sa photo de prisonnier (*Mugshot*). Celle-ci a été prise à la prison du comté de Fulton à Atlanta dans le cadre de son inculpation pour avoir enfreint les lois de l'État de la Géorgie en tentant d'annuler les résultats de l'élection de 2020 (Wang, 2023). Le 25 mars 2024, la société de médias de Trump (*Trump Media & Technology Group* (TMTG)), dont le principal actif est le réseau social *Truth Social*, devient une entreprise publique en fusionnant avec Digital World Acquisition Corp (DWAC), déjà coté à la Bourse de New York. Trump est le principal actionnaire de cette nouvelle société (Goldstein, 2024). Aussi au printemps 2024, Elon Musk décide de soutenir financièrement le camp républicain pour la campagne

---

<sup>109</sup> Elon Musk est un entrepreneur technologique multimilliardaire qui est propriétaire, entre autres, des compagnies *SpaceX*, *Tesla* et de la plateforme *X* (nouveau nom qu'il donne à *Twitter*).

présidentielle de 2024. Le 2 juin 2024, Trump rejoint le réseau social *TikTok*, une plateforme de médias sociaux très populaire auprès des jeunes Américains, qui permet de partager des vidéos (Gold, 2024g)<sup>110</sup>. Le 13 juillet, jour de la tentative d'assassinat de Trump, Musk donne officiellement son appui au candidat avec une publication sur *X*, brisant la tradition de neutralité respectée par les dirigeants des autres réseaux sociaux<sup>111</sup> (Conger et Mac, 2024). Le 12 août 2024, Trump accorde une entrevue à Musk en direct sur *X*. Il est beaucoup plus populaire sur ce réseau, avec environ 88 millions d'abonnés, que sur Truth Social, où il est suivi par environ 7,5 millions d'adhérents (LeVine *et al.*, 2024b).

Avec les événements du 6 janvier 2021, les réseaux de télévision prennent leurs distances de Trump, incluant le réseau conservateur *Fox News*<sup>112</sup>, d'autant plus qu'une poursuite en diffamation de 1,6 milliard de dollars contre le réseau est intentée en mars 2021 par le fournisseur de systèmes de votation *Dominion Voting Systems*. Celui-ci accuse *Fox News* d'avoir faussement prétendu que l'équipement de *Dominion* avait été utilisé pour truquer les élections de 2020 (Smith, 2023a)<sup>113</sup>. Certains documents juridiques dans la cause ont même montré que les dirigeants du réseau condamnaient Trump en privé. Néanmoins, Trump revient sur *Fox News* le 27 mars 2023 lors d'une entrevue avec Sean Hannity en soirée à une heure de grande écoute, dans la foulée des primaires républicaines et des prétendants qui annoncent leur candidature, dont le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis (Smith, 2023a). *Newsmax* est une autre chaîne d'information en continu conservatrice qui accorde du temps d'antenne à Trump, comme lorsqu'il est interrogé par Greg Kelly le 24 avril 2023, après l'annonce du départ de l'animateur vedette Tucker Carlson de *Fox News* (Swan et Haberman, 2023). Le 10 mai 2023, CNN diffuse en direct une assemblée publique

---

<sup>110</sup> Cette adhésion à *TikTok* est un revirement, car Trump avait tenté sans succès d'interdire cette plateforme aux États-Unis quand il était président pour des raisons de sécurité nationale, l'application appartenant à la société chinoise *ByteDance* (Gold, 2024g).

<sup>111</sup> Durant les dernières semaines de la campagne, Musk participe à plusieurs rassemblements pour supporter Trump et il publie plusieurs messages en faveur du Parti républicain sur son réseau *X* (Schleifer, 2024). En retour de ce soutien, le candidat lui promet un rôle dans son administration, comme lorsqu'il annonce le 5 septembre 2024 au *Economic Club of New York* qu'il créerait une commission sur l'efficacité gouvernementale dirigée par Musk (Mac *et al.*, 2024). Trump tient promesse et annonce le 12 novembre qu'Elon Musk et Vivek Ramaswamy allaient diriger le « Département de l'efficacité gouvernementale » (Shear et Lipton, 2024).

<sup>112</sup> *Fox News* est une chaîne d'information en continu de l'empire médiatique de Rupert Murdoch.

<sup>113</sup> En avril 2023, *Fox News* accepte de verser 787,5 millions de dollars à *Dominion*, en compensation.

au New Hampshire devant un auditoire conservateur. C'est la première apparition de Trump à CNN depuis 2016<sup>114</sup>(Grynbaum, 2023).

Les médias américains couvrent abondamment les défis juridiques de Trump liés à ses activités commerciales et politiques, dont quatre inculpations au criminel et deux au civil. Avec en plus l'approche des élections présidentielles de novembre 2024, Trump tire profit de cette couverture médiatique pour se mettre de l'avant et propager ses opinions et états d'âme sur les procès en cours contre lui. Il utilise abondamment son réseau *Truth Social* pour livrer ses commentaires, lesquels sont rapportés autant dans la presse écrite qu'aux émissions d'information diffusées sur différentes plateformes. Ainsi, le 9 mai 2023, quand il est jugé responsable d'agression sexuelle et de diffamation dans la cause au civil qui l'oppose à la plaignante E. Jean Carrol, il qualifie le verdict de « honte » et de « chasse aux sorcières » sur son réseau, en plus d'affirmer qu'il ne connaît pas cette femme (Fadulu, 2023). Le 13 juin 2023, les chaînes d'information en continu, dont CNN, suivent en direct les allées et venues de Trump le jour de sa comparution au criminel devant un tribunal fédéral de Miami dans l'affaire des documents classifiés qu'il a emportés avec lui à Mar-a-Lago lorsqu'il a quitté ses fonctions. Les deux réseaux conservateurs *Fox News* et *Newsmax* sont cependant les seules chaînes de télévision qui diffusent le discours de Trump en soirée, en direct de son club de golf du New Jersey (Hétu, 2023b ; Thrush *et al.*, 2023). Tout le long de cette journée, Trump publie des messages sur son réseau *Truth Social* pour commenter et dénoncer son inculpation, une « chasse aux sorcières » selon lui. Le même patron de suivi médiatique serré et de dénonciation sur les réseaux sociaux se répète pour chaque inculpation de Trump. À l'occasion de son inculpation au criminel le 1<sup>er</sup> août 2023 liée aux efforts de Trump pour conserver le pouvoir après les élections de 2020 et l'attaque du 6 janvier 2021 contre le Capitole, Trump réagit sur *Truth Social* qualifiant les accusations d'ingérence dans les élections et comparant l'administration Biden à l'Allemagne nazie (Hétu, 2023c). Le 3 août, jour de sa comparution devant la cour fédérale à Washington, les médias suivent en direct tous ses déplacements vers et depuis le palais de justice et diffusent sa déclaration après sa comparution, à l'aéroport national Reagan (Hétu, 2023d). Le 14 août 2023, Trump est accusé au criminel d'avoir tenté de renverser les résultats de l'élection présidentielle de 2020 en Géorgie. De la même manière, il utilise son réseau social pour contre-

---

<sup>114</sup> La modératrice Kaitlan Collins est souvent intervenue devant les propos mensongers de Trump (par exemple, il répète que l'élection de 2020 était truquée). CNN est critiqué pour avoir offert cette tribune à une heure de grande écoute (Grynbaum, 2023).

attaquer, accusant la procureure d'État, Fani Willis, de « partisane enragée » qui invente de fausses accusations pour l'empêcher d'être réélu (Fausset et Hakim, 2023). Le 2 octobre 2023, les caméras de télévision et les journalistes suivent l'ouverture d'un autre procès, celui au civil pour fraude à New York. Avant d'entrer au palais de justice de New York, Trump injurie la procureure générale Letitia James et continue ses remontrances sur *Truth Social* le lendemain avec des attaques personnelles qui lui valent un bâillon (*Gag Order*) du juge Arthur F. Engoron, l'empêchant de s'en prendre publiquement aux jurés et témoins (Bromwich, 2023 ; Christobek et Bromwich, 2023 ; Protess *et al.*, 2023). CNN, Fox News et MSNBC diffusent en direct une conférence de presse de Trump le dernier jour de ce procès le 11 janvier 2024 (Grynbaum, 2024a) et aussi lors du verdict le 16 février, où ses déclarations à l'effet que Biden est responsable et que le juge est corrompu sont diffusées par les médias en direct de Mar-a-Lago (Poniewozik, 2024)<sup>115</sup>. Le 15 avril 2024 débute à Manhattan (New York) le procès au pénal dans l'affaire « *Stormy Daniels* »<sup>116</sup>, où Trump est accusé d'avoir falsifié des documents comptables et versé un pot-de-vin pour acheter le silence de l'actrice porno Stormy Daniels, avec qui il aurait eu une relation adultère et qui risquait de sortir publiquement et de faire grand bruit quelques jours avant l'élection présidentielle de 2016. La couverture médiatique est intensive même si les caméras et autres appareils d'enregistrement audio sont interdits dans la salle d'audience. Les journalistes présents sur place transmettent les informations aux chaînes qui produisent des reportages quotidiens (Grynbaum, 2024b). Tout le long du procès, les déclarations de Trump à son arrivée et à sa sortie du tribunal de Manhattan sont aussi diffusées et ce dernier en profite pour nier les faits, se poser en victime et s'en prendre au juge. Il emploie aussi son réseau social pour relayer des attaques envers son ex-avocat Michael Cohen, la plaignante et les témoins<sup>117</sup>. C'est une bombe médiatique qui tombe le jour du verdict rendu par les jurés le 30 mai, au moment où il est reconnu coupable de tous les 34 chefs d'accusation. Le moment est historique car c'est la toute première fois de l'histoire qu'un ancien président américain, de surcroît candidat à l'élection présidentielle, subit un procès au criminel et est reconnu coupable (Cullen, 2024 ; Ellison et Dawsey, 2024 ; Héту, 2023b). Les réseaux de

---

<sup>115</sup> Le 16 février 2024, Trump est reconnu coupable d'avoir triché sur la valeur de ses actifs de 2011 à 2021. Dans son verdict, le juge Engoron impose une amende 355 millions (450 millions avec les intérêts) et lui interdit de diriger toute entreprise new-yorkaise pendant trois ans (Bromwich et Protess, 2024). Le 25 mars, un juge de la cour d'appel réduit la caution à 175 millions (Haberma *et al.*, 2024b).

<sup>116</sup> *Stormy Daniels* est le nom de scène de l'actrice et réalisatrice de films pornographiques Stephanie Clifford qui est la personne avec qui Trump est accusé d'avoir commis l'adultère en 2006 (Héту, 2023a).

<sup>117</sup> Ces déclarations et messages irrespectueux lui valent une amende pour outrage au tribunal. Le juge Juan Merchan avait émis un bâillon pour ce procès lui interdisant de s'en prendre publiquement aux jurés et témoins (Feuer, 2024).

télévision (NBC, CBS et ABC) et les réseaux d'information par câble (CNN, Fox News, MSNBC) ont tous interrompu leur programmation régulière pour communiquer la nouvelle. CNN, Fox News et MSNBC ont relayé les commentaires à chaud de Trump à sa sortie du tribunal : une « honte » et un « procès truqué mené par un juge corrompu », selon lui (Barr, 2024 ; Ellison et Dawsey, 2024). Le lendemain, la nouvelle fait la une des journaux. Cette journée-là, Trump prononce un discours à la *Trump Tower* où il mène une charge à fond de train contre le jugement (Gold et Haag, 2024). Seul le réseau Fox News diffuse l'allocution en entier. CNN, MSNBC et NBC interrompent leur transmission après 20 minutes pour mener une vérification des faits sur les dires de l'ancien président (ABC et CBS présentent les programmes habituels) (Grynbaum, 2024c).

Deux autres événements d'importance et abondamment couvert par les médias sont les deux tentatives d'assassinat de Trump le 13 juillet et le 15 septembre 2024. La première a lieu lors d'un rassemblement de campagne à Butler en Pennsylvanie. Dès la fin août cependant, la couverture médiatique s'estompe au grand dam de Trump qui repartage les vidéos de la fusillade sur les réseaux sociaux se plaignant que personne n'est tenu responsable et que les médias n'en parlent plus (Weigel, 2024). La deuxième tentative se déroule à West Palm Beach pendant que Trump est en train de jouer au golf sur son terrain *Trump International Golf Club*. L'imputation de cette violence à la partie adverse est ce qui retient l'attention des médias (Dawsey *et al.*, 2024b ; Martinez, 2024).

Trump et son équipe vendent toutes sortes de marchandises pour faire la promotion de sa campagne et amasser des fonds. Ainsi, la vente d'articles (T-shirts, tasses, autocollants, etc.) arborant la photo de prisonnier dans l'affaire criminelle en Géorgie, combinée à l'envoi massif de courriels, lui rapporte plusieurs millions de dollars selon l'équipe de campagne de Trump (Agence France-Presse, 2023a). Même avant d'entrer en politique, l'ancien président monnayait son nom à divers produits de consommation (vodka, parfums, lunettes, chemises, etc.). Cette méthode publicitaire est mise à profit pour l'élection 2024 et Trump l'utilise avec une multitude d'articles comme des cartes à collectionner numériques le représentant en superhéros<sup>118</sup>, des casquettes MAGA (*Make America Great Again*) et des armes à feu portant son nom et son effigie. Le 18 février 2024, il fait la promotion de chaussures de sport (*sneakers*) de marque *Trump Hawks* à 400 dollars, à l'occasion

---

<sup>118</sup> Une édition spéciale de cartes de collection « *Mugshot* » est même produite, avec en plus un morceau du complet cravate qu'il portait le jour de son passage à la prison de Fulton, attaché à la carte physique. Le tout est vendu comme un artefact historique par la compagnie NFT INT qui a la licence de vente des cartes (Friedman, 2023).

d'un salon sur la chaussure à Philadelphie (Cameron, 2024a). Aussi, le 26 mars 2024, Trump met en vente une bible « *God Bless the USA* » à 60 dollars (Gold et Haberman, 2024). Une photo de Trump le visage en sang et le poing levé, capturée lors de la tentative d'assassinat, devient iconique et apparaît partout aux rassemblements de Trump qui ont suivi l'événement et se retrouve sur une variété d'articles commercialisés comme des tee-shirts et des décorations de Noël (Weigel, 2024). La publication de ses livres est aussi un marché lucratif. En décembre 2021, il publie *Our Journey Together*, un album de photos officielles de la Maison-Blanche lorsqu'il était président. En avril 2023, il sort un recueil de ses lettres échangées avec les leaders et membres de l'élite mondiale durant son mandat, intitulé *Letters to Trump*. Enfin le 3 septembre 2024, il publie *Save America*, un livre sur ses accomplissements comme 45<sup>e</sup> président et sa vision d'un second mandat présidentiel<sup>119</sup>. Le livre arbore en page couverture la photo de Trump capturée lors de la première tentative d'assassinat contre lui mentionné plus haut (Bressner et Noah, 2024 ; Vazquez et Morse, 2024).

### 3.2.2 Facteurs explicatifs

Cette partie explore les raisons qui conduisent les anciens présidents à vouloir se mettre en valeur et à choisir la voie de l'entrepreneuriat.

#### *Facteurs individuels*

Depuis le *Former Presidents Act* adopté par le Congrès en 1958, renflouer des dettes personnelles ne fait plus partie des raisons qui expliquent la propension des anciens présidents à vouloir s'enrichir. Bush père et fils sont indépendants de fortune. Clinton qui est endetté en frais juridiques quand il quitte la présidence, rembourse ses dettes en quelques mois, grâce aux revenus considérables générés par ses conférences payantes. Le statut d'ancien président procure une position unique qui facilite la cueillette de fonds à des fins personnelles, ce qui contribue à leur enrichissement (Benardo et Weiss, 2009, p. 8-9 ; Morgan, 2012, p. 24-25). Reagan (et Gerard Ford avant lui), Clinton et Obama tirent une rémunération substantielle de leurs conférences aux États-Unis et dans le monde, leur talent oratoire contribuant grandement à leur réussite. Obama et Trump sont experts dans la mise en marché de produits utilisant leur nom ou leur image. Tous ont érigé

---

<sup>119</sup> Ces livres sont publiés par la maison d'édition *Winning Team Publishing* (<https://45books.com/>). Avant d'accéder à la présidence, Trump avait publié en 1987 le livre *The Art of the Deal* (*Random House*) sur ses stratégies de négociation en affaires.

des bibliothèques présidentielles, une forme de grande entreprise. Et, comme Clinton, ils ont obtenu des contrats lucratifs avec des maisons d'édition pour la publication de mémoire ou livres reliés à leur passé de président.

### *Facteurs nationaux*

Les anciens présidents sont des figures publiques dont les faits et gestes sont scrutés à la loupe par les médias. Ils sont parmi les citoyens les plus visibles du pays, ce qui empêche un réel retour à la vie privée. (Byrne et Vaughn, 2016, p. 2 ; Theakston et de Vries, 2012, p. 2). Cette notoriété issue de la fonction de président, combinée à une couverture médiatique intensifiée et personnalisée, leur confère un statut de vedette qu'ils peuvent exploiter pour protéger et valoriser leur héritage, demeurer pertinents ou attirer l'attention dans le débat politique, tout en tirant des avantages commerciaux lorsqu'ils agissent comme entrepreneur. La popularité de Clinton, Obama et Trump a décliné depuis qu'ils ont quitté la présidence tandis que c'est le contraire pour W. Bush (Cohen, 2024, p. xix). Les raisons sont différentes pour chacun, allant de leur engagement politique à la perception de conflits d'intérêts par le public. Clinton, Obama et Trump sont actifs sur la scène politique alors que W. Bush s'en est retiré. Profiter de sa position d'ancien président pour faire de l'argent peut être perçu comme non éthique ou faire l'objet de soupçons de conflits d'intérêts (Wice, 2009, p. 9), comme déjà expliqué pour l'ancien président Clinton.

### *Facteurs internationaux*

L'évolution des technologies de l'information et de communication est un facteur qui contribue à la transformation de la post-présidence. Tout d'abord, l'ascension des médias de masse favorise leur plus grande célébrité (Anderson, 2010, p. 69 ; Benardo et Weiss, 2009, p. 5). Ensuite, les nouveaux outils de communication permettent aux anciens présidents de se faire valoir, d'exprimer un point de vue ou d'interagir avec le public. Ils profitent aussi de la mondialisation de l'information pour une diffusion rapide de leurs allocutions et autres publications partout dans le monde. Les anciens présidents considérés dans cette recherche ont tous tiré profit des modes de communication disponibles à leur époque. Carter répond à ses détracteurs ou exprime son opinion en écrivant des articles dans les grands journaux américains. Il profite abondamment de la chaîne câblée d'information continue CNN fondée en 1980 par son ami Ted Turner (Prémont, 2006, p. xii et 32) pour faire connaître ses missions à l'étranger et les activités du Centre Carter. Il exerce une diplomatie en temps réel avec le concours de CNN qui possède aussi des bureaux à l'étranger. Il

accorde un nombre incalculable d'entrevues auprès des grandes chaînes de télévision en réseau ou par câble et il rejoint ainsi un large public pour exprimer ses idées (Schaller et Williams, 2003, p. 198). Clinton jouit de la popularité d'une vedette quand il quitte la présidence et les médias offrent une large couverture des polémiques qui ont cours, surtout les premières années de sa post-présidence. Fascinés par Clinton, les médias axent les reportages sur l'individu (le personnage Clinton), accentuant une tendance qui devient une nouvelle norme (Han et Krov, 2005, p. 351-352). Ils suivent à la trace ses activités d'ancien président, surtout celles reliées aux campagnes électorales, étant donné la candidature d'Hillary comme sénatrice en 2000 et 2006 et comme présidente en 2008 et 2016. Clinton accorde beaucoup d'entrevues aux organes de presse et est régulièrement invité aux émissions d'information des grands réseaux de télévision et des chaînes d'information continue. Les médias mondiaux basés sur Internet créent de nouveaux marchés d'expertise et d'influence pour les anciens présidents (Anderson, 2010, p. 74). Doté d'une grande notoriété aux États-Unis et à l'étranger et de compétence exceptionnelle en communication, l'ancien président Obama profite des possibilités de l'Internet pour diffuser ses productions audio et vidéo et pour interagir avec le public. Déjà, ses campagnes présidentielles utilisaient une plateforme numérique sophistiquée pour mobiliser les électeurs (le mouvement *Obama for America* (OFA)) (Milkis S.M. et York J.W., 2017, p. 1-2). Obama et Trump sont de grands utilisateurs des réseaux sociaux, ceux-ci devenant de plus en plus une source d'information importante pour les adultes américains<sup>120</sup>. Trump va même jusqu'à créer son propre réseau social (*Truth Social*), ayant été expulsé temporairement des plateformes qu'il utilisait comme président. Ancienne vedette de télévision, Trump utilise habilement les médias à ses fins. Sa présence à des émissions de balado très populaires dans le dernier blitz de la campagne présidentielle 2024, démontre son instinct en communication politique tout comme sa méfiance envers les médias traditionnels<sup>121</sup>. Avec les nombreuses inculpations dont il est l'objet et sa candidature comme président à l'élection 2024, les médias américains (digitalisés ou non) n'ont d'autres choix que de couvrir les allées et venues de l'ancien président.

---

<sup>120</sup> Un peu plus de la moitié des adultes américains (54 %) déclarent s'informer (au moins parfois) sur les réseaux sociaux, soit une légère hausse par rapport aux dernières années. Parmi ces utilisateurs, le tiers s'informe régulièrement sur *Facebook* et *YouTube*, 20% sur *Instagram*, 17% sur *TikTok* et 12% sur *X*. Il y a aussi d'autres sites qui sont visités, comme *Reddit* (8%), *WhatsApp* (5%), *LinkedIn* (4%) et le site de l'ancien président Trump *Truth Social*, choisi par 3% des adultes qui s'informent via les réseaux sociaux (*Social Media and News Fact Sheet*, 2023).

<sup>121</sup> Par exemple, le 25 octobre 2024, Trump accorde une entrevue de trois heures à l'émission de balado *The Joe Rogan Experience*, qui attire en moyenne onze millions de personnes par épisode (Hétu, 2024d).

### 3.3 Partisanerie politique

#### 3.3.1 Rupture

##### *Ronald Wilson Reagan*

Bien qu'il prononce un discours qui attire l'attention lors de la convention nationale républicaine de 1992, Reagan n'a pas été l'atout souhaité par le Parti républicain en appui aux campagnes électorales pour les raisons évoquées plus haut (Morgan, 2012, p. 20).

##### *George H. Walker Bush*

H. W. Bush répugne à critiquer ses successeurs ou à apparaître sur la scène nationale (Vaughn, 2015). Il ne veut pas s'adonner à de la politique partisane (Kaufman, 2012, p. 486 ; Wice, 2009, p. 189), d'autant plus qu'il n'est pas pleinement accepté dans le Parti républicain, surtout par les Reaganiens purs et durs (Kaufman, 2012, p. 486). L'implication de ses deux fils Jeb et George en politique change la donne. Grâce à son vaste réseau de connaissances politiques, il travaille à solliciter des fonds pour le compte de ses deux fils lors de leurs campagnes comme gouverneur d'État. En 1998, George W., alors gouverneur du Texas, tente de gagner un deuxième mandat, tandis que Jeb, qui a échoué à se faire élire gouverneur de la Floride en 1994, tente une deuxième fois sa chance. Les deux frères gagnent leurs élections et les succès de George en Floride lui permettent de remporter l'investiture du Parti républicain pour les élections présidentielles de 2000 (Kaufman, 2012, p. 500-501 ; Updegrove, 2018, p. 214-218). Bush père joue un rôle modeste dans cette campagne et il est prudent lorsqu'il s'adresse à la presse. Toutefois, il ne cache pas son impatience quand les journalistes évoquent une dynastie Bush comme celle des Kennedy (Benardo et Weiss, 2009, p. 224 ; Updegrove, 2018, p. 223). En plus de solliciter des fonds, H. W. Bush contribue à la préparation des messages à véhiculer lors des débats et au choix de son ancien secrétaire à la défense Richard Cheney comme colistier (Benardo et Weiss, 2009, p. 224-225 ; Schaller et Williams, 2003, p. 197). Bush père est moins impliqué dans l'élection présidentielle de 2004. À la convention républicaine à New York, il décide de ne pas prononcer de discours (Benardo et Weiss, 2009, p. 225).

##### *William Jefferson Clinton*

Clinton est très populaire auprès du Parti démocrate et il est un militant énergique, une attitude qui amorce un tournant dans les rôles post-présidentiels. Fait notable, il a prononcé un discours à

chacune des conventions nationales démocrates de nomination présidentielle de 1980 à 2024 (Nagourney et Baker, 2020).

Avec un contexte politique morose après le 11 septembre 2001, l'élection de mi-mandat de 2002 est désastreuse pour les démocrates : ils perdent le contrôle du Sénat aux mains des républicains, ces derniers faisant même des gains à la Chambre des représentants. Clinton prend part à environ une centaine de collectes de fonds et d'événements en faveur des candidats démocrates, mais plusieurs de ceux qu'il soutient perdent leurs élections (Felsenthal, 2008, p. 79 ; Updegrove, 2018, p. 252). À l'élection présidentielle de 2004, Clinton appuie le général Wesley Clark comme candidat démocrate, mais c'est le sénateur du Massachusetts John Kerry qui obtient la nomination. Clinton fait pression sur Kerry pour qu'il choisisse Clark ou Hillary comme colistier, mais Kerry ignore les suggestions et choisit John Edwards. À la convention nationale du Parti démocrate à la fin juillet à Boston et comme à chaque fois que les deux apparaissent sur scène au même événement de campagne, Clinton vole la vedette en prononçant un discours beaucoup plus senti et animé que celui de Kerry<sup>122</sup>. Le 6 septembre, Clinton subit un quadruple pontage coronarien, ce qui le met temporairement à l'écart de la campagne. À la fin octobre, il reprend le flambeau et prend la parole au côté de Kerry lors d'un rassemblement à Philadelphie. Il fait aussi campagne en Arkansas, au Nevada et au Nouveau-Mexique (Benardo et Weiss, 2009, p. 226 ; Felsenthal, 2008, p. 113-114 et 125-126 ; Updegrove, 2018, p. 256-257). À l'élection de mi-mandat de 2006, Clinton est très demandé pour soutenir les candidats démocrates. En plus de jouer un rôle de premier plan dans la campagne de réélection d'Hillary comme sénatrice de New York, il soutient entre autres le sénateur Joe Lieberman pour sa réélection au Connecticut et même le vétéran de la marine Jim Webb, ancien critique de sa présidence, qui se présente à l'élection sénatoriale de la Virginie. Il participe aussi à des événements de campagne pour d'autres paliers de gouvernement, comme son appui pour le gouverneur du New Hampshire John Lynch (Benardo et Weiss, 2009, p. 16 ; Felsenthal, 2008, p. 201-205 ; Remnick, 2006).

L'élection présidentielle de 2008 est particulière, car Hillary Clinton est candidate à l'investiture démocrate pour la présidence. Bill, qui jusque-là évitait les hostilités durant les campagnes électorales, adopte une position beaucoup plus partisane, donnant même l'impression qu'il concourt pour un troisième mandat à la présidence. Durant la longue saison des primaires qui dure

---

<sup>122</sup> C'est également à cette occasion que le nouveau sénateur fédéral de l'Illinois, Barack Obama, gagne en popularité auprès des démocrates en prononçant un électrisant discours d'ouverture de la convention (Maney, 2016, p. 268).

jusqu'à l'abandon d'Hillary en juin, Bill Clinton est déterminé à barrer la route à Barack Obama, le charismatique sénateur de l'Illinois qui est le principal adversaire d'Hillary. Bill participe à plusieurs collectes de fonds et rassemblements organisés par l'équipe de campagne d'Hillary. Avant la saison des primaires à l'hiver 2007, le couple décide de ne pas partager la même scène, Hillary cherchant à exprimer sa particularité et à se démarquer de l'ère Clinton<sup>123</sup>. Il y a aussi la crainte que Bill éclipse Hillary dans les conférences où ils sont ensemble. À l'été, constatant une levée de fonds en deçà des attentes et les sondages défavorables, l'équipe de campagne change l'approche pour que Bill accompagne Hillary dans les États où il est populaire et prononce le discours d'introduction aux conférences. Il accorde aussi plusieurs entrevues à des émissions de télévision comme *Meet the Press* (CTV), *This Week* (ABC) et *Charlie Rose Show* (PBS) où il attaque Obama sur son peu d'expérience en politique et le risque de perdre l'élection présidentielle s'il est choisi candidat. Les attaques deviennent plus personnelles en janvier 2008 au début de la saison des primaires, ce qui entache la réputation de Bill Clinton. Il y a tout d'abord la remarque de Bill sur la position d'Obama envers la guerre en Irak mentionné ci-haut. Mais l'événement le plus acrimonieux a lieu lors de la primaire en Caroline du Sud le 26 janvier remportée par Obama. Bill rappelle aux journalistes que le révérend Jesse Jackson avait gagné dans le même État en 1984 et 1988, mais perdu la nomination par la suite, insinuant qu'Obama devait sa victoire au vote des noirs plutôt qu'à un plus large soutien de l'électorat. Cette remarque est jugée raciste par les médias et fait perdre à Hillary l'appui de la communauté noire et d'influents responsables du Parti démocrate qui décident de soutenir Obama, notamment le sénateur Edward Kennedy du Massachusetts<sup>124</sup>. Bill tente de rectifier le tir en ayant un discours moins incisif lors des rassemblements en vue du *Super Tuesday* où se déroulent vingt-deux scrutins. À la fin février, Obama devance Hillary en nombre de délégués, mais Hillary demeure dans la course qui est serrée. Bill intensifie le lobbying auprès des 796 superdélégués pour les convaincre de voter pour Hillary à la convention du mois d'août<sup>125</sup>. Au début juin, Hillary concède sa défaite et donne son soutien officiel à Obama. En août 2008, à la convention nationale du Parti démocrate à Denver au Colorado,

---

<sup>123</sup> Pour bien garder ses distances de Bill, le site Web dédié à la campagne d'Hillary évite le nom de famille Clinton. Il s'intitule *Hillary for President* (Felsenthal, 2008, p. 234).

<sup>124</sup> Barack Obama rapporte cet incident dans ses mémoires. Il mentionne par ailleurs avoir jeté de l'huile sur le feu quand il a affirmé que Bill Clinton n'avait pas transformé la politique comme l'avait fait Ronald Reagan dans les années 1980 (Obama, 2020, p. 172-173).

<sup>125</sup> À la convention nationale, les superdélégués (*Pledged Delegates*) sont libres de voter pour le candidat de leur choix, leur donnant ainsi la possibilité de contrebalancer le vote des délégués provenant des États.

Bill se rallie au gagnant et demande à ceux qui ont appuyé Hillary de voter pour Obama en novembre (Benardo et Weiss, 2009, p. 227-228 ; Felsenthal, 2008, p. 233-257 ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 509-511 ; Kaufman, 2012, p. 521-522 ; Maney, 2016, p. 268-270 ; Morgan, 2012, p. 21 ; Obama, 2020, p. 172-173, 179, 189, 202).

À l'élection de mi-mandat de 2010, Bill Clinton devient le plus fervent partisan du Parti démocrate et un ardent défenseur du président Obama et de son administration d'autant plus qu'Hillary en est la secrétaire d'État. De plus, il comprend mieux que quiconque les conséquences d'une perte de la majorité au Congrès, évoquant sa propre déconvenue en 1994<sup>126</sup>. Bien des candidats au Congrès ou à des postes de gouverneurs préfèrent avoir Clinton à leur côté dans les assemblées électorales plutôt que le président. Il fait campagne pour 65 candidats à plus d'une centaine d'événements et il est invité aux émissions *The Daily Show With Jon Stewart*, *Meet the Press* et même *On the Record with Greta Van Susteren* sur Fox News, une chaîne d'allégeance conservatrice (Gibbs et Duffy, 2012, p. 519-520 ; Hulse, 2010 ; Rutenberg et Zernike, 2010). En 2012, à la convention nationale du Parti démocrate à Charlotte (Caroline du Nord), Clinton prononce le discours de nomination du candidat Obama pour son deuxième mandat présidentiel, une première pour un ancien président. Diffusé à une heure de grande écoute télévisuelle, le discours dépasse largement le temps prévu, et, selon l'opinion de plusieurs observateurs, Clinton vole la vedette au président sortant en se montrant un meilleur vendeur pour sa réélection que lui (Maney, 2016, p. 272 ; Nagourney et Baker, 2020 ; Zeleny, 2012). De septembre à début novembre, Clinton continue à défendre les politiques du premier mandat d'Obama sur l'économie, les soins de santé et les prêts étudiants en faisant plusieurs interventions dans les États clés comme à Miami en Floride (11 septembre); avec le chanteur Bruce Springsteen à Parna en Ohio (18 octobre); à Green Bay au Wisconsin (19 octobre); en remplacement d'Obama à Orlando en Floride en raison de l'ouragan Sandy (29 octobre); de nouveau en Ohio à Perrysburg (1<sup>e</sup> novembre) et enfin avec Obama à Bristow en Virginie devant une foule de 24 000 personnes (3 novembre) (Firestone, 2012 ; Gardner, 2012 ; Helderman, 2012 ; Landler, 2012 ; Oppel Jr, 2012 ; Perez, 2012 ; Tumulty, 2012).

---

<sup>126</sup> Aux élections de mi-mandat de 1994, le Parti démocrate perd la majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, une défaite cuisante pour le président Bill Clinton. En 2010, Obama subit aussi la sanction des électeurs, perdant 63 représentants et la majorité à la Chambre. Il conserve néanmoins une mince majorité au Sénat (Gibbs et Duffy, 2012, p. 520).

Peu de temps après la réélection d'Obama, Hillary démissionne de son poste de secrétaire d'État et entreprend de se présenter une deuxième fois comme candidate à l'élection présidentielle, celle de 2016. Bill fait encore campagne pour elle à un rythme tout aussi soutenu : de janvier à novembre, il participe à près de 500 événements publics. Les politiques phares de son administration n'ont cependant plus la cote dans un Parti démocrate plus à gauche, personnifié par le sénateur du Vermont Bernie Sanders, le principal adversaire d'Hillary lors des primaires démocrates (Horowitz, 2016). Au début de la saison des primaires, Bill fait preuve de retenue dans ses discours même si Sanders désavoue les politiques de son administration en matière de commerce, de justice pénale et de déréglementation de Wall Street. Il veut éviter les erreurs de la campagne de 2008 et souhaite ne pas être le centre d'attention (Flegenheimer, 2016). À la fin janvier, en prévision des caucus du 1<sup>er</sup> février en Iowa, Bill Clinton participe à plusieurs rassemblements dans cet État les 29 et 30 janvier et il rejoint Hillary et sa fille Chelsea à Cedar Rapids pour un événement en commun (Gearan, 2016). Mais Sanders mène une chaude lutte : le résultat est serré en Iowa et il remporte la majorité des délégués au New Hampshire le 9 février. Bill accentue ses efforts pour aider Hillary en vue des primaires d'avril de New York et de la Pennsylvanie, qui s'annoncent décisives, en participant à plusieurs rassemblements (Chozick et Healy, 2016). Il doit souvent défendre ses anciennes politiques comme lors d'une assemblée le 7 avril à Philadelphie (Pennsylvanie) où il répond à des manifestants du mouvement *Black Lives Matter* qui lui reprochent son projet de loi de 1994 sur la criminalité, lequel a instauré des sanctions sévères en matière de drogue, augmentant le taux d'incarcération des noirs (Chozick, 2016 ; Madigan *et al.*, 2016 ; Rappeport, 2016 ; Waldman, 2016). Même si Hillary est en avance en remportant une majorité de délégués, Sanders reste dans la course jusqu'à la fin des primaires en juin. Le 26 juillet, à la convention nationale du Parti démocrate, Bill prononce un long discours d'une quarantaine de minutes à l'occasion de l'investiture officielle d'Hillary comme candidate démocrate. Il la décrit comme une actrice de changement et ajoute des anecdotes plus personnelles sur la candidate (Gerson, 2016 ; Martin et Healy, 2016 ; Petri, 2016). Du côté républicain, c'est finalement l'anticonformiste Donald Trump qui remporte l'investiture après une course disputée entre dix-sept candidats. En août, le camp républicain s'attaque à la Fondation Clinton alléguant des risques de conflits d'intérêts et l'acceptation de dons d'États étrangers qui ne respectent pas les droits de la personne. Trump va même jusqu'à qualifier la Fondation d'organisation criminelle. Bill devient plus vindicatif, se sentant personnellement attaqué sur son travail caritatif. Durant la semaine du 4 septembre, il

répond à ses détracteurs lors de rassemblements de campagnes à Détroit au Michigan, à Durham en Caroline du Nord et à Orlando en Floride (Flegenheimer, 2016). À l'automne, plusieurs événements marquent la campagne électorale dont la sortie des cassettes d'*Access Hollywood* début octobre qui expose au grand jour les comportements misogynes de Trump (Fahrenthold, 2016)<sup>127</sup>. Tout au long de la campagne, Donald Trump a utilisé des remarques sexistes pour s'en prendre à Hillary Clinton rappelant au passage les aventures sexuelles de Bill Clinton quand il était à la Maison-Blanche (Boatright et Sperling, 2019, p. 57-58). Mais pour se défendre de ses propos vulgaires sur les femmes qui font un tollé, Trump riposte en s'en prenant directement à Bill Clinton. Il tient une conférence de presse surprise avec trois femmes qui accusent Bill d'abus sexuels juste avant le second débat de la campagne du 9 octobre et relaie aussi des messages sur la plateforme de microblogage *Twitter* accusant Bill Clinton de violeur (Bromwich et Hauser, 2016 ; Stack, 2016 ; Sullivan *et al.*, 2016b). Bill ignore les attaques de Trump et continue de faire des apparitions dans les États les plus disputés comme au Colorado le 4 novembre (Horowitz, 2016). La course culmine avec un grand rassemblement la veille de l'élection le 7 novembre à Raleigh en Caroline du Nord où toute la famille Clinton est présente (Sullivan *et al.*, 2016a).

Bill Clinton est beaucoup moins actif à l'élection présidentielle de 2020, en pleine pandémie de COVID-19. Inquiet pour sa santé, il reste isolé chez lui à Chappaqua (New York), ce qui ne l'empêche pas de prodiguer des conseils quand le candidat démocrate Joe Biden, ou ses responsables de campagne Jennifer O'Malley Dillon et Steve Ricchetti le sollicitent. À la convention nationale démocrate tenue virtuellement, son discours de cinq minutes, préenregistré depuis son domicile, est diffusé le 18 août bien avant les heures de grande écoute. Il condamne la mauvaise gestion de la pandémie de coronavirus par le président Donald Trump et l'attaque personnellement sur son éthique de travail qui consiste, selon lui, à regarder la télévision et à interagir sur les réseaux sociaux (Nagourney et Baker, 2020). En juillet 2024, dans la foulée de l'annonce par Joe Biden de son retrait de la course présidentielle et de son soutien à la vice-présidente Kamala Harris pour le remplacer, Clinton s'empresse de publier un communiqué pour soutenir le président dans sa décision (McCreesh, 2024). Il prononce un discours empreint de sagesse à la convention nationale du Parti démocrate le 21 août, exhortant les participants à rester

---

<sup>127</sup> Il s'agit de la publication le 7 octobre de l'enregistrement d'une conversation datant de 2005 entre Trump et l'hôte de l'émission *Access Hollywood*, Billy Bush. Trump se vante de la manière dont il séduit les femmes mariées (« *Grab 'em by the pussy* »). Plusieurs femmes ont ensuite déclaré publiquement avoir été victimes d'agression sexuelle (Boatright et Sperling, 2019, p. 58).

vigilants, car la victoire est loin d'être acquise. Il critique Trump, l'accusant de s'intéresser uniquement à sa personne (Baker, 2024c). En octobre, il reprend le bâton de pèlerin pour faire campagne pour Harris dans les régions rurales, notamment en Géorgie et en Caroline du Nord, où le vote s'annonce très serré (Blinder, 2024 ; Wells et Svitek, 2024).

### *George W. Bush*

Tout comme son père, le 43<sup>e</sup> président ne veut pas s'impliquer dans la politique ni exprimer son opinion sur les politiques mises de l'avant par Obama. Établi à Dallas au Texas en 2009, il devient un citoyen très impliqué dans sa communauté en participant à des événements locaux et en gardant ses distances de Washington (Baker, 2013c ; Gibbs et Duffy, 2012, p. 514 ; Updegrave, 2010). À l'élection présidentielle de 2012, le candidat républicain Mitt Romney ne sollicite pas l'aide de W. Bush, toujours impopulaire. À la convention républicaine d'août à Tampa en Floride, W. Bush apparaît aux côtés de son père dans une courte vidéo (Martin, 2016). Lors des primaires de l'élection présidentielle de 2016, W. Bush sollicite des fonds pour aider la candidature de son frère Jeb et il apparaît à ses côtés lors d'un rassemblement en Caroline du Sud, juste avant les primaires de février (Haberma et Martin, 2016)<sup>128</sup>. En juin, quand il devient évident que Trump remportera la nomination, W. Bush annonce qu'il ne l'appuiera pas, d'autant plus que Trump, en plus de se moquer de son frère Jeb, répudie publiquement son héritage en décrivant sa présidence comme un échec et en méprisant les politiques interventionnistes et pro-libre-échange et d'immigration qui étaient au cœur de ses deux mandats comme président. Il qualifie l'invasion de l'Irak de désastre de politique étrangère et blâme Bush pour les attentats du 11 septembre 2001. Gardant sa réserve habituelle W. Bush ne répond pas directement aux critiques et décide plutôt d'aider les sénateurs républicains en difficulté face à leur réélection en organisant des collectes de fonds, notamment pour John McCain (Arizona) et Kelly Ayotte (New Hampshire), tous deux victimes des agressions verbales de Trump. Il participe aussi à des événements aux côtés des sénateurs Roy Blunt (Missouri), Ron Johnson (Wisconsin) et Rob Portman (Ohio) (Haberma et Martin, 2016). À ces occasions, W. Bush exprime son inquiétude face au glissement du Parti républicain vers le protectionnisme, l'isolationnisme et le nativisme. Comme la plupart des anciens membres du cabinet de la dernière administration républicaine, la famille Bush n'assiste pas à la convention nationale du Parti qui se tient à Cleveland du 18 au 21 juillet (Martin, 2016). W. Bush félicite

---

<sup>128</sup> Jeb Bush abandonne la course après sa défaite en Caroline du sud le 21 février 2016 en n'ayant remporté aucunes primaires ou caucus (il avait aussi perdu au New Hampshire et en Iowa) (CNEWS, 2016).

Trump après sa victoire le 8 novembre et assiste à l'investiture en janvier 2017. Il reste cependant en profond désaccord avec Trump comme le montre une interview au *Today Show* sur NBC qu'il accorde le 27 février pour promouvoir la sortie de son livre *Portraits of Courage*. À cette occasion, sans mentionner le nom de Trump, il exprime ses divergences quant à son approche de l'immigration et son peu de considération envers les médias. Il croit également que les soupçons de collusion entre la Russie et des membres de la campagne présidentielle de Donald Trump devraient faire l'objet d'une enquête (Baker, 2017). La participation de W. Bush aux prochaines campagnes électorales se fait très rare. En novembre 2020, il félicite le démocrate Joe Biden pour sa victoire contre le président sortant Donald Trump et qualifie l'élection d'honnête en réaction au refus de ce dernier de reconnaître sa défaite, alléguant qu'il y a des irrégularités dans le processus électoral (Agence France-Presse, 2020). En septembre 2021, il soutient la représentante Liz Cheney qui est défiée par une candidate soutenue par Trump lors des primaires républicaines pour l'élection de mi-mandat de 2022 (Sonmez et Sotomayor, 2021)<sup>129</sup>.

### *Barack Obama*

Au début de sa post-présidence, Obama préfère rester à l'écart de la politique partisane, suivant l'approche de ses prédécesseurs. Il se concentre sur ses propres affaires : prendre des vacances, voyager, écrire son autobiographie et s'occuper de sa Fondation et de son Centre présidentiel. Ce positionnement au-dessus de la mêlée consterne ses anciens supporteurs. Ce n'est que quelques semaines avant les élections de mi-mandat de 2018 qu'il amorce un changement d'attitude. Avec l'objectif d'aider les démocrates à regagner le contrôle de la Chambre des représentants et de s'assurer que le découpage des districts électoraux dans les États soit équitable, il relance, en juin 2018, un groupe d'action politique, *Organizing for Action*, inspiré de son ancienne organisation de campagne (Burns, 2018a). Le groupe s'associe avec le *National Democratic Redistricting Committee* (NDRC), dirigé par son ancien ministre de la justice Eric Holder qui a pour mission de s'attaquer au problème du *Gerrymandering*<sup>130</sup> (Jacobs, 2018, p. 735). Le 1<sup>er</sup> août, Obama publie sur le réseau social *Twitter* une liste de 81 candidats démocrates qu'il soutient à différents paliers électoraux au fédéral et dans les États, leur donnant l'autorisation d'utiliser son nom dans les campagnes de sollicitation (Burns, 2018b). Le 7 septembre, il prononce un discours devant les étudiants de l'Université de l'Illinois dans lequel il attaque directement le président Trump, en

---

<sup>129</sup> Liz Cheney perd la primaire républicaine ce qui met fin à son mandat parlementaire à la Chambre des représentants.

<sup>130</sup> Aux États-Unis, le découpage des districts électoraux de manière à favoriser un parti est appelé *Gerrymandering*.

prononçant même son nom, ce qu'il évitait de faire auparavant. Il accuse son successeur d'être une menace pour la démocratie et le qualifie de démagogue en raison de sa rhétorique polarisante. Il répond aux prétentions de Trump qui s'attribue la responsabilité de la bonne marche de l'économie (Baker, 2018a, 2018b ; Blow, 2018). À partir de cette date, il devient plus actif dans la campagne et entame une tournée des États et districts électoraux. À chacun de ses discours, il exhorte les électeurs à aller voter et dénonce les mensonges et les exagérations dans les débats. Il enregistre aussi une vidéo sur le site *Vote.org* pour encourager les électeurs à s'inscrire et à aller voter et des messages téléphoniques robotisés qui sont diffusés quelques jours avant l'élection (Baker, 2018c). Les principaux rassemblements auxquels il participe et les messages véhiculés sont présentés à l'annexe D.

Durant la campagne présidentielle de 2020, l'engagement partisan de Barack Obama est plus affirmé qu'en 2018, comme le démontrent ses nombreuses interventions publiques et ses discours enflammés. Se gardant de prendre position durant les primaires démocrates pour l'un ou l'autre des candidats, il donne son appui le 14 avril à son ancien vice-président Joe Biden, peu de temps après le ralliement de ses opposants. Pour ce faire, il publie une vidéo de 12 minutes où il affirme que Biden est la meilleure personne pour diriger le pays et aussi assurer une meilleure gestion de la pandémie mondiale de coronavirus qui affecte grandement les États-Unis depuis mars 2020 (Cuzin, 2020). Le 3 juin, dans la foulée des manifestations contre la violence policière qui ont suivi la mort de George Floyd, il participe à une assemblée virtuelle où il invite les jeunes à agir pour le vrai changement de façon pragmatique et non-violente (Associated Press, 2020). Invité vedette de la convention nationale démocrate de Philadelphie du 19 août 2020, il discrédite le travail du président Donald Trump. Il lui reproche de ne pas prendre son travail au sérieux, de favoriser ses amis et ses intérêts personnels et de n'avoir pas réussi à assurer la sécurité et le bien-être des citoyens durant la crise de la COVID-19. Il ajoute que les conséquences de l'incapacité de Trump à occuper la fonction de président sont d'une part, les menaces aux institutions démocratiques et, d'autre part, la baisse de la réputation des États-Unis dans le monde (*Address to the Democratic National Convention*, 2020). À la fin octobre, Obama entame une série de tournées dans des États clés pour mobiliser les électeurs et les inciter à aller voter en faveur de Joe Biden<sup>131</sup>. Pandémie oblige, les rassemblements ont lieu à l'extérieur, dans des stades ou de grands stationnements

---

<sup>131</sup> D'autant plus que l'ancien vice-président rappelle sans cesse aux partisans les réalisations de l'administration Obama-Biden lorsqu'elle était au pouvoir.

(*Drive-in Rally*). Le premier ralliement de la sorte a lieu le 21 octobre à Philadelphie en Pennsylvanie, à moins de deux semaines de l'élection (Newman et Victor, 2020). Durant cette tournée, il reprend les thèmes abordés lors de la convention nationale démocrate du mois d'août : l'importance d'aller voter, l'échec de la gestion de la pandémie par Trump et son incompétence en général, les menaces aux institutions américaines et à la démocratie. Le discours est le même, mais les reproches sont plus personnalisés, comme quand il critique Donald Trump pour ses liens commerciaux avec la Chine et le ridiculise pour avoir attrapé la COVID-19 (Thrush, 2020). Il se rend ensuite en Floride où il fait campagne à Miami (24 octobre) et à Orlando (27 octobre). Il donne aussi un coup de main à Biden au Michigan à Flint (31 octobre) pour terminer à Atlanta en Géorgie le 2 novembre, la veille du scrutin. Les détails de cette tournée sont présentés à l'annexe E.

À l'élection de mi-mandat de 2022, Obama change de stratégie pour ne plus être sur le devant de la scène. Il s'éloigne du rôle de leader du Parti démocrate qu'il a joué pendant les années où Trump était au pouvoir. Il est plus circonspect dans le choix des événements de campagne où il fait une apparition, ciblant les candidats démocrates déjà appuyés par le président Biden dans les États où la victoire contribuerait le plus à préserver la démocratie, qu'ils soient sénateurs, gouverneurs ou secrétaires d'État (Dovere, 2022). Il choisit de participer à des collectes de fonds pour les groupes démocrates majeurs, comme le Comité de campagne sénatoriale démocrate au début septembre et le Comité national de redécoupage démocrate à la fin août. Le 28 septembre, il prononce un discours à l'occasion d'une collecte de fonds pour le Comité de campagne du Congrès démocrate à San Diego. Il récidive le lendemain, cette fois pour le Comité national démocrate à San Francisco. Lors de ses allocutions, il se dit inquiet des conséquences d'une perte de contrôle de la Chambre des représentants aux mains des républicains, dont certains candidats ne croient pas en la démocratie (Merica, 2022).

Obama ne reste pas les bras croisés durant la campagne présidentielle pour l'élection du 5 novembre 2024, d'autant plus qu'il est très populaire auprès des démocrates et des indépendants<sup>132</sup>. Inquiet d'un possible retour de l'ancien président Donald Trump au pouvoir, Obama est en contact régulier avec le président Biden, son chef de cabinet Jeffrey D. Zients et les principaux

---

<sup>132</sup> Selon un sondage réalisé en août 2024 par *The Economist* et *YouGov*, 94 % de ceux qui s'identifient comme démocrate et 47% des indépendants ont une opinion favorable d'Obama (74% des démocrates et 30% des indépendants ont une opinion favorable de Bill Clinton)  
[https://d3nkl3psvxxpe9.cloudfront.net/documents/econTabReport\\_Dgf6Oqh.pdf](https://d3nkl3psvxxpe9.cloudfront.net/documents/econTabReport_Dgf6Oqh.pdf).

collaborateurs de la campagne Biden afin de prodiguer des conseils (Rogers, 2024). En janvier 2024, il met en doute la stratégie de campagne du président sortant qu'il trouve trop imbriquée avec les affaires de la Maison-Blanche en employant le même personnel. Il suggère d'ajouter des personnes responsables à la direction de la campagne, dont le siège est à Wilmington au Delaware (Pager, 2024a ; Shear et Rogers, 2024). Le 28 mars, le président Biden est accompagné d'Obama et de Bill Clinton lors d'une levée de fonds au *Radio City Music Hall* à Manhattan, qui rapporte 25 millions de dollars selon les organisateurs. Le 15 juin, une autre levée de fonds au Peacock Theater à Los Angeles rapporte encore plus et Obama se montre très agressif à l'endroit de Trump énumérant les délits qu'il a commis (McCreesh et Nagourney, 2024). Le lendemain du premier débat présidentiel où la piètre performance de Biden plonge le Parti démocrate dans une crise, Obama intervient sur le réseau social *X* pour renouveler sa confiance en Biden (Scherer *et al.*, 2024). En revanche quelques jours plus tard, il mentionne aux personnes qui le contactent en privé que le chemin vers la victoire est maintenant plus difficile et que le président devrait sérieusement réfléchir à la viabilité de sa candidature (Pager et Scherer, 2024a, 2024b). Le 21 juillet, alors que Biden annonce son retrait de la campagne présidentielle, Obama fait l'éloge de Biden sur le réseau social *Medium* (Obama, 2024a). Le 26 juillet, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, Barack et Michelle Obama soutiennent la candidature de Kamala Harris comme présidente (Pager et Olorunnipa, 2024). Obama devient un conseiller informel d'Harris et il est consulté à propos du choix de Tim Walz comme colistier (les Clinton sont aussi consultés) (Goldmacher *et al.*, 2024b). Le 21 août, lors de la convention nationale démocrate tenue à Chicago, où Harris est officiellement investie comme candidate, Michelle et Barack Obama s'expriment tour à tour, enthousiasmant l'assistance (Baker, 2024d ; Obama, 2024b ; Pager, 2024b). Dans la dernière ligne droite de la course en octobre, il multiplie les événements de campagne sur le terrain où il attaque Trump d'une manière plus directe et personnelle. Ces rassemblements sont présentés à l'annexe F.

### *Donald J. Trump*

En 2024, Donald Trump tente un retour en politique active en sollicitant un deuxième mandat présidentiel non consécutif, un pari qu'il gagne et que seul le président Stephen Grover Cleveland a réussi avant lui dans toute l'histoire des États-Unis (1885-1889 et 1893-1897). L'élection a failli être une reprise de celle de 2020, car en début de course il était opposé de nouveau à Joe Biden, le président en exercice qui brigait un second mandat. Mais le retrait de ce dernier le 21 juillet en faveur de la candidature de la vice-présidente Kamala Harris change la dynamique de la lutte. Ce

revirement de campagne rarissime<sup>133</sup> a suivi un autre rebondissement tout aussi historique le 13 juillet : la tentative d'assassinat de Trump. Cet événement galvanise le camp républicain d'autant plus que la convention nationale débute deux jours plus tard (Baker *et al.*, 2024). Encore plus inusitée, une autre tentative d'assassinat du candidat Trump a eu lieu le 15 septembre. Cet événement vient s'ajouter aux péripéties de cette campagne pas ordinaire, où le candidat républicain est un ancien président impopulaire qui a quitté le pouvoir avec un taux d'approbation de 34% en janvier 2021 (Presidential Job Approval Center, s. d.).

Le 15 novembre 2022, une semaine après les résultats décevants des républicains à l'élection de mi-mandat, qui voient leur majorité diminuer à la Chambre des représentants, Trump annonce sa candidature devant ses partisans, depuis sa résidence de Mar-a-Lago en Floride. Son premier rassemblement pour la campagne présidentielle a lieu le 25 mars 2023 à Waco au Texas. Il consacre une grande partie de son discours à se dire victime de l'« instrumentalisation de la justice » (« *weaponization of the justice system* ») en raison d'éventuelles poursuites judiciaires contre lui (Bender et Goldmacher, 2023). Les candidats que Trump soutenait à l'élection de 2022 ont mal performé ce qui soulève des doutes sur la valeur du candidat chez certains républicains et encourage l'entrée d'adversaires aux primaires républicaines comme le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis, réélu haut la main en Floride (Agence France-Presse, 2022 ; Goodwin, 2022). Néanmoins, l'ancien président gagne facilement la course à l'investiture républicaine. Lancée le 31 mai 2023, la campagne de DeSantis déçoit les attentes. Subissant les moqueries incessantes de Trump, il se retire de la course deux jours avant les primaires du New Hampshire, le 21 janvier 2024, après une cuisante défaite au caucus de l'Iowa le 15 janvier (Nehamas *et al.*, 2024). La candidate centriste d'origine indienne Nikki Haley, ancienne gouverneure de Caroline du Sud et ancienne ambassadrice à l'ONU, fait meilleure figure, demeurant la seule adversaire dans la course le jour du super mardi (*Super Tuesday*)<sup>134</sup>. Ce jour-là, soit le 5 mars 2024, Trump remporte quatorze États par de larges marges, laissant le seul État du Vermont à sa rivale. Haley met fin à sa campagne

---

<sup>133</sup> Le président Lyndon B. Johnson (1963-1969) n'a pas sollicité non plus de deuxième mandat, mais il avait choisi de ne pas se présenter aux primaires démocrates (de 1968) contrairement à Biden qui était le candidat démocrate désigné après sa victoire aux primaires au moment de son annonce de retrait de la course.

<sup>134</sup> D'autres candidats sont aussi dans la course, mais ils abandonnent rapidement. L'ancien vice-président de Donald Trump, Mike Pence, en manque d'appui populaire pour participer aux débats des candidats, jette l'éponge le 28 octobre 2023 (Haberma *et al.*, 2023). Le sénateur de la Caroline du sud Tim Scott abandonne la course le 12 novembre pour la même raison (Haberma et Goldmacher, 2023). L'ancien gouverneur du New Jersey Chris Christie se retire de la course au début de janvier 2024 (Corasaniti, 2024). L'entrepreneur Vivek Ramaswamy donne son appui à Trump le soir des caucus de l'Iowa, le 15 janvier 2024 (Hétu, 2024a).

le lendemain (Gold, 2024c ; Goldmacher et Nagourney, 2024 ; Ulloa *et al.*, 2024). Le 12 mars, à huit mois de l'élection générale, Trump devient le candidat républicain désigné, tout comme le président Biden du côté démocrate (Gold et Nehamas, 2024).

L'engagement partisan de l'ancien président s'exprime par son emprise sur le Parti républicain et par son rôle de leader de l'opposition. Tout d'abord, Trump exerce un ascendant sur son parti, une aura inédite dans l'histoire pour un ancien président. Il influence les votes tenus par la Chambre des représentants, comme lorsqu'il demande aux républicains le 24 septembre 2023 de ne rien céder aux démocrates dans la négociation sur le budget, même si une impasse risque de provoquer la fermeture du gouvernement fédéral (Trump, 2023). Ou encore en janvier 2024, quand il exhorte les républicains à ne pas s'entendre avec les démocrates sur un accord frontalier à moins d'obtenir toutes les conditions exigées (Trump, 2024a). Il se mêle des commissions parlementaires, par exemple quand il encourage les républicains à lancer une procédure de destitution contre Joe Biden en discutant avec certains membres du Freedom Caucus, un groupe ultraconservateur de la Chambre. Cette initiative se concrétise le 12 septembre 2023 quand le président de la Chambre Kevin McCarthy ouvre l'enquête (Swan *et al.*, 2023). Les élus républicains et les élites du Parti évitent de se mettre Trump à dos, recherchent son approbation ou l'appuient même s'ils sont en profond désaccord avec lui. Ainsi, Trump intervient dans le choix d'un nouveau président de la Chambre après la destitution de McCarthy par ses pairs. Le 25 octobre 2023, le républicain pro-Trump Mike Johnson est choisi comme successeur et ce dernier visite l'ancien président à Mar-a-Lago le mois suivant (Goldmacher, 2023 ; Karni, 2023). En avril 2024, Trump défend Johnson alors que certains représentants non interventionnistes menacent de l'expulser de son poste de président à la suite d'une entente bipartisane qui fournit une aide additionnelle à l'Ukraine, Israël et Taïwan (Bade *et al.*, 2024). Le 6 mars 2024, le sénateur du Kentucky Mitch McConnell, chef de la minorité républicaine au Sénat, appuie Trump pour la présidence, même s'il l'avait blâmé pour les émeutes du 6 janvier 2021 (Haberma, 2024). Le 22 mai 2024, Nikki Haley annonce devant l'Institut Hudson à Washington qu'elle va voter pour Trump en novembre, même si elle est extrêmement critique envers lui et en particulier à propos de sa politique étrangère (Ulloa, 2024)<sup>135</sup>. Trump contrôle aussi l'appareil du Parti républicain. À la réunion des délégués du Parti à Houston

---

<sup>135</sup> Un autre exemple probant est l'appui qu'il reçoit de la part des républicains les plus influents, dont le président de la Chambre des représentants Mike Johnson, au lendemain de son verdict de culpabilité dans le procès criminel à New York pour dissimulation de pot-de-vin. Ils reprennent les arguments arbitraires de Trump à l'effet que le tribunal de Manhattan est partial et qu'il est victime de persécution politique de la part de ses opposants (Vazquez *et al.*, 2024).

(Texas) le 8 mars 2024, le Comité national républicain élit de nouveaux dirigeants, tous d'ardents défenseurs de Trump. Michael Whatley succède à Ronna McDaniel comme président (Gold, 2024d)<sup>136</sup>. Le 13 juin, dans une première visite au Capitole depuis l'insurrection du 6 janvier 2021, Trump rencontre les membres républicains du Congrès pour les rallier à sa candidature et tenter d'insuffler l'unité nécessaire pour gagner la majorité au Sénat et étendre le contrôle de la Chambre (Sotomayor *et al.*, 2024). Le 8 juillet, une nouvelle plateforme électorale consolide la prise de contrôle idéologique du Parti républicain par Trump<sup>137</sup> (Haberman *et al.*, 2024a). La convention nationale républicaine à Milwaukee au Wisconsin (15 au 18 juillet) est un succès en matière d'unité du parti et de maîtrise du message auprès des électeurs.

Ensuite, Trump ne cesse de critiquer son successeur et adversaire démocrate en endossant à fond le rôle de leader de l'opposition. Toutes les occasions sont bonnes pour démoniser les politiques de l'administration Biden incluant sa présence devant les tribunaux qui lui sert de tribune électorale. Ainsi, à l'occasion de rassemblements en Iowa le 6 janvier 2024, jour du troisième anniversaire de l'assaut du Capitole, Trump accuse Biden de lui avoir volé l'élection et le traite d'« incompetent », de « corrompu » et de « pire président de l'histoire des États-Unis ». Il brosse aussi un tableau sombre si Biden est réélu : déclin des États-Unis, désastre économique (dépression) et troisième guerre mondiale (Browning et Gold, 2024 ; Monterrosa et Revise, 2024). Le 21 juillet, jour où Biden annonce qu'il se retire de la course, Trump réagit sur *Truth Social* en affirmant que Biden n'est pas apte à occuper la fonction de président<sup>138</sup>.

Sa rhétorique sociopathique et agressive ainsi que ses attaques personnelles sont inusitées de la part d'un ancien président. Il dénigre Biden sur sa capacité physique et mentale. Par exemple, le 9 février 2024, à une assemblée de la NRA en Pennsylvanie, il profite de la sortie du rapport du

---

<sup>136</sup> Ronna McDaniel avait été choisie par Trump en 2016, mais les relations sont devenues tendues avec lui en raison des défaites électorales et des collectes de fonds décevantes. À cette même réunion, la belle-fille de Trump, Lara Trump, (l'épouse de son fils Eric) est élue coprésidente. Toutefois, elle démissionne de ce poste en décembre (Gold, 2024d ; Zakrzewski *et al.*, 2024).

<sup>137</sup> Le programme est encore plus nationaliste, plus protectionniste et moins conservateur sur le plan social que le programme républicain de 2016 (le programme de 2020 était le même qu'en 2016) (Haberman *et al.*, 2024a). Le *Projet 2025*, publié en 2023 par la *Heritage Foundation*, énumère un ensemble de propositions conservatrices radicales pour un prochain gouvernement républicain. Comme certaines des idées de ce programme sont en phase avec ce que préconisent Trump et que plusieurs rédacteurs sont des anciens membres de son administration, les démocrates essaient d'imputer les propositions les plus agressives à la plateforme électorale de Trump. Depuis qu'il est le candidat désigné, Trump tente de s'en dissocier (Arnsdorf et Dawsey, 2024 ; Valois-Nadeau, 2024).

<sup>138</sup> En plus de répéter lors d'une entrevue sur CNN que Biden est le pire président des États-Unis (Hétu, 2024b), il écrit sur son réseau social que : « Crooked Joe Biden was not fit to run for President, and is certainly not fit to serve - And never was! » (Knowles *et al.*, 2024).

procureur indépendant Robert Hur sur l'affaire des documents classifiés conservés par Biden quand il était vice-président pour se moquer de son âge et de ses capacités cognitives<sup>139</sup> (Causit, 2024). Le 7 mars, il commente en direct le comportement et l'apparence de Biden sur son réseau social lors de son discours sur l'état de l'Union (Baker, 2024b ; Huynh, 2024b). Il se moque aussi du bégaiement de Biden en l'imitant, comme il le fait à un rassemblement de campagnes en Géorgie le 9 mars 2024 (Astor, 2024b)<sup>140</sup>. La venue de la nouvelle candidate démocrate en remplacement du président ne change pas sa propension à insulter ses adversaires. Il se moque du rire de Kamala Harris et, le 31 juillet, il sème le doute sur son origine ethnique lors d'un discours prononcé devant l'Association nationale des journalistes noirs, alléguant qu'elle a adopté l'identité noire que récemment (Weisman *et al.*, 2024). Le 23 août, dans une réaction peu orthodoxe, il commente en direct sur *Truth Social* le discours d'acceptation d'Harris à la convention du Parti démocrate à Chicago. Il critique ses propos, les détourne de son sens et finit par la traiter de marxiste radicale (LeVine et Arnsdorf, 2024). Le 29 août, il se moque de la première entrevue d'Harris à un média américain depuis sa mise en candidature menée par Dana Bash de CNN, en affirmant qu'elle n'a pas l'air d'une leader et qu'il ne la voit pas négocier avec le dirigeant de la Chine ou de la Corée du Nord (Viser et Jr, 2024). Depuis le retrait de Biden et fidèle à sa manière de procéder, Trump lance des propos médisants sur *Truth Social* tous les jours. Ses insultes attaquent l'identité raciale, l'authenticité ou les capacités de la candidate et moins ses politiques ou son bilan comme vice-présidente<sup>141</sup>. Au débat présidentiel du 10 septembre, deux attaques personnelles émergent des arguments de Trump : Harris est marxiste comme son père et elle est la pire vice-présidente de l'histoire des États-Unis (Leduc, 2024). Plus tard à l'automne, il va même jusqu'à la qualifier d'arriérée mentale, ce qui lui vaut la réprobation de son propre parti (Levien, 2024). La stratégie de campagne de l'ancien président se distingue aussi par sa propension à semer la controverse et à attirer l'attention des médias avec ses propos à l'emporte-pièce. Par exemple, il se sert des ravages

---

<sup>139</sup> Le procureur Robert Hur ne trouve pas de motif pour accuser Biden dans cette affaire. Il mentionne cependant dans son rapport que Biden est une personne âgée avec une mauvaise mémoire (Causit, 2024).

<sup>140</sup> D'autres attaques personnelles sont plus troublantes, comme une vidéo qu'il publie sur *Truth Social* le 29 mars, montrant le président Biden ligoté sur le coffre d'un *Pick-Up* (Cameron, 2024b).

<sup>141</sup> Dans un article paru le 9 septembre 2024, le *New York Times* répertorie ce que chacun des candidats dit de l'autre sur les réseaux sociaux. Trump lance des commentaires sur son adversaire trois fois par jour en moyenne et la plupart sont des diffamations personnelles. Les expressions qui reviennent le plus souvent sont : *Lyin' Kamala Harris, Crazy Kamala Harris, Low IQ, Worst Vice President in History, Incompetent, Radical Left Marxist et Comrade Kamala*, la dénomination qu'il dit préférer pour désigner Harris (Yourish et Gamio, 2024). À la toute fin de la campagne électorale, lors d'un rassemblement au Madison Square Garden à New York, il reprend sa célèbre réplique tirée de son ancienne émission *The Apprentice* : « Kamala, you're fired » (Goldmacher *et al.*, 2024a).

causés par les ouragans *Helene* (26-29 septembre 2024) et *Milton* (9-10 octobre) pour répandre des mensonges et diffuser de la désinformation dans ses diatribes contre l'administration Biden-Harris (Hétu, 2024c).

### 3.3.2 Facteurs explicatifs

Cette partie explore les raisons de la partisanerie politique exacerbée des anciens présidents. Les facteurs individuels déjà mentionnés (âge, état de santé, personnalité, expérience et valeurs) jouent un rôle dans l'engagement politique partisan des anciens présidents de la même manière que pour les deux autres caractéristiques de la post-présidence. Avec une bonne réputation auprès du public et de leur famille politique, les anciens présidents sont plus à même de contribuer au parti et d'agir comme meneur ou maître à penser durant les campagnes électorales (Jacobs, 2018, p. 712 et 714). Les raisons pour lesquelles l'implication post-présidentielle devient de plus en plus partisane se situent au niveau national et se manifestent surtout lors des campagnes électorales. Les principales explications sont : (1) la relation de l'ancien président avec son parti et avec ses successeurs, (2) la polarisation de la société américaine et enfin, (3) la diminution de la confiance envers les institutions.

#### *La relation de l'ancien président avec son parti et avec ses successeurs*

Les recherches consultées mentionnent cet aspect comme facteur qui influence le comportement d'un ancien président. La qualité de la relation et en particulier l'affinité personnelle avec le président en exercice est importante et quelquefois plus que de faire partie de la même famille politique (Updegrove, 2018, p. xviii ; Wice, 2009, p. 181)<sup>142</sup>. En général, il y a une bonne collaboration entre les anciens présidents et leurs successeurs. Tous n'hésitent pas à venir en aide au président en exercice lorsqu'ils sont sollicités (par exemple lors de catastrophes naturelles ou pour un enjeu à l'international). Comme vu au chapitre 2, Carter aide ou blâme ses successeurs pour défendre une cause, indépendamment du parti politique, ce qui souvent complique ses relations avec ses successeurs. Ensuite, les anciens présidents post-modernes sont plus à même de fournir des ressources cruciales aux campagnes d'un successeur de leur parti, comme les conseils, le soutien aux candidats aux différents postes électifs et leur efficacité à recueillir des fonds

---

<sup>142</sup> Voir l'exemple relaté dans l'introduction où, à la demande du président démocrate Harry Truman, le républicain Herbert Hoover préside le *Famine Emergency Committee* en 1946 et, un an plus tard, la *Commission on Organization of the Executive Branch of the Government* (Commission Hoover).

(Schaller et Williams, 2003, p. 197). À partir de l'élection de 2002 et jusqu'à ce qu'Hillary se présente comme sénatrice, Clinton prend part à d'innombrables événements de campagne en faveur de candidats démocrates à des postes de représentants, sénateurs et gouverneurs. H. W. Bush est un atout pour la collecte de fonds de la campagne présidentielle de son fils grâce à son vaste réseau de connaissances. Avec un bon capital politique, ils contribuent à leur parti et agissent comme leader d'opposition (Jacobs, 2018, p. 712), comme le fait Obama lors des campagnes électorales de 2018 à 2024. D'autres chercheurs remarquent en revanche que la forte activité électorale des anciens présidents n'est pas nouvelle et était présente bien avant l'ère post-moderne. Aussi, la loyauté au parti politique et les relations passées à préserver peuvent quelquefois contraindre la liberté d'action (Winger et Jain, 2016, p. 27).

### *La polarisation de la société américaine*

La polarisation politique est un clivage partisan en fonction des opinions politiques, qui tend à s'accroître avec le temps. Aux États-Unis, le phénomène se manifeste par l'opposition entre les démocrates et les républicains, qui voient la politique différemment, selon des divisions idéologiques, identitaires et géographiques. Depuis les années 1970 et de manière accélérée dans les années 2000, cette tendance s'est accentuée auprès des citoyens politiquement engagés et des élites politiques (les leaders des partis : élus, candidats, militants). Cette polarisation partisane renforce la loyauté de l'électorat envers son camp et augmente l'hostilité envers l'autre (Abramowitz, 2018, p. xvi-xvii ; Bardou-Bourgeois, 2022 ; Campbell, 2016, p. 24 et 34 ; Levitsky et Ziblatt, 2019, p. 17, 96 et 165 ; Mettler et Lieberman, 2021, p. 14-18). L'intensification de l'intolérance partisane marque la présidence de Barack Obama (2008-2016)<sup>143</sup>. Dans les années qui suivent, la division et l'animosité s'aggravent et la partie adverse est perçue de plus en plus négativement (Atske, 2019 ; Iyengar *et al.*, 2019, p. 129). Cette partisanerie négative contribue à la victoire surprise de Donald Trump en 2016 (Abramowitz, 2018, p. xiii et 143-144) et au climat politique tendu des élections subséquentes en 2020, 2022 et 2024. Aussi, comme l'électorat est figé dans ses positions (la loyauté envers leur parti respectif est renforcée), les résultats des élections de mi-mandat ou présidentielles demeurent très serrés entre les deux grands partis (Levitsky et Ziblatt, 2019, p. 96-97).

---

<sup>143</sup> Comme le démontre le mouvement extrémiste très conservateur du *Tea Party* qui cherche par tous les moyens à démoniser Obama (Levitsky et Ziblatt, 2019, p. 224-225).

Cette polarisation partisane teinte le comportement des anciens présidents durant les campagnes électorales. Si le discours envers ses adversaires reste modéré et courtois pour les ex-présidents Bush et Clinton, il devient par la suite de plus en plus agressif, empruntant ainsi la voie de l'amplification des oppositions partisans. Malgré des visions politiques divergentes, Bush père répugne à critiquer son successeur démocrate Clinton tout comme son fils, qui use de retenue envers Obama. Il en est de même pour Clinton qui s'efforce de rester respectueux envers le républicain W. Bush. Avec le candidat Trump qui mène une campagne de salissage envers lui et sa femme à l'élection présidentielle de 2016, Bill Clinton change d'attitude et devient beaucoup plus vindicatif. Au début de sa post-présidence en 2017, Obama reste en retrait du débat politique et n'attaque pas directement son successeur lors de ses interventions publiques. Mais la présidence Trump ne lui laisse pas le choix de réagir, car les réalisations de son administration sont tour à tour renversées. Aux antipodes de la philosophie et de la manière Trump, il choisit l'engagement partisan pour défendre son héritage. Tout comme Clinton, il ne se gêne pas pour attaquer Trump aux élections de mi-mandat de 2018 et à ses tentatives de réélection en 2020 et 2024, sans oublier la défense du président Biden à l'élection de mi-mandat de 2022.

#### *La diminution du respect envers les institutions*

Les sondages nationaux montrent que la confiance envers les institutions politiques américaines est historiquement faible. Seulement 26% des Américains ont confiance en la présidence, tandis que 69% n'ont qu'une confiance limitée et 4% n'ont aucune confiance (Brenan, 2024). Comme anciens hommes d'État libérés des contraintes politiques, les anciens présidents ont historiquement cherché à ne pas prendre position sur les enjeux de politique interne en adoptant la posture de la personne expérimentée avec comme objectif de servir l'institution de la présidence et de la défendre. Cependant, comme mentionné dans la partie sur les théories de la post-présidence (1.1.3), la préservation de leur héritage (avec souvent un culte de la personnalité) est aussi une priorité pour les anciens présidents et les deux rôles peuvent être en conflit. En revanche, critiquer le comportement inapproprié d'un détenteur du pouvoir exécutif contribue aussi à défendre l'institution. Le motif est de préserver autant la dignité de la fonction que l'intégrité de leur réputation (Anderson, 2010, p. 68 ; Jacobs, 2018, p. 711-712 et 735-736). C'est le choix que fait Obama, en attaquant les politiques de son successeur Trump, ses propos extrémistes, sa manière d'exercer le pouvoir et le peu de respect que ce dernier a envers les institutions démocratiques.

Certaines recherches font ressortir que l'accroissement du pouvoir présidentiel après la Seconde Guerre mondiale, qui renforce le rôle central du président dans le système politique américain, contribue à l'augmentation des activités des anciens présidents (Morgan, 2012, p. 12 ; Schaller et Williams, 2003, p. 189 ; Winger et Jain, 2016, p. 22). Avec des responsabilités accrues comme président, il est attendu qu'après un ou deux termes (le maximum qu'ils peuvent occuper en raison du 22<sup>e</sup> amendement de la Constitution de 1951), les anciens présidents souhaitent continuer sur cette lancée en intervenant dans le débat politique.

## CONCLUSION

Le scrutin du 5 novembre 2024 donne une victoire sans équivoque au candidat républicain et ancien 45<sup>e</sup> président, Donald Trump. Le 20 janvier 2025, il devient le 47<sup>e</sup> président des États-Unis et le deuxième président américain à occuper cette fonction pour deux mandats non consécutifs, un exploit inégalé depuis Grover Cleveland il y a plus d'un siècle. Ce faisant, il réactive le rôle post-présidentiel du retour en politique active en occupant un poste dans la fonction publique, situation qui ne s'est pas reproduite depuis la retraite de W. H. Taft de la Cour suprême en 1930. Avec des élections présidentielles très serrées entre les deux grands partis, ce qui peut favoriser l'alternance, il est possible que de futurs présidents d'un seul mandat et toujours ambitieux tentent d'imiter Trump<sup>144</sup>. La post-présidence de Trump est unique à bien des égards. Il est le seul président à ne pas reconnaître sa défaite à une élection présidentielle, celle de 2020, et à avoir fait l'objet d'une procédure de destitution pour avoir tenté de renverser cette élection. Il est le premier ancien président américain accusé de crimes par le gouvernement fédéral et aussi le premier ancien président reconnu coupable au pénal dans un État (celui de New York)<sup>145</sup>. Aucun ancien président avant lui n'a exercé un tel pouvoir d'influence sur le Congrès et un tel contrôle sur un des deux grands partis politiques, transformant le Parti républicain en un nouveau mouvement. En devenant en plus candidat à sa propre réélection, il devient le plus partisan des anciens présidents de l'ère contemporaine.

Bien que le cas de l'ancien président Trump soit *sui generis*, on assiste à une réelle transformation de la post-présidence. Tout d'abord, il y a moins d'implication dans les affaires mondiales, comme entreprendre des actions humanitaires à l'étranger, mener des relations diplomatiques, occuper un rôle de consultant en politique étrangère ou représenter son pays à l'étranger. Les anciens

---

<sup>144</sup> Après avoir atteint la plus haute fonction du pays, il y a peu d'attrait pour un ancien président à occuper d'autres postes gouvernementaux dans l'appareil fédéral ou étatique, ce qui, selon les chercheurs Winger et Jain, rend ce cas improbable dans le futur (Winger et Jain, 2016, p. 24).

<sup>145</sup> Les poursuites dans les deux procès criminels au fédéral, soit celui sur la gestion inadéquate des documents classifiés et celui sur la tentative de renverser l'élection de 2020, sont abandonnées, en raison des directives du ministère de la Justice qui interdisent les poursuites contre les présidents en exercice. De plus, la décision de la Cour suprême rendue le 1<sup>er</sup> juillet 2024 restreint les poursuites possibles, car elle donne l'immunité pénale au président dans le cadre de ses fonctions, et ce, même après avoir quitté la Maison-Blanche. L'affaire pénale en cours dans l'État de la Géorgie pour avoir tenté de renverser l'élection de 2020 sera probablement suspendue. Dans l'affaire de pots-de-vin à New York, où Trump avait été reconnu coupable de 34 chefs d'accusation, il obtient une libération inconditionnelle. Les poursuites au civil ne vont pas progresser non plus durant sa présidence. Il faudra voir ce qu'il adviendra de ces causes en 2029 lorsque Trump redeviendra citoyen et ancien président (Barrett *et al.*, 2024 ; Feuer *et al.*, 2024 ; Jacobs, 2024 ; Jacobs *et al.*, 2025).

présidents commentent les crises mondiales, mais n'entreprennent plus des actions concrètes pour aider à les résoudre. En contrepartie, ils s'occupent de plus en plus des enjeux de politique intérieure avec des prises de parole qui ne passent pas inaperçues. Ensuite, les anciens présidents sont concentrés sur leur héritage personnel, sa valorisation et le gain commercial qu'ils peuvent en tirer, au détriment de la défense du système politique américain et de ses institutions. Enfin, la partisanerie prend beaucoup plus de place dans la vie d'un ancien président. Ils militent activement pour leur parti politique, en critiquant l'autre camp sans retenue, et même en y ajoutant des attaques personnelles.

Ces changements ne sont pas survenus en même temps, durant la même post-présidence. La trajectoire n'est pas non plus linéaire, car il y a des tournants et aussi des retours aux façons de faire du passé. La présente démonstration sur l'émergence d'une nouvelle forme de post-présidence en rupture avec celle idéalisée de Carter emprunte les notions propres à un courant bien particulier de la science politique américaine, celui du développement politique américain (APD). L'approche grand-angle, c'est-à-dire une analyse approfondie sur une longue période, permet de comprendre l'évolution de la quasi-institution qu'est la post-présidence et de discerner les bifurcations ainsi que les reproductions par rapport au modèle Carter.

Parmi les rôles post-présidentiels en affaires étrangères de la typologie de Winger et Jain, ceux de critique/supporteur public et de philanthrope (humanitaire) sont encore présents aujourd'hui. En revanche, certains rôles, comme celui de consultant en politique étrangère (ancien homme d'État recherché pour son expertise), de diplomate privé et de représentant officiel (envoyé du gouvernement) ont disparu et d'autres sont réapparus, comme le spectateur (qui ne s'implique pas) et l'officiel (qui retourne au service du gouvernement). Les successeurs de Carter, Ronald Reagan et George H. W. Bush, sont peu actifs à l'international. Reagan est un spectateur tandis que Bush soutient quelques causes humanitaires et représente les États-Unis à l'étranger à quelques occasions. En affaires étrangères, Bill Clinton est celui qui adhère le plus au modèle de post-présidence de Carter. Son implication est fréquente, surtout comme philanthrope, où il s'engage dans de nombreuses causes humanitaires à l'étranger. Il participe à l'aide d'urgence lors de catastrophes naturelles et il appuie des causes de santé humanitaire, la plus notable étant la lutte contre le VIH/Sida. D'une manière plus périodique, il est critique ou supporteur public, comme il le fait au sujet de l'Irak ou de l'approche de paix au Moyen-Orient. Plus rarement, il est représentant officiel des États-Unis à l'étranger lors de funérailles ou encore, envoyé spécial de l'ONU. Il n'agit qu'une

seule fois comme diplomate privé, ce qui contraste avec la fréquence élevée de ce rôle chez Carter et amorce une rupture, car l'occupation disparaît complètement après Clinton, tout comme celle de représentant officiel d'ailleurs. George W. Bush est aussi un philanthrope pour des causes en santé publique à l'étranger, mais la fréquence de ses interventions, bien que plus soutenue que celles de son père, est plutôt périodique. Barack Obama est un globe-trotteur. Il agit surtout comme consultant en politique étrangère dans le domaine du climat et de la défense de la démocratie. Il est philanthrope pour des programmes qu'il lance, comme le réseau mondial de jeunes leaders. Enfin, il commente les crises à l'international, en appui ou en opposition à ses successeurs. Il est particulièrement critique envers les politiques en affaires étrangères du président Donald Trump, qui remet en question les réalisations de son administration. Trump critique sans ménagement les politiques étrangères de son successeur Joe Biden sur les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, dans l'optique de se faire valoir lors de l'élection présidentielle de 2024. Bref, c'est après Clinton qu'il y a une diminution de l'implication dans les affaires étrangères au profit de considérations personnelles et commerciales, de justifications de ses décisions passées et d'un intérêt, parfois calculateur, pour les affaires intérieures, surtout si l'objectif est un gain électoral. Les facteurs qui poussent les anciens présidents à s'impliquer à l'étranger, comme poursuivre des politiques inachevées de sa présidence ou compenser un bilan peu reluisant, sont moins en jeu dans le contexte actuel. Ce sont plus les crises sur la scène internationale, comme celles en Ukraine et au Moyen-Orient, qui risquent de conditionner la conduite future des anciens présidents, car, en raison de leur notoriété issue de la fonction de président, ils continueront d'être sollicités pour leurs opinions et conseils par la classe politique et les médias.

La continuité dans l'histoire de la post-présidence récente se retrouve dans les activités qui permettent aux anciens présidents de se faire valoir. La tradition des bibliothèques présidentielles et des musées célébrant l'apport de chacun se poursuit. L'écriture de ses mémoires (avec ou sans l'aide d'un prête-plume (*Ghostwriter*)) demeure un incontournable, ainsi que l'écriture d'essais sur des sujets qui leur tiennent à cœur. L'exploitation de sa notoriété à des fins lucratives, qui avait été mise sur pause avec Carter, reprend du galon et adopte même le fonctionnement d'une grande entreprise privée. Tous les anciens présidents qui ont succédé à Carter gagnent beaucoup d'argent grâce à leurs conférences et discours. Clinton et Obama sont des maîtres dans l'art de donner des conférences rémunérées. Leur charisme et leur talent oratoire attirent les foules comme des vedettes du grand écran ou des musiciens renommés. Ancienne vedette de la télévision, Trump transforme

chaque nouvelle qui le concerne en événement médiatique, qu'il s'agisse de ses procès ou de sa croisade pour regagner la Maison-Blanche. Obama exploite les médias électroniques en produisant des films, des séries, des documentaires et aussi des balados. Obama et Trump sont très actifs sur les réseaux sociaux pour commenter l'actualité ou faire valoir un point de vue. Trump a même créé son propre réseau social (*Truth Social*). Les facteurs qui favorisent cette transformation de la post-présidence sont les avancées technologiques des moyens de communication qui permettent, en plus de l'ajout de plateformes de diffusion, l'instantanéité de l'information et la couverture médiatique intense et personnalisée des faits et gestes des anciens présidents.

Après Carter, qui s'implique peu dans les campagnes électorales, la participation politique prend tout d'abord la forme de la défense du clan familial. Ainsi, George H. W. Bush aide son fils à accéder à la présidence, et Clinton s'engage dans les courses aux postes électifs convoités par sa femme, Hillary. Les deux sont plutôt motivés par la partisanerie tandis que Carter se prononce sur les politiques de ses successeurs en fonction de ses convictions personnelles. Bush père et Clinton restreignent les critiques envers leurs successeurs immédiats, comme le veut la coutume. En revanche, et surtout à partir de l'élection présidentielle de 2016, Clinton ne se gêne pas pour attaquer le candidat et adversaire républicain Donald Trump. Il en est de même pour Barack Obama, qui les deux premières années de sa post-présidence reste à l'écart de la politique partisane, même s'il désapprouve son successeur Trump, mais qui change d'attitude et devient de plus en plus partisan à partir de l'élection de mi-mandat de 2018 et en crescendo jusqu'à la dernière élection en novembre 2024. Donald Trump est le plus partisan de tous avec sa campagne à sa réélection très agressive envers ses adversaires. A contrario, George W. Bush, qui ne se reconnaît pas dans le mouvement MAGA de Trump, choisit la posture discrète du retour à la vie privée. La polarisation idéologique et partisane qui caractérise la politique américaine ces dernières années est un facteur contextuel qui provoque des relations houleuses et des divisions entre les positions antagonistes des démocrates et des républicains, ce qui stimule la participation aux campagnes électorales des anciens présidents. Face à un candidat clivant qui attire la controverse comme Trump en 2016, la réaction de ses adversaires est soit d'intensifier les attaques négatives, comme le font Clinton et Obama, ou de ne pas l'appuyer, comme le fait l'establishment du Parti républicain, dont Bush père et fils font partie.

La force de la présente recherche, en plus d'enrichir la littérature sur un sujet très peu étudié, est de présenter un récit descriptif et détaillé des séquences de développement de quatre décennies de

la post-présidence. Une de ses faiblesses est la singularité des cas en analyse et leur nombre restreint, ce qui limite la généralisation pour la classe étudiée. Aussi, les raisons qui expliquent la transformation de la post-présidence et pourquoi une rupture se produit dans les rôles post-présidentiels, ne sont qu'effleurées dans le présent mémoire. D'autres avenues de recherche peuvent être proposées pour les approfondir. Par exemple, il serait pertinent d'analyser les conséquences de la polarisation partisane du système politique américain et de la société sur la post-présidence américaine. Est-ce que la rhétorique adoptée par ceux qui ont quitté le pouvoir est affectée ? Une approche poststructuraliste utilisant l'analyse des discours des anciens présidents comme méthodologie pourrait être suggérée pour ce type de recherche. L'analyse des facteurs individuels est une autre piste à exploiter. D'ailleurs, les chercheurs Winger et Jain proposent de s'intéresser plus en détail aux motivations derrière certaines actions post-présidentielles (Winger et Jain, 2016, p. 26). Le style présidentiel<sup>146</sup>, soit la façon dont le président a exercé son pouvoir et s'organise, se retrouve-t-il dans la période post-présidentielle ? Une approche psychologique de recherche basée sur l'étude des traits de personnalité pourrait être utile pour comprendre ce qui pousse un ancien président à poursuivre l'engagement public. En se concentrant sur trois caractéristiques de la post-présidence : les affaires extérieures, la commercialisation et la partisanerie, la présente recherche laisse de côté d'autres occupations qui pourraient aussi faire l'objet d'études, comme les implications en politique intérieure en dehors des campagnes électorales et les carrières non politiques.

Tout comme Jimmy Carter à la fin des années 1970, le président démocrate Joe Biden est tenu responsable de la période inflationniste qui accompagne son unique mandat. En janvier 2025, il rejoint la cohorte des anciens présidents toujours en vie : W. Bush, Clinton et Obama. Avec son âge avancé, Biden aura peu de temps pour faire valoir son héritage avec les bons coups de son administration et la grande carrière politique qui a précédé sa présidence (36 ans comme sénateur et huit ans comme vice-président pendant les années Obama). Il pourrait entrer dans une période de purgatoire en raison de sa responsabilité dans la défaite de son parti en ayant annoncé son retrait de la course beaucoup trop tard (après la saison des primaires), laissant peu de temps à la nouvelle candidate de se faire valoir. La politique partisane étant limitée, Biden va probablement donner

---

<sup>146</sup> Pour plus de détails sur le style présidentiel, voir le sommaire des travaux universitaires sur le sujet présenté dans le livre : *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis* (David, 2015, p. 207-216).

quelques avis sur la politique étrangère de son successeur, surtout s'il est sollicité par les médias. Pour défendre son héritage, la construction d'une bibliothèque présidentielle et l'écriture de ses mémoires sont les avenues qui semblent le plus praticables.

On peut se demander si Obama, qui incarne l'élite démocrate, sera pareillement sollicité dans les prochaines campagnes électorales, ou si lui-même aura encore l'envie de s'impliquer autant. Associé à l'équipe de Joe Biden et stratège influent lors de la campagne présidentielle de 2024, la défaite hypothèque son avenir comme meneur d'un parti qui amorce une phase de remise en question. En revanche, comme il est très populaire auprès des électeurs démocrates et qu'il est un excellent orateur, il est difficile d'imaginer qu'il puisse rester à l'écart des prochaines courses électorales. Il est fort probable qu'il occupe le rôle d'ancien homme d'État (*Elder Statesman*) à la défense des institutions fédérales, car celles-ci pourraient être menacées sous un gouvernement Trump. Enfin, il va sûrement continuer à faire prospérer ses entreprises médiatiques, qui, somme toute, connaissent un grand succès.

Le 19 novembre 2024, Bill Clinton lançait une nouvelle autobiographie intitulée : *Citizen : My Life After the White House* (publiée par Knopf). Comme son titre l'indique, le livre est consacré aux 24 années de sa post-présidence. À l'occasion de l'inévitable tournée de promotion qui s'amorçait à la fin novembre, il met de l'avant les réalisations de sa fondation et exprime son intention de continuer ses actions caritatives, comme il l'indique lors d'une interview accordée à l'*Associated Press* (Boisvert, 2024 ; Gamboa et Associated Press, 2024). Il n'y aura donc pas de changements dans les occupations de Clinton et on peut s'attendre à d'autres interventions de sa part dans les prochaines campagnes électorales, si, bien sûr, sa santé le permet. L'économie étant constamment au cœur des préoccupations des électeurs, sa capacité à la vulgariser et ses réalisations dans ce secteur quand il était président, en font un porte-parole efficace et toujours utile au Parti démocrate. George W. Bush continuera sa post-présidence dans la même veine que ce qu'il fait habituellement, la constance et la réserve étant ce qui le caractérise comme ancien président.

L'avenir dira ce que nous réserve la prochaine période post-présidentielle de Trump à partir de janvier 2029. Si le second mandat comme président de Trump s'annonce imprévisible aux yeux des politologues, il en sera tout autant de sa seconde carrière d'ancien président.

## ANNEXE A

### Synthèse des rôles occupés par les anciens présidents

Chercheurs Rôles	Belenky	Skidmore	Wice	Morgan	Jacobs	Schaller et Williams	Anderson
Retour en politique active	Ambitieux (Still Ambitious)	Regagner la présidence ou autre fonction politique	Regagner la présidence ou autre poste dans les affaires publiques				Retour à la fonction publique : occuper une position dans le gouvernement ou à l'international
Politique partisane	Critique politique (Political Dabblers)  Chercheur de justifications (Seekers of Vindication)		Conseiller politique auprès d'un successeur ou d'un parti	Participation aux élections	Contributeur au parti (Party Builder)  Leader d'opposition (Opposition Leader)	Participation aux campagnes électorales (Electioneering)  Participation aux débats politiques ("Ex-bully pulpit" advocacy)  Aider à pourvoir des postes dans l'administration de ses successeurs (Staffing successors' administration)	Retour à la fonction publique : aider aux campagnes électorales
Diplomate						Diplomate de substitution (Surrogate diplomats and legitimizer)	Occuper un rôle international pour traiter de questions critiques

Chercheurs	Belenky	Skidmore	Wice	Morgan	Jacobs	Schaller et Williams	Anderson
Rôles							
Mandats ad hoc en affaires publiques			Siéger à des commissions du gouvernement				Retour à la fonction publique : mandat à court terme
Causes humanitaires	Adhérent à une cause (Embracers of a Cause)	Actif dans les causes humanitaires	Servir dans les organisations humanitaires	Actions de bienfaisance publiques			Actions humanitaires
Entrepreneur ou autre carrière non politique		Contribution à l'éducation	Rôles dans les entreprises commerciales	Activités lucratives incluant les fonctions au sein d'entreprises			Travail dans le secteur privé
Ancien homme d'État	Citoyen éminent (First Citizens)		Défendre leur politique passée; donner leur avis	Protection et valorisation de l'héritage  Rôle-conseil	Ancien homme d'État (Elder Statesman)	Conseiller du président et promotion de son programme politique. Embarrasser ou nuire à l'administration présidentielle (Advising - and sometimes annoying - incumbent presidents)	
Retour à la vie privée	Retiré (Exhausted Volcanoes)		Activités de loisirs				Véritable retraite

## ANNEXE B

### Caractéristiques de comparaison pour chaque ancien président<sup>147</sup>

<b>Dates début-fin post-présidence</b>	<b>Président</b>	<b>Implication affaires étrangères</b>	<b>Post-présidence commercialisée</b>	<b>Partisanerie politique</b>
1981 -	Jimmy Carter	Fréquente (Diplomate privé + Consultant en politique étrangère + Représentant officiel + Philanthrope + Critique/supporteur public)	Peu présente (Pas d'objectifs commerciaux)	Peu impliqué
1989 - 2004	Ronald Reagan	Rare (Spectateur)	Peu présente (Quelques conférences payantes)	Peu impliqué
1993 - 2018	George H. W. Bush	Périodique (Philanthrope)	Moyennement présente (Conférences payantes)	Peu impliqué (Soutien au clan familial)
2001 -	Bill Clinton	Fréquente (Diplomate privé + Représentant officiel + Philanthrope + Critique/supporteur public)	Très présente (Conférences-spectacles + Présence dans les médias)	Très impliqué (Soutien au clan familial + soutien aux démocrates)
2009 -	George W. Bush	Périodique (Philanthrope)	Moyennement présente (Conférences payantes)	Peu impliqué (Soutien au clan familial)
2017 -	Barack Obama	Périodique (Consultant en politique étrangère + Philanthrope +	Très présente (Conférences-spectacles + Présence dans les médias +	Très impliqué (Soutien aux démocrates)

<sup>147</sup> Tableau inspiré de l'essai *Four Threats* de Mettler et Lieberman (Mettler et Lieberman, 2021, p. 26).

		Critique/supporteur public)	Production de matériel audio et vidéo)	
2021 -	Donald Trump	Périodique (Critique/supporteur public)	Très présente (Présence dans les médias + Propriétaire d'un réseau social + Vente d'articles promotionnels)	Très impliqué (Tente de se faire réélire)

## ANNEXE C

### Déclarations de Donald Trump à propos de la guerre entre Israël et le Hamas

Date	Contexte	Thèmes	Sources
5 mars 2024	Interview de Trump à Fox News	Trump évite de prendre position lorsqu'on lui demande s'il est en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza. En réponse, il exhorte Israël à en finir avec la guerre (« <i>finish the problem</i> »)	(Hillyard et Smith, 2024)
25 mars 2024	Le journal israélien conservateur <i>Israël Hayom</i> publie un entretien avec Trump. Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte une résolution exigeant un cessez-le-feu à Gaza.	Trump demande de nouveau à Israël de mettre fin à la guerre. Il avertit Israël que les reportages sur la destruction à Gaza donnent une mauvaise image au monde et pourraient entraîner une perte de soutien international. Il reste ambigu quant à ce qu'il ferait s'il était élu pour régler le conflit et rétablir la paix.	(Weisman, 2024)
13 avril 2024	L'Iran attaque Israël avec des missiles et des drones. Rassemblement de Trump à Schnecksville en Pennsylvanie.	Trump déclare que les États-Unis font preuve de faiblesse (« We show great weakness ») et que la guerre ne serait pas arrivée s'il était président.	(LeVine, 2024)
9 mai 2024	Israël mène des combats à Rafah au sud de Gaza et le président Biden menace d'arrêter les livraisons d'armes	Trump condamne la politique de Biden et déclare que les juifs qui supportent Biden trahissent leur identité religieuse et culturelle	(Gold, 2024f)
14 mai 2024	Déclaration de Trump à des donateurs à New York	Trump déclare à un groupe de donateurs à New York qu'il expulserait tout étudiant étranger manifestant contre la guerre à Gaza et qu'il soutient le droit d'Israël à poursuivre sa « guerre contre le terrorisme ».	(Dawsey <i>et al.</i> , 2024a)

25 juillet	Commentaires de Trump sur <i>Fox &amp; Friends</i> à propos de la Rencontre de Benjamin Netanyahu avec Kamala Harris, la candidate démocrate pressentie à la présidentielle	Il qualifie d'irrespectueux les commentaires qu'elle a faits à propos d'Israël, sans toutefois préciser lesquels. Il déclare qu'il ne comprend pas pourquoi les électeurs juifs soutiendraient Harris, mais il ajoute que c'est à eux de décider. Trump ajoute qu'Israël était « dévasté » par la mauvaise publicité avec sa guerre à Gaza et qu'il souhaite que Netanyahu « finisse et s'en sorte rapidement ».	(Meckler et Hendrix, 2024)
10 septembre 2024	Débat présidentiel télévisé entre Harris et Trump. <i>ABC News</i> est l'hôte. National Constitution Center de Philadelphie (Pennsylvanie)	Trump affirme que Harris « déteste Israël » et « déteste la population arabe ». Il déclare que s'il avait été président, les guerres en Ukraine et à Gaza n'auraient pas commencé.	(Pannett <i>et al.</i> , 2024)
19 septembre 2024	Sommet sur la lutte contre l'antisémitisme aux États-Unis. Sommet national du Conseil israélo-américain. Washington D. C.	Trump déclare qu'il tiendrait les électeurs américains israéliens responsables s'il perd les élections le 5 novembre. Trump mentionne que l'élection de la vice-présidente Kamala Harris entraînerait l'élimination d'Israël et il l'accuse de détester Israël ou les Juifs.	(Arnsdorf et LeVine, 2024)
25 septembre 2024	Discours de Trump en Caroline du Nord.	Trump suggère, sans preuve, que l'Iran pourrait avoir été impliqué dans les deux récentes tentatives d'assassinat contre lui. Il menace de dévaster le pays en réponse à toute atteinte à un candidat présidentiel.	(LeVine et Birnbaum, 2024)

## ANNEXE D

### Activités d'Obama en appui aux élections de mi-mandat de 2018

Date	Lieu	Thèmes du discours d'Obama
8 septembre 2018	Anaheim, Californie	Faisant campagne pour les candidats démocrates du comté d'Orange, il décrit les prochaines élections comme une occasion de ramener un peu de tenue dans le débat politique. Il encourage les électeurs à participer au scrutin, déclarant que la plus grande menace à la démocratie vient de l'apathie et de l'indifférence. (Nagourney, 2018).
13 septembre 2018	Cleveland, Ohio	En appui au candidat démocrate Richard Cordray au poste de gouverneur de l'Ohio, il s'attaque aux démagogues qui offrent des réponses simples à des problèmes complexes. Il implore les supporteurs à voter aux élections de mi-mandat. Sans mentionner Trump directement, il dénonce les mensonges et les hyperboles du discours ambiant. ( <i>Obama Blasts « Demagogues » at Ohio Political Rally</i> , 2018).
21 septembre 2018	Philadelphie, Pennsylvanie	En appui au gouverneur Tom Wolf et au sénateur Bob Casey tous deux en réélection et aux candidats démocrates à la Chambre des représentants, il dénonce le manque de progrès à Washington. Il critique la prétention de la partie adverse qui s'attribue la responsabilité de la bonne marche de l'économie. (Kelsey, 2018).
22 octobre 2018	Université du Nevada à Las Vegas, Nevada	En appui au démocrate Jacky Rosen qui défie le sénateur républicain sortant Dean Heller, il encourage les gens à voter pour le bien de la démocratie. Il revient sur Trump qui prend tout le crédit de la bonne performance économique des États-Unis. Il mentionne les menaces à l'assurance maladie sous un gouvernement républicain. Il dit que contrairement à d'autres (sans nommer Trump), il appuie ses affirmations sur des faits. (Fuhrman, 2018).
26 octobre 2018	Milwaukee, Wisconsin	En appui aux candidats au Congrès, il critique l'hypocrisie des républicains et indique qu'on ne peut leur faire confiance sur des enjeux comme les soins de santé, la sécurité nationale et le déficit. Il se moque de Trump qui utilise son cellulaire personnel même si ses conversations ne sont pas sécurisées et qui continue de blâmer Hillary Clinton pour la mauvaise gestion

		d'informations classifiées sur un serveur de messagerie personnel. (Herndon, 2018).
2 novembre 2018	Miami, Floride	Faisant campagne pour le candidat démocrate au poste de gouverneur Andrew Gillum et le sénateur Bill Nelson, il se demande pourquoi les républicains gagnants de la dernière élection sont si fâchés. Il déclare que même les conservateurs devraient être inquiets du mépris envers la Constitution de Trump et de son manque de décence et de compassion envers les immigrants. (Baker, 2018c ; Burns <i>et al.</i> , 2018).
2 novembre 2018	Atlanta, Géorgie	Appuyant la candidate démocrate Stacey Abrams dans une course serrée au poste de gouverneur, il encourage les électeurs à voter. Il accuse les républicains de tenir un discours qui divise, en affirmant que les réfugiés sont une menace pour l'Amérique. (Segers, 2018).

## ANNEXE E

### Activités d'Obama en appui aux élections présidentielles de 2020

Date	Lieu	Thèmes du discours d'Obama
21 octobre 2020	Philadelphie, Pennsylvanie	Encourage à voter même si les sondages sont favorables. Ridiculise le président Trump qui a attrapé la COVID-19. Critique les liens commerciaux de Trump avec la Chine. (Newman et Victor, 2020 ; Thrush, 2020).
24 octobre 2020	Miami, Floride	Échec de la gestion de la pandémie par Donald Trump. (Daugherty et Smiley, 2020).
27 octobre 2020	Orlando, Floride	Encourage les partisans à aller voter et mousses la candidature de Joe Biden. Gestion de la pandémie par Donald Trump. (Pineda, 2020).
31 octobre 2020	Flint, Michigan	Louange Joe Biden. Attaque Trump, le déclarant égoïste et incompetent. (Obama donne un coup de main à Biden au Michigan, 2020).
2 novembre 2020	Atlanta, Géorgie	Encourage à voter et mousses la candidature de Joe Biden. Importance de la Géorgie pour le Sénat. Échec de la gestion de la pandémie. (Former President Obama Speaks at Biden Campaign Event in Atlanta, 2020).

## ANNEXE F

### Activités d'Obama en appui à Kamala Harris aux élections présidentielles de 2024

Date	Lieu	Thèmes du discours d'Obama
10 octobre 2024	Pittsburgh, Pennsylvanie	<p>Obama défend la candidature d'Harris en s'attaquant à son adversaire Trump qui, selon lui, est incapable de communiquer avec les Américains ordinaires. Il dit aussi ne pas comprendre pourquoi les gens pensent que Trump va changer les choses à leur avantage (« There is absolutely no evidence that this man thinks about anybody but himself »). Il attaque aussi le comportement de Trump qui consiste à intimider et rabaisser les gens.</p> <p>Il critique la réaction de Trump aux ouragans <i>Helene</i> et <i>Milton</i>. Il attaque en particulier la fausse allégation de Trump qui suggère que l'aide fédérale aux sinistrés est détournée vers les immigrants sans papier.</p> <p>Dans un bureau de campagne juste avant le rassemblement, il interpelle les électeurs noirs masculins dans le but de renforcer un soutien en baisse.</p> <p>(Green et Rogers, 2024).</p>
18 octobre 2024	Tucson, Arizona	<p>Obama décrit Trump comme un charlatan qui n'a pas la capacité nécessaire pour diriger le pays.</p> <p>Il se moque de la santé mentale de l'ancien président républicain et de son penchant à vendre des produits de sa propre marque.</p> <p>(Thebault, 2024a).</p>
19 octobre 2024	Las Vegas, Nevada	<p>Obama encourage les indécis à voter pour Harris en faisant valoir les effets tangibles de la politique et des élections sur la vie des Américains (il donne en exemple la gestion de la pandémie sous Trump). Il déclare que Harris serait une dirigeante qui « se soucierait de vous, écouterait les gens ordinaires et les experts ».</p> <p>(Thebault, 2024b).</p>
22 octobre 2024	Madison, Wisconsin	<p>Obama participe au rassemblement avec le candidat démocrate à la vice-présidence Tim Walz.</p> <p>En ce premier jour de vote par anticipation dans cet État, Obama encourage les électeurs à aller voter.</p> <p>Obama attaque Trump sur les insultes personnelles qu'il propage et son comportement bizarre pendant la campagne électorale, ainsi que pour une séance de photos organisée par Trump dans un McDonald's en Pennsylvanie.</p> <p>Il déclare qu'un second mandat de Trump serait pire que le premier.</p> <p>« Wisconsin, we do not need to see what an older, loonier Donald Trump looks like with no guardrails ».</p> <p>(Wells et Wang, 2024).</p>

24 octobre 2024	Clarkston, Géorgie	<p>Obama accompagne Kamala Harris pour la première fois à un rassemblement.</p> <p>Il met en garde les électeurs contre le risque de s’habituer à la rhétorique et au comportement de Trump, les exhortant à écouter ce que disent certains de ses anciens conseillers, notamment l’ancien chef de cabinet de Trump, John F. Kelly, qui l’a qualifié de « fasciste » cette semaine.</p> <p>« Just because he acts goofy does not mean his presidency wouldn’t be dangerous ».</p> <p>S’adressant aux électeurs masculins, il mentionne aussi que le « machisme » de Trump n’est pas un signe de force.</p> <p>Le chanteur Bruce Springsteen est aussi présent.</p> <p>(Pager, 2024c).</p>
3 novembre	Milwaukee, Wisconsin	<p>Obama encourage les électeurs à voter pour Harris même s’ils ne sont pas en accord avec elle sur certaines politiques.</p> <p>Il énumère les raisons pour chaque groupe d’électeurs (propriétaires de petites et moyennes entreprises, syndiqués, militaires et vétérans, électeurs noirs et latinos, électeurs juifs ou musulmans, hommes fatigués de la culture de l’annulation ou mal à l’aise avec la position de Harris sur les questions transgenres) à choisir Harris plutôt que Trump, qu’il déclare être indigne de la Maison-Blanche et peu soucieux des Américains. Il les encourage à convaincre leur entourage.</p> <p>(Epstein, 2024).</p>

## RÉFÉRENCES

- 2002 Nobel Peace Prize Lecture by Jimmy Carter.* (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 14 décembre 2023 de <https://www.cartercenter.org/news/documents/doc1233.html>
- Abramowitz, A. (2018). *The great alignment : race, party transformation, and the rise of Donald Trump* (Paperback edition). Yale University Press.
- Address at the Democratic National Convention in San Francisco, California.* (1984, 16 juillet). The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-democratic-national-convention-san-francisco-california>
- Address to the Democratic National Convention.* (2020, 19 août). The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-democratic-national-convention-4>
- Africa 2012: President and Mrs. Bush Travel to Zambia and Botswana.* (s. d.). George W. Bush Presidential Center. Récupéré le 19 mars 2024 de <https://www.bushcenter.org/events-and-exhibits/africa-2012-president-and-mrs-bush-travel-to-zambia-and-botswana/>
- Agence France-Presse. (2020, 8 novembre). George W. Bush qualifie l'élection de « fondamentalement honnête ». *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2020-11-08/george-w-bush-qualifie-l-election-de-fondamentalement-honnete.php>
- Agence France-Presse. (2021, 28 septembre). Barack Obama pose la première pierre de son centre présidentiel. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2021-09-28/ouverture-en-2025/barack-obama-pose-la-premiere-pierre-de-son-centre-presidentiel.php>
- Agence France-Presse. (2022, 16 novembre). *Trump annonce sa candidature à la présidentielle de 2024.* Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/770893/trump-candidat-une-troisieme-fois-verdict-mardi-en-floride>
- Agence France-Presse. (2023a, 27 août). Donald Trump aurait amassé 7,1 millions de dollars depuis sa photo judiciaire. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-08-27/donald-trump-aurait-amasse-7-1-millions-de-dollars-depuis-sa-photo-judiciaire.php>
- Agence France-Presse. (2023b, 12 octobre). Trump critiqué par Biden pour avoir qualifié le Hezbollah de « très intelligent ». *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-10-12/trump-critique-par-biden-pour-avoir-qualifie-le-hezbollah-de-tres-intelligent.php>
- Alafriz, O. (2023, 4 novembre). 'Nobody's hands are clean': Obama urges reflection amid Israel-Hamas conflict. POLITICO. <https://www.politico.com/news/2023/11/04/obama-all-of-us-are-complicit-00125395>

- Alter, J. (2017, 17 avril). Bush Nostalgia Is Overrated, but His Book of Paintings Is Not. *The New York Times*, Books. <https://www.nytimes.com/2017/04/17/books/review/george-w-bush-portraits-of-courage.html>
- Alter, J. (2021). *His very best: Jimmy Carter, a life* (First Simon&Schuster paperback edition September 2021). Simon & Schuster.
- Anderson, L. (2010). The Ex-Presidents. *Journal of Democracy*, 21(2), 64-78. Récupéré de <https://muse-jhu-edu.proxy.bibliotheques.uqam.ca/pub/1/article/379578>
- Arnsdorf, I. et Dawsey, J. (2024, 30 juillet). Project 2025 to Pnd policy Work After Democratic Attacks Angered Trump. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/30/project-2025-director-paul-dans-leaves-heritage-foundation/>
- Arnsdorf, I. et LeVine, M. (2024, 20 septembre). Trump Says If He Loses Election, Jewish Voters Would Have ‘a Lot’ To Do With It. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/19/trump-blames-jews-election-loss/>
- Associated Press. (2020, 3 juin). *Barack Obama encourage les jeunes américains à agir pour un «vrai changement»*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/580142/barack-obama-encourage-les-jeunes-americains-a-agir-pour-un-vrai-changement>
- Astor, M. (2024a, 4 février). Trump Pushes Immigration Conspiracy Theories and Mass Deportations. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/04/us/politics/trump-fox-interview.html>
- Astor, M. (2024b, 11 mars). Trump’s Biden Mockery Upsets People Who Stutter: ‘We’ve Heard This Before’. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/11/us/politics/trump-mocks-biden-stutter.html>
- Atske, S. (2019, 10 octobre). Partisan Antipathy: More Intense, More Personal. *Pew Research Center*. <https://www.pewresearch.org/politics/2019/10/10/partisan-antipathy-more-intense-more-personal/>
- Bade, R., Daniels, E. et Lizza, R. (2024, 24 avril). *Playbook: Trump to MTG: Give it a rest*. POLITICO. <https://www.politico.com/newsletters/playbook/2024/04/23/trump-to-mtg-give-it-a-rest-00153784>
- Baker, P. (2013a, 16 avril). With Grandchild and Library, a New Chapter for Bush. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2013/04/16/us/politics/george-w-bush-welcomes-granddaughter-and-a-library.html>
- Baker, P. (2013b, 25 avril). For Bush, a Day to Bask in Texas Sun. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2013/04/26/us/politics/bush-library-obama-dedication.html>

- Baker, P. (2013c, 2 novembre). As Bush Settles Into Dallas, Golf Tees and Family Time Now Trump Politics. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2013/11/03/us/bush-in-dallas-easels-and-tees-trump-politics.html>
- Baker, P. (2017, 28 février). Former President George W. Bush Levels Tacit Criticism at Trump. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/02/27/us/politics/george-w-bush-criticism-trump.html>
- Baker, P. (2018a, 7 septembre). Obama Lashes Trump in Debut 2018 Speech. President's Response: 'I Fell Asleep.'. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/09/07/us/politics/obama-2018-campaign-trump.html>
- Baker, P. (2018b, 9 septembre). Trump Claims Credit for the Economy. Not So Fast, Says Obama. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/09/09/us/politics/trump-obama-economy.html>
- Baker, P. (2018c, 2 novembre). Once Reluctant to Speak Out, an Energized Obama Now Calls Out His Successor. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/11/02/us/politics/obama-trump-campaign-trail.html>
- Baker, P. (2024a, 18 février). Poll Ranks Biden as 14th-Best President, With Trump Last. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/18/us/politics/biden-trump-presidential-rankings.html>
- Baker, P. (2024b, 8 mars). In-Your-Face Biden Takes on Trump and His Own Doubters. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/08/us/politics/biden-sotu-speech.html>
- Baker, P. (2024c, 21 août). Bill Clinton Hails Harris as 'President of Joy' but Warns Against Overconfidence. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/08/21/us/politics/bill-clinton-dnc-speech.html>
- Baker, P. (2024d, 21 août). 'I Am the Only Person Stupid Enough to Speak After Michelle Obama'. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/08/21/us/politics/obamas-convention.html>
- Baker, P., Levien, S. J. et Gold, M. (2024, 14 juillet). Shooting at Trump Rally Comes at Volatile Time in American History. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/07/14/us/politics/trump-assassination-attempt-wounded.html>
- Barack Obama gagne un Emmy pour sa narration de Nos grands parcs nationaux. (2022, 3 septembre). *La Presse*, Télévision. <https://www.lapresse.ca/arts/television/2022-09-03/barack-obama-gagne-un-emmy-pour-sa-narration-de-nos-grands-parcs-nationaux.php>
- Barack Obama Speaks to Calgarians About Oil and Gas, Climate Change. (2019, 5 mars). *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/barack-obama-calgary-speech-1.5043519>

- Bardou-Bourgeois, V. (2022, 31 mai). *Une polarisation asymétrique : quels dangers pour la démocratie américaine ?* Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. <https://dandurand.uqam.ca/publication/une-polarisation-asymetrique-quels-dangers-pour-la-democratie-americaine/>
- Barr, J. (2024, 30 mai). How the Trump Verdict Hit TV News: ‘An Incredibly Consequential Day’. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/style/media/2024/05/30/trump-verdict-tv-news/>
- Barrett, D., Feuer, A. et Savage, C. (2024, 6 novembre). With Political Victory, Trump Fights Off Legal Charges. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/11/06/us/politics/trump-legal-cases-winning.html>
- Belenky, I. (1999). The Making of the Ex-Presidents, 1797-1993: Six Recurrent Models. *Presidential Studies Quarterly*, 29(1), 150-165. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/27551965>
- Benardo, L. et Weiss, J. (2009). *Citizen-in-Chief: the Second Lives of the American Presidents* (1st ed). William Morrow.
- Bender, M. C. et Gold, M. (2023, 20 novembre). Trump’s Dire Words Raise New Fears About His Authoritarian Bent. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/11/20/us/politics/trump-rhetoric-fascism.html>
- Bender, M. C. et Goldmacher, S. (2023, 26 mars). Trump Puts His Legal Peril at Center of First Big Rally for 2024. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2023/03/25/us/politics/trump-waco-texas-speech.html>
- Bird, K. (2022). *Outlier : The Unfinished Presidency of Jimmy Carter*. Crown.
- Bird, K. (2023). Reconsidering Jimmy Carter: Often thought to have been a weak President, Carter was strong-willed in doing what he thought was right, regardless of expediency or political fallout . Gale OneFile: CPI.Q. *American Heritage*, 68(2), NA. <https://link-gale-com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/apps/doc/A742754661/CPI?u=mont47771&sid=bookmark-CPI&xid=d73a9400>
- Blinder, A. (2024, 13 octobre). Harris Sends a Secret Weapon to a Georgia Fish Fry: Bill Clinton. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/10/13/us/politics/bill-clinton-georgia-fish-fry.html>
- Blow, C. M. (2018, 9 septembre). Obama’s Back! *The New York Times*, Opinion. <https://www.nytimes.com/2018/09/09/opinion/obamas-back.html>
- Blumenthal, S., Trescott, J., Harris, A. et Romano, L. (1988, 18 juillet). Power Plays! Power Outages! It’s Hotlanta!; At the Sweltering Soirees, Cool Drinks, Hot Gossip. *The Washington Post*, B01. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011118dk7i00u1n&cat=a&ep=ASE>

- Boatright, R. G. et Sperling, V. (2019). Donald Trump versus Hillary Clinton: Gender Norms in the Presidential Race. Dans R. G. Boatright et V. Sperling (dir.), *Trumping Politics as Usual: Masculinity, Misogyny, and the 2016 Elections*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780190065829.003.0003>
- Boisvert, Y. (2024, 24 novembre). Citoyen Clinton. *La Presse*, Chroniques. <https://www.lapresse.ca/international/chroniques/2024-11-24/citoyen-clinton.php>
- Bosnia and Herzegovina*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 2 novembre 2023 de <https://www.cartercenter.org/countries/bosnia.html>
- Bourgault-Côté, G. (2019, 14 novembre). *Obama, un ancien président comme les autres*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/566948/obama-un-ancien-president-comme-les-autres>
- Bourne, P. G. (1997). *Jimmy Carter: a comprehensive biography from Plains to post-presidency*. Scribner.
- Brenan, M. (2024, 15 juillet). *U.S. Confidence in Institutions Mostly Flat, but Police Up*. Gallup.com § Politics. <https://news.gallup.com/poll/647303/confidence-institutions-mostly-flat-police.aspx>
- Bressner, M. et Noah, A. (2024, 25 juillet). *Exclusive: Trump Puts Fist-Pump Photo on New Book Cover*. Axios. <https://www.axios.com/2024/07/25/trump-book-save-america-assassination-photo>
- Brinkley, D. (1999). *The Unfinished Presidency: Jimmy Carter's journey beyond the White House*. Penguin Books.
- Bromwich, J. E. (2023, 2 octobre). Key Takeaways From the First Day of Trump's Civil Fraud Trial. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/article/trump-fraud-trial-takeaways.html>
- Bromwich, J. E. et Hauser, C. (2016, 11 octobre). From « Locker Room Talk » to « Muslims Report Stuff, » the Internet Strikes Back. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020161011ecab0006p&cat=a&ep=ASE>
- Bromwich, J. E. et Protess, B. (2024, 16 février). Trump Fraud Trial Penalty Will Exceed \$450 Million. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/16/nyregion/trump-civil-fraud-trial-ruling.html>
- Browning, K. et Gold, M. (2024, 6 janvier). On Jan. 6 Anniversary, Trump Repeats Lie That 2020 Election Was Stolen. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/01/06/us/politics/trump-jan-6-speech-election.html>

- Burns, A. (2018a, 12 juin). Obama-Linked Group to Mobilize Democrats in Battle for House. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/06/12/us/politics/obama-organizing-midterms.html>
- Burns, A. (2018b, 1<sup>er</sup> août). Obama Endorses Dozens of Democrats, Rewarding Diversity and Loyalty. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/08/01/us/politics/obama-midterms.html>
- Burns, A., Flegenheimer, M. et Martin, J. (2018, 3 novembre). House and Senate Latest, Obama Asks a Question, Beto Video: 3 Days to Go. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/11/03/us/politics/midterms-obama-beto-orourke.html>
- Bush, G. (2014). *All the best, George Bush: my life in letters and other writings* (Scribner trade paperback edition). Scribner.
- Byrne, S. J. et Vaughn, J. S. (2016). The Dynamics of Presidential Legacies (p. 32). Conference Papers-Southern Political Science Association., Southern Political Science Association. [https://scholarworks.boisestate.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1163&context=polsci\\_fac\\_pubs](https://scholarworks.boisestate.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1163&context=polsci_fac_pubs)
- Cameron, C. (2024a, 18 février). Reeling From \$450 Million Penalty, Trump Hawks \$400 Shoes. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/18/us/politics/trump-sneakers-line.html>
- Cameron, C. (2024b, 30 mars). Trump Shares Video Featuring Image of a Hog-Tied Biden. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/30/us/politics/trump-biden-image.html>
- Campbell, J. E. (2016). *Polarized : making sense of a divided America*. Princeton University Press. [http://openurl.uquebec.ca:9003/uqam?url\\_ver=Z39.88-2004&url\\_ctx\\_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:ctx&ctx\\_enc=info:ofi/enc:UTF-8&ctx\\_ver=Z39.88-2004&rft\\_id=info:sid/sfxit.com:azlist&sfx.ignore\\_date\\_threshold=1&rft.isbn=9781400889273](http://openurl.uquebec.ca:9003/uqam?url_ver=Z39.88-2004&url_ctx_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:ctx&ctx_enc=info:ofi/enc:UTF-8&ctx_ver=Z39.88-2004&rft_id=info:sid/sfxit.com:azlist&sfx.ignore_date_threshold=1&rft.isbn=9781400889273)
- Carter Convenes Historic Ethiopian/Eritrean Peace Talks. (1989). *The Carter Center News* (Atlanta), 1 et 4. [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter\\_center\\_news/fall1989.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter_center_news/fall1989.pdf)
- Carter, J. (2007). *Beyond the White House: waging peace, fighting disease, building hope* (1st Simon & Schuster hardcover ed). Simon & Schuster.
- Carter, J. (2012, 24 juin). Opinion | A Cruel and Unusual Record. *The New York Times*, Opinion. <https://www.nytimes.com/2012/06/25/opinion/americas-shameful-human-rights-record.html>
- Carter, J. (2022, 5 janvier). Jimmy Carter: I Fear for Our Democracy. *The New York Times*, Opinion. <https://www.nytimes.com/2022/01/05/opinion/jan-6-jimmy-carter.html>

- Catalon, J.-C. (2017, 19 septembre). *Obama se fait payer (très) cher pour ses conférences à Wall Street*. La Tribune. <https://www.latribune.fr/economie/international/obama-se-fait-payer-tres-cher-pour-ses-conferences-a-wall-street-750830.html>
- Causit, C. (2024, 9 février). Commentaires sur l'âge de Joe Biden: Le camp du président contre-attaque. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2024-02-09/commentaires-sur-l-age-de-joe-biden/le-camp-du-president-contre-attaque.php>
- Ceaser, J. W. et Drew, R. (2004). *The Study of American Politics: A Bibliographical Survey*. Récupéré de [https://www.moodle2.uqam.ca/coursv3/pluginfile.php/3426275/mod\\_resource/content/1/Ceaser%20et%20Drew.pdf](https://www.moodle2.uqam.ca/coursv3/pluginfile.php/3426275/mod_resource/content/1/Ceaser%20et%20Drew.pdf)
- Chambers, J. W. (1998). Jimmy Carter's Public Policy Ex-Presidency. *Political Science Quarterly*, 113(3), 405-425. <https://doi.org/10.2307/2658074>
- Chozick, A. (2016, 9 avril). Bill Clinton Says He Regrets Showdown With Black Lives Matters Protesters. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160409ec490003a&cat=a&ep=ASE>
- Chozick, A. et Healy, P. (2016, 1<sup>er</sup> avril). Bill Clinton Rallies Some of His Old New York Friends. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160401ec410003x&cat=a&ep=ASE>
- Christobek, K. et Bromwich, J. E. (2023, 6 octobre). What's Happened So Far at Donald J. Trump's Civil Fraud Trial? *The New York Times*, New York. <https://www.nytimes.com/article/trump-fraud-trial-takeaways.html>
- Clinton, B. (2001a, 24 juin). We Can Win the War on AIDS . ProQuest Historical Newspapers: The Washington Post. *The Washington Post* (Washington, D.C.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/we-can-win-war-on-aids/docview/1963689619/se-2?accountid=14719>
- Clinton, B. (2003a, mars). Post-President for Life [Atlantic Monthly]. <https://www.theatlantic.com/past/docs/issues/2003/03/clinton.htm>
- Clinton, B. (2003b, 18 mars). Comment & Analysis - Trust Tony's judgment. *The Guardian*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=grdn000020030318dz3i00062&cat=a&ep=ASE>
- Clinton, B. (2004, 6 avril). Learn From Rwanda . ProQuest Historical Newspapers: The Washington Post. *The Washington Post* (Washington, D.C.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/learn-rwanda/docview/2459802693/se-2?accountid=14719>

- Clinton, B. (2006, 26 décembre). Recovering From Tragedy: Lessons of Tsunami Reconstruction After Two Years . ProQuest Historical Newspapers: The Washington Post. *The Washington Post* (Washington, D.C.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/recovering-tragedy/docview/2688885853/se-2?accountid=14719>
- Clinton, B. (2007, 29 avril). Boris the Fighter . ProQuest Historical Newspapers: The New York Times. *New York Times* (New York, N.Y.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/boris-fighter/docview/848186134/se-2?accountid=14719>
- Clinton, B. (2010, 4 novembre). Finish Rabin's Work . ProQuest Historical Newspapers: The New York Times. *New York Times* (New York, N.Y.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/finish-rabins-work/docview/1458410725/se-2?accountid=14719>
- Clinton Global Initiative September 2023 Meeting. (s. d.). *Clinton Foundation*. <https://www.clintonfoundation.org/clinton-global-initiative-september-2023-meeting/>
- Clinton Health Access Initiative. (s. d.). *Clinton Foundation*. <https://www.clintonfoundation.org/programs/education-health-equity/clinton-health-access-initiative/>
- Clinton, W. J. (2001b, 18 février). My Reasons for the Pardons . ProQuest Historical Newspapers: The New York Times. *New York Times* (New York, N.Y.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/my-reasons-pardons/docview/92107587/se-2?accountid=14719>
- Clinton, W. J. (2002, 1<sup>er</sup> décembre). AIDS Is Not a Death Sentence . ProQuest Historical Newspapers: The New York Times. *New York Times* (New York, N.Y.), 1-c9. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/aids-is-not-death-sentence/docview/92286178/se-2?accountid=14719>
- Club de Madrid, A World Alliance For Democracy*. (s. d.). Club de Madrid. Récupéré le 14 mars 2024 de <https://clubmadrid.org/>
- Clymer, A. (1982, 1<sup>er</sup> octobre). Carter Says Reagan Has Failed to Accept His Responsibilities. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/1982/10/01/us/carter-says-reagan-has-failed-to-accept-his-responsibilities.html>
- CNEWS. (2016, 21 février). *Etats-Unis : Jeb Bush, distancé en Caroline du Sud, abandonne sa campagne*. <https://www.youtube.com/watch?v=XBMR8vQrA3w>
- Cohen, J. (2024). *Life after power: seven presidents and their search for purpose beyond the White House* (First Simon&Schuster hardcover edition). Simon & Schuster.
- Colvin, J. et Scislowska, M. (2024, 18 avril). *Poland's President Becomes the Latest Leader to Visit Donald Trump as Allies Eye a Possible Return*. AP News § Politics. <https://apnews.com/article/trump-poland-duda-election-bcf24afdd7d349ed313a2d5a74536421>

- Conger, K. et Mac, R. (2024, 16 juillet). Elon Musk Enters Uncharted Territory With Trump Endorsement. *The New York Times*, Technology. <https://www.nytimes.com/2024/07/16/technology/elon-musk-trump.html>
- Consultation Produces Imaginative Ideas for Arms Control. (1985). *The Carter Center News* (Atlanta), 1-3. [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter\\_center\\_news/Fall1985.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter_center_news/Fall1985.pdf)
- Copenhagen Democracy Summit 2022*. (s. d.). Récupéré le 26 mars 2024 de <https://copenhagedemocracysummit.com/2022>
- Corasaniti, N. (2024, 10 janvier). Christie's Exit Is Jolted as Hot Mic Picks Up His Unvarnished View of Rivals. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/01/10/us/politics/chris-christie-drops-out.html>
- Cox, M. et Stokes, D. (dir.). (2018). *US foreign policy* (Third edition). Oxford University Press.
- Cullen, M. (2024, 15 avril). Trump's Criminal Trial Begins With a Bumpy Jury Selection. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/04/15/briefing/trump-jury-selection-israel-iran-response.html>
- Cuzin, É. (2020, 14 avril). Barack Obama annonce son soutien à Joe Biden. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/576978/barack-obama-offre-son-appui-a-joe-biden>
- Dalton, A. (2024, 8 janvier). *Barack Obama, John Mulaney and Carol Burnett are among the winners at the Creative Arts Emmy Awards*. AP News. <https://apnews.com/article/creative-arts-emmy-awards-winners-97aaa394230fef994a624e80c115e042>
- Daugherty, A. et Smiley, D. (2020, 24 octobre). Obama in Miami: 'If You Bring Florida Home, This Thing's Over'. *Tampa Bay Times*. <https://www.tampabay.com/news/florida-politics/elections/2020/10/24/obama-in-miami-if-you-bring-florida-home-this-things-over/>
- David, C. P. (2005). Les instruments de recherche sur la présidence. Dans Vallet, Élisabeth (dir.), *La présidence des États-Unis*. Presses de l'Université du Québec. Récupéré de <https://www-deslibris-ca.proxy.bibliotheques.uqam.ca/ID/422516>
- David, C.-P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. (3e édition entièrement revue et augmentée). Les Presses de l'Université Laval. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1h0p0rm>
- David, C.-P. (2020). *L'effet Trump : quel impact sur la politique étrangère des États-Unis?* Les Presses de l'Université de Montréal.

- David, C.-P. (2021). La politique étrangère américaine est (désormais) la continuation de la politique (intérieure) par d'autres moyens. *Études internationales*, 52(1-2), 171-187. <https://doi.org/10.7202/1086934ar>
- David, C.-P. (2024). *L'aigle en péril? : la politique étrangère américaine à la croisée des chemins*. Somme toute/Le Devoir.
- David, C.-P. et Gagnon, F. (2018). *Théories de la politique étrangère américaine: auteurs, concepts et approches* (deuxième édition revue et augmentée). Presses de l'université de Montréal.
- David, C.-P. et Vallet, É. (2020). *Comment Trump a-t-il changé le monde? : le recul des relations internationales*. CNRS Éditions. [1 ressource en ligne].
- Dawsey, J. (2024, 4 août). Trump Congratulates Putin Over Deal That Brought Evan Gershkovich Home. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/03/trump-putin-prisoner-swap-gershkovich/>
- Dawsey, J., DeYoung, K. et LeVine, M. (2024a, 27 mai). Trump Told Donors He Will Crush Pro-Palestinian Protests, Deport Demonstrators. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/05/27/trump-israel-gaza-policy-donors/>
- Dawsey, J., Leonnig, C. D., Barrett, D., Alfaro, M. et Arnsdorf, I. (2024b, 15 septembre). Trump Safe After Potential Assassination Attempt at Golf Course. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/15/trump-golf-course-shooting-west-palm-beach-florida/>
- Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements (Oslo Accords)*. (s. d.). United Nations Peacemaker. Récupéré le 27 novembre 2023 de <https://peacemaker.un.org/israelopt-osloaccord93>
- Deglise, F. (2020, 19 novembre). «Une terre promise»: Obama devant l'abîme de la désinformation. *Le Devoir* (Montréal). <https://www.ledevoir.com/lire/590021/obama-devant-l-abysse>
- Deglise, F. (2023, 20 novembre). *Javier Milei fait entrer l'Argentine en «terra incognita»*. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/802293/javier-milei-fait-entrer-argentine-terra-incognita>
- Devine, M. J. (2021). Barack Obama The Post-Presidency . WorldCat.org. Dans *Leadership and legacy : the Presidency of Barack Obama*. State University of New York. <http://public.eblib.com/choice/PublicFullRecord.aspx?p=6466929>
- Dionne Jr., E. J. (1992, 15 juillet). Democrats Hear Emotional Pleas; Convention Ratifies Clinton Platform. *The Washington Post*, A01. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011108do7f00pzu&cat=a&ep=ASE>

- Donald Trump: Presidency, Family, Education.* (2023, 4 avril). HISTORY.  
<https://www.history.com/topics/us-presidents/donald-trump>
- Dovere, E.-I. (2022, 10 octobre). *Democrats Won't Get As Much Obama As They Want In The Midterms. But He Has Some Other Plans.* CNN.  
<https://www.cnn.com/2022/10/10/politics/barack-obama-midterms/index.html>
- Dowd, M. (2017, 21 octobre). Jimmy Carter Lusts for a Trump Posting. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2017/10/21/opinion/sunday/jimmy-carter-lusts-trump-posting.html>
- Ellison, S. et Dawsey, J. (2024, 31 mai). Even As the Judicial System Finds Trump Guilty, his Attacks Take a Toll. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/05/30/even-judicial-system-finds-trump-guilty-his-attacks-take-toll/>
- Epstein, R. J. (2022, 22 février). Trump, Again Cozying Up to Putin, Praises Russian Aggression As 'Genius.'. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2022/02/22/world/europe/trump-putin-russia-ukraine.html>
- Epstein, R. J. (2024, 3 novembre). Obama Gives Tailored Pitch to Voters Wavering on Harris. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/11/03/us/politics/obama-milwaukee-harris-trump.html>
- Ethiopia.* (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 21 novembre 2023 de  
<https://www.cartercenter.org/countries/ethiopia.html>
- Fact Sheet: The Obama Presidential Archives.* (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 26 mars 2024 de <https://www.obama.org/press-releases/obama-presidential-archives-fact-sheet/>
- Fadulu, L. (2023, 10 mai). After Defamation Finding, Trump Again Calls Carroll Untruthful. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/05/10/nyregion/trump-carroll-truth-social.html>
- Farenthold, D. A. (2016, 7 octobre). Trump Recorded Having Extremely Lewd Conversation About Women in 2005. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020161007eca7006bt&cat=a&ep=ASE>
- Fausset, R. et Hakim, D. (2023, 15 août). Trump Indicted in Georgia: Ex-President Accused of Leading Push to Overturn 2020 Vote. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/live/2023/08/15/us/trump-indictment-georgia-election>
- Felsenthal, C. (2008). *Clinton in exile: a president out of the White House.* William Morrow.
- Feuer, A. (2024, 2 mai). Prosecutors Ask Judge to Hold Trump in Contempt for a Second Time. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/05/02/nyregion/trump-contempt-gag-order-trial.html>

- Feuer, A., Savage, C. et Barrett, D. (2024, 25 novembre). Jack Smith Moves to Dismiss Trump's Jan. 6 and Documents Cases. *The New York Times*, U.S.  
<https://www.nytimes.com/2024/11/25/us/politics/jack-smith-trump-election-documents-charges.html>
- Fichera, A. (2023, 8 octobre). Trump's Claim that U.S. Taxpayer Money Funded Hamas Attacks Is False. *The New York Times*, World.  
<https://www.nytimes.com/2023/10/08/world/middleeast/hamas-attacks-trump-us-taxpayer-iran.html>
- Firestone, D. (2012, 20 octobre). Bill Clinton in Green Bay. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTB000020121020e8ak001xh&cat=a&ep=ASE>
- Firestone, D. (2024, 21 mars). The Global Campaign Against AIDS Gets Some Temporary Relief. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/live/2024/03/19/opinion/the-point>
- Flegenheimer, M. (2016, 10 septembre). Bill Clinton, After Year of Restraint, Unleashes an Impassioned Self-Defense. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160910ec9a0003m&cat=a&ep=ASE>
- Follow live: 2016 W100K from Crawford, TX.* (2016, 29 septembre). George W. Bush Presidential Center. <https://www.bushcenter.org/publications/highlights-from-the-2016-w100k-from-crawford-texas/>
- Former President Carter supports Florida hand count.* (2000, 16 novembre). CNN.  
<https://edition.cnn.com/2000/ALLPOLITICS/stories/11/16/election.carter/index.html>
- Former President Jimmy Carter addresses the delegates at the 1988 Democratic National Convention.* (1988, 19 juillet). <https://www.youtube.com/watch?v=QaOMv-IZxZA>
- Former President Obama Speaks at Biden Campaign Event in Atlanta.* (2020, 2 novembre). C-SPAN TV Networks. <https://www.c-span.org/video/?477701-1/president-obama-speaks-biden-campaign-event-atlanta>
- Former Presidents Act.* (2016, 15 août). National Archives.  
<https://www.archives.gov/about/laws/former-presidents.html>
- Fragasso-Marquis, V. et Marin, S. (2017, 6 juin). *De passage à Montréal, Barack Obama livre un message d'espoir.* Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/500611/de-passage-a-montreal-barack-obama-livre-un-message-d-espoir>
- Friedman, V. (2023, 14 décembre). Trump Is Selling Pieces of His Mug Shot Suit. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/12/14/style/trump-mug-shot-suit-nfts.html>

- Frum, D. (2024, février). The Revenge Presidency. *The Atlantic*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=ATLCOM0020231219ejc40003n&cat=a&ep=ASE>
- Fuhrman, M. (2018, 22 octobre). *Obama goes up against Trump in fight for Nevada Senate seat*. ABC News. <https://abcnews.go.com/Politics/obama-trump-fight-nevada-senate-seat/story?id=58661848>
- Gagnon F. (2008). *Les sénateurs qui changent le monde : l'évolution de l'influence du président de la Commission du Sénat sur les relations extérieures après 1945* [Université du Québec à Montréal].
- Galvin, D. J. (2016). Qualitative Methods and American Political Development. Dans R. M. Valelly, S. Mettler et R. C. Lieberman (dir.), *The Oxford handbook of American political development* (p. 207-227). Oxford University Press.
- Gamboa, G. et Associated Press. (2024, 19 novembre). Bill Clinton Explains Why Philanthropy Fills His Post-Presidential Life in His New Book « Citizen ». *Washington Post*.  
[https://www.washingtonpost.com/politics/2024/11/19/bill-clinton-citizen-global-initiative-philanthropy/7cda8272-a676-11ef-a365-f28068283fb3\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/2024/11/19/bill-clinton-citizen-global-initiative-philanthropy/7cda8272-a676-11ef-a365-f28068283fb3_story.html)
- Gardner, A. E. (2012, 4 novembre). In Virginia, Obama Reasserts Himself as Candidate of Change. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020121104e8b4001e3&cat=a&ep=ASE>
- Gearan, A. (2016, 30 janvier). Bill Clinton Plays Role of Closer in Iowa. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020160130ec1u0012x&cat=a&ep=ASE>
- George, A. L. et Bennett, A. (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. MIT Press. Récupéré de <https://ebookcentral.proquest.com>
- George H.W. Bush Library Center*. (s. d.). Récupéré le 31 janvier 2024 de <https://www.bush41.org/history/biography>
- Gerring, J. (2003). APD from a Methodological Point of View. *Studies in American Political Development*, 17(Part 1), 82-102. Récupéré de <https://www.cambridge.org/core/terms>.  
<https://doi.org/10.1017/S0898588X03000026>
- Gerring, J. (2004). What Is a Case Study and What Is It Good for? *The American Political Science Review*, 98(2), 341-354. Récupéré de <https://www-cambridge-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/core/journals/american-political-science-review/article/what-is-a-case-study-and-what-is-it-good-for/C5B2D9930B94600EC0DAC93EB2361863>
- Gerson, M. (2016, 31 juillet). A choice Between the Uninspiring and the Unfit. *The Washington Post*.

<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=WP00000020160731ec7v0003y&cat=a&ep=ASE>

- Gibbs, N. et Duffy, M. (2012). *The presidents club: inside the world's most exclusive fraternity* (1re éd.). Simon & Schuster.
- Giordano, E. (2023, 24 octobre). Obama Warns Israel's Actions in Gaza Could 'Backfire'. *POLITICO*. <https://www.politico.eu/article/us-obama-warns-israel-actions-gaza-palestine-could-backfire-medium/>
- Girls Opportunity Alliance*. (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 2 avril 2024 de <https://www.obama.org/girls-opportunity-alliance/>
- Glenn, B. J. (2004). The Two Schools of American Political Development. *Political Studies Review*, 2(2), 153-165. Récupéré de <http://journals.sagepub.com/doi/10.1111/j.1478-9299.2004.00005.x>
- Gold, M. (2023a, 12 octobre). Trump Criticizes Netanyahu and Israeli Intelligence in Florida Speech. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/10/11/us/politics/trump-netanyahu-israel.html>
- Gold, M. (2023b, 6 décembre). Trump Says He Wouldn't Be a Dictator, 'Except for Day 1'. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/12/05/us/politics/trump-fox-news-abuse-power.html>
- Gold, M. (2024a, 11 février). Trump Says He Gave NATO Allies Warning: Pay In or He'd Urge Russian Aggression. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/10/us/politics/trump-nato-russia.html>
- Gold, M. (2024b, 21 février). Trump Again Compares Himself to Navalny While Discussing Legal Woes. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/20/us/politics/trump-navalny-fox-news.html>
- Gold, M. (2024c, 6 mars). On a Bright Night for His Campaign, Trump Again Conjures a Dark Vision. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/05/us/politics/trump-speech-super-tuesday.html>
- Gold, M. (2024d, 8 mars). Trump Ally and Daughter-in-Law Officially Take Over R.N.C. Leadership. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/08/us/politics/trump-rnc-lara-michael-whatley.html>
- Gold, M. (2024e, 9 mars). Trump Praises Hungary's Nationalist Prime Minister As 'The Boss.'. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/live/2024/03/09/us/2024-presidential-election>
- Gold, M. (2024f, 9 mai). Trump Again, and Repeatedly, Denounces Jews Who Support Biden. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/05/09/us/politics/trump-biden-jews.html>

- Gold, M. (2024g, 2 juin). Trump Joins TikTok, the App He Once Tried to Ban. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/06/02/us/politics/trump-tiktok.html>
- Gold, M. et Haag, M. (2024, 31 mai). Trump Lashes Out After Conviction in Misleading Speech. *The New York Times*, New York. <https://www.nytimes.com/live/2024/05/31/nyregion/trump-news-guilty-verdict>
- Gold, M. et Haberman, M. (2024, 26 mars). Trump's Newest Venture? A \$60 Bible. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/26/us/politics/trump-bible.html>
- Gold, M. et Nehamas, N. (2024, 13 mars). Donald Trump and Joe Biden Clinch Their Party Nominations. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/12/us/politics/trump-republican-nomination.html>
- Goldhamer, M. et MacMillan, A. (2024, 11 septembre). *Inflation, migrants et avortement: la vérification des faits du débat Harris-Trump*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/819617/inflation-migrants-avortement-verification-faits-debat-harris-trump>
- Goldmacher, S. (2023, 25 octobre). The Trump Loyalty Test at the Center of Republicans' Speaker Endgame. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/10/25/us/politics/mike-johnson-house-speaker-trump.html>
- Goldmacher, S., Haberman, M. et Gold, M. (2024a, 28 octobre). Trump at MSG: A Closing Carnival of Grievances and Racism. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/10/27/us/trump-msg-rally.html>
- Goldmacher, S. et Nagourney, A. (2024, 6 mars). 5 Takeaways From Super Tuesday: Trump Wins and Haley Is Set to Exit. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/06/us/politics/super-tuesday-trump-biden-takeaways.html>
- Goldmacher, S., Rogers, K., Epstein, R. J. et Glueck, K. (2024b, 7 août). How Kamala Harris Trusted Her Gut and Picked Tim Walz. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/08/06/us/politics/harris-tim-walz-vp-pick.html>
- Goldstein, M. (2024, 25 mars). Trump's Multibillion-Dollar Social Media Company Will Start Trading on Tuesday. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/25/business/trump-media-trading-tuesday.html>
- Goodwin, L. (2022, 14 novembre). A Red Wave of Criticism Crashes Into Donald Trump After Midterm Losses. *Washington Post.com*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020221112eibb00002&cat=a&ep=ASE>
- Graef, A. (2023, 4 novembre). *Obama Says People Need to Acknowledge Complexity of Israel-Palestinian Conflict to Move Forward*. CNN.

<https://www.cnn.com/2023/11/04/politics/obama-comments-israel-palestinian-conflict/index.html>

Graff, V. (2021, 20 octobre). Donald Trump annonce le lancement de son réseau social. *Agence France-Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2021-10-20/donald-trump-annonce-le-lancement-de-son-reseau-social.php>

Green, E. L. et Rogers, K. (2024, 11 octobre). A Stern Obama Tells Black Men to Drop ‘Excuses’ and Support Harris. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/10/10/us/politics/obama-harris-pittsburgh-democrats.html>

Grynbaum, M. M. (2023, 11 mai). CNN’s Trump Forum Was a Bracing Preview of Political Coverage to Come. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/05/10/business/media/cnn-trump-town-hall.html>

Grynbaum, M. M. (2024a, 11 janvier). Airing of Trump’s Fusillade in Full Is a Reminder of His Media Advantage. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/01/11/business/media/trump-fraud-trial-press.html>

Grynbaum, M. M. (2024b, 13 mai). Play-by-Play and Drawings on an iPad: How Cable TV Covers a TV-Less Trial. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/05/13/business/media/trump-trial-media-tv-coverage.html>

Grynbaum, M. M. (2024c, 31 mai). News Organizations Cut Away From Trump’s Misleading Speech. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/05/31/business/media/cnn-nbc-trump-speech.html>

*Guinea Worm Case Totals*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 11 décembre 2023 de [https://www.cartercenter.org/health/guinea\\_worm/case-totals.html](https://www.cartercenter.org/health/guinea_worm/case-totals.html)

Haberman, M. (2024, 6 mars). Mitch McConnell Endorses Trump, Whom He Once Denounced. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/06/us/politics/mcconnell-endorses-trump.html>

Haberman, M. et Gold, M. (2023, 17 décembre). Trump, Quoting Putin, Declares Indictments ‘Politically Motivated Persecution’. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/12/16/us/politics/trump-putin-new-hampshire.html>

Haberman, M. et Goldmacher, S. (2023, 13 novembre). Tim Scott Suspends ’24 Campaign, as His Sunny Message Failed to Resonate. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/11/12/us/politics/tim-scott-2024-campaign.html>

Haberman, M., Goldmacher, S. et Swan, J. (2024a, 8 juillet). Following Trump’s Lead, Republicans Adopt Platform That Softens Stance on Abortion. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/07/08/us/politics/trump-abortion-gop.html>

- Haberman, M., Lerer, L. et O'Brien, R. D. (2023, 28 octobre). Pence Bows Out of 2024 Presidential Race That Trump Is Dominating. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2023/10/28/us/politics/pence-drops-out-2024.html>
- Haberman, M. et Martin, J. (2016, 17 juin). An Unlikely Savior Emerges to Help Endangered Republicans: George W. Bush. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2016/06/17/us/politics/george-w-bush-gop-fundraising.html>
- Haberman, M., Protess, B. et Rashbaum, W. K. (2024b, 26 mars). How One Hour Encapsulated the Chaos of Trump's Coming Trial. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2024/03/25/nyregion/trump-hush-money-fraud-case.html>
- Han, L. C. et Krov, M. J. (2005). *Life After the White House: The Public Post-Presidency and the Development of Presidential Legacies*. WorldCat.org. Récupéré de  
[http://digitalcommons.chapman.edu/polisci\\_books/5](http://digitalcommons.chapman.edu/polisci_books/5)
- Helderman, R. S. (2012, 19 octobre). Bruce Springsteen, Bill Clinton Campaign for Obama at Ohio Rally. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020121018e8ai003s8&cat=a&ep=ASE>
- Herndon, A. W. (2018, 26 octobre). Obama, Rallying in Wisconsin, Warns Democrats: 'Don't Be Hoodwinked'. *The New York Times*, U.S.  
<https://www.nytimes.com/2018/10/26/us/politics/obama-trump-midterms.html>
- Héту, R. (2023a, 5 avril). *Le criminel est le procureur de Manhattan*. La Presse+.  
[https://plus.lapresse.ca/screens/3f66011f-484e-40f1-b2a9-c1a290be6a8b|\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/3f66011f-484e-40f1-b2a9-c1a290be6a8b|_0.html)
- Héту, R. (2023b, 13 juin). Comparution historique: Trump plaide non coupable et ne décolère pas. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-06-13/comparution-historique/trump-plaide-non-coupable-et-ne-decolere-pas.php>
- Héту, R. (2023c, 1<sup>er</sup> août). Trump inculpé pour complot contre la démocratie. *La Presse*.  
<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-08-01/trump-inculpe-pour-complot-contre-la-democratie.php>
- Héту, R. (2023d, 4 août). *Sans surprise, Trump plaide non coupable*. La Presse+.  
[https://plus.lapresse.ca/screens/97e3a11f-a18b-4787-aa27-27c07a93753c|\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/97e3a11f-a18b-4787-aa27-27c07a93753c|_0.html)
- Héту, R. (2024a, 15 janvier). Caucus républicains en Iowa: Trump loin devant. *La Presse*.  
<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2024-01-15/caucus-republicains-en-iowa/trump-loin-devant.php>
- Héту, R. (2024b, 21 juillet). Joe Biden cède sa place. *La Presse*, Élections américaines.  
<https://www.lapresse.ca/elections-americaaines/2024-07-21/joe-biden-cede-sa-place.php>
- Héту, R. (2024c, 9 octobre). Un ouragan de mensonges. *La Presse*, Élections américaines.  
<https://www.lapresse.ca/elections-americaaines/2024-10-09/un-ouragan-de-mensonges.php>

- Hétu, R. (2024d, 13 novembre). Victoire électorale de Donald Trump: De Walter Cronkite à Joe Rogan. *La Presse*, Élections américaines. <https://www.lapresse.ca/elections-americaaines/2024-11-13/victoire-electorale-de-donald-trump/de-walter-cronkite-a-joe-rogan.php>
- Higher Ground*. (s. d.). Higher Ground. Récupéré le 7 avril 2024 de <https://highergroundmedia.com>
- Hillyard, V. et Smith, A. (2024, 5 mars). *Trump Breaks Silence on Israel's Military Campaign in Gaza: « Finish the Problem »*. NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-israel-gaza-finish-problem-rcna141905>
- Horowitz, J. (2016, 7 novembre). Bill Clinton Evokes Past, but From the Periphery of His Wife's Campaign. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020161108ecb70000j&cat=a&ep=ASE>
- Hulse, C. (2010, 11 septembre). The Caucus: A Busy Bill Clinton Across the Country . ProQuest Historical Newspapers: The New York Times. *New York Times (1923-)* (New York, N.Y.), 1. <https://www.proquest.com/historical-newspapers/caucus/docview/1461217699/se-2?accountid=14719>
- Huynh, A. (2023, 9 octobre). Trump Uses Support for Israel to Revive Travel Ban Talk. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/10/09/us/politics/trump-israel-travel-ban.html>
- Huynh, A. (2024a, 19 février). Trump Breaks Silence on Navalny Death, but Doesn't Condemn Putin. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/19/us/politics/trump-navalny-putin-russia.html>
- Huynh, A. (2024b, 8 mars). Trump's State of the Union Response: Social Media Glitches and Mocking Filters. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/08/us/politics/trump-instagram-biden-state-of-union.html>
- International Task Force for Disease Eradication*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 12 décembre 2023 de <https://www.cartercenter.org/health/itfde/index.html>
- Iyengar, S., Lelkes, Y., Levendusky, M., Malhotra, N. et Westwood, S. J. (2019). The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States. *Annual Review of Political Science*, 22, 129-146. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-051117-073034>
- Jacob, M. (2023, 10 octobre). *Barack Obama s'exprime dans la presse israélienne « en faveur d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens »*. Vanity Fair. <https://www.vanityfair.fr/article/barack-obama-exprime-presse-israelienne-en-faveur-paix-durable>

- Jacobs, N. F. (2018). After the White House: The Politics of the Postpresidency. *Presidential Studies Quarterly*, 48(4), 711-740. Récupéré de <https://doi.org/10.1111/psq.12454>
- Jacobs, S. (2024, 22 novembre). New York Judge Calls off Next Week's Trump Sentencing in Hush Money Case. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/11/22/donald-trump-sentencing-hush-money-case/>
- Jacobs, S., Hawkins, D., Berman, M., Roebuck, J., Stein, P., DeYoung, K., Ryan, M. et Hauslohner, A. (2025, 10 janvier). Trump Sentenced in Hush Money Case, Will Not Face Jail or Probation. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/national-security/2025/01/10/trump-sentencing-hush-money-conviction-merchan/>
- John, R. R. (2016). American Political Development and Political History. Dans R. M. Valelly, S. Mettler et R. C. Lieberman (dir.), *The Oxford handbook of American political development* (p. 185-206). Oxford University Press.
- Karni, A. (2023, 21 novembre). Johnson Pays Trump Visit as He Faces Mounting Criticism from the Right. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2023/11/21/us/politics/johnson-trump-mar-a-lago.html>
- Kaufman, B. I. (1996). Rejected Presidents. *Reviews in American History*, 24(1), 172-176.  
<https://doi.org/10.1353/rah.1996.0020>
- Kaufman, B. I. (2012). *The Post-Presidency from Washington to Clinton*. University Press of Kansas.
- Kelly, K. (2017, 26 septembre). A Piece of Obama's Life, Post-Presidency: Sandwiches and Speeches. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020170926ed9q0005w&cat=a&ep=ASE>
- Kelsey, A. (2018, 21 septembre). *Obama's Latest Campaign Stop: Pennsylvania, Key to Democrats' Success*. ABC News. <https://abcnews.go.com/Politics/obamas-campaign-stop-pennsylvania-key-democrats-success/story?id=57989198>
- Kersh, R. (2005). The Growth of American Political Development: The View from the Classroom. *Perspectives on Politics*, 3(2), 335-345. Récupéré de <https://doi.org/10.1017/S1537592705050243>
- Kessler, G. (2009, 5 août). N. Korea Releases U.S. Journalists; Pardon Issued After Bill Clinton Meets With Kim Jong Il. *The Washington Post*, A01.  
<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=WP00000020090805e5850000d&cat=a&ep=ASE>
- Klimentov, M. (2024, 16 juillet). Trump will Push for Hasty Peace in Ukraine if Elected, Hungary's Orban Says. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/world/2024/07/16/trump-orban-letter-ukraine-war/>

- Knowles, H., Dawsey, J., LeVine, M. et Parker, A. (2024, 21 juillet). Trump Forced to Regroup After Gains, as Advisers Prepare to Face Harris. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/elections/2024/07/21/trump-response-biden-dropping-out/>
- Knowles, H. et Morgunov, S. (2024, 20 juillet). Trump and Zelensky Speak as Election Hangs Over U.S. Aid to Ukraine. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/19/trump-zelensky-call-ukraine/>
- La Presse canadienne. (2019, 31 mai). *L'ex-président Barack Obama livre un discours à Ottawa*. Radio-Canada. Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173046/discours-barack-obama-centre-canadian-tire-ottawa>
- Landler, M. (2012, 12 septembre). Embracing Role As Surrogate, Clinton Hits Campaign Trail. *The New York Times*, A, 14.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTA000020120913e89c0002p&cat=a&ep=ASE>
- Landler, M. (2024, 9 avril). Cameron, on U.S. Trip, Takes a Risk and Meets With Trump. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/04/09/world/europe/david-cameron-trump-ukraine-israel.html>
- Laplante, C. (2021, 12 juillet). Barack Obama dévoile ses livres et chansons de l'été. *La Presse*.  
<https://www.lapresse.ca/arts/litterature/2021-07-12/barack-obama-devoile-ses-livres-et-chansons-de-l-ete.php>
- Learning Lessons from the U.S. Elections*. (2000, décembre). The Carter Center News.  
<https://www.cartercenter.org/documents/211.pdf>
- Leduc, L. (2024, 10 septembre). Débat Harris-Trump: Avantage Harris. *La Presse*, Élections américaines. <https://www.lapresse.ca/elections-americales/2024-09-10/debat-harris-trump/avantage-harris.php>
- Lee, M. J. (2017, 24 avril). *Obama Re-Emerges in Public After Avoiding Political Spotlight*. CNN. <https://www.cnn.com/2017/04/24/politics/obama-first-public-speaking/index.html>
- Lerer, L. (2023, 4 novembre). Obama Urges Americans to Take in 'Whole Truth' of Israel-Gaza War. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/11/04/us/politics/obama-israel-palestine.html>
- Levien, S. J. (2024, 29 septembre). Republicans Criticize Trump Over His Insults of Harris. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/09/29/us/politics/trump-insults-harris-republicans.html>
- LeVine, M. (2024, 13 avril). *Iran Launches More than 300 Drones and Missiles at Israel; Biden Condemns Attack*. Washington Post § Middle East.  
<https://www.washingtonpost.com/world/2024/04/13/iran-israel-hamas-war-news-gaza-palestine/>

- LeVine, M. et Arnsdorf, I. (2024, 23 août). Trump Deflects, Misleads in Real-Time Reaction to Harris Speech. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/23/trump-reacts-harris-dnc/>
- LeVine, M. et Birnbaum, M. (2024, 25 septembre). Trump, Without Evidence, Suggests Possible Iranian Involvement in Two Assassination Attempts. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/25/trump-iran-comments-assassination-attempts/>
- LeVine, M., Birnbaum, M. et Khurshudyan, I. (2024a, 27 septembre). Trump Meets With Zelensky, Opening New Chapter In a Fraught Relationship. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/27/trump-zelensky-ukraine-war-harris/>
- LeVine, M. et Morse, C. E. (2024, 14 août). Why Trump Keeps Talking About Fictional Serial Killer Hannibal Lecter. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/14/why-trump-keeps-talking-about-fictional-serial-killer-hannibal-lecter/>
- LeVine, M., Siddiqui, F., Knowles, H., Thadani, T. et Harwell, D. (2024b, 12 août). Trump Returns to X With Technical Glitches, Softball Questions From Musk. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/technology/2024/08/12/trump-returns-x-elon-musk-interview/>
- Levitsky, S. et Ziblatt, D. (2019). *La mort des démocraties*. Calmann-Lévy.
- Liz Harrington sur X. (2023, 7 octobre). X (formerly Twitter).  
<https://twitter.com/realLizUSA/status/1710655725330993294>
- Mac, R. et Browning, K. (2022, 20 novembre). Elon Musk Reinstates Trump's Twitter Account. *The New York Times*, Technology.  
<https://www.nytimes.com/2022/11/19/technology/trump-twitter-musk.html>
- Mac, R., Schleifer, T. et Haberman, M. (2024, 6 septembre). How Elon Musk Is Influencing Donald Trump. *The New York Times*, Technology.  
<https://www.nytimes.com/2024/09/06/technology/elon-musk-donald-trump-influence.html>
- Madigan, F. S. N., Wilson, D. J. et reporting, Y. A. contributed. (2016, 18 avril). On Crime Bill and the Clintons, Young Blacks Clash With Parents. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160418ec4i0003j&cat=a&ep=ASE>
- Maney, P. J. (2016). *Bill Clinton: New Gilded Age President*. University Press of Kansas.  
<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/j.ctt1c6v8b5>
- Martin, J. (2016, 19 juillet). The Trump Convention: A Painful Moment for the Bush Family Network. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2016/07/20/us/politics/bush-family-rnc.html>

- Martin, J. et Healy, P. (2016, 27 juillet). Democrats Make Clinton Historic Nominee. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160727ec7r0004h&cat=a&ep=ASE>
- Martinez, G. (2024, 16 septembre). *Trump impute la nouvelle tentative d'assassinat contre lui aux attaques de Biden et de Harris*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/819938/campagne-electorale-americaine-bascule-nouvelle-dimension>
- McCreesh, S. (2024, 21 juillet). Clintons Endorse Kamala Harris to Be Democrats' Nominee for President. *The New York Times*, U.S.  
<https://www.nytimes.com/2024/07/21/us/politics/clintons-kamala-harris-endorsement.html>
- McCreesh, S. et Nagourney, A. (2024, 16 juin). At Biden Fund-Raiser, Hollywood and Democrats Let the Trump Attacks Fly. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2024/06/16/us/politics/biden-fundraiser-los-angeles.html>
- McDonald, A. (2024, 19 mars). *Donald Trump Says He Won't Quit NATO — if Europe Pays its Way*. POLITICO. <https://www.politico.eu/article/donald-trump-says-he-wont-quit-nato-if-europe-pays-its-way/>
- Meckler, L. et Hendrix, S. (2024, 26 juillet). Trump, Netanyahu Meet Amid Political and Personal Tensions. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/26/trump-netanyahu-set-meet-amid-political-personal-tension/>
- Merica, D. (2022, 30 septembre). *Obama Warns 'a Lot of Mischief' Is Possible If Republicans Win Back House*. CNN. <https://www.cnn.com/2022/09/30/politics/barack-obama-republicans-mischief-democracy-trump/index.html>
- Mettler, S. et Lieberman, R. C. (2021). *Four threats: the recurring crises of American democracy* (Trade paperback edition). St. Martin's Griffin, an imprint of St. Martin's Publishing Group.
- Milkis, S. M. (2016). The Presidency and American Political Development: The Advent - and Illusion - of an Executive-Centered Democracy. Dans R. M. Valelly, S. Mettler et R. C. Lieberman (dir.), *The Oxford handbook of American political development* (p. 286-308). Oxford University Press.
- Milkis S.M. et York J.W. (2017). Barack Obama, Organizing for Action, and Executive-Centered Partisanship. *Studies in American Political Development*, 31(1), 1-23.  
<https://doi.org/10.1017/S0898588X17000037>
- Monterrosa, C. et Revise, N. (2024, 6 janvier). Trois ans après l'assaut du Capitole: Trump assure qu'il va « gagner » la présidentielle 2024. *La Presse*.  
<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2024-01-06/trois-ans-apres-l-assaut-du-capitole/trump-assure-qu-il-va-gagner-la-presidentielle-2024.php>

- Morgan, I. (2012). After the White House: The Modern US Post-Presidency. Dans K. Theakston et J. de Vries (dir.), *Former Leaders in Modern Democracies: Political Sunsets* (p. 12-32). Palgrave Macmillan UK. Récupéré de [https://doi.org/10.1057/9781137265319\\_2](https://doi.org/10.1057/9781137265319_2)
- My Brother's Keeper Alliance*. (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 2 avril 2024 de <https://www.obama.org/my-brothers-keeper-alliance/>
- Nagourney, A. (2018, 8 septembre). Obama, on California Front Lines, Joins Democratic Battle to Capture House. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2018/09/08/us/obama-california-democrats-trump.html>
- Nagourney, A. et Baker, P. (2020, 19 août). No Longer the Headliner, Clinton Still Packs a Punch. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020200819eg8j0003r&cat=a&ep=ASE>
- Nehamas, N., Haberman, M., Swan, J. et Goldmacher, S. (2024, 21 janvier). Ron DeSantis Ends Campaign for President. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/01/21/us/politics/desantis-drops-out.html>
- Neustadt, R. E. (1990). *Presidential Power and the Modern Presidents : the Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*. Free Press. [1 online resource (xxvii, 371 pages)]. <http://www.gbv.de/dms/bowker/toc/9780029227954.pdf>
- Newman, A. et Victor, D. (2020, 19 octobre). Obama, in His First Live Campaign Appearance for Biden, Rallies Voters in Philadelphia. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/live/2020/10/21/us/trump-biden-election#obama-in-his-first-live-campaign-appearance-for-biden-rallies-voters-in-philadelphia>
- Nguyen, S. (2023a, 17 juillet). Obama Takes to TikTok to Support Libraries' Fight Against Book Bans. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/books/2023/07/17/obama-banned-books-tiktok-library/>
- Nguyen, S. (2023b, 20 juillet). *All the books Barack Obama is reading this summer*. Washington Post § Book World. <https://www.washingtonpost.com/books/2023/07/20/obama-summer-reading-2023/>
- Nichols, D. K. (1994). *The myth of the modern presidency*. Pennsylvania State University Press.
- Obama, B. (2020). *Une terre promise* ( P. Demarty, C. Recoursé et N. Richard, trad.). Fayard.
- Obama, B. (2024a, 21 juillet). My Statement on President Biden's Announcement. *Medium*. <https://barackobama.medium.com/my-statement-on-president-bidens-announcement-1eb78b3ba3fc>
- Obama, B. (2024b, 21 août). *Barack Obama's Full Speech at 2024 DNC*. [https://www.washingtonpost.com/video/politics/barack-obamas-full-speech-at-2024-dnc/2024/08/21/9c44a9b9-c9d9-41a8-9186-2bc7fb2b4661\\_video.html](https://www.washingtonpost.com/video/politics/barack-obamas-full-speech-at-2024-dnc/2024/08/21/9c44a9b9-c9d9-41a8-9186-2bc7fb2b4661_video.html)

- Obama Blasts « Demagogues » at Ohio Political Rally.* (2018, 14 septembre). NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/barack-obama/obama-blasts-demagogues-ohio-political-rally-n909496>
- Obama donne un coup de main à Biden au Michigan. (2020, 31 octobre). *L'actualité*. <https://lactualite.com/actualites/lancien-president-barack-obama-donne-un-coup-de-main-a-biden-au-michigan/>
- Obama Foundation Leaders.* (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 1 avril 2024 de <https://www.obama.org/programs/leaders/>
- O'Brien, R. D. et McCreesh, S. (2024, 11 septembre). Best, Worst and Most Surprising Lines From the Presidential Debate. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/09/11/us/politics/debate-trump-harris-best-worst-quotes.html>
- Olorunnipa, T., Scherer, M. et Arnsdorf, I. (2024, 28 juin). Biden Stumbles in Fiery Debate as Trump Spreads Falsehoods. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/06/27/biden-trump-debate-atlanta/>
- Oppel Jr, R. A. (2012, 1<sup>er</sup> novembre). Clinton Assails Romney on Swing Through Ohio. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTB000020121102e8b1000jh&cat=a&ep=ASE>
- Orren, K. et Skowronek, S. (2004). *The Search for American Political Development*. Cambridge University Press. Récupéré de <https://www-cambridge-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/core/books/search-for-american-political-development/1F35D43E32953367B44383BE42E8ACB9>
- Pager, T. (2024a, 6 janvier). *Obama, Worried About 2024, Urges Biden Circle to Bolster Campaign*. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/01/06/obama-biden-meeting-campaign-2024/>
- Pager, T. (2024b, 21 août). Obamas Electrify Democrats at Chicago Convention. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/21/barack-michelle-obama-speeches-democratic-national-convention/>
- Pager, T. (2024c, 24 octobre). Obama, Springsteen Join Harris Rally in Georgia Amid Close Polls. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/24/harris-obama-perry-springsteen/>
- Pager, T. et Olorunnipa, T. (2024, 26 juillet). Barack and Michelle Obama Endorse Kamala Harris for President. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/26/barack-michelle-obama-kamala-harris-endorse/>

- Pager, T. et Scherer, M. (2024a, 3 juillet). Obama Shares Concerns After Shaky Debate, Offers Biden His Advice. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/02/biden-obama-debate/>
- Pager, T. et Scherer, M. (2024b, 18 juillet). Obama Tells Allies Biden's Path to Winning Reelection Has Greatly Diminished. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/07/18/obama-says-biden-must-consider-viability/>
- Pannett, R., Masih, N. et Cho, K. K. (2024, 11 septembre). How Harris and Trump Answered Foreign Policy Questions During the Debate. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/11/trump-harris-china-putin-presidential-debate/>
- Peltier, E. et Sengupta, S. (2021, 19 février). U.S. formally rejoins the Paris climate accord. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2021/02/19/world/us-rejoins-paris-climate-accord.html>
- Perez, O. (2012, 29 octobre). With Obama Tending to Storm, Clinton Campaigns for Him in Florida. *The New York Times*, U.S.; Politics.  
<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=NYTB000020121029e8at003s6&cat=a&ep=ASE>
- Petri, A. (2016, 27 juillet). Bill Clinton's Speech, Translated ; A Summary. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020160727ec7r001rx&cat=a&ep=ASE>
- Philbrick, I. P. (2024, 1<sup>er</sup> octobre). Another Way Jimmy Carter, 100 Today, Bested His Fellow Presidents. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/10/01/upshot/jimmy-carter-books-birthday.html>
- Picciotto, R. (2023, 17 décembre). *Biden Campaign Says Trump's Repeated Anti-Immigration Comments « Parroted Adolf Hitler »*. CNBC. <https://www.cnbc.com/2023/12/17/biden-campaign-trump-parroted-hitler.html>
- Pierson, P. (2000). Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics. *American Political Science Review*, 94(Part 2), 251-268. Récupéré de <https://doi.org/10.2307/2586011>
- Pineda, A. (2020, 28 octobre). Obama fait encore courir les foules en Floride. *Le Devoir*.  
<https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/588613/obama-fait-encore-courir-les-foules>
- Points of Light - Creating a Global Culture of Civic Engagement*. (s. d.). Points of Light. Récupéré le 23 janvier 2024 de <https://www.pointsoflight.org/>

- Poniewozik, J. (2024, 17 février). For Donald Trump, the Recriminations Will Be Televised. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/02/17/arts/television/donald-trump-trials.html>
- Prémont, K. (2006). *La télévision mène-t-elle le monde ?* Presses de l'université du Québec.
- Prémont, K. (2021). La politique étrangère des États-Unis à la croisée des chemins ? *Études internationales*, 52(1-2), 5. <https://doi.org/10.7202/1086927ar>
- President Carter Helps Restart Peace Efforts in Bosnia-Herzegovina*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 2 novembre 2023 de <https://www.cartercenter.org/news/documents/doc214.html>
- President Jimmy Carter Addresses Democratic National Convention*. (2004, 26 juillet). The Carter Center. <https://www.cartercenter.org/news/documents/doc1787.html>
- President Obama Reflects on Climate Progress Before Heading to COP26 in Glasgow, Announces Upcoming Climate Event*. (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 26 mars 2024 de <https://www.obama.org/press-releases/climate-progress-2021/>
- President Obama to Close the 2022 Copenhagen Democracy Summit on “Democratic Organizing in the Digital Age”*. (2022, 9 juin). Obama Foundation. <https://www.obama.org/press-releases/president-obama-democracy-summit/>
- Presidential Job Approval Center*. (s. d.). Gallup.com. Récupéré le 26 février 2024 de <https://news.gallup.com/interactives/507569/presidential-job-approval-center.aspx>
- Press Release: President Clinton Announces New Agreements to Lower Prices and Ensure New Supply of Malaria Drugs. (2008, 17 juillet). *Clinton Foundation*. <https://www.clintonfoundation.org/press-and-news/general/press-release-president-clinton-announces-new-agreements-to-lower-prices-and-ens/>
- Protest, B., Bromwich, J. E. et Christobek, K. (2023, 2 octobre). Trump’s Fraud Trial Starts With Attacks on Attorney General and Judge. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/10/02/nyregion/trump-fraud-trial-letitia-james.html>
- Raines, H. (1984, 11 mars). Democrats Brace for Nine Contests; Wyoming to Hart. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/1984/03/11/us/democrats-brace-for-nine-contests-wyoming-to-hart.html>
- Rappeport, A. (2016, 8 avril). Former President Heckled; Bill Clinton Defends His Crime Bill Before Protesters in Philadelphia. *The New York Times*. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020160408ec4800086&cat=a&ep=ASE>
- Remnick, D. (2006, 11 septembre). Bill Clinton’s Quest to Save the World. *The New Yorker*. <https://www.newyorker.com/magazine/2006/09/18/the-wanderer-bill-clinton-profile-david-remnick>

- Reuter. (1988, 19 juillet). Carter calls Bush « effeminate, silly ». *Toronto Star (Ontario)*, A12.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=TOR0000020080610dk7j00f3e&cat=a&ep=ASE>
- Rich, M. et Erlanger, S. (2024, 28 juin). U.S. Allies Watch the Debate With Shaking Heads and a Question: What Now? *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2024/06/28/world/asia/biden-trump-debate-allies.html>
- Robinson, K. (2023, 27 octobre). *What Is the Iran Nuclear Deal?* Council on Foreign Relations.  
<https://www.cfr.org/background/what-iran-nuclear-deal>
- Rogers, K. (2024, 26 mars). Obama, Fearing Biden Loss to Trump, Is on the Phone to Strategize. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/03/26/us/politics/obama-biden.html>
- Rubenzler, S. J. 1957- et Faschingbauer, T. R. (2004). *Personality, character, and leadership in the White House : psychologists assess the presidents* (1st ed.). Brassey's. Récupéré de <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=388643>
- Rutenberg, J. et Zernike, K. (2010, 21 septembre). Bill Clinton Stumps for Obama. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2010/09/21/us/politics/21clinton.html>
- Schaller, T. F. et Williams, T. W. (2003). « The Contemporary Presidency »: Postpresidential Influence in the Postmodern Era. *Presidential Studies Quarterly*, 33(1), 188-200. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/27552468>
- Schenker, A. E. (1982). Former Presidents: Suggestions for the Study of an Often Neglected Resource. *Presidential Studies Quarterly*, 12(4), 545-551. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/27547866>
- Scherer, M., Goodwin, L., Pager, T. et Sotomayor, M. (2024, 28 juin). Democrats Scramble After Biden's Halting Debate Performance. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/06/28/biden-debate-democrats/>
- Schleifer, T. (2024, 24 octobre). Elon Musk Plots His Final Moves for Trump. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/10/24/us/elections/elon-musk-trump-campaign.html>
- Searching for Peace in the Middle East. (1988). *The Carter Center News* (Atlanta).  
[https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter\\_center\\_news/Spring1988.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/carter_center_news/Spring1988.pdf)
- Segers, G. (2018, 2 novembre). *Obama Says at Georgia Rally « I'm Here for One Simple Reason: To Ask You to Vote »*. CBS News. <https://www.cbsnews.com/news/obama-rally-stacey-abrams-georgia-governor-today-live-stream-2018-11-02/>
- Sekkai, K. (2022, 25 février). *Barack Obama dénonce « l'attaque éhontée » de l'Ukraine par la Russie*. parismatch.com. <https://www.parismatch.com/Actu/International/Barack-Obama-denonce-l-attaque-ehontee-de-l-Ukraine-par-la-Russie-1790468>

- Shear, M. D. (2017, 1<sup>er</sup> juin). Trump Will Withdraw U.S. From Paris Climate Agreement. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/06/01/climate/trump-paris-climate-agreement.html>
- Shear, M. D. et Lipton, E. (2024, 13 novembre). Trump Taps Elon Musk and Vivek Ramaswamy to Slash Government. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/11/12/us/politics/elon-musk-vivek-ramaswamy-trump.html>
- Shear, M. D. et Rogers, K. (2024, 14 janvier). Democrats Fret That Biden’s Power Players Are Not at His Campaign Base. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/01/14/us/politics/biden-democrats-campaign-base-delaware.html>
- Skidmore, M. J. (2004). *After the White House: Former Presidents as Private Citizens*. Palgrave Macmillan. Récupéré de <http://site.ebrary.com/id/10089173>
- Skowronek, S. (2020). *Presidential Leadership in Political Time : Reprise and Reappraisal* (3e édition). University Press of Kansas.
- Skowronek, S. et Orren, K. (2016). Pathways to the Present: Political Development in America. Dans R. M. Valelly, S. Mettler et R. C. Lieberman (dir.), *The Oxford handbook of American political development* (p. 27-47). Oxford University Press.
- Smale, A. (2017, 26 mai). Welcoming Trump and Obama to Europe Presents a Study in Contrasts. *The New York Times*, 10. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020170526ed5q0005o&cat=a&ep=ASE>
- Smith, A. (2023a, 28 mars). *In his return to Fox News, Trump labels the Manhattan DA’s probe a « new way of cheating in elections »*. NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/trump-returns-fox-news-interview-sean-hannity-rca76393>
- Smith, M. (2023b, 29 octobre). Obama’s Presidential Center Is Rising, Finally, in Chicago. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2023/10/29/us/obama-center-chicago-south-side.html>
- Social Media and News Fact Sheet. (2023, 15 novembre). [Pew Research Center]. *Pew Research Center*. <https://www.pewresearch.org/journalism/fact-sheet/social-media-and-news-fact-sheet/>
- Sonmez, F. et Sotomayor, M. (2021, 22 septembre). George W. Bush to hold fundraiser with Rep. Liz Cheney next month. *Washington Post*. [https://www.washingtonpost.com/politics/bush-liz-cheney-fundraiser/2021/09/22/c9824060-1baa-11ec-a99a-5fea2b2da34b\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/bush-liz-cheney-fundraiser/2021/09/22/c9824060-1baa-11ec-a99a-5fea2b2da34b_story.html)

- Sotomayor, M., Caldwell, L. A., LeVine, M. et Alfaro, M. (2024, 13 juin). Trump Unites Fractious Capitol Hill GOP Behind Him as November Looms. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/06/14/donald-trump-capitol-hill-house-senate-republicans/>
- Sperling, N. (2022, 21 juin). Higher Ground, the Obamas' production company, signs multiyear deal with Amazon's Audible. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2022/06/21/business/obama-higher-ground-amazon-audible.html>
- Stack, L. (2016, 10 octobre). Donald Trump Featured Paula Jones and 2 Other Women Who Accused Bill Clinton of Sexual Assault. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2016/10/10/us/politics/bill-clinton-accusers.html>
- Stanley-Becker, I. et Dawsey, J. (2024, 25 septembre). Foreign Leaders Seek Meetings With Trump As Knife-Edge Election Nears. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/25/foreign-leaders-trump-meetings/>
- Stein, J. (2024, 2 février). Donald Trump is preparing for a massive new trade war with China. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/business/2024/01/27/trump-china-trade-war/>
- Stevens, M. (2019, 22 mars). Jimmy Carter Is Now the Longest-Living U.S. President. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2019/03/22/us/politics/how-old-is-jimmy-carter.html>
- Strengthening Democracy in the Digital Age*. (2022, 10 juin). Obama Foundation. <https://www.obama.org/stories/copenhagen-2022/>
- Sullivan, K., Walsh, E., staff, W. P., Levine, S., Kirkpatrick, N., Kaiser, R. G. et Wiener, A. (2024, 29 décembre). Jimmy Carter, 39th President and Nobel Peace Prize Winner, Dies at 100. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/obituaries/2024/12/29/jimmy-carter-president-dead/>
- Sullivan, S., Gearan, A. et Gold, M. (2016a, 8 novembre). Clinton and Trump Make Emotional Appeals in Last Few Hours of Campaign. *Washington Post.com*. <http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020161107ecb70044y&cat=a&ep=ASE>
- Sullivan, S., Johnson, J. et Costa, R. (2016b, 9 octobre). GOP Consumed by Crisis as More Republicans Call on Trump to Quit Race. *Washington Post.com*. <http://global.factiva.com/redirect/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020161008eca8004h5&cat=a&ep=ASE>
- Svitek, P. (2024, 7 octobre). Trump Suggests 'Bad Genes' To Blame For Undocumented Immigrants Who Commit Murders. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/07/trump-undocumented-immigrants-bad-genes/>

- Swan, J. et Haberman, M. (2023, 24 avril). Tucker Carlson's Surprise Exit Stuns People in Donald Trump's Orbit. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2023/04/24/business/media/trump-tucker-carlson-fox.html>
- Swan, J., Haberman, M. et McFadden, A. (2023, 13 septembre). Trump Has Been Privately Encouraging G.O.P. Lawmakers to Impeach Biden. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2023/09/13/us/politics/trump-gop-biden-impeachment.html>
- Takiff, M. (2010). *A complicated man: the life of Bill Clinton as told by those who know him*. Yale University Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1nqb71.73>
- Talcott, S. (2023, 29 octobre). *Jewish Republicans (mostly) forgive Donald Trump*. Semafor § politics. <https://www.semafor.com/article/10/29/2023/jewish-republicans-mostly-forgive-donald-trump>
- Talcott, S. et Chalfant, M. (2023, 20 juin). *Trump offers new explanation for keeping classified documents in first post-indictment interview*. Semafor.  
<https://www.semafor.com/article/06/19/2023/trump-fox-interview-classified-docs>
- Taylor, A. (2017, 25 mai). An American President will Speak in Germany on Thursday, and It's Not Trump ; Barack Obama Will Be in Germany to See Angela Merkel. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020170524ed5o0043o&cat=a&ep=ASE>
- The Editorial Board. (2017, 1<sup>er</sup> mai). The Cost of Barack Obama's Speech. *The New York Times*, Opinion. <https://www.nytimes.com/2017/05/01/opinion/the-cost-of-barack-obamas-speech.html>
- The New York Times. (2018, 8 mai). Trump Withdrew From the Iran Deal. Here's How Republicans, Democrats and the World Reacted. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-deal-republicans-democrats-world-reactions.html>
- The Obama Foundation Democracy Forum*. (s. d.). Obama Foundation. Récupéré le 2 avril 2024 de <https://www.obama.org/democracy-forum-2023/>
- Theakston, Kevin. et de Vries, Jouke. (2012). *Former Leaders in Modern Democracies Political Sunsets*. Palgrave Macmillan. Récupéré de  
[http://sfx.metabib.ch/sfx\\_uzh?sid=ALEPH:UZH01&genre=book&isbn=9781137265319&id=doi:10.1057/9781137265319](http://sfx.metabib.ch/sfx_uzh?sid=ALEPH:UZH01&genre=book&isbn=9781137265319&id=doi:10.1057/9781137265319)
- Thebault, R. (2024a, 19 octobre). Obama Uses Withering Mockery in Arizona as he Questions Trump's Competence. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/18/obama-trump-arizona-rally-harris/>
- Thebault, R. (2024b, 20 octobre). Barack Obama Targets Need for Early Democratic voting in Las Vegas. *Washington Post*.

<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/20/barack-obama-trump-harris-nevada/>

Thibodeau, M. (2020, 17 novembre). Obama tire à boulets rouges sur les réseaux sociaux. *La Presse+* (Montréal). [https://plus.lapresse.ca/screens/fbc09ada-0279-4f7e-a02d-c0af850fe919\\_\\_7C\\_\\_0.html?utm\\_content=ulink&utm\\_source=lpp&utm\\_medium=referral&utm\\_campaign=internal+share](https://plus.lapresse.ca/screens/fbc09ada-0279-4f7e-a02d-c0af850fe919__7C__0.html?utm_content=ulink&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share)

Thompson, M. S. (1988, 17 juillet). Carter Tapped for Limited Convention Role. *The Washington Post*, A25.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011118dk7h00tun&cat=a&ep=ASE>

Thrush, G. (2020, 21 octobre). Obama Mocks Trump's Chinese Bank Account: 'They Would've Called Me Beijing Barry'. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2020/10/21/us/politics/obama-trump.html>

Thrush, G., Nehamas, N. et Sullivan, E. (2023, 13 juin). Trump Is Arraigned on Documents and Obstruction Charges. *The New York Times*, U.S.  
<https://www.nytimes.com/2023/06/13/us/politics/trump-arraignment-documents.html>

Toosi, N. et Heath, R. (2022, 20 septembre). *Zelenskyy Says World Must 'Choose Sides' As He Beams In To Revived Clinton Event*. POLITICO.  
<https://www.politico.com/news/2022/09/20/zelenskyy-says-world-must-choose-sides-as-he-beams-in-to-revived-clinton-event-00057747>

*Trip Report by Former U.S. President Jimmy Carter to Lebanon, Syria, Israel, West Bank, and Gaza - June 2-17, 2009*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 30 novembre 2023 de [https://www.cartercenter.org/news/trip\\_reports/middle-east-2009.html](https://www.cartercenter.org/news/trip_reports/middle-east-2009.html)

Trump, D. J. (2023, 25 septembre). *Donald J. Trump Posts From His Truth Social sur X*. X (formerly Twitter). <https://twitter.com/TrumpDailyPosts/status/1706125811911397525>

Trump, D. J. (2024a, 17 janvier). *Donald J. Trump Posts From His Truth Social*. Truth Social. <https://truthsocial.com/@realDonaldTrump/posts/111775026153711896>

Trump, D. J. (2024b, 19 juillet). Read the Transcript of Donald J. Trump's Convention Speech. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2024/07/19/us/politics/trump-rnc-speech-transcript.html>

Trump Suggests Taiwan Should Pay US for Protection. (2024, 16 juillet). Dans *Blomberg Businessweek*. <https://www.bloomberg.com/news/videos/2024-07-16/trump-suggests-taiwan-should-pay-us-for-protection-video>

Tumulty, K. (2012, 29 octobre). Obama Cancels Orlando Appearance to Return to D.C.; The President Will Return to Washington as Hurricane Sandy Approaches. *Washington Post.com*.

<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020121029e8at002mh&cat=a&ep=ASE>

Ulloa, J. (2024, 22 mai). Haley Says She Will Vote for Trump, in Her First Appearance Since Dropping Out. *The New York Times*.

<https://www.nytimes.com/2024/05/22/us/politics/nikki-haley-biden-trump.html>

Ulloa, J., Weisman, J. et Goldmacher, S. (2024, 5 mars). Haley Cedes Republican Race to Trump, but Does Not Endorse Him. *The New York Times*, U.S.

<https://www.nytimes.com/live/2024/03/06/us/haley-out-trump-election-updates>

*Upcoming: President Bush interviews on Portraits of Courage*. (2017, 26 février). George W. Bush Presidential Center. <https://www.bushcenter.org/publications/upcoming-president-bush-interviews-on-portraits-of-courage/>

Updegrove, M. K. (2010, décembre). Bush 2.0 . ABI/INFORM Collection. *Texas Monthly*, 815930339. <https://www.proquest.com/magazines/bush-2-0/docview/815930339/se-2?accountid=14719>

Updegrove, M. K. (2018). *Second Acts: Presidential Lives and Legacies after the White House* (New paperback edition). Lyons Press.

Valelly, R. M., Mettler, S. et Lieberman, R. C. (dir.). (2016). *The Oxford handbook of American political development*. Oxford University Press.

Valois-Nadeau, B. (2024, 9 août). *Qu'est-ce que le Projet 2025?* Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/817936/est-ce-projet-2025>

Vaughn, J. S. (2015, 23 mai). The Making of a Great Ex-President. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2015/05/22/opinion/sunday/24vaughn.html>

Vazquez, M. et Morse, C. E. (2024, 16 août). Trump's Latest Financial Disclosure Shows Liabilities, Millions From Licensing. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/16/trump-fec-assets-liabilities/>

Vazquez, M., Raji, T. et Alfaro, M. (2024, 2 juin). After Trump's Conviction, Many Republicans Fall in Line by Criticizing Trial. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/06/02/trump-republicans-jury/>

Viser, M. et Jr, C. R. W. (2024, 29 août). Harris Says She Will Put a Republican in Her Cabinet if Elected. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/08/29/kamala-harris-tim-walz-interview-cnn/>

*Waging Peace Through Elections*. (s. d.). The Carter Center. Récupéré le 4 décembre 2023 de <https://www.cartercenter.org/peace/democracy/observed.html>

- Waldman, P. (2016, 8 avril). Happy Hour Roundup. *Washington Post.com*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WPCOM00020160408ec480080y&cat=a&ep=ASE>
- Wang, A. B. (2023, 25 août). Trump Mug Shot Released After Booking in Fulton County Jail. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/08/24/donald-trump-mugshot-georgia/>
- Washington Times. (2005, 3 novembre). Carter condemns abortion culture. *Washington Times*.  
<https://www.washingtontimes.com/news/2005/nov/3/20051103-111740-7148r/>
- Weigel, D. (2017, 1<sup>er</sup> mai). Democrats, in State of Tension, Find Strength in Disunity. *The Washington Post*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=WP00000020170501ed5100009&cat=a&ep=ASE>
- Weigel, D. (2024, 3 septembre). *The Trump Assassination Attempt Fades Into the Rearview*. Semafor § politics. <https://www.semafor.com/article/09/03/2024/to-the-gops-amazement-the-trump-assassination-attempt-fades-into-the-rearview>
- Weisman, J. (2024, 25 mars). Trump Urges Israel to ‘Finish Up Your War’. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2024/03/25/us/politics/trump-israel-amas-war.html>
- Weisman, J. et Gold, M. (2024, 20 avril). Ukraine Aid Divides Republicans, After Trump Tones Down His Resistance. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2024/04/20/us/politics/trump-ukraine-house-vote.html>
- Weisman, J., King, M. et Kanno-Youngs, Z. (2024, 31 juillet). Trump Questions Harris’s Racial Identity, Saying She Only ‘Became a Black Person’ Recently. *The New York Times*, U.S.  
<https://www.nytimes.com/2024/07/31/us/politics/trump-kamala-harris-black-nabj.html>
- Weissenstein, M. (2024, 26 septembre). Top Haitian Official Denounces False Claim, Repeated By Trump, That Immigrants Are Eating Pets. *Washington Post*.  
[https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/26/haiti-trump-vance-cats-dogs-immigration-un/5a8f0344-7c3e-11ef-980d-341a84fdff8f\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/26/haiti-trump-vance-cats-dogs-immigration-un/5a8f0344-7c3e-11ef-980d-341a84fdff8f_story.html)
- Wells, D. et Svitek, P. (2024, 17 octobre). After Low Profile, Bill Clinton Steps Back on Stage As Surrogate for Harris. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/17/after-low-profile-bill-clinton-steps-back-stage-surrogate-harris/>
- Wells, D. et Wang, A. B. (2024, 22 octobre). Obama Rallies with Walz in Wisconsin: ‘America Is Ready to Turn the Page’. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/22/obama-rallies-with-walz-wisconsin-america-is-ready-turn-page/>

- Wice, P. B. (2009). *Presidents in Retirement : Alone and Out of Office*. Lexington Books.  
Récupéré de  
<http://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=467531>
- Winger, G. H. et Jain, A. (2016). Mr. Worldwide: International Affairs and the American Post-Presidency. *Congress & the Presidency*, 43(1), 1-54. Récupéré de  
<http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/07343469.2015.1117160>
- Wright, T. (2019, 18 janvier). Trump's Foreign Policy Is No Longer Unpredictable. *Foreign Affairs*. [https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2019-01-18/trumps-foreign-policy-no-longer-unpredictable?utm\\_medium=newsletters%26utm\\_source=twofa%26utm\\_content=20190125%26utm\\_campaign=TWOFA%20012419%20Trump%E2%80%99s%20Foreign%20Policy%20Is%20No%20Longer%20Unpredictable%26utm\\_term=FA%20This%20Week%20-%20112017](https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2019-01-18/trumps-foreign-policy-no-longer-unpredictable?utm_medium=newsletters%26utm_source=twofa%26utm_content=20190125%26utm_campaign=TWOFA%20012419%20Trump%E2%80%99s%20Foreign%20Policy%20Is%20No%20Longer%20Unpredictable%26utm_term=FA%20This%20Week%20-%20112017)
- Yourish, K. et Gamio, L. (2024, 9 septembre). What Harris and Trump Say About Each Other. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2024/09/09/us/politics/trump-harris-campaign-social-media.html>
- Zakrzewski, C., Kornfield, M. et Rodriguez, S. (2024, 22 décembre). Lara Trump Drops Out of Contention for U.S. Senate Seat for Florida. *Washington Post*.  
<https://www.washingtonpost.com/politics/2024/12/21/lara-trump-florida-senate/>
- Zeleny, J. (2012, 30 juillet). Bill Clinton to Have Leading Role at Party's Convention. *The New York Times*.  
<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=NYTF000020120730e87u0005c&cat=a&ep=ASE>